

909.09822

P462

no.67

STX

L'ITALIE POSTMODERNE



Peuples Méditerranéens N° 67

MEDITERRANEAN PEOPLES

UNIVERSITY OF
ILLINOIS LIBRARY
AT URBANA-CHAMPAIGN
~~BOOKSTACKS~~



109 09832
P-102
no 67

R45-2

L'Italie postmoderne

PEUPLES MÉDITERRANÉENS / MEDITERRANEAN PEOPLES N° 67
Revue trimestrielle - avril-juin 1994

Antonio Negri : Italie, années 80. Crise et renouvellement d'un modèle constitutionnel	3
Maurizio Lazzarato : Berlusconi, l'entrepreneur politique	13
Alisa Del Re : Le welfare berlusconien. Le privé c'est beau, surtout en famille	23
Anna-Maria Crispino : Le féminisme et la gauche. La route des collisions.....	39
Lucetta Scaraffia : Femmes en politique, de droite à gauche dans l'Italie des années 90	59
Renate Siebert : Les femmes, la mafia	73
Umberto Santino : La Mafia entre la Première et la Deuxième République	91
Guglielmo Ragozzino : Solde de l'Etat. Etat des soldes	109
Cosimo Scarinzi, Renato Strumia : Les tenailles	125
Enzo Pace : Le désenchantement religieux des Italiens	143
Ilvo Diamanti : Le parti de la nouvelle classe moyenne du Nord	155
Percy Allum : Les élections italiennes de mars 1994. La transition continue.....	165
Ferruccio Gambino : Surtout, ne pas se regarder dans le miroir!	185
Résumés / Abstracts :	205

Cette livraison a été dirigée
par
Alisa Del Re et Monique Gadant

Publié avec le concours du Centre national des lettres

ITALIE, ANNÉES 80 CRISE ET RENOUVELLEMENT D'UN MODÈLE CONSTITUTIONNEL

Antonio NEGRI

1

Les événements qui ont caractérisé l'histoire italienne des années 90 sont sans aucun doute des événements révolutionnaires. Ils ont radicalement modifié la structure de la République, sa classe dirigeante et sa forme constitutionnelle. Je voudrais insister ici sur les modifications de la "constitution matérielle" de la République italienne*.

Pour définir le concept de constitution matérielle, je suivrai l'enseignement de Carl Schmitt et, pour l'Italie, celui de Costantino Mortati qui fut l'élève de Schmitt, et l'un des auteurs de la Constitution de 1948, soit, comme on dit aujourd'hui, de la Constitution de la Première République. Schmitt et Mortati définissent la constitution *matérielle*, en tant qu'elle est distincte de la constitution *formelle*, comme la codification tacite et structurelle d'un ensemble de rapports de force politiques qui donnent sens aux règles, au langage et à la finalité de la constitution. La constitution matérielle, est le fait normatif par excellence, elle est la condition historique qui fonde la norme fondamentale (*Grundnorm*) du système. Elle définit l'esprit de la constitution formelle et en fixe les limites.

* Article traduit de l'italien par Alban Albini.

La figure formelle de la Constitution de 1948 prévoyait ainsi un régime de démocratie constitutionnelle, de forme républicaine. Mais sa base matérielle était constituée par l'alliance programmatique des forces catholiques et socialo-communistes. Du contrat constitutionnel étaient exclues toutes les forces, fascistes ou non, nostalgiques du passé; l'esprit antifasciste qui avait animé la résistance contre l'ennemi extérieur et intérieur, était la base de la Constitution. Le programme social de la Constitution de 1948 (mieux des forces qui la garantissaient) était celui d'une démocratie capitaliste, fortement "réformiste" (on parlerait aujourd'hui d'une politique sociale "fordiste"), ouverte à des réformes qui accorderaient une citoyenneté sociale active à tous les travailleurs. Toujours à propos de la constitution matérielle de 1948, doivent être pris en considération deux autres éléments. D'abord la forme particulière du processus de légitimation, adoptée, ensuite la surdétermination internationale que le processus constitutionnel prenait en compte.

Un double modèle de légitimation est mis en œuvre par la Constitution de 1948 : une légitimation par la représentation des partis, et un procès de représentation "des intérêts organisés", avant tout des syndicats ouvriers et paysans et des corporations patronales. C'est sur ce double système de légitimation que les pouvoirs d'Etat ont dû fonctionner. Leur action devait toujours opérer le miracle d'équilibrer dans l'action parlementaire, administrative ou juridique, les intérêts des partis et des forces sociales organisées. On comprend pourquoi, dans ce cadre donné, l'Etat italien s'est organisé à partir de 1948, plutôt comme un *Etat constitutionnel* (de contrôle réciproque et d'équilibre entre forces politiques et sociales) que comme un *Etat de droit* (où domine absolument la loi générale et abstraite).

La surdétermination internationale de la Constitution de 1948 est la stabilité décidée par la Conférence interalliée de Yalta. Dans la division du monde en blocs, l'Italie appartenait au bloc occidental et ne pouvait en décider autrement. Cette norme de l'ordre international de la Guerre froide est intériorisée par le processus constitutionnel. Le système constitutionnel italien était en fait construit comme un "bipartisme imparfait". Bipartisme parce que le système était fondé sur deux forces, la droite et la gauche, opposées, disposées à se contrôler réciproquement, et, théoriquement, alternant au pouvoir. Mais ce bipartisme était "imparfait" dans le sens que les conditions internationales empêchaient *par principe* que l'alternance théorique ait effectivement lieu. Pour faire fonctionner ce système baroque, démocratique constitutionnel, étaient prévues une série de formes institutionnelles *ad hoc* et de procédures adaptées. Particulièrement importantes étaient les procédures qui permettaient *l'association* des forces politiques parlementaires dans le travail de direction de l'Etat, comme par exemple le mode de travail des commissions parlementaires qui autorisait une négociation législative large et continue, ou encore, le système de régulation corporatif des conflits d'intérêts qui offrait la

possibilité de développer de très vastes procédures de participation des acteurs sociaux à la définition de la politique de planification économique et de redistribution des revenus.

Étaient enfin importantes les formes institutionnelles (de la Présidence de la République au Conseil supérieur de la magistrature, sans compter les multiples institutions de régulation économique) dont la formation était constitutionnellement négociée, afin d'y reproduire la dualité du cadre de référence représentatif et ainsi d'atténuer les effets éventuellement pervers du "bipartisme imparfait".

Ce système de gouvernement a vécu de 1948 jusqu'au début des années 90. Tant que duraient les conditions internationales qui avaient présidé à sa genèse, cette forme de gouvernement ne pouvait être modifiée. Le système international qui en avait imposé la forme (les limites et les vices), en garantissait la durée.

Les crises successives que le système a rencontrées de 1948 à 1990 le démontrent. Elles ont contribué à rénover l'esprit de la constitution matérielle de 1948. En fait, dans ces quarante années qu'a duré la Constitution de la Première République on remarque un certain nombre de moments critiques : dans un premier temps, ils sont engendrés par la droite (en 1953, tentative de faire passer une loi électorale majoritaire, en 1960 tentative de faire entrer l'extrême droite fasciste au gouvernement), dans un deuxième temps par la gauche (surtout dans la première moitié des années 70, caractérisées par une violente rupture des accords corporatifs en matière de travail, et par la critique radicale des procédures de planification). Mais, justement, en chaque occasion, la classe politique a renouvelé le contrat constitutionnel initial. Dans les années 60, la crise a été résolue par un léger rééquilibrage de l'axe constitutionnel du côté du centre-gauche. Dans les années 70, se succèdent des tentatives de nouvelles alliances, entre les partis et à l'intérieur des partis, qui produiront différents *compromis* plus ou moins "historiques", parfois étendus jusqu'à l'extrême gauche de l'éventail parlementaire. Mais, justement, quelle que soit la forme de l'éventail parlementaire, son axe constitutionnel ne pouvait être qu'au centre : le "bipartisme imparfait" et la constitution matérielle étaient insurmontables. La gauche pouvait se joindre au centre, mais le centre constituait la cible inamovible de toutes les opérations politiques, le destin de la démocratie italienne d'après guerre.

2

La crise de la constitution matérielle qui vient d'être décrite, a de quelque façon commencé à se faire jour à partir des années 70, avec une pesanteur croissante.

En quoi consiste-t-elle? Dans le fait que les forces politiques qui se trouvaient au fondement des accords de 1948, sont elles-mêmes entrées en crise. L'accord, on l'a vu, n'a pas changé, *ne pouvait pas changer*, mais les sujets qui l'avaient conclu se mouraient, mieux étaient artificiellement tenus en vie par le fonctionnement de la constitution formelle. Les rapports entre constitution matérielle et constitution formelle se sont inversés. La première qui devait constituer la trame et produire la vitalité de la seconde s'est exténuée; la vie constitutionnelle n'était plus désormais que constitutionnelle, elle était la vie d'un mort.

Aujourd'hui, tout cela est clair. Mais pour qui voulait la voir, la crise était manifeste dès les années 70. Le système se reproduisait automatiquement sans âme qui l'imprègne, sans esprit qui le rénove, c'était monstrueux. Seules les conditions internationales maintenaient un système dont toutes les autres conditions s'étaient écroulées. Nous étions encore dans la Guerre froide, avant 1989 et la chute du Mur de Berlin... Qu'est-il donc arrivé dans toutes ces années? Qu'est-il arrivé à la Constitution de la Première République des années 70 aux années 90?

A droite, la vieille classe politique, à moitié catholique, à moitié capitaliste (mais il est question du grand capital fordiste ...) entre en contradiction avec sa propre base. Durant ces années, le tissu productif italien en réalité change, il change très rapidement. Vivement contesté par les luttes ouvrières vers la fin des années 60, le grand capital se retire sur le terrain financier et commence à transférer ses capacités productives et politiques au plan international. Par contre les PME s'enracinent toujours plus profondément et organiquement dans leurs territoires traditionnels et offrent une alternative aux ambitions de domination sociale du grand capital. Dans cette phase de grande modification industrielle, provoquée par les luttes ouvrières particulièrement intenses de la fin des années 60 et du début des années 70, commencent à apparaître, surtout au Nord, de nouvelles formes d'entreprises, se forment de nouveaux bassins de forces de travail et de nouveaux réseaux de petites et moyennes entreprises. Le pouvoir industriel change de physionomie, les sommets de la productivité se déplacent de la grande entreprise fordiste aux réseaux territoriaux de travail diffus, toujours plus immatériel. Dans les années 70 se prépare le boom industriel qui explosera dans les années 80.

Cette profonde et vaste transformation productive n'a pas effleuré la vieille classe politique du centre droit ou du centre gauche. La transformation du mode de production n'a même pas été soupçonnée. Le gouvernement du pays continue à se mouvoir sur le vieux terrain de l'Etat fordiste; il soutient les grandes entreprises en crise, mais, par ailleurs, ne sait pas offrir aux PME qui connaissent un développement vigoureux les services élémentaires et en quelque manière essentiels. La vieille classe politique est totalement incapable de susciter les synergies (entre territoires, entreprises, services et formation) qu'exige la nouvelle réalité industrielle. Les vieilles forces politiques de droite et

du centre, restent immobiles au milieu du séisme. La contradiction entre la classe politique de droite et sa base devient explosive.

Les forces de gauche sont aussi immobiles. Elles aussi sont aveugles devant les transformations du monde de la production et les transformations sociales qu'elles impliquent. Elles se fient aux corporations ouvrières de la grande industrie pour poursuivre une politique fordiste qu'elles croient indépassable. Déjà, dans les années 70, les forces de gauche flottaient entre la défense exaspérée des intérêts des corporations et la compromission sans principe avec les forces de gouvernement. La grande marche à travers les institutions qu'elles avaient promise à leur base, s'est transformée dans la marche titubante de celui qui ne sait plus comment s'orienter.

Pour accroître la désorientation de la gauche, s'ajoutent les fortes tendances insurrectionnelles et mouvements de lutte armée qui s'étendent en Italie à la fin des années 70 et au début des années 80. Le fait est que de nouvelles générations d'intellectuels et de travailleurs demandaient à la gauche de prendre politiquement en charge la direction de ces mouvements de transformation productive et sociale que la droite ne savait pas et ne pouvait pas diriger. C'est face au refus de la gauche de déclarer morte la Première République, que se sont déchaînées la résistance, la révolte et la lutte armée. La gauche alors a assumé en son propre nom l'engagement dans la répression. Une opération horrible, minutieuse, dure que l'on ne peut oublier. L'éloignement de la gauche de sa base ouvrière et intellectuelle ne se caractérise donc pas seulement par l'aveuglement face aux transformations du mode de produire et par une loyauté stupide à un contrat constitutionnel déjà épuisé, il est avant tout marqué par ces actes sans retour que sont la trahison, la répression stalinienne des luttes, l'illusion de pouvoir gagner à ce prix la dignité de gouverner.

Effectivement, la gauche entre au gouvernement dans les années 80. Il s'agit dès lors d'une boîte vide. La gauche, après avoir matériellement, pendant les quarante longues années qui vont des années 40 aux années 80, participé à la vie politique italienne dans une fonction subordonnée, entre désormais formellement dans un système de gouvernement qui a perdu toute représentativité sociale. La Constitution de 1948 était bien épuisée, mais la gauche, non seulement n'y prenait pas garde, mais ne voulait pas s'en apercevoir. Cependant, quand les constitutions s'épuisent, ou bien on les remplace, ou bien elles deviennent un objet à partager, un terrain de corruption, ou bien un nouvel esprit constituant apparaît, ou bien encore tout est impliqué dans la putréfaction du vieux. L'Etat était devenu un patrimoine à se partager et à dépenser : la gauche a joué le jeu. Le jeu de la corruption. Une corruption nécessaire et inévitable, active et passive, parce que quand l'esprit de la démocratie ne souffle pas, et que la représentation est inexistante, le seul rapport possible entre le gouvernement et la société civile passe par les lobbies qui corrompent les politiciens et les

associations qui sont corrompues par les politiciens. Dans les années 80, la participation de la gauche à cette machine infernale de la corruption est intime et profonde. Le meilleur indice de cette participation est que, pour la première fois, la gauche ne dénonce plus la corruption des gouvernants et de la vie politique. Dans les années 80, la capacité de conscience et de critique de la gauche est proche de zéro, sa capacité de corruption et de répression s'élève à l'infini.

3

En 1989, avec la chute du Mur de Berlin, la Constitution italienne de 1948, la constitution matérielle étant désormais épuisée, s'écroule aussi formellement. S'était déjà écroulé l'ensemble des rapports sociaux qui la présupposaient, avait déjà disparu sa capacité de représenter des mouvements et des sujets politiques réels. Maintenant, disparaît aussi la fiction. Le roi est nu. La crise est évidente. De la grande marmite qui bouillonnait par elle-même, on avait enlevé le couvercle. Ainsi s'ouvre la *révolution italienne*, la mise en discussion radicale de la Constitution de 1948, dans ses dimensions matérielles et formelles. Ici s'ouvre en définitive la perspective de la Seconde République.

Entre 1989 et 1993, tous les jeux se succèdent. Schématisons.

Premier jeu. Le président Cossiga et la haute bureaucratie d'Etat tentent une opération autoritaire pour contrôler une crise qu'ils croient, à juste titre, inévitable. Cette opération est bloquée par la réaction des autres corps de l'Etat.

Deuxième jeu. En même temps, les Liges se présentent sur le terrain, avec une emprise et une agressivité très fortes, et surtout, avec la capacité de construire de nouveaux agrégats traversant toutes les forces politiques. Elles représentent de façon caricaturale et néanmoins effective, les nouvelles forces productives des petites et moyennes entreprises qui se sont consolidées dans le Nord, c'est-à-dire dans une des zones les plus productives de l'Europe. L'apparition des Liges prend une forme subversive et a des effets révolutionnaires. Elles prônent expressément la fin de la Première République, une nouvelle Constitution fédérale, et, pour la première fois, un libéralisme économique extrême. Toute la classe politique se rend compte de l'impossibilité de bloquer l'insurrection leguiste sans une opération radicalement novatrice.

Troisième jeu. Contre le premier et aussi le deuxième projet, se constitue un "nouveau centre"; il représente, au travers d'événements contrastés, une alliance qui comprend quelques unes des grandes administrations de l'Etat (surtout le Trésor et la Justice), quelques groupes de catholiques réformistes et la gauche. Le gouvernement Amato, puis le gouvernement Ciampi (déjà gouverneur de la Banque d'Italie), se placent à la tête de ce projet qui se propose deux objectifs :

moralisation de la vie publique, ouvrant la voie à la justice pour poursuivre et anéantir les forces politiques impliquées dans la corruption (opération "Mains propres"), destruction de l'Etat providence (une lourde politique de réajustement des comptes déficitaires de l'Etat est mise en œuvre, par le blocage des salaires, une campagne de privatisations qui vise la totalité du patrimoine public, le démantèlement des structures d'assistance qui sont assimilées à une forme de corruption, et une politique monétaire très restrictive). Ce "troisième jeu" veut couper l'herbe sous les pieds de la Ligue par la campagne de moralisation et par le lancement de la politique libérale, il cherche en conséquence à désamorcer son potentiel subversif.

Au début de 1994, le "troisième jeu", soit le nouveau centre, paraissait victorieux. Un front "progressiste" à la tête duquel se trouvent les forces composites comprenant la grande administration, le centre et toute la gauche, sous la direction du gouvernement Ciampi paraissait vainqueur. Et pourtant.

Quatrième jeu. Se présente sur la scène politique un grand capitaliste, Berlusconi, fort de ses réseaux de télévision et de son empire de papier imprimé, qui s'offre comme lieu de convergence de la nouvelle droite libérale et des forces de l'Ancien Régime qui ne se reconnaissent pas dans le front progressiste. Pour la première fois, depuis 1989, et l'apparition des ligues, le problème de la représentation des nouvelles classes productives (qui se sentaient étrangères à la Constitution de 1948) est posé en termes généraux, politiquement adéquats aux difficultés du moment traversé. En très peu de temps, cette nouvelle force s'organise et gagne les élections. Berlusconi devient chef du gouvernement.

4

Une nouvelle "constitution matérielle" se dessine, base de la nouvelle structure du pouvoir en Italie. Comment se caractérise-t-elle? Quelles forces fondamentales la modèlent, la limitent, en régissent et garantissent le langage, la finalité et les règles?

L'élément central de la nouvelle constitution matérielle est représenté par la *centralité de l'entreprise*. Entreprise signifie ici fonction entrepreneuriale dans l'organisation capitaliste de la production et de la circulation de la marchandise. La production et le marché légitiment l'autorité ou l'exercice du pouvoir sur l'ensemble de la reproduction sociale. Dans ce sens, organisation et hiérarchie, positionnement des sujets en fonction de la productivité de "l'entreprise-Italie", ordonnent le langage et les finalités du gouvernement; sur cette base, doivent se présenter et se consolider les éléments du consensus. Une conséquence négative en découle immédiatement, l'organisation de la force de travail qui, pour la Constitution de la période fordiste, était

fondamentale dans le processus de légitimation de l'Etat, est désormais exclue.

La force de travail, dans l'Etat-entreprise, n'est plus considérée comme sujet collectif mais comme ensemble de consommateurs, comme élément mobile et flexible du capital-lui-même.

Il s'ensuit une modification radicale du concept et de la pratique de la représentation politique. Dans les constitutions fordistes, on l'a vu, une importance centrale était donnée à la représentation des intérêts; cette organisation donnait souvent la forme des négociations sur la redistribution des revenus. Maintenant, la représentation des intérêts organisés, et d'abord de ceux des classes inférieures, est exclue des processus de la représentation politique, et, lorsque ce n'est pas possible, d'une façon ou de l'autre, subordonnée à celle-ci. En second lieu, la représentation politique est, autant que possible, soustraite à l'organisation des partis politiques. Dans la nouvelle constitution matérielle, le rôle des partis est fortement modifié par la forme du suffrage, qui, non seulement pénalise la proportionnalité mais tend, toujours avec une détermination et une cohérence entières, à se personnaliser (suffrage majoritaire, personnel, uninominal, à un seul tour). Les partis politiques tendent à devenir un produit du jeu électoral, plutôt que des sujets, des acteurs de masse, de l'organisation démocratique de l'Etat, comme l'Etat Providence l'avait conçu. L'ensemble des procédures sociales de légitimation (surtout sur le terrain économique) et des médiations entre citoyenneté politique et citoyenneté sociale est ainsi abrogé.

Si l'Etat se modèle sur l'entreprise, le gouvernement est gouvernement d'entreprise. Le pouvoir exécutif reconquiert de cette façon une éminence qui, durant les cinquante dernières années avait été mise en question. La nouvelle éminence de l'exécutif modèle d'une nouvelle façon les autres pouvoirs de l'Etat. La fonction parlementaire est la première touchée par cette modification; du Parlement est attendu une fonction de contrôle plutôt qu'une fonction législative au sens propre. Quant à la magistrature, elle est l'objet d'une forte pression visant à réduire son indépendance et à la ramener à un rôle fonctionnel au développement de l'entreprise (entreprise individuelle, ou entreprise-Italie).

5

Comme on le voit dans la chronique de ces années, ces modifications de la forme de l'Etat et cette recomposition de l'architecture des pouvoirs se déroulent à l'intérieur de violentes polémiques qui atteignent parfois le point de rupture. Mais il est clair qu'aussi bien à droite qu'à gauche, cette voie de développement est acceptée. Le problème que l'on rencontre ici, n'est plus constitutionnel

mais simplement politique; il ne concerne plus la structure de l'Etat et la nouvelle configuration des pouvoirs mais la formation des nouvelles classes politiques et administratives.

Je ne veux pas ennuyer le lecteur en insistant sur une série de modifications de la constitution formelle que les régimes présidentiels connaissent déjà dans une large mesure, et qui, en Italie aussi, préparent une transformation présidentielle du régime politique, très prochaine sinon imminente. Cette transformation est ressentie dans toute son urgence parce que le pouvoir central doit, grâce au renforcement de la fonction présidentielle, compenser les processus de décentralisation et de régionalisation (voire de fédéralisation) qui sont à l'œuvre. Un temps adéquats à l'articulation de l'Etat-entreprise et à la nécessité de stabiliser les nouvelles relations à l'intérieur du grand marché européen, les processus de décentralisation doivent d'une façon ou de l'autre, être ramenés à un commandement central.

Je ne veux donc pas poursuivre sur ce terrain. Plus important est ce qui advient derrière et au travers de ces modifications de la structure formelle de la Constitution. C'est sur le terrain matériel que des structures formelles semblables ou identiques se différencient de fait. L'Italie-entreprise qui s'engage vers une forme de régime présidentiel n'est par conséquent pas semblable à un quelconque autre pays à régime présidentiel. Ce qui est particulier en Italie, c'est la force, je dirai la violence de la transformation. L'Etat Providence en sort les os rompus. La dérèglementation va de pair avec un processus de privatisation des biens de l'Etat, qui modifie essentiellement les rapports de pouvoir entre classes et les schèmes de redistribution de la richesse. Dans cette perspective, ce qui se passe en Italie, est plus semblable à ce qui s'est passé dans les pays du "socialisme réel" qu'au néo-libéralisme qui s'est imposé dans les pays de l'Europe centrale dont la structure était celle de l'Etat Providence. En définitive, à nouveau, comme cela est arrivé dans les siècles passés, mais à un tout autre niveau de complexité sociale, la bourgeoisie s'identifie au gouvernement, le pays est réduit à une entreprise et la gestion de cette entreprise est capitaliste de façon unidimensionnelle.

Dès lors, et ici ce qu'il y a de plus nouveau rejoint le nouveau, cette réappropriation directe du pouvoir par la bourgeoisie, et la transformation de la constitution matérielle sont conditionnées (comme je le disais au début) par le nouveau mode de production et par la nouvelle assise productive qui durant ces dernières années s'est mise en place. Berlusconi et ses alliés sont les représentants authentiques et légitimes de l'industrie "post-fordiste" qui a fait de la communication et de la production immatérielle grâce aux réseaux, la base de sa propre activité. La "subversion du passé", des anciennes structures constitutionnelles trouve donc une base réelle dans les nouvelles strates de l'entreprise diffuse que la réforme capitaliste des années 70 et 80 a engendrée. La "subversion du passé" est ainsi dans ce cas la

réappropriation directe de la structure politique par une nouvelle strate de la bourgeoisie. Berlusconi s'est montré très habile en rassemblant les nouveaux entrepreneurs post-fordistes et la nouvelle classe moyenne de la communication. Il s'est montré aussi habile en contenant la polémique que ces nouvelles strates entrepreneuriales développaient contre le grand capital fordiste et financier, et en recomposant, une fois modifiés les rapports de force à l'intérieur de la formation en faveur des nouveaux entrepreneurs, un front unitaire. La dite révolution italienne n'est par conséquent pas seulement néo-libérale; elle est néo-libérale mais aussi et avant tout post-fordiste, elle est néo-libérale mais aussi et avant tout capable d'organiser le nouveau consensus de la communication et de la production de masse. Telle est donc la *nouvelle* forme du gouvernement réactionnaire de la bourgeoisie dans la société de communication et du post-fordisme.

Qu'il soit clair que j'insiste autant sur le "nouveau" que sur le "réactionnaire". Je trouve complètement sans intérêt ces analyses du "berlusconisme" qui le réduisent à la reproduction des vieux comportements fascistes. En réalité, dans le "berlusconisme" il n'y a rien du vieux fascisme, et encore moins dans la nouvelle constitution matérielle de la République. Certains groupes de la gauche qui profèrent cette accusation, sont aveuglés par la seule colère de la défaite. Le "berlusconisme" est au contraire une nouvelle forme de domination du capitaliste collectif, et une nouvelle forme d'exploitation adéquate à une société dans laquelle communication et production désormais se confondent.

Dans ce cadre seulement, en retenant dans l'analyse ces déterminations post-modernes, la résistance à ce système de domination, et la construction d'alternatives adéquates pourraient être inventées et organisées.

Paris
Juillet 1994

BERLUSCONI, L'ENTREPRENEUR POLITIQUE

Maurizio LAZZARATO

Critiquer Berlusconi est impossible sans critiquer les nouvelles formes de l'accumulation capitaliste. Plus généralement, une critique de la communication (dont on a beaucoup parlé à propos de Berlusconi) est impossible sans prendre à rebrousse poil les théories des années 80 construites sur le présupposé, avoué ou sous-entendu, du dépassement du capitalisme et de ses lois par, justement, les paradigmes de la communication. C'est exactement le contraire qui s'est passé. La machine sociale, la machine productive, la machine communicationnelle, la machine politique tendent à devenir des articulations d'un même processus, la domination capitaliste du réel, de tout le réel. Les différentes machines fonctionnent toutes sur le même plan d'immanence, sur "le corps sans organes" du capital-argent dont elles ne sont que "des modes et des attributs".

On parlait autrefois de "relative autonomie" (permettant des formes de subordination despotiques, donc non spécifiquement capitalistes, comme la propagande), pour rendre compte du rapport au capitalisme de la machine de communication; elle a aujourd'hui laissé la place à une "déterritorialisation" complète (à un décodage) par la logique du marché des flux de communication, de leurs contenus sémantiques et de ses locuteurs traditionnels. L'entreprise de Berlusconi est le dispositif en acte qui donne à voir comment l'entreprise est devenue "l'âme" de formes de communication qui, autrefois, dépendaient indirectement d'elle, le journalisme, l'information ("indépendante" ou étatique), la fiction, les sports, les jeux, etc.

L'Italie est, dit-on, un laboratoire politique, mais il faut immédiatement ajouter, un laboratoire où s'expérimentent des formes de gouvernabilité

de cette nouvelle configuration capitaliste. Dans la figure de Berlusconi, ne peuvent en effet plus se distinguer l'entrepreneur (celui qui assure la production de plus-value), le patron de médias (celui qui produit l'opinion publique) et l'homme politique (celui qui organise l'espace public). Ces différentes fonctions ne sont pas hiérarchiquement disposées, elles se présupposent réciproquement. Ce qui n'a rien à voir avec le fascisme. Quelque chose de pire peut-être se prépare, mais à coup sûr quelque chose de complètement différent aussi.

Tous les commentaires sur Berlusconi ne font que démontrer l'impuissance de la démocratie et de son idéologie (les droits de l'homme) dont la gauche est l'expression la plus navrante, dans la critique de la forme capitaliste triomphante de cette fin de siècle, l'entreprise.

Benetton et les flux

Berlusconi n'a pas gagné les élections parce que propriétaire de réseaux de télévision, mais parce qu'il représente de façon emblématique (il est matériellement) la nouvelle figure de l'entrepreneur, ce que nous avons appelé l'entrepreneur politique. Son succès électoral n'est pas dû à la manipulation des médias, mais à une complicité réelle et profonde avec un nouveau mode de production à l'intérieur duquel il nage comme un poisson dans l'eau. Que ce nouvel entrepreneur utilise la communication comme mode stratégique de commandement et d'organisation, doit seulement nous inciter à saisir qu'un nouveau paradigme est à l'œuvre où les rapports entre l'économique, le social et le politique sont bouleversés. Pour comprendre le changement et pour éviter tout malentendu, il est utile de se référer à une autre expérience entrepreneuriale italienne qui, loin des médias, s'est constituée sur la maîtrise et le contrôle des flux : flux de travail, flux de consommation, flux de communication, flux de désirs. Il s'agit de Benetton.

Benetton est un entrepreneur très étrange et, d'une certaine façon inexplicable dans le cadre de la théorie économique traditionnelle, c'est un entrepreneur sans ouvriers, sans usines, sans réseaux de distribution. Pour être plus précis, à la fin des années 80, sur les 250.000 personnes qui travaillaient dans le cycle Benetton, seulement 2.500 dépendaient directement de la multinationale du vêtement. Et parmi ces 2.500, les ouvriers classiques (surtout ceux de la teinture et des magasins) n'étaient pas les plus nombreux. Depuis, l'automation a certainement touché le travail de magasin et peut être aussi celui de la teinture, mais les données récentes ne sont pas disponibles. Les nouvelles embauches concernent par contre l'écurie de Formule Un.

Pour ne pas trop bousculer les habitudes mentales des hommes de gauche, on dira qu'il a établi un rapport nouveau à la production, à la

distribution et à la consommation. Chez Benetton, l'extraction de la plus-value n'est plus le résultat de l'exploitation directe du travail, au contraire celle-ci est organisée par de petites et moyennes unités de production, soit une auto-exploitation auto-organisée par les individus-entreprises, ce qu'en Italie, on appelle le travail autonome; elle est fondée sur le contrôle des flux. Flux financiers et flux communicationnels tout d'abord. Dans ce cadre, un flux ne peut-être approprié que par un flux plus puissant, et ce n'est qu'à la jonction des différents flux (flux de production, de circulation, de consommation, de désirs) qu'il y a production de plus-value, qu'elle devient visible. La fonction de l'entrepreneur est alors d'organiser l'écoulement des flux et de les capturer. Dans ce dispositif, la machine de communication avec ses flux a-signifiants et ses flux signifiants, est un énorme appareillage de capture de la plus value et non de production de l'idéologie. Le nouveau capitalisme est puissance de flux, différentiel de vitesse de leur circulation, et l'entrepreneur se définit par la capacité de fonctionner comme échangeur de leur vitesse de circulation.

Autrement dit, production de plus-value, production de sens et production d'espace public sont les articulations du travail de l'entrepreneur politique (personnifié ici par Benetton) et fonctionnent depuis la fin des années 70 parallèlement aux formes de production fordistes, à leur système politique, à leur opinion publique. Ce changement de la forme capitaliste de l'accumulation érode depuis vingt ans la constitution matérielle et la constitution formelle issue de la Deuxième Guerre mondiale. Expliquer l'effondrement du fordisme et de son système politique en Italie par les scandales et corruptions (très réels sans doute), c'est prendre les conséquences pour des causes.

Les flux de travail

La description de la machine de communication comme "appareil de capture" de la plus-value, est encore à faire. Je me limiterai à proposer quelques éléments de réflexion sur le fonctionnement de la multinationale Benetton comme machine à capturer ...

Quant à la "production", sa préoccupation n'est pas de gérer la production mais de fédérer, de structurer des réseaux productifs qui existent indépendamment de lui. Avec les réseaux, il a un rapport politique, dans ce sens que sa fonction principale n'est plus d'organiser "les temps et les méthodes" du travail d'usine ou d'engendrer des accroissements de productivité par l'innovation productive (comme le faisait l'entrepreneur classique ou schumpeterien), mais d'assurer "la construction sociale du marché" en un tissu productif autonome. On dira qu'il s'agit d'une autonomie relative, que souvent les petits patrons sont d'ex-ouvriers expulsés de la production, etc., il n'en s'agit pas moins

d'un mode de production et de commandement complètement différent de la grande usine.

L'appartenance sociale, la fluidité des réseaux, la permanence des circuits est ce qui semble aujourd'hui le mieux représenter le caractère spécifique de la fonction d'entreprise. La localisation de la production n'a qu'une importance secondaire, l'insertion dans les circuits tertiaires de financement et de services est par contre décisif, l'insertion dans les réseaux de communication est nécessaire. Il faut ici faire attention, la relativisation systémique de toutes les composantes attachées à la fonction d'entreprise s'effectue sur une dimension temporelle qui traverse et s'empare de l'espace social, et y réalise une valorisation concrète. Si on ne voit plus l'usine, c'est qu'elle s'est socialisée, et, en ce sens, elle est devenue immatérielle, mais cette immatérialité continue à produire des relations sociales, des valeurs et des profits¹. Plus que les catégories de discipline de l'usine, ou de contrainte administrative, celles de médiation et de légitimation entre acteurs sociaux (banques, unités productives, collectivités locales, consommateurs, distributeurs, etc.) sont utiles à la compréhension de la figure de l'entrepreneur.

Réseaux de commercialisation

Les réseaux de distribution n'appartiennent pas non plus à Benetton. Les quelques unités de distribution contrôlées directement n'ont qu'une fonction d'expérimentation. Le réseau de distribution est organisé sur le mode de la franchise. Sur cette partie du cycle, se retrouvent les mêmes caractéristiques de contrôle et d'organisation qui fonctionnent dans les flux industriels. Gestion sociale et politique des réseaux au travers de "la marque", plutôt que contrainte directe, disciplinaire ou administrative.

La maison mère offre au commerçant sa marque et sa marchandise, c'est-à-dire une "aura", une identité, un moyen de production de revenu. Le commerçant ne sera plus un commerçant anonyme mais un magasin "Benetton". En échange, il ne vendra que des marchandises Benetton et suivra des règles précises de style et de comportement et se donnera du mal pour "honorer la marque". Parce que ce nom, avec son énorme potentiel communicatif, fruit de milliards d'investissements, représente la véritable source de revenu et le véritable principe d'identité. Ainsi, un commerçant quelconque deviendra, dans son autonomie et sans contrevenir à la loi sacrée de l'initiative individuelle, dépendant du "Grand Patron", il deviendra le sujet d'un empire.

¹ Pour un approfondissement de l'analyse de l'entreprise Benetton, cf. M. Lazzarato, Y. Moulrier-Boutang, A. Negri, G. Santilli, *Benetton en Italie, le Sentier à Paris*, Publisud, Paris, 1993.

Flux de désir, de consommation et de production de subjectivité

Dans la production et la distribution, Benetton met en place "les conditions sociales" du développement de réseaux productifs et distributifs en utilisant les formes politiques de la médiation, de la légitimation, de la communication; parallèlement, il œuvre à la construction d'un véritable espace public et de ses valeurs. L'une des fonctions les plus importantes qu'exerce l'entrepreneur politique dans "la construction sociale du marché", est la constitution du "consommateur". Cette fonction s'exerce chez Benetton au travers d'un instrument précis, la publicité. Benetton ne délègue pas sa publicité à des agences comme l'ont toujours fait les entreprises fordistes; il considère la publicité comme "un facteur productif", au même titre que les autres.

Mais, dans l'entreprise post-fordiste, la productivité de la publicité ne trouve pas tant son fondement économique dans la vente que dans "la production de subjectivité"¹. Elle est la forme de communication par laquelle est organisée "l'interaction" avec les consommateurs, et ressemble de plus en plus à l'action politique, parce qu'elle détermine "la production de sens" pour le marché, d'un marché qui a les mêmes contours que la société.

Le développement de la publicité chez Benetton peut être décrit par trois étapes qui, en un raccourci saisissant, donnent à voir l'histoire et l'avenir de la publicité. Ce développement peut se définir comme passage de la réclame à la publicité et de la publicité à la communication sociale, où la racine *public* du mot prend toute sa signification.

La réclame appartient à l'époque révolue où la publicité servait à faire vendre le produit. L'objet marchandise triomphait dans l'affiche, le spot ou le journal. On est ensuite passé à la publicité qui devait avec le temps construire l'image de marque d'un produit ou d'une entreprise. Mais, avec les nouvelles publicités de Benetton (le malade du Sida, l'enfant qui vient de naître, un bateau chargé de réfugiés albanais, ...) la marchandise disparaît de la publicité et la marque reste affichée, mais dans un coin. L'image est directement une image culturelle, politique ou éthique.

Que s'est-il passé?

¹ C'est dire que "la production de subjectivité" est devenue l'une des conditions à réaliser pour vendre. J'ai analysé la production de subjectivité à l'intérieur de la production immatérielle, et essayé d'utiliser le paradigme esthétique pour rendre compte du processus de constitution et d'exploitation du consommateur, cf. "Le cycle de la production immatérielle", *Futur antérieur*, 16.

L'un des plus grands critiques français de l'image dit, dans une analyse de Benetton :

Il se passe que ce n'est plus la pub qui travaille pour le marché, mais le marché triomphant qui travaille pour la pub. Plus exactement, le marché fait la courte échelle à la pub afin qu'elle informe sur un vaste paysage à baliser et à conquérir¹.

Plus exactement encore, la pub ne sert pas seulement à renseigner sur les marchés, mais à les constituer. Elle entre dans un rapport constitutif avec le consommateur, elle s'adresse non seulement à ses besoins, mais surtout à ses désirs. Elle ne s'adresse pas seulement à ses passions et à ses émotions, mais interpelle directement la raison. Elle ne produit plus seulement le consommateur, mais "l'individu" du capitalisme immatériel. Elle dialogue avec ses convictions, avec ses valeurs, avec ses opinions. Elle a le courage de l'interpeller, là où la politique frileuse de notre XXème siècle a peur de s'aventurer. Aujourd'hui, la publicité est l'une des formes les plus importantes de communication sociale et politique. En tant que telle, elle occupe de plus en plus l'espace public, l'anime, le provoque, le bouscule. L'entreprise produit du sens, directement. La distinction entre citoyen et consommateur appartient à une autre époque, et la pub Benetton fait scandale parce qu'elle nous dit que nous sommes entrés dans l'ère des biens "immatériels", "psy", "spirituels", qui brouillent les frontières entre économique et politique. L'analyse de la publicité que faisait Barthes ou Eco, fondée sur la rhétorique, en a pris un coup de vieux.

Deux observations encore. Il faut souligner qu'un véritable "travail" est demandé au consommateur/citoyen, parce qu'on intègre directement l'action de consommer (ses désirs et ses valeurs) comme moment créatif dans le réseau social de l'entreprise. Les flux de désir sont directement convoqués, mis à l'épreuve, vérifiés, testés, incités par la communication de l'entreprise post-fordiste. Le marketing montre ici sa vraie nature, il construit le produit et sollicite des formes de "subjectivation". Le consommateur n'est plus le consommateur masse passif, mais l'individu actif impliqué avec la totalité de sa personnalité; pour y parvenir, on veut connaître et solliciter son idéologie, son style de vie, sa conception du monde. On ne peut pas critiquer le marketing d'un point de vue humaniste (la politique n'est pas la vente d'un produit, pleurent les belles âmes), parce que le marketing est l'essence même du capitalisme d'aujourd'hui. Le capitalisme n'est plus un capitalisme de production mais du produit. Le marketing n'est plus seulement une

¹ Serge Daney, *Libération*, 1er octobre 1991. Il s'agit de deux articles parus au moment de la sortie de la publicité de Benetton figurant un bébé qui vient de naître et dont on n'a pas encore coupé le cordon ombilical. Un spécialiste de l'image arrive aux mêmes conclusions que nous sur le rôle stratégique et constitutif de la communication.

technique de vente mais un dispositif de constitution de relations sociales, d'informations, de valeurs pour le marché. Et il intègre techniques et "responsabilités" du politique.

La seconde observation concerne ce que Godart a dit depuis longtemps à propos de la télévision et de la publicité; la distinction information-publicité n'est plus pertinente. Qu'est-ce que cela signifie? se demande Serge Daney : "Que l'image a basculé entièrement du côté du pouvoir économique."

Les auteurs "post-modernes" en ont déduit le pouvoir de l'image sur le réel, la capacité pour les signes de circuler à l'infini en détruisant tout "sens". Déréalisation et "fin de l'histoire", nous ont-ils dit. En réalité, il s'agit d'une machine de guerre, qui, comme l'entreprise immatérielle (peut-on distinguer l'une de l'autre) produit du sens. La Guerre du Golfe a été la preuve générale de la maîtrise et de la régulation (selon un point de vue, un sens) de flux d'informations, d'images, de sons et de leur vitesse de circulation.

Si l'on fait maintenant le bilan des différentes fonctions du nouvel entrepreneur, on comprend plus aisément les racines de la délégitimation progressive du politique. Pratiquement, toutes les fonctions politiques (aussi bien la construction des conditions sociales de la production et du marché que les formes de médiation entre la production et le social, la production de subjectivité et l'organisation de l'espace public) sont assumées par l'entreprise. Il n'y a plus d'autonomie possible pour le social, le politique, la communication. Ils sont complètement subordonnés à la logique de l'entreprise.

Le cycle de production Benetton est coextensif à une production de la société, et l'exploite. Les relations sociales, productive, communicationnelles sont traversées et mises en travail par l'entrepreneur politique. Production de plus-value et production de la société sont strictement imbriquées. Dans ce sens "l'entreprise dégage du politique, nage dans le politique".

La séparation entre l'économie comme production de flux a-signifiants, comme rapport instrumental à la nature, et la politique comme production de flux signifiants, comme rapport à l'autre médiatisé par le langage, est "matériellement" critiquée.

Berlusconi et l'Etat

Berlusconi est un entrepreneur "politique" de même "nature" que Benetton. Il est l'expression des nouveaux "rapports sociaux", dynamiques, novateurs (malgré la vulgarité de ses images et le conformisme des "formes de vie" qu'il met en scène) et des nouvelles relations de pouvoir; il ne trouve sa légitimité que là. Si l'on ne tient pas compte de la mutation structurelle traversée par la société italienne au cours des vingt dernières années, il ne reste pour expliquer "le

phénomène" Berlusconi que le coup d'Etat médiatique. La Fininvest est une entreprise post-fordiste qui n'a rien à voir avec la télévision de "service public", avec les médias de l'époque d'entre les deux guerres, ou même avec ceux des trente glorieuses. La télévision de Berlusconi n'est qu'un passage vers la véritable machine à communiquer de l'agencement post-fordiste qu'est le multimédia, où toutes les fonctions "anticipées" par la maîtrise des flux trouveront leur véritable réalisation technologique. Si on ne le comprend pas, on risque de dire des bêtises sur les médias et sur la puissance de l'information. Les médias ne jouent en effet pas un rôle fondamental dans cette affaire, mais ils sont pris dans un arrangement différent. Dans ce nouvel agencement, ce n'est pas la même télévision que nous regardons, ce ne sont pas avec les mêmes médias que nous vivons. La machine sociale post-fordiste explique la nature des médias et non l'inverse.

La télévision de Berlusconi est un flux d'images et de sons directement branché sur les nouveaux réseaux productifs. Elle est une nouvelle machine de communication, complètement adaptée à la nouvelle machine de production de la société et aux "mutants" qui la font marcher (il est difficile de distinguer chez eux le capitaliste et le travailleur, le consommateur et le citoyen). Cette nouvelle machine de communication a fonctionné comme dispositif de "subjectivation" de la petite et moyenne entreprise post-fordiste (l'accent étant mis sur post-fordiste et non sur petite et moyenne). Elle a fonctionné comme relais de "la construction du marché" pour le nouveau tissu industriel du pays. Elle a été le dispositif de mutation anthropologique des Italiens. Pendant plus de dix ans elle a été une télé de la marchandise et de l'entreprise plutôt qu'une télé de l'information; elle a fonctionné sur la publicité, les jeux et les sports. Jeux et sports sont ainsi devenus à travers la télévision moments constitutifs de l'éthique de l'entreprise. Même lorsqu'elle était autorisée à transmettre un journal télévisé, son audimat pour l'information a toujours été inférieur à celui des chaînes du service public (strictement contrôlées par les partis de l'ancien système politique). Ce n'est donc pas par l'information que Berlusconi a gagné les élections.

Cette nouvelle machine où l'on ne peut plus distinguer des flux politiques, productifs, sociaux, a fonctionné comme appareil de capture de nouvelles forces et de leur forme d'expression pour les ramener à l'Etat. Seule une machine de ce type, qui fait couler les flux, qui en légitime certains, en exclut d'autres avec pour seul "code" celui du marché (et non plus les codifications idéologique des vieilles machines politiques des partis) pouvait redonner force, légitimation et dynamique à l'Etat. Elle n'intervient pas a posteriori, sur un travail de consensus-dissensus, légitimation-exclusion opéré par le politique. Ici, le politique et la communication se présupposent réciproquement et articulent dans un seul "dispositif" leurs procédures. La rapidité étonnante avec laquelle Berlusconi s'est imposé, n'est pas dûe à la manipulation

médiatique, mais à la capacité de flux communicationnels d'être suffisamment déterritorialisés pour traverser à la fois les dimensions sociales et immatérielles du capitalisme post-fordiste. La nouvelle machine de communication ne produit pas prioritairement de l'idéologie ou de la propagande. "Propagande", manipulation étaient les noms que l'on donnait à la subordination de la machine de communication au politique. Le politique avait encore la capacité de hiérarchiser les flux et de les contrôler au travers d'un code "despotique". Le politique était ce qui restait du pouvoir souverain (la souveraineté sans le souverain), en tant que capacité de surcoder les flux.

Il en est de même dans la production de subjectivité. Le cinéma comme art de masse, voulait déjà "fendre les cerveaux", mais cette subjectivation était "surcodée" par le politique. La comparaison avec le fascisme historique ou même avec la surcodification "étatique" de l'après-guerre, ne tient pas compte du changement majeur introduit par la subordination directement capitaliste des flux communicationnels.

On l'a vu à propos de Benetton, dans le capitalisme post-fordiste, aucun code extérieur à la logique du capital-argent ne peut surcoder et intégrer les relations au pouvoir. Le capitalisme post-fordiste requiert une immanence absolue des formes de production, de constitution, de régulation, de légitimation, de subjectivation. C'est ici le point faible de Berlusconi, son talon d'Achille, parce qu'il ne peut pas soutenir de façon cohérente "l'immanence absolue" de la production de la société que le post-fordisme désigne comme horizon.

Que signifie en effet la victoire électorale de Berlusconi? Que le principe d'auto-constitution inscrit dans l'activité sociale est encore une fois ramené à un fondement et à un principe de légitimation extérieur, transcendantal : le pouvoir d'Etat. Les nouvelles formes d'expression que la société italienne, confusément mais sûrement, a exprimées ont été reconduites à la forme représentative, ramenées à la subjectivation étatique. Ce que la machine capitaliste "déterritorialisait d'un côté, elle est obligée de le territorialiser de l'autre", et de le territorialiser dans et par l'Etat. On assistera probablement à une intégration de la machine de communication aux appareils d'Etat (et inversement), et à une expérimentation des techniques de contrôle (au sens de Deleuze, de dépassement des techniques "disciplinaires"), qui donnera une nouvelle forme d'Etat.

Ce n'est pas en ressuscitant des fantasmes commodes que l'on inquiétera les nouvelles formes de domination et d'exploitation. Le fantasme du fascisme historique a été la seule "image" que la gauche a su produire pour contrer Berlusconi. Elle est impuissante à dévoiler les nouvelles formes de commandement et d'assujétissement. Il est évidemment plus facile de se mobiliser contre trois cent crânes rasés qui défilent dans une ville de Vénétie, que de se mobiliser contre le modèle de l'entrepreneur politique qui, dans cette région, a mené une sorte d'expérimentation en laboratoire. Critiquer l'entrepreneur politique

Maurizio Lazzarato

impliquerait une critique de la gauche que personne en Italie n'est prêt à faire.

Paris
Juillet 1994

LE WELFARE BERLUSCONIEN LE PRIVÉ C'EST BEAU, SURTOUT EN FAMILLE

Alisa DEL RE*

"La République reconnaît les droits de la famille comme société naturelle fondée sur le mariage. Le mariage est réglé sur l'égalité morale et juridique des époux, dans les limites établies par la loi afin de garantir l'unité familiale."... "A travail égal, la femme travailleuse a les mêmes droits et les mêmes rétributions que le travailleur. Les conditions de travail doivent permettre l'accomplissement de sa fonction essentiellement familiale et assurer à la mère et à l'enfant une protection adéquate" (*Constitution italienne*, 1948, Art. 29 et Art.37, 1er alinéa).

Ces deux articles du compromis constitutionnel de 1948 montrent comment la famille a été envisagée comme point focal du système de reproduction et comme fondée sur le travail gratuit de reproduction effectué par la femme.

Aujourd'hui l'Italie berlusconienne a redécouvert la famille. Ce n'est pas à proprement parler le "nouveau" promis par le gouvernement, mais il y a quand même quelque chose de nouveau. Jusqu'ici la famille a déchargé l'Etat du soin de mettre en œuvre une politique sociale : sans elle et sans le travail gratuit de reproduction des femmes on n'aurait pas pu construire le peu d'Etat Providence qui existe encore en Italie. Tablant sur le traditionnel "familialisme" de la société italienne, on n'a

* Professeur de sciences politiques, Université de Padoue.

jamais pensé nécessaire d'en soutenir l'existence par des politiques familiales adéquates. La famille était là, "société naturelle", suppléant à toutes les disfonctions d'un *welfare* avare, fait de voleurs et de corrompus. C'était une donnée préconstruite, solide et traditionnellement consistante¹. De profondes transformations ont cependant modifié la société italienne dans le sens d'une modernisation des rapports sociaux en face desquels les forces politiques institutionnalisées sont restées aveugles. Aujourd'hui, encore, la gauche se vante d'être un rempart pour la défense de la Constitution. Comme si les deux articles cités, entre autres, n'étaient pas dépassés non seulement dans les comportements, mais même par des lois demandées ou approuvées par référendum.

La famille s'est transformée, elle est devenue plus étroite et plus longue : moins d'enfants, plus de vieux. Elle s'est effilochée. Les mariages diminuent constamment; en 1993, six personnes seulement sur 1.000 habitants se sont mariées. Le taux démographique est le plus bas d'Europe : 1,3 enfants par femme. Désormais les décès dépassent les naissances²

Le gouvernement Berlusconi se forme avec un Ministère de la famille et de la solidarité sociale, nouveauté pour l'Italie qui, depuis l'après guerre, a fondé sur la famille son développement et son bien-être. La problématique relative aux politiques familiales était pourtant déjà présente avant la création de ce ministère. Lors de l'année internationale de la famille (1994), le Département des affaires sociales (le Ministre des affaires sociales était la socialiste Fernanda Contri) avait constitué un Comité d'experts qui a publié une analyse de la situation, *Pour une politique familiale en Italie*. En outre, au niveau régional, existent de nombreux projets de lois (voire des lois déjà approuvées) qui concernent la politique familiale³. Le gouvernement Berlusconi ne fait donc rien d'autre que formaliser au niveau des institutions et peut-être des politiques nationales ce qui était déjà en acte ou ressenti comme exigence au niveau régional. Dans toute l'Europe existent sous différentes formes des politiques familiales; en Italie tout jusqu'à présent a été dispersé entre prévoyance, assistance et quelques programmes de services sociaux qui n'ont pas toujours été menés à terme. En tout

¹ Même les deux super-agents du SISDE (Services secrets italiens qui ont aussi leur Mani Pulite), Broccoletti et Finocchi, en cavale, se sont faits arrêter parce qu'ils téléphonaient régulièrement à leur femme.

² Les naissances sont réduites à 10/1000 habitants. En 1993, 538.000 naissances par rapport à 589.000 en moyenne chaque année dans les années 80, pour 542.000 décès, 582.000 mariages soit 30.000 de moins qu'en 1980.

³ Projets de lois régionales : Ligurie (8 mars 1994), Trentin-Haut Adige (24 mai 1992), Frioule-Vénétie-Giulia (3 mai 1993), Marche (2 juin 92), Lombardie (29 mai 1990), Emilie-Romagne (14 août 1989).

cas la famille italienne est la moins aidée de l'Union Européenne parce que, pour les institutions et les politiciens, l'Italie est encore le pays de la "mamma" et, jusqu'à maintenant, peu importait que 30 ans de féminisme et de luttes sociales aient profondément transformé les rapports sociaux de sexe.

Transformation du mode de production et rigidité de la reproduction

Pourquoi ce renouveau de l'attention pour la famille et pour la reproduction des individus? Il serait trop simple de répondre : pour trouver des solutions gratuites à la diminution des dépenses sociales. C'est vrai, mais c'est en même temps plus complexe. En raison de l'étroite relation entre mode de production des marchandises et mode de reproduction des individus nous devons d'abord rappeler brièvement les restructurations du mode de production en Italie au cours de la dernière décennie.

Nous sommes en présence d'un mode de production géré par une nouvelle usine et par un nouveau type d'entrepreneur dont l'exemple le plus connu est Benetton. Cette usine, plus que commandée, est soumise à la commande du marché des marchandises. Elle intériorise les désordres, la volatilité des goûts et des penchants des consommateurs et pour cela doit à son tour commander le marché du travail, le plier à ses propres exigences productives, le segmenter en secteurs différenciés, le rendre liquide, mobile, disponible aux brusques accélérations et brusques coups de freins d'une demande de force de travail qui n'est plus programmable. Faible avec les "choses" (avec le marché des choses) l'usine intégrée doit être forte avec les hommes (avec le marché sur lequel ils s'échangent)¹. C'est une différence importante par rapport à la phase précédente "fordiste-tayloriste" qui faisait de la programmation, donc de l'uniformité, son principe stratégique. L'usine fordiste était ennemie de la subjectivité ouvrière (elle ne crée que des troubles) mais parfaitement compatible avec un marché du travail structuré de façon stable, réglé et garanti. Elle était compatible avec une structure du marché du travail qui reconnaissait normativement les droits subjectifs des travailleurs. Le marché du travail fordiste est structurellement homogène, nivelée et universaliste (universalité des droits et égalité juridique).

Le modèle post-fordiste, la production flexible, l'usine intégrée, l'esprit Toyota, renverse ce schéma en renonçant explicitement à la possibilité des programmations à long terme. Ce modèle pense l'usine comme organisme flexible capable de s'adapter à chaque instant aux

¹ Marco Revelli, *Il Manifesto*, 3 juillet 1994.

exigences du marché. Dans ce modèle l'imprévu devient la règle. Et la subjectivité du travail, qui était facteur de trouble devient ressource, moteur à régime variable qui seul peut garantir la flexibilité demandée de la production. Intervient ici l'exigence, sinon la nécessité de constituer (ou au moins de garantir la possibilité) d'un schéma reproductif qui fasse tampon, adapté à la flexibilité du marché. On essaye d'imposer la famille comme institution de solidarité en justifiant son existence et son renforcement par des mesures législatives, économiques et sociales (et pas simplement idéologiques-traditionnelles). Ce n'est pas un hasard si le toyotisme est japonais, et si au Japon la tradition familiale est sacrée.

Au moment où le post-fordisme subjectivise l'usine, il désobjectivise le marché du travail, il en nie l'universalité des droits et l'uniformité des structures. De la régularité normative on passe à une irrégularité arbitraire. Quant au marché du travail la flexibilité fonctionne ainsi : d'un côté les besoins sociaux continuent à s'accroître. Tendent en particulier à augmenter la part des besoins qui ne peut être satisfaite que par le recours au marché (R. Darendorf¹) en raison de la commercialisation capitaliste des services sociaux (santé, instruction, prévoyance). De l'autre les salaires réels stagnent ou diminuent. La résistance syndicale est inexistante, aussi se réfugie-t-on dans la famille. Le partenaire du travailleur à temps plein (ou au-delà) doit entrer sur le marché du travail à temps partiel (cas en général des femmes). Ce n'est pas un hasard si le discours de Berlusconi présentant le programme gouvernemental pour obtenir la confiance des Chambres, le 19 mai 1994, fait explicitement référence à la création de postes de travail à temps partiel *pour les femmes*. Si un membre de la famille travaille à temps complet l'autre doit pourvoir à la reproduction de la vie. Dans les pays anglo-américains on observe une augmentation tendancielle des horaires de travail pour les salariés à temps plein et une augmentation du travail à temps partiel pour une nouvelle force de travail constituée en grande partie par des femmes, et rémunérée à des taux réduits. Ce type d'occupation tout comme le salaire d'insertion et le travail intérimaire ne sont pas en mesure d'assurer une reproduction normale de la force de travail. Une référence politique explicite à la famille comme moment central et indispensable de la reproduction est donc à nouveau nécessaire. Peut-être est-il utile de rappeler que Clinton lui-même a récupéré la famille dans la transformation du Welfare. Le 15 juin 94, il a en effet proposé que l'allocation pour les familles indigentes (la plupart des femmes qui dépendent du Welfare américain sont mères célibataires) soit remplacée par des cours professionnels avec l'obligation d'accepter un travail (actuellement 14,4 millions de personnes vivent aux USA de la

¹ Selon Darendorf nous vivons aujourd'hui une période où à une disponibilité toujours plus large de biens et des services (*provisions*) correspond une restriction des titres d'accès (*entitlements*), Ralph Darendorf, *Reflexions on the révolution in Europe*, 1990, London, ed. Chatto.

subvention de 380 dollars par mois garantis par l'Etat); on passe du Welfare au Workfare. Sur le plan des principes cette initiative est une prime au mariage et à la famille traditionnelle, valeurs morales et sociales indiscutables pour le Président. Clinton a été encore plus explicite; il a demandé aux femmes de ne faire des enfants que dans le cadre du mariage.

Les propositions du nouveau Ministre

Antonio Guidi, neuropsychiatre infantile, collaborateur de longue date de la CGIL pour les problèmes des handicapés, est le premier ministre italien de la famille; dans l'une de ses premières déclarations, il a dit :

"La famille est le fondement de la société, ceux qui ont le courage de se mettre ensemble doivent être soutenus."

Cela est "nouveau". Les comptes avec la modernité se règlent en acceptant que "famille" signifie tous les couples, concubins y compris. Il faut aider la famille même lorsqu'il s'agit des soins dispensés aux individus les plus faibles :

"L'Etat verse une indemnité minime pour l'assistance des handicapés, mais il paye jusqu'à cinq millions par mois pour leur hospitalisation. Il me semble qu'il serait plus opportun de verser une aide plus importante aux familles, d'éviter le déracinement et de garantir une vie plus digne dans l'environnement familial."
(*Repubblica*, 13 juin 1994)

Pour les drogués :

"Le rôle de la famille est important, il ne peut être exclu des programmes de récupération des jeunes drogués." "On annonce la création de communautés de récupération ouvertes aux enfants et aux parents : de l'argent et des horaires flexibles pour ceux qui ont des enfants dans ces communautés, afin qu'ils puissent les suivre."
(*Repubblica*, 30 juin 1994)

On ne nie pas ici l'exigence d'une monétarisation de la dispensation des soins, dont le prestataire pourrait être librement choisi par les individus qui en ressentent le besoin, sans que la famille en soit d'office chargée; c'est l'emphasis placée sur la famille avant que soient envisagées des mesures concrètes d'accroissement des subventions, qui est gênante.

Depuis toujours, pour l'Etat italien, le poids de la procréation et de l'éducation des enfants doit être supporté par la famille. La réponse a été l'imposante chute de la démographie, la plus forte des pays européens.

Les alarmes des démographes ont motivé, en Europe, des politiques démographiques (en France, la loi Veil "récompense" les familles prolifiques par des aides attribuées dès le second enfant), même si elles ont davantage fonctionné comme correctifs de la distribution des revenus que comme incitations réelles à la procréation. En Italie, on a laissé à un pape polonais la tâche de fulminer contre l'utilisation des contraceptifs et l'avortement.

Le nouveau ministre a en outre présenté des propositions, pas encore concrétisées dans des projets de loi, relatives à une allocation pour soins dispensés, soit un salaire attribué à celui qui prend soin d'enfants, d'handicapés, de personnes âgées.

"Il faut la donner à la mère ou au mari. Tout dépend de celui qui choisit de rester à la maison", dit Guidi qui ajoute : "Les handicapés et les vieux coûtent davantage à l'Etat lorsqu'ils sont laissés dans des institutions, et ils sont plus malheureux."

Même Alessandra Mussolini avait, dans sa campagne électorale, proposé un salaire conséquent pour les ménagères; et, dans une commune de Lombardie, l'administration léguiste a proposé une contribution aux familles qui ne mettent pas les nouveaux-nés à la crèche. Dans une commune de Vénétie, Enego, le Conseil Municipal a approuvé l'attribution de 500 000 liras par an pour le troisième enfant. Cette contribution communale servirait à payer la pension de l'école maternelle locale, gérée par des religieuses. En dehors de ce dernier chiffre (en fait insignifiant) il n'existe aucune quantification du coût réel de la dispensation de soins. Or on affirme au même moment que ce travail occupe totalement, qu'il est incompatible avec un quelconque autre travail salarié (il impose de rester à la maison) et qu'il "fait faire des économies à l'Etat"; même si le travail est salarié, son coût sera inférieur à celui du marché.

Un autre engagement public d'Antonio Guidi a trait à l'augmentation des allocations familiales jusqu'à un niveau européen. En Italie, les personnes qui reçoivent des allocations familiales sont peu nombreuses parce que, depuis 1983, on a fixé des limites de revenus relativement basses pour déterminer les ayant droit, et, même quand elles sont perçues, leur montant est dérisoire (le tiers des allocations familiales françaises). Au temps de la Démocratie chrétienne, on a véritablement pillé les allocations familiales; l'INPS (Institut National de la Prévoyance Sociale) encaisse annuellement 16.000 milliards de liras de contributions, et n'en restitue aux familles que moins d'un tiers (le reste est utilisé pour combler les trous d'autres gestions déficitaires).

Le nouveau ministre a encore proposé l'exemption d'impôts pour les jeunes qui se marient ou se mettent en ménage, durant au moins les cinq premières années à partir de la formation du couple. On offrirait en outre aux jeunes couples des logements à loyer modéré et des facilités de prêt. De telles initiatives ont déjà été prises au temps du fascisme et

ce ne sont pas de grandes innovations. En Italie, dans le calcul des impôts, le quotient familial n'existe pas; un travailleur célibataire paye pratiquement la même somme qu'une famille avec trois enfants, et l'institution d'un quotient familial pourrait être une proposition bénéficiant à toutes les familles, et pas seulement aux jeunes.

Ces propositions sont faites, il faut le remarquer, par un ministre sans portefeuille, et, pour l'instant, elles ne sont que la reprise de cette idée que la famille "c'est beau et utile", c'est à elle et non à la société que doit être confiée la tâche de dispenser les soins.

Ces propositions s'entremêlent à des déclarations plus pesantes encore. Le 17 mai 1994, Guidi condamne publiquement les interruptions de grossesse pour handicap du fœtus, "elles sont l'antichambre du nazisme", dit-il. Cela suffit avec les avortements thérapeutiques! Le nouveau Ministre de l'agriculture, Adriana Poli Bortone (Alliance nationale) se solidarise avec lui. Elle a déjà présenté un projet de loi pour une révision restrictive de la loi 194, et Altiero Matteoli (AN), Ministre de l'Environnement, oubliant qu'en Italie l'interruption volontaire de grossesse est légale, déclare que l'avortement est un homicide. Guidi prévoit une campagne pour les adoptions prénatales, et des incitations économiques pour convaincre les femmes de ne pas avorter. Les femmes, dit le ministre, sont "faibles" et doivent être conseillées. La libre autodétermination des femmes est l'objet d'un grand mépris. L'une des femmes qui sont intervenues dans le débat, Livia Turco, a répondu :

"Nous avons besoin de mesures pratiques pour assurer la liberté de choix : la liberté de faire des enfants ou de ne pas en faire. Plutôt que d'appels natalistes il nous faut des centres de consultation, des congés de paternité et de maternité, des crèches, des allocations familiales et des exonérations fiscales."

Le ministre oublie que la loi 194 et non l'avortement est une conquête de civilisation; ne pas respecter la liberté de choix de la femme est vraiment du nazisme. D'ailleurs, les avortements, depuis l'application de la loi jusqu'à ce jour, ont constamment diminué¹.

Rien de concret n'a encore été fait. Mais après ces prémisses on peut légitimement craindre que par une politique déclarée en faveur de la famille on cherche à remédier à un démantèlement ou à un appauvrissement ultérieur de l'Etat Providence, en se déchargeant sur les familles, et de fait sur les femmes, du poids et de la responsabilité de services qui jusqu'ici ont été, même si c'est médiocrement, garantis par la collectivité. On peut en outre craindre que l'on rénove dans un sens répressif une politique démographique insuffisante, et que l'on restreigne encore l'autonomie et la liberté des femmes.

¹ En 1982 on comptait en Italie 235.000 avortements, en 1992, 155.000.

La construction symbolique de l'importance fondamentale de la famille

Un éminent défenseur de la famille, de la famille traditionnelle surtout est, en Italie, le Saint Siège. Le Pape ne perd aucune occasion de prêcher la croisade contre le droit à l'avortement ("L'avortement est un crime abominable", "Jusqu'au martyr pour défendre la vie"), contre le divorce ("Un des pires maux de la société contemporaine"), contre la contraception ("inacceptable"). La brochure du Conseil pontifical sur la famille publiée en 1994 (*Evolutions démographiques, dimensions éthiques et pastorales*, 70 p.) est un pamphlet contre le contrôle des naissances, une attaque contre la Conférence de l'ONU du Caire¹. Le Pape a envoyé à ce propos une lettre à tous les chefs d'Etat et à Nafis Sadik (Présidente de la Conférence) pour exprimer sa "préoccupation" quant au contenu de la Conférence.

Dans le document préparatoire à la Conférence, élaboré par l'ONU, il est question de "développement soutenable", de "centralité de l'individu", "de moyens offerts à chacun pour avoir une vie digne et qui ait un sens", des droits de la reproduction, de la santé de la reproduction, de planification familiale. Améliorer la qualité de vie des femmes, donc son statut, sa santé, son éducation, les opportunités économiques qui lui sont offertes, sont les conditions préalables à la diminution du taux de natalité. La colère du Vatican est due au fait que ce plan déplace l'accent de la famille aux individus et ne condamne pas l'avortement au nom de la vie prénatale. Extraits de la lettre Pape :

"Formuler la question en termes de droits sexuels et reproductifs individuels ou même en termes de droits des femmes est déplacer ce qui devrait être le centre des préoccupations des gouvernements et des agences internationales."

Les questions qui concernent la transmission de la vie

"ne peuvent être abordées sans être mises en rapport avec le bien de la famille qui est l'unité naturelle et fondamentale de la société".

¹ Conférence sur la population, Le Caire, 5-11 septembre 1994. A ce propos le ministre Guidi qui conduira la délégation italienne a déclaré que "la famille nombreuse peut être pour une certaine population une richesse énorme tandis que pour nous, occidentaux, elle est un poids". Altero Matteoli fera aussi partie de la délégation italienne.

La lettre parle en outre de "politiques sociales dont la famille doit être le principal objet". La dignité de la femme doit être fondée sur "le privilège unique de la maternité".

Le Pape ne cesse de répéter ces idées du balcon de Saint Pierre ou de Castelgandolfo, comme si le droit de l'individu dans son unicité devait se dissoudre en face de cette "société naturelle". Le Comité National de bio-éthique italien lui fait écho; il s'est déclaré opposé à la fécondation assistée pour les couples homosexuels et pour les femmes célibataires, il a dit "non" aux mères grands-mères, "non" aux locations d'utérus. A lire le texte du Comité, la procréation serait un acte uniquement joué entre la famille et la société, la libre décision des femmes serait une chose fort peu importante. La fécondation artificielle doit, selon lui, être interdite aux "couples qui ne fournissent pas des garanties adéquates de stabilité" (s'agit-il des liens indissolubles du mariage?).

Ces positions interviennent dans une situation sociale où les femmes, en moyenne, ne font pas plus d'un enfant, où des couples de femmes homosexuelles font un enfant par insémination artificielle et affirment cela comme un droit, où des mères de plus de 60 ans accouchent grâce aussi à la procréation assistée, où des femmes célibataires se pourvoient en Cour Constitutionnelle pour avoir le droit d'adopter un enfant. Autant d'affirmations de la liberté de reproduction qui vont contre la famille traditionnelle. L'Eglise s'insurge : "C'est un défi à Dieu et à la nature!" et excommunie les mères gais catholiques.

La famille se transforme malgré les anathèmes et les normes imposées : après les années 70, le divorce, l'avortement sont autorisés, le droit de la famille est libéralisé, la pression de l'Etat sur la procréation est allégée et la multiplication des figures parentales possibles pour les enfants est acceptée. Enfants et famille ne sont plus synonymes, mais sont devenus une inquiétante contradiction. En Italie aussi est arrivée la fin de cet antique paradigme de l'histoire sociale pour lequel les enfants sont la vraie ressource de l'armée des prolétaires. Enfants et famille n'entrent dans la conscience civile que par le biais de l'exercice de la liberté et de la responsabilité personnelle.

Initiatives du gouvernement entraînant des rigidités de la reproduction

Certaines déclarations d'intentions du gouvernement exigent pour être mises en place une rigidité de la structure de la reproduction, de la prestation gratuite des soins, donc de la famille. Les propositions de salaire d'insertion, d'institutionnalisation du travail à temps partiel, des différences salariales, des coupes dans le système des retraites, d'augmentation du coût de la santé, de privatisation des services sociaux, de précarisation du rapport de travail en général, impliquent

nécessairement un maintien rigide de la famille comme lieu de reproduction¹. Avec le salaire d'insertion par exemple, les salaires contractuels pourront être réduits de 15% pour les jeunes (jusqu'à 30 ans) et de 30% pour les chômeurs de longue durée. Le Président de l'Association des industriels de la Vénétie a affirmé que, pour cette région, le salaire d'insertion pourrait varier entre 700 et 800 mille liras. Ce qui signifie que les familles devront garder à la maison un enfant jusqu'à 30 ans au moins parce qu'une telle somme correspond à peine à un loyer. Sans parler de la Constitution qui énonce qu'à un travail égal doit correspondre un salaire égal.

Une pression très forte est encore exercée sur le front des différences salariales. Dans son premier rapport (31 mai 1993) comme Gouverneur de la Banque d'Italie déjà, Antonio Fazio disait à propos de l'emploi :

"Il faut rechercher des principes et des règles qui puissent éviter des conflits excessifs, assurer la flexibilité de l'emploi et du coût du travail en relation avec les conditions générales de l'économie, avec l'état des entreprises, les situations régionales. Une diversification des coûts du travail n'implique pas nécessairement dans les régions moins favorisées, un revenu réel inférieur au reste du pays étant donné le coût inférieur de la vie."

Dans le lot des propositions gouvernementales (surtout de la part de la Ligue) se cache la volonté de faire aboutir cette orientation. Le naufrage de l'universalité territoriale du droit (déjà manifeste dans les pratiques administratives régionales) aura tendance à fixer toujours davantage le travailleur au lieu où la maison et la famille pourront lui garantir une reproduction acceptable.

Concernant la prévoyance une commission sur la réforme des retraites a été constituée dont les travaux devaient se conclure le 20 septembre. Son objectif est de rogner environ 10.000 milliards, comme le propose le document de programmation économique et financière. A côté du recul de l'âge de la retraite à 65 ans pour tous, Giancarlo Pagliarini, légiste, Ministre du bilan, a proposé le passage du système public de "répartition" (les travailleurs actifs payent les retraites des retraités, le système est géré par l'INPS) au système de "capitalisation" (le travailleur cumule des cotisations gérées par des compagnies d'assurances ou par des organismes privés comme les Fonds de

¹ La forte augmentation actuelle du coût d'inscription à l'Université non accompagnée par la création de fonds d'aide aux étudiants, considérés comme citoyens en formation (le pourcentage italien de diplômés est très bas par rapport aux autres pays européens : 7,7% des jeunes contre 16,3% en Grande Bretagne, 13,3% en Allemagne, 12 % en France) peut être regardé comme une privation d'autonomie pour beaucoup. Les familles vont en effet payer l'inscription mais devront maintenir les enfants à la maison.

retraite). Le système de prévoyance au sens strict (c'est-à-dire l'ensemble des cotisations et des prestations) a un actif de presque 10.000 milliards. Le déficit est dû aux dépenses d'assistance : préretraites, intégration au minimum, invalidité, allocations versées à ceux qui ont très peu cotisé. Plus que signe avant-coureur d'un salaire social, ces dépenses sont l'héritage d'un système de gestion clientélaire de l'argent public (et de la dette), qui, dans le passé, a été mis en œuvre par la Démocratie chrétienne, avec de fortes différenciations territoriales. L'INPS devrait être remboursé de ces dépenses par le Trésor qui ne le fait que tardivement et irrégulièrement. D'où une bonne part du déficit. Comme il n'y a pas en Italie de séparation entre prévoyance et assistance, la gestion de l'INPS est particulièrement opaque.

Pour ce qui concerne le rapport entre les sexes il faut ajouter qu'aujourd'hui les retraites offrent une moindre garantie aux femmes qu'aux hommes. Sur 8,5 millions de femmes retraitées à l'INPS, moins de 3 millions dépassent le minimum. Les titulaires de la retraite sociale sont 605.000 sur un total pour les deux sexes de 725.000. Sur les 80.000 nouvelles retraitées de 1991, seulement 1.821 dépassent 2 millions de lires; parmi les hommes environ la moitié dépasse 11,5 millions¹. Bien entendu, le problème vient du travail qui, pour les femmes, commence plus tard, se concentre dans des secteurs faibles, est subordonné à celui du mari, s'ajoute aux soins de la famille, et parvient difficilement à atteindre l'ancienneté maximale. Avec le nouveau système de retraite, celui qui entre et sort du marché, passe d'un travail à un autre, est perdant. Sur un marché qui offre, aux femmes en particulier, flexibilité, travail intérimaire, contrats à terme, temps partiel², ce régime de retraite est très défavorable. Ces conditions impliquent une structure familiale "forte", un travailleur à temps plus que plein, disposant d'une rémunération et d'une couverture sociale totales, une "femme" qui complète le salaire principal par des travaux "flexibles", moins rémunérés et qui s'occupe matériellement de la reproduction. L'Association des industriels (Confindustria) a demandé au nouveau gouvernement le blocage des salaires publics et une économie de 16.000 milliards en deux ans sur les retraites et la santé.

Les propositions pour la santé, outre une privatisation généralisée, vont du ticket modérateur pour l'hospitalisation (10/15 mille lires par jour pour les premiers trois jours d'hospitalisation) aux réductions de certains remboursements de soins pour ceux qui ont des revenus supérieurs à

¹ Costanza Beltrami, "Pensioni integrative", *Noi Donne*, juin 1994.

² Avec le système de retraite complémentaire, différentes compagnies ont conjugué des propositions au féminin, comme "prospective femme" de l'UNIPOL qui, outre la constitution d'une rente, garantit, en cas d'accident, une indemnisation avec garantie supplémentaire pour soins esthétiques. Belle consolation!

40 millions de liras. On remarque que plusieurs interventions des gouvernements précédents avaient déjà ramené le droit à la santé à un problème de revenu. Les modifications du ticket modérateur sur les médicaments sont diversifiées, on en arrive à une "catégorisation" de la santé, qui conduit aujourd'hui à la gratuité de quelques médicaments pour certaines tranches d'âge (moins de 10 ans et plus de 65 ans). Les carences du système seront remplacées par un travail gratuit de reproduction.

Éléments de continuité et de changement

La rafale de "réformes" que le gouvernement Ciampi d'abord, puis, d'une façon accélérée et brutale, le gouvernement Berlusconi ont utilisées pour mener l'assaut du "marché du travail", en cherchant à détruire la structure (si on peut dire) "démocratique" et les garanties de la reproduction conquises au cours des 20 dernières années, sont un moment stratégique de la transition capitaliste en cours; elles ne sont pas conjoncturelles. Elles sont l'autre face du procès de restructuration profonde qui depuis cinq ans transforme l'Italie. Le gouvernement Berlusconi mène à leur terme les projets du gouvernement Ciampi en accord avec les Confédérations syndicales (accord du 23 juillet 93), et les interventions du gouvernement Amato en 92 (voir par exemple la restructuration des retraites). Sont changées non seulement les normes et prestations sociales, mais la substance du pacte constitutionnel d'après-guerre qui d'ailleurs n'a jamais été entièrement réalisé, c'est-à-dire ce que devait garantir l'Etat Providence ¹. Ce changement n'est pas seulement fondé sur des conditions implicitement supposées par les nécessités de la reproduction, il met aussi en lumière, rend explicite en le formalisant, le travail de reproduction comme don et solidarité dans une institution comme la famille. Celle-ci a donné ses preuves dans le passé, au moment où elle est en voie de transformation, il faut l'aider parce qu'elle est la précondition des transformations de la production.

Les résistances sont inexistantes, même là où il serait logique de les attendre. Pour la proposition du salaire d'insertion, les syndicats se sont présentés divisés. D'Antonio, pour la CISL, s'y est déclaré favorable, la

¹ Il suffit de citer l'article 3 de la Constitution, alinéa 2, : "Il est du devoir de la République de faire disparaître les obstacles d'ordre économique et social qui en limitant de fait la liberté et l'égalité des citoyens empêchent le plein développement de la personne humaine et la participation effective de tous les travailleurs à l'organisation politique, économique et sociale du pays." L'utilisation du mot "travailleur" à la place du mot "citoyen" n'a pas de sens *ad excludendum*.

CGIL opposée. Mais Bruno Trentin¹ souligne que le travail n'est plus, pour les jeunes, le centre de leur vie, ce qui leur permet au fond de rechercher et d'accepter, des travaux à temps déterminé et provisoires. Le travail à temps indéterminé n'est plus un modèle, alors feu vert au travail à terme fixe, en location. On présente comme objectif ce qui est une construction généralisée où seules de petites minorités peuvent utiliser librement (et non comme palliatif à une situation contrainte) ce que les exigences capitalistes leur offrent. Et ils ne peuvent le faire que si existe derrière eux une famille et un travail de reproduction gratuit. Les jeunes "libérés" ne partent effectivement plus de la maison familiale et on ne parle même plus de conflit. Penser à l'autodétermination de sujets unis par quelques idées fortes et généralisables (à partir de la centralité du temps et de son mouvement propre) est encore étranger à l'horizon possible de lutte de ce syndicat. On ne peut non plus oublier que le travail intérimaire se trouvait tant dans les programmes électoraux de Forza Italia! que dans ceux du PDS, tout comme le thème de la famille comme lieu central de la solidarité².

Pendant ce temps, le taux de chômage dépasse, surtout chez les jeunes et les femmes, la moyenne européenne de 10,6%. Selon les statistiques trimestrielles relatives à la force de travail de l'ISTAT, en avril 1994, le taux de chômage est passé à 11,6 % contre 11,3% en janvier et 10,5% en avril 93. Parmi les jeunes le pourcentage des sans-travail atteint 24,6% (Europe, 20,6%). Le taux élargi (personnes à la recherche de travail au cours des derniers 6 mois) est de 15,6% avec un sommet de 37% pour les femmes résidant dans le sud.

Même si certaines couches de travailleurs font pression pour une flexibilité plus grande du temps de travail, celle-ci doit être gérée collectivement avec une garantie de salaire et de prestations sociales de sorte que le travailleur ne soit pas seul, à la merci du patron. Les femmes surtout sont demandeuses de temps partiel parce qu'avec les enfants et sans services sociaux, avec une école qui n'occupe les enfants que le matin, sans cantine, avec des soins à dispenser dont la charge devient de plus en plus lourde (lorsque les enfants ont grandi, les vieux ont besoin d'assistance, et le mari doit toujours être reproduit) il n'est pas possible d'imaginer un temps de travail toujours plus plein, toujours plus dense et requérant une disponibilité toujours plus "totale".

¹ Ancien Secrétaire général de la CGIL.

² Dans ce climat où se prépare la fin de toutes les garanties, on parvient au grotesque en donnant la parole dans les journaux nationaux à un Victor Emmanuel de Savoie (le "Prince-tireur") : "Le statut des travailleurs comportant une interdiction de licenciement est un désastre." (*Repubblica*, 3 mai 1994). Ce climat permet aussi à un petit patron de Teramo de licencier quatre femmes inscrites à la CGIL et d'affirmer: "Mon entreprise est la première de la République!"

Famille versus individu : pour un nouveau projet

Le panorama sur lequel s'ouvre la législature actuelle est inquiétant. A partir des analyses sur la fluidification du marché du travail et sur l'attaque des droits garantis, on en arrive rapidement à la reconstruction sociale de la famille, à l'utilisation "publique" du travail de reproduction gratuit comme moment de compensation de la fragilité du salaire et de l'emploi. La famille a toujours suppléé aux carences de l'Etat relatives à la reconnaissance des droits sociaux. Au moins en théorie, à l'égalitarisme ouvrier, imposé par les luttes des travailleurs dans les années 70, correspondait l'universalisme des droits. Aujourd'hui s'opère une sorte de catégorisation des besoins qui sortent ainsi de l'ensemble des droits sociaux. La fin de l'universalisme dans les secteurs de la reproduction sociale, de la santé, de l'instruction, du travail, commencée bien avant l'ère berlusconienne se met en place avec le consentement implicite et souvent explicite de la gauche.

La catégorisation se fait pas âges (certains médicaments gratuits pour les moins de 10 ans, ou les plus de 65 ans), par sexe (travail à temps partiel "pour les femmes"), par revenu (attribution des allocations familiales à des familles à très bas revenu seulement), par relation au marché du travail (pour accéder à la crèche la mère doit travailler). Il faut ajouter une différenciation territoriale dont on ne connaît pas toujours les données, relatives aux dépenses régionales et aux services sociaux. Les législations régionales et les propositions de lois sur la famille accentueront les différences.

La coalition progressiste a été faible dans la défense des acquis, ou, plus souvent, elle a accepté des modifications qui tendaient à détruire toutes les garanties. La tentative de conjuguer capitalisme (marché, mode de production) et système de redistribution des revenus situé au-delà de la loi du profit, a échoué. Keynes lui-même était convaincu que sa politique d'augmentation de la demande par la redistribution des revenus ne pouvait avoir d'effet qu'à court terme. A long terme, disait-il, : "Nous serons tous morts". Mais Keynes a aussi montré que le marché du travail n'est pas comme le marché du poisson parce que ses prix (les salaires nominaux) sont rigides à la baisse, au moins depuis que la grande entreprise est née et qu'avec elle a commencé la négociation collective. Pour "fluidifier" le travail, il faut avoir recours à d'autres rigidités. Ce compromis entre profit et redistribution des revenus a impliqué d'un côté une rigidité de la redistribution (on définit prioritairement les besoins, la qualité de la vie individuelle), de l'autre un aplatissage de l'utilisation qui la prive de toute qualité. La dynamique social-démocrate semble avoir fini par s'épuiser dans la centralisation et la bureaucratisation de la régulation sociale. L'avenir appartiendrait donc à des formes plus décentralisées et plus participatives. Ce qui

correspond à un sentiment largement répandu assimilant les politiques sociales à une gestion bureaucratique : trop d'obstacles, aucune possibilité de choix personnels (selon les besoins propres), opacité totale entre les contributions, taxes, impôts et la redistribution. Face à ces critiques légitimes, la solution que l'on dit libérale mais non de liberté, consiste à dissoudre les services sociaux dans le marché en confiant choix et options à la famille "assistée". Le respect de l'autonomie de décision individuelle est annulé. Le risque est d'aider et de considérer comme un interlocuteur valable un système de relations forcé et imposé qui garantit la disponibilité sur le marché du travail et des marchandises, un travail de reproduction gratuit, ou de toute façon (si le travail de soin est monétarisé) à coût très bas.

A ce niveau rien ne sert de "résister". Il faut formuler un nouveau projet. La pratique de l'autonomie des femmes, le courage de la transgression des modèles sociaux imposés, doivent devenir un modèle d'autonomie pour tous les sujets. L'objectif de l'autonomie personnelle de chaque individu doit se situer à la base de toute proposition "nouvelle" de politique sociale. Cela vaut pour les femmes et les hommes, pour les enfants et les vieux, pour les personnes en bonne santé et les malades, pour les producteurs et les reproducteurs : le niveau d'autonomie personnelle atteint par chaque citoyen mesurera le niveau de la démocratie et de la liberté d'un pays donné.

Tendre à l'autonomie des individus signifie limiter l'aplatissement des besoins, reconnaître les différences individuelles et refuser les catégorisations, créer une solidarité sociale "intelligente", répondre aux demandes des groupes sociaux et non des "sociétés naturelles" (qui n'ont désormais plus rien de naturel). Cette tendance à la construction de l'autonomie individuelle ne peut se conjuguer avec les lois du marché, elle doit au contraire se mesurer à la centralité de la reproduction des individus et à ses lois. Si nous voulons élaborer un nouveau projet de société, le marché et la structure de production des marchandises devront s'incliner devant elle.

Padoue
Institut de sciences politiques
Université de Padoue
Août 1994

LE FÉMINISME ET LA GAUCHE LA ROUTE DES COLLISIONS

Anna-Maria CRISPINO*

L'identité, soutient Rosi Braidotti, est quelque chose que l'on peut définir a posteriori, comme la carte des lieux où nous sommes passés**. Eh bien! il va falloir la parcourir à nouveau pour comprendre qui sont et où se situent aujourd'hui, au lendemain du changement le plus radical de l'histoire de la République, les féministes italiennes en tant que subjectivité (politique) collective de genre. Peut-être ce changement est-il une véritable rupture, ce que n'a pas été le passage au centre-gauche du début des années 60, par exemple.

La droite italienne a gagné en mars 1994 les premières élections politiques générales après Tangentopoli. Les précédentes élections avaient eu lieu en juin 92 alors que l'enquête judiciaire sur la corruption semblait encore un épisode limité que l'on pourrait circonscrire. Pour la première fois depuis la guerre, les élections de mars 1994 ont amené au pouvoir un parti explicitement fasciste. Avec lui gouvernera un parti populiste comme la Ligue du Nord et un magnat de l'information qui s'est improvisé politicien, un homme-parti-entreprise qui, en moins de trois mois, a réussi à s'allier les trois formations de la droite et à convaincre la majorité des Italiens qu'il était le sauveur de la patrie. Mr Forza Italia!, "le parti c'est moi!", ne cache pas qu'il s'agit d'une première étape. La gauche a perdu et devra, si on le lui permet et si elle en est capable, apprendre à se constituer en force d'opposition, ce que, pendant ces dernières décennies, elle a fait peu et mal, sans, paradoxalement, avoir jamais gouverné à la première personne.

* Rédactrice de *Noi Donne*, directrice de *Legendaria*

** Article traduit de l'italien par Alisa Del Re et Monique Gadant.

D'autres analyseront le vote de mars. Je voudrais éclairer ici le rôle du féminisme (si toutefois il en a joué un) dans la détermination de ce résultat qui est social avant que d'être politique, alors que c'était pour la gauche italienne la première occasion depuis quarante six ans, pour parvenir au gouvernement. J'examinerai donc la relation entre le féminisme et la gauche, entre les femmes et la gauche à travers le féminisme.

Les historiennes travaillent à retracer le parcours des femmes italiennes depuis le début du siècle, à décrire les effets du modernisme et/ou du conservatisme catholique, le rôle du fascisme, l'histoire politique des mouvements féminins. Les sociologues ont mis à jour les processus de transformation radicale, qui ont touché les fonctions sociales et familiales des femmes à partir des années 60, les parcours de formation professionnelle des femmes, les emplois qu'elles ont choisis, le rapport entre l'Etat-providence et le travail de reproduction privé et social, mais l'histoire du féminisme italien des 25 dernières années, sa greffe et son lien étroit avec l'émancipationisme sont encore un terrain où la recherche et la réflexion sont fragmentaires et approximatives.

Dans les études des années 80 on perçoit déjà que le mouvement des femmes italiennes est très spécifique aussi bien en Europe qu'au plan international. Les analyses comparées les plus récentes, italiennes et étrangères, montrent qu'il en est toujours ainsi. Il ne pouvait en être autrement quand on considère le caractère unique du cadre politique italien de l'après-guerre : le gouvernement le plus stable d'Europe, pendant 45 ans, a eu comme pivot la Démocratie-chrétienne, un parti-Etat. Le rôle de l'opposition a été tenu par le plus grand Parti Communiste d'Occident, dans le cadre d'une Constitution qui avait été négociée entre tous les acteurs de la Résistance. A cette Résistance avaient activement participé des milliers de femmes; l'Union des Femmes Italiennes (UDI) en était née, et son journal *Noi Donne* reparaisait à Naples à peine libérée en 1944 (la première édition de *Noi Donne* était sortie en 1937 à Paris, comme feuille clandestine, sur l'initiative d'exilées antifascistes). La "normalisation" conservatrice des années 50, après la défaite du front populaire de 1948, a renvoyé à la maison beaucoup de femmes mais une bonne partie est restée active dans l'UDI, organisation formellement autonome des partis de gauche (PCI et PSI). Laboratoire de la politique des femmes, l'UDI a gardé des rapports étroits, qui n'étaient pas des rapports de subordination, avec les militantes communistes et socialistes. Les femmes de l'UDI elles-mêmes étaient souvent militantes communistes ou socialistes. Mais ce n'était pas la même chose que d'être "dans le parti" (dans la Commission féminine ou dans l'organisation de masse des femmes), et manifestait le choix d'une priorité. L'UDI de ces années dialoguait aussi avec les femmes catholiques et les femmes "laïques" (républicaines, libérales, etc.), elle menait une politique d'émancipation au sens le plus "élevé", qui a atteint un certain nombre d'objectifs importants (allocation pour les

femmes au foyer, loi sur les crèches, fin de la ségrégation dans quelques professions comme la magistrature, bataille pour la parité salariale, pour la défense du travail à la journée, contre le licenciement des femmes au moment du mariage, etc.).

Le système était parlementaire, le Parti Communiste était alors exclu de l'accès au gouvernement par une *conventio ad excludendum* tacite mais rigide, cependant il se situait, en toute légitimité, à l'intérieur du cadre constitutionnel à partir de la politique orchestrée par Palmiro Togliatti, qui avait conduit aux gouvernements d'unité nationale, au référendum sur la monarchie et à l'Assemblée Constituante. Le pacte social et politico-institutionnel défini par la Constitution de la République, signifiait l'acceptation d'un système de règles démocratiques où il était cependant implicitement établi qui devait gouverner (la Démocratie chrétienne et ses alliés) et qui devait rester dans l'opposition. Mais il s'agit d'une opposition dont, avec le temps, il n'a pas été possible de faire abstraction, lorsqu'il fallait prendre des décisions importantes, et au cours des dernières années seulement, elle a partagé certains secteurs du pouvoir dans un système que l'on a dit consociatif. La "responsabilité" devant le pays, telle que Togliatti l'a formulée et mise en œuvre, a longtemps été associée dans le Parti Communiste au rêve de racheter sa collaboration à l'ordre établi, et à la certitude que, tôt ou tard, le parti accèderait au pouvoir. Le PCI a vraiment été, surtout après l'expérience de centre-gauche, un "parti de lutte et de gouvernement". Cette attitude "duplice" est imprimée dans le code génétique du PCI d'après-guerre, c'est une dimension de sa physionomie qui devra faire à nouveau l'objet d'un débat historique et politique sérieux si l'on veut comprendre ce qui se passe aujourd'hui.

Quoiqu'il en soit, le mouvement des femmes a mené la bataille de l'émancipation sur cette toile de fond. Il a remporté plusieurs victoires dans le développement impétueux d'une laïcisation et d'une modernisation qui obligeait les catholiques eux-mêmes à se mesurer au changement des moeurs, des mentalités, à l'affirmation de droits.

Les milieux de la gauche italienne ont connu un fort mouvement d'émancipation des femmes, qui équivalait à l'affirmation d'un sujet politique et social, précédant le féminisme, et dont la composante majoritaire et hégémonique s'ancrait dans le marxisme. En simplifiant inévitablement, on peut dire que la catégorie qui prévaut dans l'analyse produite par le mouvement des femmes est *l'oppression*, que les référents sociaux à partir desquels se posent les revendications des femmes sont les classes prolétarienne et sous-prolétarienne. Le mobile de l'action politique est la revendication égalitaire, la forme de la lutte est la mobilisation politique (organisée) de masse débouchant au niveau parlementaire. Il en est résulté l'apparition d'un leadership et de figures de femmes influentes, des expériences individuelles et collectives d'une grande richesse, un débat politique, des déchirements de conscience qui ont déposé leurs sédiments dans le tissu social et

l'imaginaire collectif. Un fait historique difficilement contestable est que la "question féminine", telle qu'elle était posée dans la gauche, était bien la question d'une "spécificité". Que cette "spécificité" soit vraiment repérée et facilement repérable est plus controversé : dans l'histoire de la gauche italienne, la "question féminine" a souvent recouvert une grande partie de la thématique sociale tout court.

Dans le cadre de ce scénario complexe (et non dans cette sorte de torpeur diffuse que décrivent les premières grandes fresques produites par le féminisme américain, retraçant l'histoire des femmes) font irruption tout d'abord les mouvements anti-autoritaires de la première moitié des années 60, puis aussitôt après le printemps des étudiants (68-69), l'automne chaud des ouvriers et enfin le féminisme. Ce féminisme a des racines culturelles et politiques composites; une génération de jeunes femmes naît *dans* et *à* la politique avec la gauche, elle se nourrit de la nouvelle culture alternative, écoute la voix du premier féminisme américain, et, en même temps, participe au mouvement étudiant, cherche de différentes façons sa voie à l'expression, dans les collectifs d'autoconscience, en jouant souvent du "double militantisme" au sein des collectifs féministes et de la gauche extra parlementaire née après 68. Je parle de l'expérience des femmes du *Manifesto*, de Lotta Continua, d'Avanguardia Operaia, des groupes marxistes-léninistes, sans compter l'expérience de quelques femmes parmi les plus jeunes du PCI même qui se méfie, quand il n'est pas ouvertement hostile aussi bien à la nouvelle gauche qu'au le féminisme naissant. A l'époque de la prise de conscience dans les collectifs féministes, ces expériences articulent de différentes manières un patrimoine théorico-politique et pratique de militantisme, et expriment une vive critique de la politique de la gauche "historique" et "traditionnelle" (comme on dit alors).

Le binôme émancipation-libération court tout au long des années 70, il marque l'affrontement entre féminisme et femmes de gauche (en substance femmes de l'UDI et du PCI), tandis que l'affrontement entre femmes et groupements politiques auxquels elles appartiennent tourne autour de la difficulté de concilier politique "générale" et pratiques du féminisme. Ce carrefour de la carte des lieux parcourus par le féminisme italien devait devenir encore plus obscur; à long terme, les points de divergence se sont révélés irréductibles, même s'ils ont créé des tensions fécondes, même si, à certains moments, les formes d'une cohabitation jamais tout à fait pacifique entre anciennes et nouvelles pratiques, ont été trouvées.

La loi sur le divorce est adoptée dans les années 70 (elle est ensuite confirmée par référendum), de même que la loi sur l'avortement, que le recueil de signatures pour une loi contre la violence sexuelle qui ne passera jamais au Parlement, et que la floraison d'initiatives "séparées" : centres de femmes, bibliothèques, collectifs de santé, centres de santé autogérés, revues, petites maisons d'édition. Cette phase sera définie comme celle de la "visibilité" du féminisme italien; les tensions créées en

son sein par les positions des unes et des autres agissent comme un ferment peu contrôlé et peu contrôlable, et suscitent des divisions qui toutes sont politiques, on le verra plus loin.

Le féminisme italien, par rapport aux mouvements des autres pays occidentaux, est caractérisé par sa politisation. Cette politisation signifie une présence sur la scène politique et institutionnelle, rendue nécessaire par les biographies de ses protagonistes, et par le blocage de la dynamique des rapports partis-mouvements; la présence hypertrophiée des partis qui "occupent" l'Etat et toutes les institutions rend difficile une pratique du mouvement qui puisse passer sans la médiation du système des partis. Dès les origines, la politisation du féminisme italien relevait cependant aussi de l'interrogation des traditions théorico-idéologiques du pays, de celles de la gauche avant tout, même si un événement comme celui de la loi sur l'avortement a représenté un défi, et non des moindres, à la tradition catholique, au catholicisme démocratique avec lequel la gauche italienne entretient pourtant une fréquentation ancienne et profonde.

Pour poursuivre sur cet exemple, dans la dialectique de la revendication de légalisation de l'interruption de grossesse (la loi n° 194 de 1978, toujours en vigueur, comporte une référence à la "valeur sociale de la maternité") et de la revendication de dépénalisation de l'avortement, "l'autodétermination" a représenté une catégorie forte, généralement acceptée par le féminisme et par beaucoup de femmes de la majorité des partis. Les catholiques démocrates ont appelé à la liberté de conscience, les laïques à la reconnaissance d'un droit, les communistes à l'élimination de la plaie sociale que représentait l'avortement clandestin (pratique que l'on qualifiait souvent "de classe"). Aucune de ces trois positions ne faisait cependant vraiment place au "défi" lancé par le mouvement des femmes : l'affirmation de l'autodétermination féminine comme pratique de la subjectivité.

Quand à plusieurs reprises dans les années 80, réapparaîtra le débat sur la loi, sur ses limites, et sur la qualité du compromis - le dernier mot en matière d'avortement reste aux femmes mais dans le cadre normatif de l'Etat-père-médecin - on parlera de "liberté" et non plus d'autodétermination. Parce que, ce compromis obtenu grâce aux femmes, mais aussi en dépit d'elles (les protagonistes du débat étant les partis politiques), était le résultat d'une politique de *libération de* qui présupposait la reconnaissance d'une autorité autre que celle fondée sur le sujet sexué féminin-féministe.

Aux attaques renouvelées, portées ces derniers temps contre la loi 194, bâties sur de vieux arguments, comme ceux du "mouvement pour la vie" du catholicisme le plus intégriste, peuvent aujourd'hui succéder, parce que les conditions sont favorables, des tentatives de révision, qui menacent l'autodétermination; on propose d'augmenter le nombre de cas où l'interruption de grossesse doit être l'objet "d'autorisation", ou bien d'introduire le droit de choix du père.

La traversée par le féminisme italien de ce que l'on a appelé "les années de plomb" (seconde moitié des années 70, début des années 80) reste un point crucial pour analyser les rapports du féminisme et de la gauche. En 1975-76 la rupture des féministes avec les groupes de la gauche extra-parlementaire avait mûri, et, avec elle prenait fin, pour une part importante du féminisme italien, la pratique du "double militantisme". Le terrorisme, la réponse de l'Etat, l'attitude du PCI de ces années, l'épuisement de la majorité des collectifs d'autoconscience permettent de comprendre l'événement, mais sont insuffisants pour saisir ce qui s'est joué en si peu d'années, et pas seulement pour le féminisme.

Pour les femmes du féminisme on peut suivre quelques pistes de réflexion. Quelques unes seulement!

Vu de l'extérieur, le mouvement paraît muet à propos du terrorisme (un livre de Anna Maria Mori, datant de ces années, s'appelle *Il silenzio delle donne e il caso Moro*, soit : Le silence des femmes et le cas Moro). En simplifiant on peut dire que la partie du féminisme de formation néo-marxiste (sans doute était-ce différent pour celle née des matrices radicale et libertaire) a mis plusieurs années pour accepter des deuils symboliques, pour digérer des "pertes" déjà réelles, mais qui, seulement alors, devenaient évidentes aux yeux de beaucoup sinon de toutes les femmes : deuil de ce moment extraordinaire, plein de vie, de bonheur qu'avait été 68, brisé par la violence de l'affrontement et par une historisation hâtive qui le faisait apparaître et le racontait comme le début des "années de plomb", deuil d'un projet de refondation de la gauche qui, partant de la critique de la politique et de la pratique du PCI d'alors, s'incarnait diversement dans des groupes et partis de la nouvelle gauche dans laquelle la majorité des féministes ne trouvaient pas leur place, deuil (c'est ici hypothèse parce que les analyses et témoignages sont insuffisants) du "mouvement" du féminisme lui-même qui était moins visible dans cette phase de transition marquée par l'état-d'urgence. On parla alors de plongée dans les abysses, certaines craignaient (c'était presque une prémonition) que fut une fois encore confirmée la thèse du développement "karstique" de l'histoire des femmes dans la modernité¹.

La parution en janvier 83 du document de la Librairie des femmes de Milan, *Plus femmes qu'hommes*, et le large débat qu'il suscita, fut le signal qu'on entrait dans une phase d'élaboration, non de repli. Le document parlait un nouveau langage politique, il manifestait une forte discontinuité, déplaçait les termes de l'analyse, appelait à de nouvelles pratiques. A partir de ce document, auquel tout le féminisme italien doit la redéfinition de son débat interne (entre celles qui lui étaient favorables, et celles qui lui étaient opposées, la gamme de nuances était

¹ Dans les reliefs karstiques, de nature calcaire, les cours d'eau peuvent disparaître pour rejaillir beaucoup plus loin.

très large), le lexique politique féminin a changé et le rapport entre le féminisme et la gauche a été mis à l'ordre du jour : il a été interrogé, mais pas mis en discussion. Parce que le binôme émancipation-libération était situé à l'intérieur même de l'horizon théorico-politique de la gauche.

Le PCI lui-même, lors de la Septième Conférence des femmes communistes (1981) et par la bouche même de son Secrétaire général, Enrico Berlinguer, fit de la "contradiction" homme-femme une contradiction primaire, à côté de la contradiction capital-travail. On ne doit pas penser que ce geste, malgré tout son poids symbolique, ait changé quelque chose à la politique de la "spécificité" féminine : aujourd'hui seulement, Livia Turco, qui fut pendant huit ans présidente de la Commission féminine du PDS, présente sa démission (et celle de toutes les femmes de la structure féminine dirigeante du PDS) en désavouant ouvertement une politique qui, même si c'est pour de bonnes raisons, n'a pas choisi d'aller jusqu'au bout.

"Les obstacles les plus sérieux appartiennent à ma biographie de femme qui a vécu et vit encore une appartenance très forte à la gauche. Cette gauche m'a empêchée de saisir à temps la substance de la politique de la différence sexuelle et de la pratiquer d'une manière cohérente ... La recherche d'une médiation entre égalité et différence a motivé les femmes du PCI-PDS... mais l'égalité et la différence ne sont pas seulement deux termes abstraits... Ils se rapportent à deux manières différentes d'exister sur la scène politique. Le premier induit une volonté d'agir sur la faiblesse et sur la condition féminine, le second vise la pratique de la liberté et l'autonomie individuelle. La confusion que nous avons entretenue sur ce point m'a empêchée, ainsi que les femmes du PDS, de promouvoir une innovation concrète dans le domaine politique. Là, j'ai été vraiment conservatrice, là, plus qu'ailleurs, j'ai eu le réflexe conditionné caractéristique de cette tradition glorieuse de la gauche qui voit dans l'organisation la condition qui permet de solliciter la participation politique des plus faibles et qui favorise l'action collective..." (*Il Manifesto*, supplément, *Le cercle carré*, 8 mars 1994).

Turco rappelle avec raison qu'elle a toujours subi un "féminisme revendicatif", elle admet l'avoir pratiqué sans l'avoir jamais choisi. Un "écart" donc, un écart entre désir, convictions et pratiques qui est toute l'histoire des années 80, histoire que le féminisme italien a parcourue d'une manière qui lui est propre.

En effet, pendant que se consolidait l'alliance entre la Démocratie-chrétienne et le PSI de Bettino Craxi, qui aboutit au regroupement de corrompus qu'on appelle le CAF (Craxi, Andreotti, Forlani, trio qui, en alternance, a occupé le pouvoir), auréolée par le nouveau miracle économique qu'illustre bien le vers "*E la nave va ...*", le pays se modifiait en profondeur : "fin de la classe ouvrière" prophétisée depuis la défaite

ouvrière à la Fiat, naissance des télévisions commerciales qui fondent l'empire de Berlusconi, manœuvres complexes d'intégration et de démantèlement des grandes entreprises publiques et privées, développement, sur la lancée de la vague néolibérale venue des USA et de Grande-Bretagne, du pouvoir financier qui l'emporte sur celui directement lié à la production, ce qui provoque au plan social un énorme accroissement du tertiaire et de (coûteux) services d'intermédiation. En surface c'était le sentiment d'un nouveau bien-être, qui a modifié les valeurs et les comportements des hommes et des femmes.

A posteriori, aujourd'hui, nous pouvons dire qu'en profondeur était à l'œuvre un nouveau mode de relation entre acteurs sociaux avec son imaginaire propre de la modernité : succès, nécessité de se rendre à l'apparemment inévitable - le règne du marché - affirmation personnelle comme catégorie éthique positive, glissement du sens de mots et d'idées comme "changement", "nouveau", "solidarité", "utopie". Le mot "d'émancipation" aussi, a, je pense, changé de sens pour beaucoup de femmes; comme but à atteindre au travers de luttes communes, fondée sur une analyse de "la condition" des femmes "opprimées", l'émancipation suscite la gêne, alors que pour beaucoup de jeunes femmes de la nouvelle génération, elle est une stratégie individuelle, parce qu'elles considèrent comme acquises et allant de soi les nouvelles possibilités "égalitaires" qui leur sont offertes au niveau de la formation, de la sexualité, du travail. Le féminisme de la différence trouve ici aussi une synthèse sémantique efficace, le caractère intolérable de "la misère symbolique féminine".

Le vieillissement de la gauche s'accomplit dans sa défaite lorsque le système international commença à s'écrouler : Pologne de Solidarnosc, URSS de Gorbatchev, puis implosion de l'Est dont la chute du Mur de Berlin fut le détonateur. 1989 fut salué comme la victoire de la démocratie et du marché, deux termes devenus dans la rhétorique politique de la droite indissociables et indiscutables. Aux espoirs cultivés par la gauche d'une nouvelle ouverture, s'opposa la satisfaction de beaucoup qui proclamaient "la fin de l'histoire", de cette histoire qui avait maintenu à l'horizon des possibles l'idée d'un changement radical, de la fin du capitalisme (ou, du moins, de sa réforme).

Au cours des années 80, le féminisme italien a cependant opéré une mutation interne de très grande portée : il a survécu à l'hécatombe des mouvements des années 70, il a produit une communauté politico-intellectuelle large et articulée, son monde de référence qui s'est partout diffusé. Alors qu'on parle d'une "double défaite du féminisme", nous pouvons aujourd'hui nous demander si le féminisme des années 80 a été, comme certains le soutiennent, une "réalité parallèle", c'est-à-dire l'affirmation d'une subjectivité politique inédite. Il est certain que l'hégémonie de ce qui s'est appelé le "féminisme de la différence", ou plus récemment de "la liberté féminine" a été le résultat d'un processus

au moins double, d'un côté l'autorité reconnue et reconnaissable de quelques femmes qui ont élaboré et diffusé la pensée de la différence, par ailleurs la faiblesse de beaucoup d'autres femmes qui souvent admettaient l'exactitude de l'analyse, sans en accepter les conséquences. L'autorité venait, en partie au moins, de l'efficacité du nouveau langage. La faiblesse qui ne peut se définir qu'a posteriori, a eu des motivations complexes : volonté ou désir de ne pas attiser un affrontement entre femmes, existence de nouveaux lieux également significatifs même s'ils sont moins visibles, gêne des confrontations sur un terrain que l'on ne sent pas approprié, choix d'une réflexion plus circonscrite, plus pertinente. Dans la construction de l'hégémonie, la visibilité dans la presse a joué un rôle important, grâce à des journalistes-théoriciennes qui faisaient autorité, figures spécifiques du féminisme italien, titulaires du "discours" de la différence, capables de mettre en jeu un professionnalisme journalistique inédit dans la forme, et très sérieux dans le fond. Des journaux - comme *Il Manifesto*, *l'Unità*, en partie aussi *La Repubblica*, *L'Espresso*, *Panorama*, *Avvenimenti* et plus tard *Il Giorno*, sans compter les journaux du féminisme lui-même, à commencer par *Noi Donne* - deviennent parfois des lieux de confrontation-affrontement politico-professionnels.

L'hégémonie de la pensée de la différence au cours des années 80 n'a pas empêché la multiplication en Italie des lieux et des initiatives de bien d'autres groupes et individu(e)s dont on peut dire qu'ils ont "fait du féminisme". Surtout, cela n'a pas empêché que le dialogue, parfois l'affrontement, entre la pensée de la différence et les autres expressions du féminisme, parcourent pratiquement tous les espaces de la politique et de la culture : des partis de la gauche aux syndicats, des associations pour la défense et l'amélioration de l'environnement aux associations pacifistes, des universités aux revues et aux centres d'études. A mon sens, il ne s'agissait pas, comme certaines le soutiennent aujourd'hui, d'une dialectique d'opposition entre féministes de la différence et néo-émancipationnistes (ou de l'égalité des chances, comme ce courant a été récemment baptisé) mais de relations complexes dans la réflexion politique qui ont produit des pratiques différenciées : a posteriori on s'apercevra sans doute que l'option "différence" a été assumée par (presque) toutes les femmes et que les heurts se sont produits sur le point exact de la crise de la gauche : la question du mode de l'agir politique et de la mesure de son efficacité.

Aujourd'hui, quand le nouveau Président de la Chambre des Députés, l'Onorevole de la Ligue du Nord, Irene Pivetti, quelques semaines après son installation, décrète que "le féminisme est mort !", les premières qui la démentent publiquement sont précisément Nilde Iotti du PDS, "monument" de l'émancipationisme communiste, présente au Parlement depuis la Constituante (1946), la très démocrate-chrétienne Tina Anselmi, ancienne résistante et Présidente sortante de la commission pour l'égalité des chances.

Toutefois les mots et les pratiques qui, pour toute la décennie, ont découlé de ce document de 1983 renvoient à un horizon qui rencontre peu ou mal les idées de la gauche telle qu'elle est : envie de vaincre, demande d'aise dans les commerces sociaux, autorité (féminine), reconnaissance des inégalités entre femmes, relations entre femmes à partir de rapports duels d'allégeance (*affidamento*), pratiques politiques que ces relations entre femmes rendent visibles, la légitimité de l'agir individuel dans le monde découlant de ces pratiques. Les femmes donc comme sujet politique collectif qui s'autofonde et agit (ou affirme agir) au centre de la scène politique. Les prises de position de ce sujet politique sur quelques grands thèmes politiques de la gauche mettent en lumière un rapport "dissymétrique" : une manière différente de se positionner, de se placer sur un autre plan mais à l'intérieur d'un horizon où les femmes et la gauche n'ont en commun que l'agir pour le changement. Cette dissymétrie serait à l'origine du rapport entre les femmes et la gauche, même si ce rapport est en apparence celui d'une filiation historique, puisque l'émergence du sujet féminin pose les mêmes interrogations fondamentales et interroge les mêmes pratiques politiques et culturelles que la gauche.

La formule la plus lucide et en même temps la plus radicale que le féminisme de la différence ait produite sur un point cardinal de cette thèse est, à mon sens, la définition de la "politique du symbolique" qu'Ida Dominijanni a présentée à un colloque important sur le féminisme et la gauche, organisé par l'Institut Gramsci en 1992; Dominijanni fait référence à un passage de Luisa Muraro dans *L'Ordre symbolique de la mère* :

"Il est inutile de faire la critique de l'existant dans le but de le changer : l'existant se reproduit non parce qu'il est jugé bon mais parce qu'un mécanisme qui peut se révéler plus fort que nos intentions ou nos critiques, même si elles sont justes, le reproduit. Le problème est alors de casser le mécanisme de répétition; c'est un problème d'ordre symbolique."

Dominijanni reconnaît à la gauche le mérite d'avoir été porteuse "d'un horizon symbolique très puissant, d'un mythe politique qui a eu une force énorme de mobilisation des volontés et de l'imaginaire collectif". Mais elle remarque aussi la fin de cette dimension, qui a conduit à une "laïcisation" hâtive (renoncement à son identité, ndt) menée "en se débarrassant de son patrimoine symbolique propre, sans que l'on tente d'en conserver la force et d'en re-élaborer les contenus". Par contre,

"Le mérite du féminisme de la différence sexuelle est d'avoir réalisé un passage théorico-politique crucial qui a consisté (i) à concevoir l'ordre symbolique non pas seulement comme précondition de l'histoire, (...) rendant le changement possible mais s'en soustrayant, bien plus comme sphère historique même, susceptible

de changement au travers de l'action politique (au sens de la politique des femmes), (ii) à affirmer que ce changement ne vient pas *après*, mais est constitutif du changement de l'ordre social (et prioritaire au plan logique); ce second changement, sans le premier, n'est pas pensable et surtout n'est pas un vrai changement atteignant les structures profondes qui régulent les mécanismes de répétition de l'histoire."

Le féminisme de la différence reproche à la gauche son incompréhension, son absence d'écoute, l'identification des femmes aux hommes et donc une complicité avec l'ordre socio-symbolique donné. Aux femmes de la gauche (nous devrions parler des femmes du PCI-PDS, puisqu'il s'agit d'elles), il reproche d'avoir repris les analyses et le langage de la différence pour relégitimer de vieilles politiques. Le paradoxe est là, et on ne peut aujourd'hui en faire abstraction, le PCI-PDS a été l'un des lieux forts du féminisme de la différence. C'est en 1986 que la jeune Livia Turco arrive à Rome, appelée par celui qui était alors Secrétaire général du parti, Alessandro Natta. Elle devient responsable de la Commission féminine et prend l'initiative d'un processus qui aboutira à la "Carte itinérante des femmes du PCI"; ce processus ouvre un front de luttes politiques des femmes interne au parti et jette un pont vers le féminisme qui s'est développé à l'extérieur du parti. La campagne de mobilisation qui suit le désastre de Chernobyl (1986) provoque une première et fondamentale rencontre. En 1987, à l'occasion des élections politiques, la campagne pour le "rééquilibrage de la représentation" fait bondir le nombre des élues (alors que l'audience du PCI diminue) et amène aussi au Parlement des femmes dont l'histoire propre est celle du féminisme italien. Elle fait en même temps apparaître une difficulté relative à l'actualisation de la politique de la différence dans les institutions. 1989 est l'année du tournant du Secrétaire Occhetto. Les femmes du PCI se divisent sur tout : appartenance politique, politique des femmes, rapport à l'histoire et au patrimoine du communisme italien. Un certain nombre de femmes, autonomes par rapport aux formations "mixtes", présente une motion qui s'adresse aux femmes et aux hommes du PCI mais aussi extérieurs au Parti, au cours de deux congrès très difficiles d'où sort le PDS tandis que l'ancien PCI perd une partie de son corps politique qui donne naissance à la Refondation Communiste. Une grande partie des féministes de la différence qui ont la carte de l'ancien PCI restent au PDS, enfermées dans une dialectique de plus en plus opaque, et demeurent sourdes face aux obstinées de la "majorité" qui suivent le Secrétaire général. Au delà de la chronique des événements (dont on trouve l'analyse théorico-politique dans le revue *Reti*), la dynamique profonde est celle que Livia Turco décrit en exposant les motifs de sa démission :

"La majorité tente de maintenir ensemble les "militantes" d'un parti de masse qui, entre temps, a perdu son identité et n'arrive ni à voir ni à écouter ce que "ses" femmes lui disent. Il n'arrive pas non plus à écouter les autres, dans un effort aveugle pour coller à une conception de plus en plus barbare de la politique qui se subordonne aux médias et se caractérise par une perte générale du sens. "

Dans la débâcle de l'encadrement politique emporté par Tangentopoli, le PDS attend d'empocher les dividendes : il gagne partiellement dans les deux élections administratives de 93. Il n'arrive pas à saisir la nouveauté que représente l'audience croissante des droites libérées par l'écroulement du "container" démocrate-chrétien - dont l'autre face est son succès dans les grandes villes en novembre et décembre 93. Et ne saisit pas la signification de "l'entrée en scène" de Silvio Berlusconi, aboutissement d'une décennie qui se termine, plutôt que cause du sombre nouveau qui s'avance. Il ne faut pas s'étonner que la défaite de mars 1994 le surprenne comme un coup de massue.

Aujourd'hui, il n'y a pas de raccourci, il faut repartir en reformulant les questions. Le féminisme objecte qu'en tant que femmes il n'est possible ni de se laisser engloutir dans la défaite de la gauche en acceptant un deuil stérile, ni de se comporter comme si la chose était indifférente, alors, il faudra beaucoup d'imagination politique pour affronter la soi-disant Deuxième République. Celle-ci marquera peut-être, par choix ou nécessité, la fin du séparatisme et des politiques féminines "spécifiques" pour les femmes qui voudront encore cohabiter dans/avec la gauche. Peut-être aussi se dévoilera un rapport dont l'ambiguïté deviendra insupportable : féminisme et gauche ne pourront plus se regarder mutuellement comme "séparés dans la même maison", se partageant les tâches en espérant que du toit en ruine les pierres ne pleuvent pas. Et il ne suffira pas de s'écarter!

Rome
Août 1994

Bibliographie

Maria Luisa Boccia e Isabella Peretti (a cura di), *Il genere della rappresentanza*, supplemento al n° 1 del 1988 di *Democratia e Diritto*, rivista del Centro per la Riforma dello Stato, Roma.

Paola Bono, *Questioni di teoria femminista*, *Atti del Convegno di Glasgow*, La Tartaruga, 1992.

Paola Bono e Sandra Kemp (a cura di), *Italian Feminist Thought. A Reader*, Basil Blackwell, Oxford, U.K and Cambridge, Mass., U.S.A, 1991.

Le féminisme et la gauche

- Anna Rita Calabro e Laura Grasso (a cura di) *Dal movimento femminista al movimento diffuso*, Franco Angeli, 1985.
- Franca Chiaromonte e Letizia Paolozzi, *Il taglio*, Datanews, 1993
- Anna Maria Crispino (a cura di), *Esperienza storica femminile in età moderna e contemporanea*, 2 vol., Udi-La Goccia, Roma 1988-1989.
- Diotima, *Il pensiero della differenza sessuale*, La Tartaruga, 1987.
- Jasmine Ergae, *Nelle maglie della politica*, Franco Angeli, 1986.
- Libreria delle donne di Milano, *Non credere di avere dei diritti*, Rosenberg & Sellier, 1987.
- Claudia Mancina (a cura di) *Le idee della sinistra*, Editori Riuniti, 1992.
- Luisa Muraro, *L'Ordine simbolico della madre*, Editori Riuniti, 1992.
- Rosalba Spagnoletti (a cura di), *I movimenti femministi in Italia*, Savelli, 1978.
- "IG Informazioni", *Atti del seminario Cultura e politica delle donne e della sinistra in Italia*, Roma, 4-5 maggio 1992, n°3, anno 1992.
- "Il movimento femminista degli anni '70", *Memoria, rivista di storia delle donne*, n°19-20, Rosenberg & Sellier 1988. .

Annexe

Anna-Maria Crispino fait référence dans son article au texte "Plus femmes qu'hommes" publié dans Sottosopra, publication de la Librairie des femmes de Milan, déc. 1982-janv. 1983, et repris dans Change international (traduction de Sylvie Coyaud), 1, nov.-déc. 1983. Ce texte a en effet eu une très grande audience et a été abondamment discuté dans la gauche italienne et, en particulier, dans le PCI dont le Secrétaire général de l'époque, Berlinguer, l'a publiquement commenté. On trouvera ci-après des extraits de "Plus femmes qu'hommes" qui permettent de situer les références de Anna-Maria Crispino

Le PCI publie quatre ans plus tard (nov. 1986), sous le patronage de la section féminine de sa direction, Dalle donne la forza delle donne. Carta itinerante. Idee, proposta, interrogativi, avec une introduction de Livia Turco : le PCI "veut construire dans la société et les institutions politiques, une 'force des femmes' ... Dans ce but nous proposons une 'Carte des femmes', une carte 'itinérante' qui veut solliciter ces relations et communications entre femmes, désire entrer dans leur vie, connaître les problèmes, leur demander de prendre la parole. La 'Carte' ne contient qu'un schéma programmatique qui indique nos options de valeur, nos choix d'idéaux, et nos objectifs concrets..." Le PCI se propose d'aller à la rencontre des femmes des partis, des mouvements,

du féminisme, des syndicats, etc., des intellectuelles, mais "avant tout d'interpeller et d'impliquer 'les femmes simples' ...". Toutes sont appelées à donner leur avis sur la Carte itinérante.

Peuples Méditerranéens

Extraits de "Plus femmes qu'hommes"

Un groupe de femmes en rapport politiques et affectifs entre elles, fait un constat des gains obtenus grâce au mouvement de lutte de ces dernières années et mesure ce qui manque. Nous avons lutté avec efficacité contre la misère sociale de la condition féminine. Nous avons découvert l'originalité du fait d'être femmes. La pratique politique des rapports entre femmes - de nous fréquenter, de nous aimer - nous a donné de la valeur. Mais à présent, il nous manque la façon de traduire dans la réalité l'expérience, le savoir, la valeur d'être femmes. Nous sommes en difficulté dans les rapports sociaux, comme dans un monde où le meilleur de nous ne se sait pas, n'a pas cours. Aujourd'hui, cela nous pèse plus que par le passé, quand nous étions peu sûres de ce que pouvaient être notre désir, notre volonté.

Il nous arrive même de faire l'expérience de cette inaptitude entre femmes, dans nos groupes; peut-être parce que le malaise et l'échec que nous connaissons dans le monde se sont associés à chaque désir, à chaque envie d'agir. Nos désirs les plus forts et les plus profonds, pour ne pas rester muets, risquent de devenir source de fantasmes paralysants. Pourtant, entre femmes, il y a au moins la possibilité d'interroger cette expérience et surtout d'en tenir compte pour ne rien perdre de ce que l'une de nous peut savoir ou vouloir.

Tandis que dans les rapports sociaux - où nous nous trouvons pour gagner notre vie, ou pour satisfaire aussi nos ambitions, ou bien simplement parce que nous ne pouvons l'éviter - notre malaise reste totalement muet. Là, le fait d'être femmes n'a à nouveau plus de sens, c'est une particularité qui nous embarrasse, dont il faut se justifier, ou qui est à oublier et à faire oublier, usant une part plus ou moins grande de notre intelligence et de notre plaisir.

En outre, cela appauvrit, par contre-coup le projet de lutte des femmes. A nos rapports, à nos groupes, manque d'autant la dimension des choses que dans le monde nous devrions vivre librement - car il s'agit de notre existence sociale, dans le travail ou en toute autre occasion - et qu'au contraire, nous pratiquons avec la malassurance des apprentis et des imitateurs.

De notre condition, ce qui nous intéresse aujourd'hui c'est dire et interroger notre échec dans les prestations de la vie sociale. L'échec est au premier plan d'une expérience diffuse de malaise, d'inaptitude, de médiocrité. Il peut n'avoir rien d'éclatant, d'ailleurs en général il ne se

présente pas comme une défaite retentissante, mais plutôt comme un empêchement, un blocage de nos propres facultés, source d'angoisse et de replis. ...

Il ne s'agit pas de quelque chose qui nous empêche du dehors. Nous penser et nous présenter comme des victimes d'une discrimination anti-féminine, ne signifie plus l'essentiel de notre condition, mais risque désormais d'être une couverture.

On sait, surtout quand les conditions matérielles sont les plus dures, que la discrimination existe ou peut revenir. Mais il s'agit d'une difficulté facilement reconnaissable, que nous savons comment combattre et qui ne réussit pas à inférioriser une femme ni à la faire sentir médiocre. Par contre, le fait de ne pas être à l'aise contribue de beaucoup à renforcer les restes ou les retours de discrimination. ...

Notre "inaptitude" sociale doit donc être mise au clair et interrogée pour son propre compte, comme un obstacle plus profond que ceux qui sont fabriqués par une organisation sociale injuste. Nous parlerons donc de la part de faillite de nos prestations sociales sans la justifier par la discrimination. Nous mettrons l'échec en rapport non pas à ce que d'autres veulent contre nous, mais avec ce que nous, nous voulons.

Le discours de la discrimination tait une partie de notre expérience effective en ceci que notre difficulté ne vient pas seulement (ne vient pas essentiellement) de l'empêchement extérieur mais de notre propre désir d'affirmation sociale qui se heurte à sa propre énormité : énorme, anormal, non parce qu'il serait en soi plus grand qu'il ne le faut, mais simplement parce qu'il ne trouve pas la manière de se satisfaire.

Il y a en nous une envie d'être au monde. ... Nous l'appellerons l'envie de vaincre. Vaincre dans le monde tout ce qui nous rend mal assurées, instables dépendantes, imitatrices. Et, en même temps, sans rien trahir de ce que nous sommes, même pas ce qui parle pour l'instant seulement avec la voix de la faillite. Pour commencer, vaincre la peur de notre propre envie de vaincre. Cette dernière se présente, quand elle se présente, comme quelque chose d'anormal presque sans objet ou sans rapport avec les instruments à notre disposition. ...

Nous pouvons parler de notre échec et essayer de comprendre ce qu'il veut dire jusqu'au bout, parce que durant ces années de luttes politique, nous avons déplacé l'accent sur nos désirs. Le mouvement des femmes a fait renaître la crânerie perdue avec l'enfance. En lui nous retrouvons une référence pour devenir ce que nous sommes et vouloir ce que nous voulons. ...

Dans cette société, le sentiment profond tout comme l'intelligence fidèle aux émotions et aux désirs d'une femme n'ont pas libre cours. D'une façon ou d'une autre ils sont déformés ou réduits au silence. D'habitude notre extranéité fait obstacle à notre envie de vaincre, et l'envie de vaincre étouffe le fait de se sentir étrangères.

Et nous nous divisons dans cette alternance entre celles qui soutiennent (ou qui exhibent) être étrangères au social, et les autres,

celles qui soutiennent (ou exhibent) qu'elles sont bien intégrées dans le social. ...

L'existence sociale se conquiert dans une compétition sexuelle d'hommes. Quand cesse la discrimination, la femme peut participer à cette compétition qui reste malgré tout une compétition d'hommes. Elle se trouve seule, même s'il y a autour d'elle d'autres femmes, seule au milieu de ces hommes qui s'affirment, c'est-à-dire de ces hommes qui s'aiment à travers des carrières, de l'argent, le savoir, les partis, la révolution, etc.

L'émancipation féminine équivaut à faire participer la femme à cette compétition sexuelle où c'est la virilité qui s'affirme. Dans la logique de l'émancipation, il faut forcément miser sur l'individuel - les femmes pouvant tout au plus arriver à la solidarité avec leurs semblables en fonction défensive. En somme l'émancipation nous insère dans le jeu social avec des mots et des idées qui ne sont pas les nôtres. Et nous porte à minimiser l'inaptitude et l'échec comme quelque chose de honteux. Alors qu'il y a là une objection et une force de changement - qui d'habitude ne s'exerce pas efficacement parce qu'elles s'usent en efforts d'adaptation.

L'entrée en masse des femmes dans la vie sociale ne modifie pas automatiquement cette situation. Ce qui se passe automatiquement, c'est que les femmes tendent à s'assimiler au modèle masculin.

Il fait une réflexion et une pratique politique pour faire de notre malaise et de notre inaptitude aux commerces sociaux le principe d'un savoir et d'un vouloir concernant la société. ...

Il faut sexualiser les rapports sociaux. S'il est vrai que la réalité sociale et culturelle n'est pas neutre, que s'y exprime transposée la sexualité humaine, alors notre recherche d'existence sociale ne peut que se heurter à la prédominance de l'homme sur la femme dans la substance de la vie sociale et culturelle. Sexualiser les rapports sociaux, cela veut dire les enlever à leur apparente neutralité et montrer que dans les façons socialement courantes de se rapporter à ses semblables, une femme ne retrouve intégralement ni son propre plaisir, ni ses propres capacités. En effet, les raisons de s'engager dans le jeu social, tout comme ses règles et ses gains, sont toutes, directement ou indirectement, orientées vers la masculinité, faites pour la solliciter ou la gratifier. Il est difficile de s'engager dans une situation où le plaisir est toujours incertain.

Dans ce sens, nous pouvons comprendre que, même quand elles peuvent choisir, bien des femmes préfèrent se tenir à l'écart de la vie sociale et ne pas suivre jusqu'au bout la voie de l'émancipation. C'est une défense de leur intégrité. De ce comportement, il faut savoir reprendre le savoir (savoir que dans les rapports sociaux, l'être homme l'emporte) et la volonté implicite (résistance à se faire assimiler par le masculin).

Il nous semble donc erroné de continuer à insister sur la discrimination, et tout aussi fourvoyant de miser sur une demande de plus d'espaces sociaux et culturels pour les femmes. La concession d'espace plus importants est la réponse à l'injustice flagrante d'une société faite à moitié de femmes et dirigée presque exclusivement par des hommes : mais cela ne touche pas à la substance du problème, à savoir que dans la société comme elle est, les femmes sont peu incitées à s'insérer et ont peu de vraies chances de s'affirmer au mieux de soi. Une femme y est, en admettant qu'elle veuille y être, mal à l'aise. ...

La difficulté majeure que nous rencontrerons est qu'il nous manque "un monde commun des femmes". Adrienne Rich¹ en parle, et c'est à elle que nous empruntons cette intuition profonde. Une femme qui de quelque manière essaye d'exister socialement pour sa survie ou pour sa propre satisfaction, entre de fait dans le monde commun des hommes, où des choses qui pour elles peuvent être élémentaires et essentielles, dignes de la plus grande attention, tombent à plat, ne comptent pas, n'ont jamais existé. Et où, vice-versa, il lui faut se confronter avec des choses dans lesquelles elle ne peut se reconnaître - bien qu'elle en connaisse évidemment l'existence, la masculinité en effet n'ayant pas grand mal à se faire connaître. ...

Dans le social, nous sommes encore isolées et non communicantes, si ce n'est pour des choses marginales par rapport à la situation. Pour l'essentiel, silencieuses ou répétitives, même quand il s'agit de faire des critiques. Conformistes ou subversives, nous agissons et nous pensons selon des critères qui n'ont rien à voir avec notre être femmes. Et pis encore avec des critères qui excluent une mise en commun entre femmes en positif, la seule mise en commun étant péjorative. ...

La solidarité est un élément précieux qui ne suffit pas. Nous avons besoin de rapports diversifiés et forts où, une fois sauvegardés le plus petit intérêt commun, le lien ne soit plus de défense du plus petit intérêt commun : des rapports ou des divergences se jouent comme richesses et non plus comme menaces. Les diversités prennent souvent la forme d'inégalités et la reconnaissance de l'inégalité se fait par une attribution de valeur. Il est de notre plus grand intérêt que cette attribution de valeur ait lieu entre femmes - de cela dépend que l'être femme ait de la valeur. Non pas valeur générale, abstraite, mais présente dans le contexte où chacune vit avec son envie de vaincre et son extranéité. Là en effet, valorisation veut dire s'en référer à une semblable - à son envie de vaincre, à son extranéité - pour son propre intérêt et établir ainsi un lien matériel qui mette en communication des choses qui étaient tues ou déformées dans l'affrontement individuel à la société masculine.

Dans ce but, celui de tisser un monde où circulent les intérêts associés à l'être femme et où une femme puisse exister sans devoir se

¹ Adrienne Rich, *On Lies, Secrets, and Silence*, W.W. Norton & Co, New York, 1979

justifier, nous apportons ici une contribution qui est le résultat de notre pratique politique concernant les rapports entre femmes. Il s'agit justement de l'inégalité entre femmes, de la nécessité de la rendre praticable et de rendre praticable le fait de s'en remettre à une semblable.

Dans nos groupes en général, l'inégalité n'est pas admise au nom d'un égalitarisme hérité du mouvement des jeunes, mais en réalité peut-être à cause d'une réaction à l'écrasement de la mère - dans la société patriarcale, le rapport mère-fille n'a pas de forme, il est donc souvent conflictuel et perdant pour toutes les deux. Nous avons compris que l'inégalité entre femmes est praticable et que sa pratique est précieuse. Reconnaître qu'une semblable vaut plus brise la règle de la société masculine selon laquelle, en dehors de la mère, les femmes en définitive sont toutes pareilles et en même temps cela nous délivre, nous qui sommes timides ou infériorisées par la comparaison à l'homme, du besoin réactif d'être au moins égales à nos semblables. Les femmes aussi ont été mises au monde par une mère. La lutte contre la société patriarcale exige que nous donnions une force actuelle dans nos rapports à ce rapport ancien où il pouvait y avoir pour une femme, confondus ensemble, amour et estime. Chez la mère en effet, la femme trouvait à la fois le premier amour et le premier modèle.

Entendons-nous proposer dans nos rapports les hiérarchies de l'être plus/moins que justement nous détestons parce que dans la société elles nous voient perdantes? La réponse ne peut être que oui et non. Oui, parce qu'il faut bien rompre un régime de parité entre femmes qui est basé sur l'absence de valeur de l'être femme - la parité entre nous est basée sur l'insécurité profonde de chacune, si bien qu'en fait elle n'empêche pas la soumission aux hiérarchies en vigueur dans la société. Et non, parce que le plus de valeur ouvre une différence entre femmes, laisse place à un rapport où circulent amour et estime, ensemble. ...

La reconnaissance de la disparité entre femmes n'est donc pas une fin en soi. C'est la pratique d'une contradiction, pratique qui est nécessaire pour que nous nous libérions de la peur d'être moins qu'une autre femme et que chacune arrive au sentiment de sa propre valeur en s'appuyant, comme sur un élément de force, sur la valeur des autres, ses semblables.

Qu'entre femmes qui se fréquentent ait lieu cette reconnaissance d'une valeur, cette façon de s'en remettre à une autre, crée un précédent de force : cela veut dire avoir une référence qui confirme intégralement l'être femme avec ce plus que nous cherchons.

Dans la reconnaissance de la disparité, de plus, pour autant qu'elles soit praticable, les émotions élémentaires liées à l'ancien rapport avec la mère trouvent une règle, un dynamisme et donc une fécondité. Par la reconnaissance de ce plus qu'une autre peut être, ces émotions

anciennes réussissent à s'exprimer en positif en se délivrant de l'ambiguïté et en nous délivrant de la récrimination.

Articuler les émotions pour arriver à l'aise, à la fin de l'anxiété. L'aise en effet est la troisième chose entre l'envie sauvage de vaincre et la soumission, entre les fantasmes de toute-puissance et la faillite. L'aise c'est avoir une relation entre ses propres émotions et les choses à faire ou à penser dans une situation donnée. Il ne s'agit pas d'une question psychologique. La recherche de l'aise est une pratique politique qui continue à dire : le travail pour masculiniser notre esprit et nos émotions est opprimant et inutile. Qui continue à dire : nous voulons traduire une expérience et un désir de femmes dans une société qui fait la sourde oreille, et changer les choses. Qui continue à dire : l'aise est le plus matériel de nos besoins avec les autres besoins matériels, et la lutte pour l'aise est subversive dans un monde où le désir est pétrifié. Cette volonté d'être au monde avec aise remet les choses en rapport vivant avec un désir, les remet dans une perspective qui nous aide à les comprendre et, pour autant que ce soit nécessaire, à les changer.

FEMMES EN POLITIQUE DE DROITE À GAUCHE DANS L'ITALIE DES ANNÉES 90

Lucetta SCARAFFIA*

Quelques réflexions sur les résultats électoraux de Mars 94**

Les dernières élections parlementaires ont révélé que presque 55% des femmes italiennes préfèrent la droite bien que le mouvement féministe ait été plus proche des partis de gauche (Norberto Bobbio lui-même, dans son livre *Droite/Gauche* situe le féminisme à gauche). La répartition des parlementaires qui ont gagné les élections ne reflète que partiellement ce déplacement, comme le montrent les données concernant les élues au scrutin uninominal : pour le centre droit, 19 femmes à la Chambre et 18 au Sénat, pour les progressistes 21 femmes à la Chambre et 18 au Sénat, et à la proportionnelle : six femmes élues à la Chambre pour le Parti Populaire, deux pour Pacte pour l'Italie, 18 pour le PDS, cinq pour la Ligue du Nord, huit pour Forza Italia!, quatre pour Refondation, trois pour l'Alliance Nationale. Ainsi, au scrutin uninominal, le nombre de femmes élues n'est pas notablement différent d'une coalition à l'autre, et au scrutin proportionnel - où le choix du parti compte davantage - les femmes sont surtout présentes dans les listes du PDS. Il faut ajouter que deux femmes élues présentées par la Ligue ont renoncé et laissé leur place aux hommes qui les suivaient sur la liste. Elles annulaient ainsi les effets de la nouvelle loi qui obligeait les partis à

* Professeur d'histoire à l'Université de Rome, La Sapienza.

** Article traduit de l'italien par Alisa Del Re et Monique Gadant.

alterner dans les listes de candidats un nom d'homme et un nom de femme de façon à accroître la présence des femmes au Parlement.

Les femmes de droite ne sont donc pas la majorité des femmes élues au Parlement; il est par contre certain que, ces derniers temps, elles se sont assurées une plus grande visibilité, faisant preuve d'une combativité courageuse, parfois non exempte d'une excessive agressivité comme le montre la place donnée par les médias à Alessandra Mussolini, Tiziana Parenti, Irene Pivetti et aussi Pia Luisa Bianco, l'une des premières femmes italiennes à diriger un quotidien d'importance nationale, *l'Indipendente*, connue pour se faire appeler "directeur" au masculin, et avoir affirmé "qu'être femme est une coïncidence" (*La Repubblica*, 20/4/1994).

En novembre 1993, Alessandra Mussolini, candidate du MSI, finalement opposée à Bassolino (PDS) - qui l'a emporté - dans l'élection pour la mairie de Naples, a montré qu'elle pouvait s'opposer à son rival au cours de longues confrontations publiques, usant d'un ton constamment agressif, en dépit de sa beauté et de son aspect très féminin. Elle ne s'est jamais considérée comme représentant les femmes de la ville, et ne s'est pas adressée directement et spécifiquement à elles pendant une campagne d'ailleurs centrée sur son ascendance en ligne masculine (elle est la petite fille de Mussolini). Elle a tu, au contraire - mais probablement pas par choix personnel - sa descendance en ligne maternelle de Sofia Loren. Une belle *guagliona*, combative, comme la plus sophistiquée Tiziana Parenti, magistrate, élue sur la liste de Forza Italia!, qui avait acquis la notoriété en défiant, seule, le pool des juges de Mani Pulite à propos d'une enquête où le PDS était inculpé. Son slogan pendant la campagne électorale était : "Femmes, n'ayez pas peur d'exercer le pouvoir!". Parenti montre, pendant la campagne électorale, qu'elle ne craint pas le pouvoir, même celui détenu par les hommes, et, à peine élue, elle critique les méthodes de travail du nouveau parti qui, selon elle, manque de démocratie, et signale le danger d'une infiltration mafieuse en s'opposant ouvertement à son leader, Berlusconi.

Un regard rapide sur les élues montre que leur âge moyen se situe autour de 40-50 ans, avec une tendance vers la trentaine pour les femmes de la Ligue et de Forza Italia!, partis de formation récente ou très récente, et vers la soixantaine pour les femmes des partis de gauche, dont une part se réclame d'une longue carrière politique. Mais les différences s'apprécient surtout au plan professionnel; alors que la majeure partie des élues de droite (à l'exception des anciennes militantes du MSI), vient de professions du secteur privé (avocates, magistrates, médecins, économistes, comptables, commerçantes, mais aussi entrepreneurs) et a jusqu'ici exercé avec un certain succès (femmes de carrière donc), les progressistes et en grande partie les catholiques du PPI et du Patto Segni sont enseignantes et, surtout, militantes de profession, avec soit une expérience antérieure du

Parlement, soit une expérience de l'administration politique locale et, bien souvent, des Comités pour l'égalité des chances. Une coupure donc entre des femmes qui se sont émancipées individuellement et ont ensuite importé leur expérience professionnelle en politique, et des femmes qui ont une expérience dans le domaine social et une préparation de caractère idéologique, mais qui n'ont jamais exercé vraiment de profession.

Les élues de droite sont donc des femmes émancipées qui ont réussi à atteindre un niveau professionnel élevé, poursuivi individuellement carrière et succès, et à qui fait évidemment horreur toute proposition de loi qui gênerait le libre marché du travail en y instituant des règles favorables aux femmes. Dans une interview au *Corriere della Sera*, Irene Pivetti a attaqué de front le féminisme de gauche :

"Le problème sérieux est culturel. Il oppose une culture machiste (pas seulement masculine) discriminatoire, et une culture d'espèce protégée, revendicative et myope, à laquelle croient un certain nombre de femmes. Le féminisme a eu son importance mais la culture de la revendication ne procure pas de récompense collective. Il vaut alors beaucoup mieux se mettre au travail, avoir son métier comme un homme."

La combativité individuelle et volontairement asexuée des femmes de droite, porte cependant aussi les stigmates du genre; l'âpreté dans les conflits, le refus de la médiation signalent, en fait, ces femmes comme des néophytes de la politique et du mode de résolution des conflits, dans un monde traditionnellement masculin, et font aussi, par contraste, ressortir la féminité des foulards signés, des talons aiguilles, des couleurs pastel. Pour le public italien, elles constituent sans doute l'image de l'émancipation triomphante, de l'égalité conquise, exhibées de façon parfois arrogante, signe du changement social révolutionnaire qui, conséquence de la modernisation, a marqué la société italienne au cours des dernières décennies, et a trouvé sa place dans les nouveaux partis, la Ligue, Forza Italia!, reflets, en bien et en mal, de cette transformation.

La seule femme ministre du gouvernement Berlusconi, Adriana Poli Bortone (Agriculture), élue sur les listes de l'Alliance Nationale, n'appartient par contre pas à ce groupe de professionnelles émancipées même si elle est professeur de latin à l'Université de Lecce (ville où elle a été élue avec 5.000 voix de majorité). Son passé a été consacré à la politique; député du MSI depuis plus de dix ans, elle a fait partie de la Commission de contrôle RAI/TV et de la Commission pour l'égalité des chances de la X^{ème} législature, Commission qu'elle voudrait maintenant supprimer, jugeant que sa tâche est épuisée, et elle vient de terminer son mandat de vice-Présidente de la Chambre. Malgré son fort désaccord avec les féministes de gauche sur les thèmes de la

famille et de la femme, celles-ci l'apprécient : "Même les femmes de la gauche lui reconnaissent le don de l'intelligence et de la sympathie." (*L'Unità*, 10/4/94). Peut-être joue aussi dans ce jugement la forte homogénéité d'un parcours politico-professionnel qui ne se retrouve pas chez les candidates de Forza Italia! et de la Ligue .

Un Président "*ragazza*" : Irene Pivetti

Irene Pivetti est une jeune femme intelligente et ambitieuse qui, dans un premier temps, comme beaucoup d'autres jeunes, a tenté de s'affirmer par différentes voies; elle a fait de la politique dans une organisation de jeunesse estudiantine catholique (Dialogue et Renouveau, proche de la Fédération Catholique Etudiante Italienne - FUCI), puis dans l'ACLI (Association des travailleurs catholiques italiens), elle a côtoyé le journalisme, l'activité scientifique (révision et mise à jour d'un dictionnaire des Synonymes de son grand-père Gabrielli), et l'activité littéraire (romans inédits). Ce n'est que la sympathie montrée dans un essai pour une organisation politique nouvelle, la Ligue, qui la fait remarquer par Bossi, leader de la Ligue. Celui-ci lui confie tout de suite une tâche de premier plan : organiser le Conseil des catholiques à l'intérieur du nouveau parti. Une carrière rapide, une organisation en formation dans laquelle se présentent, pour les jeunes et pour les femmes, beaucoup d'occasions de se donner un rôle. Cette tâche accomplie avec habileté lui procure un rôle de premier plan sur la scène politique; elle représente le premier cas d'une dirigeante politique qui n'est ni démocrate-chrétienne ni "catho-communiste". Pivetti joue ce rôle avec force, anticonformisme, agressivité, dans un milieu politique - celui de la Ligue - qui indubitablement favorise ses tendances. Le catholicisme qu'elle veut représenter est du genre traditionnel, loin du volontarisme social dans lequel s'étaient jusqu'alors impliqués les catholiques engagés en politique. De quel christianisme il s'agit n'est pas très clair, lorsqu'on veut le définir positivement (elle le proclame intégral et non pas intégriste), sinon que les points de vue extrémistes du christianisme traditionnel comme l'antilibéralisme des combattants vendéens et les ferments antijuifs ne sont pas rejetés. Par contre on voit clairement contre qui elle se range, et qui sont ses ennemis : avant tout la démocrate-chrétienne Rosi Bindi, sa concurrente immédiate dans le Nord de l'Italie. Pivetti a affirmé de façon lapidaire que Bindi "en unissant aux vices de la Démocratie chrétienne les vices communistes réduisait les valeurs de la foi à des valeurs sociales" (*La Voce*, 23/3/94). L'archevêque de Milan, le cardinal Martini n'a pas été épargné non plus par ses coups, ce qui a valu à Pivetti le surnom de Jeanne d'Arc.

Une jeune femme d'aspect menu et fragile, qui mène, avec force et un peu de présomption, des batailles anticonformistes et solitaires (face au cardinal Martini elle a été abandonnée à elle-même par Bossi), une

femme pas commode, privée de l'une des vertus "politiques" par excellence, la diplomatie, mais qui pour exactement la même raison, s'affirme rapidement avec son identité forte et spécifique, et s'attire ainsi une bonne dose d'antipathies personnelles.

Après son élection à la présidence, saluée avec exaltation par les périodiques de droite ("La Deuxième République est une ragazza!" titrait de manière significative *Il Giornale* du 27/4/94, et *Italia settimanale* du même jour, "Une figure propre préside la Chambre"), Irene Pivetti a été l'objet d'attaques souvent féroces parmi lesquelles brille par sa perfidie celle de l'hebdomadaire catholique *Famiglia Cristiana* (17, 1994) qui ramenait à la surface tous ses excès verbaux passés.

Dans ces attaques, des accusations d'arrivisme et d'antisémitisme, de "froideur" et de "fanatisme" ont été portées, mais il y avait aussi, même implicitement, une reconnaissance : la jeune légiste était le fruit d'une sélection méritocratique. Grâce à ses capacités, évidemment épaulées par la victoire de sa coalition et par un peu de chance, Irene Pivetti a obtenu qu'on lui confie l'une des plus hautes fonctions institutionnelles de l'Etat. Ne pèsent sur le nouveau Président ni l'ombre des liens clientélaires, ni l'ombre d'un favoritisme associé à un rapport personnel privilégié, ni, davantage, l'ombre des "quotas" politiques (donner une charge à une femme), mais seulement des jugements négatifs sur un comportement indiscutablement orienté vers une volonté d'affirmation individuelle, qui, pour les jeunes de sexe masculin, est considérée comme entièrement normale.

On peut donc voir Irene Pivetti comme un succès de l'émancipation féminine, modèle depuis des années définitivement démodé dans les milieux intellectuels ayant des sympathies à gauche, qui se proposent de parvenir à l'égalité avec les hommes. Son succès suscite des réactions misogynes (il ne s'agit pas de la reconnaissance, au travers de sa personne, du genre féminin, mais, brutalement, d'une jeune femme qui a pris une place habituellement occupée par un homme), et il doit donc être défendu, comme elle le fait elle-même, avec une agressivité toute masculine.

La Présidente légiste a parcouru sa carrière d'une manière typiquement masculine - c'est ce dont l'accusent les "féministes" traditionnelles - en faisant preuve de qualités comme la compétitivité, l'agressivité, une attitude provocante, doublées d'une ferveur typique des néophytes qui dépasse décidément celle de ses collègues masculins. Immédiatement après son élection ont couru des bruits sur son habitude de s'habiller "en homme", avec la cravate, lors des réunions politiques de jeunes. On parlait aussi de son habitude de circuler seule la nuit pour coller des affiches et, dans ce but justement, elle était convaincue de fréquenter un polygone de tir où elle aurait appris à tirer avec beaucoup d'habileté.

Donc une femme-homme qui se présente comme jeune et séduisante comme l'ont admis ses adversaires elles-mêmes, les féministes du PDS.

"Au moins pour un instant il a été émouvant de voir Irene Pivetti s'installer sur le banc de la présidence de la Chambre. Figure féminine concrète, si différente, dans sa veste vert d'eau pas vraiment à la mode, des nombreux hommes qui l'entouraient". (*Noi Donne*, mai 1994)

Une femme jeune et attirante, habillée dans un style traditionnel, petit-bourgeois, éloigné aussi bien de l'élégance voyante de quelques-unes de ses collègues de droite que de la raffinée et coûteuse simplicité de beaucoup de féministes de gauche. Quand elle parle d'elle-même, elle utilise le masculin, elle se définit comme "citoyen" et "catholique" parce que - ce sont ses mots - sa charge institutionnelle la place au-dessus des partis et des genres. Bref, une prise de position forte au nom de valeurs universelles qui souligne l'égale dignité de tous les citoyens contre tous les particularismes, parfaitement cohérente avec la motion qu'elle avait présentée au cours de la législature précédente d'abolir le titre d'*Onorevole* (honorable) attribué aux députés. Du fait qu'elle est léguiste, il faut naturellement mettre à part, son particularisme géographique, son origine milanaise qu'elle a rappelée dans son discours d'investiture.

C'est la réponse la plus forte qui pouvait s'imaginer à "la pensée de la différence", apportée aux femmes qui luttent non pour l'égalité avec les hommes mais pour la reconnaissance de la spécificité féminine. Irene Pivetti choisit les traits les plus universels de son identité de citoyen, de député et de président, et refuse son être-femme au moment-même où elle demande la reconnaissance de deux de ses spécificités : être catholique et être milanaise. Irene Pivetti, en effet, ne nie pas dans l'absolu le besoin de reconnaissance des aspects spécifiques de son identité en ne privilégiant que les "universels", mais elle choisit la reconnaissance religieuse et ethnique en dépit de l'évidence de sa spécificité sexuelle.

Dans cette utilisation du masculin on ne peut donc éviter de voir une attaque et une provocation lancée au féminisme de gauche, battu dans les faits par son élection même à la Présidence.

Les femmes de la gauche

En Italie, on le sait, un mouvement féministe autonome des partis politiques n'a existé que peu de temps et a été peu efficace. Dans les années 70 et plus encore dans les années 80, le féminisme a presque totalement coïncidé avec les partis de la gauche malgré le rôle essentiel joué par le parti Radical dans les batailles décisives pour le divorce et

pour l'avortement. On était généralement convaincu que l'affirmation des femmes dans la vie sociale ne pouvait se réaliser qu'à l'intérieur d'une logique "progressiste"; parallèlement, le PCI (puis le PDS) a toujours eu tendance à absorber tous les mouvements sociaux dont l'objet était l'élargissement de la démocratie à des groupes sociaux qui étaient exclus ou n'étaient que partiellement acceptés comme les femmes.

La transformation de secteurs de la société civile relativement passifs et apolitiques en secteurs politiquement actifs laisse naturellement présager que ces secteurs vont promouvoir non seulement les intérêts des groupes qui les constituent - en insistant particulièrement sur les droits - mais aussi des conceptions différentes et opposées du bien commun.

En dépit de l'émancipation, les féministes privilégient en fait la construction de frontières symboliques avec le monde masculin et soulignent ainsi la distinction entre un monde féminin pur, pacifique et solidaire et un monde masculin corrompu et agressif dont le moteur est la compétition.

Les partis de gauche ont réussi, pendant une décennie, à incorporer les tensions féministes sans leur céder complètement grâce à des dirigeantes comme Livia Turco qui ont su jouer avec succès un rôle médiateur entre intérêts des partis et intérêts féministes. Une production intellectuelle (revues, colloques, livres) a accompagné cette collaboration; les relations avec les administrations locales étaient bien entendu indispensables aux mouvements d'inspiration féministe pour financer leurs initiatives culturelles propres; celles-ci se sont développées davantage dans les régions rouges de l'Italie centrale, elles ont proposé une révision radicale du patrimoine intellectuel de la gauche au nom d'une "subjectivité féminine" jusqu'alors négligée. Il s'agissait de la demande explicite de reconnaissance d'une différence sexuelle qui avait été ignorée, négligée, assimilée à l'identité masculine dominante dans la société d'une façon générale, et dans les organisations politiques en particulier. Le refus de reconnaître cette différence en lui-même constituait une forme d'oppression. Une sévère critique était adressée à l'émancipation :

"Si elles veulent participer, les femmes doivent s'adapter au modèle masculin, renoncer à toute différence, s'identifier à ce modèle. L'émancipation si elle existe, est un fait individuel qui ne peut modifier, mais au contraire, suppose et accepte la condition subalterne de toutes les femmes." (G. Rodano, intervention à la 1ère conférence des femmes du PDS, *Essere sinistra, diventare governo*, Roma, 9/12/1993)

L'alliance entre le féminisme et les gauches, au cours de quelques années d'intérêt réciproque, visible dans la présence de femmes, certes peu nombreuses, au Parlement et dans les conseils locaux comme

représentantes des partis de gauche, n'est pas exempte de conflits; au nom de "la subjectivité et des savoirs féminins", les féministes présentaient en effet périodiquement des demandes radicales tendant à mettre en discussion la "manière traditionnelle" de faire de la politique.

Cette façon de se distinguer et de ne pas se fondre complètement dans la direction du parti (à laquelle participaient d'ailleurs depuis quelque temps, mais non en tant que féministes, des femmes émancipées, souvent épouse ou fille d'un leader) tendait à la création d'un secteur féminin interne et, ainsi, à la ghettoïsation des femmes sur les thèmes "féminins" de la politique sociale, liés à la famille et au travail des femmes. Ces femmes qui s'occupaient donc des femmes, ont cependant, grâce à un air du temps favorable, c'est-à-dire grâce aux dispositions sur le sujet de la Communauté Européenne, réussi à obtenir la formation au niveau national, d'une Commission pour l'égalité des chances présidée par la démocrate-chrétienne Tina Anselmi (la première femme ministre en 1976), puis, dans les années suivantes, la création d'organismes similaires au niveau local. Ces organisations auxquelles participaient des représentants de tous les partis, se voulaient transversales par rapport aux appartenances politiques; elles étaient unies par l'adversaire : le pouvoir machiste. Malheureusement, les Commissions pour l'égalité des chances, sauf louables exceptions, ont représenté une nouvelle édition d'un défaut italien fondamental; elles étaient des institutions inutiles à la société et servaient à gérer de petits espaces de pouvoir fonctionnels aux partis politiques.

À la fin des années 80, le PDS, avec le soutien actif d'autres femmes militantes du Parti Socialiste (la combative *Onorevole* Marinucci par exemple) et, surtout, de la Démocratie Chrétienne (avec Tina Anselmi, et aussi Silvia Costa), a dénoncé l'insuffisante représentation des femmes dans les institutions politiques et sociales, et obtenu dans beaucoup de cas une politique de quotas et de garanties anti-discriminatoires, et, surtout, la règle de l'alternance - un homme, une femme - sur les listes électorales, initiative qui a eu pour effet l'augmentation du nombre des élues dans les institutions de la représentation nationale. Le programme des progressistes pour la nouvelle législature, prévoyait la dissolution de la Commission pour l'égalité des chances et l'institution d'un Ministère pour l'égalité des chances, attribué à une femme, qui devait travailler à promouvoir la présence féminine en collaboration avec d'autres ministères. Cette activité aurait demandé des "spécialistes sur les questions d'égalité des chances" (*Programma, idee e proposte di donne*, 1/2/1994) qui devaient être embauchées par concours.

Les féministes-progressistes n'ont donc pas cherché le pouvoir à l'intérieur du parti par crainte de se laisser contaminer par les logiques masculines, et, en même temps, parce que leur bagage idéologico-utopique n'était pas favorable à une traduction en propositions concrètes qui les aurait rendues moins fragiles dans la dynamique du

pouvoir interne. Le PDS a néanmoins désigné une femme, Nilde Iotti, pour occuper la fonction institutionnelle la plus importante attribuée au parti. Pourtant, Nilde Iotti qui a précédé Irene Pivetti à la Présidence de la Chambre, ne peut pas être considérée comme une représentante des femmes; elle ne s'est intéressée que tardivement au féminisme, et n'est pas non plus un véritable exemple d'émancipation puisqu'une grande partie de son prestige venait de ce qu'elle avait été la compagne de Palmiro Togliatti.

Fort des résultats obtenus, et certain que le féminisme était désormais, sans nul doute, lié au progressisme, le PDS a choisi comme slogan pour sa campagne des élections de mars 1994 : "La droite est l'ennemie des femmes. Choisis un gouvernement ami", slogan qui, après la défaite électorale et l'élection de Pivetti à la présidence de la Chambre, sonne comme particulièrement malheureux.

Les catholiques

Le monde catholique italien, même s'il s'est proclamé jusqu'à ces dernières années, opposé à toute forme d'émancipation féminine (la femme doit être mère et épouse) a été, très involontairement sans doute, à l'origine de la première avancée des femmes dans le monde politique. Dans la Démocratie chrétienne, la présence féminine n'était pas seulement, comme pour les communistes après guerre, celle d'une élite sortie de la Résistance, elle relevait aussi d'une participation de masse à la vie politique du pays, comme l'a montré la mobilisation des organisations féminines catholiques avant les élections de 1948.

Après la défaite du féminisme démocratique et socialiste de la première décennie du siècle, dans les années 20-30, seul le mouvement associatif catholique offrait aux femmes italiennes la possibilité de s'occuper des problèmes sociaux, de sortir de la maison sans scandale et de voyager, de s'instruire en compagnie d'autres femmes, en dehors de la famille. Le succès des organisations catholiques (Union féminine catholique et Union de la jeunesse féminine catholique) dans les années 30, explique le succès électoral de la Démocratie chrétienne lors des premières élections de la République, elles continuent ensuite à représenter pour ce parti un réservoir de voix. Dans les années 70 le référendum sur le divorce (1974) et sur l'avortement (1978) annoncent la fin de l'hégémonie de l'Eglise sur les femmes italiennes, au moins en ce qui concerne la gestion de leur propre vie familiale et de leur propre corps.

Durant ces mêmes années, la Démocratie chrétienne a ouvert les portes du Parlement à un nombre croissant de femmes. Elle les avait d'abord reléguées dans le militantisme de base, mais, en 1976, elle confie enfin à Tina Anselmi le Ministère du Travail et de la prévoyance sociale. Tina Anselmi sera ensuite Ministre de la Santé dans le

gouvernement Andreotti et présidente de la Commission parlementaire sur la Loge P2 dont l'activité se termine en 1986. De 1982 à 1987 une autre démocrate-chrétienne, Franca Falcucci, a assumé la charge de Ministre de l'Instruction publique, et, de 1987 à 1989, Rosa Russo Jervolino celle de Ministre des Affaires sociales. Aucune de ces femmes ministres ne représentait aux yeux des féministes autre chose qu'elles-mêmes ou un courant politique à l'intérieur du parti, derrière elles ne se pressaient pas "les femmes" avec leurs exigences spécifiques et leur culture différente. Les élues démocrates-chrétiennes se sont cependant toujours montrées ouvertes à la collaboration sur des initiatives de caractère social venant de féministes élues de la gauche. Il était conforme à leur culture d'intervenir pour faciliter la vie familiale et le rôle maternel des femmes, mais elles ont aussi pris un rôle de premier plan dans la Commission pour l'égalité des chances, ce qui, apparemment, était moins cohérent avec l'idéologie catholique relative au rôle des femmes dans la vie sociale.

A la veille des élections de mars 1994, la présence politique des femmes catholiques est dispersée; si Rosi Bindi avec son "allure Far West" et son "aspect faussement modeste" (*La Voce*, 26/3/94) pouvait être considérée comme une continuatrice des catholiques émancipées du style Anselmi, à droite, Ombretta Fumagalli Carulli, universitaire, la cinquantaine, impitoyablement soignée et élégante, représente la femme à succès, alors qu'à gauche Paola Gaiotti offre une épaisseur théorique et incarne la mémoire historique du féminisme du PDS.

Les raisons d'une victoire imprévue

La victoire imprévue de la droite, de femmes qui ne s'étaient jamais donné cette victoire comme objectif politique, a profondément déconcerté les féministes. Avec beaucoup d'honnêteté et de courage, ces dernières ont publiquement admis que la gauche n'avait pas recueilli

"l'accomplissement de l'émancipation des femmes dans tous les domaines. La droite a mieux compris le rôle de premier plan des femmes. Il faut en tirer les conséquences dans le discours sur la représentation qui, en raison aussi du système électoral, change profondément. Dire que les femmes élues représentent les autres femmes n'a plus de sens." (intervention de C. Mancina, rapportée par *L'Unità*, 9/5/94).

Les féministes en viennent à proposer la dissolution, également à l'intérieur de la gauche, des organisations féminines spécifiques, et la fin de la politique des "quotas" qui devait garantir la présence des femmes dans la vie sociale. Cette autocritique radicale accompagnée de la démission de Livia Turco de la Présidence de la Commission féminine du Parti, est donnée en exemple aux dirigeants masculins de la

coalition, moins portés à discuter leur propre politique et leurs propres erreurs.

Cette autocritique courageuse se heurte cependant à la crainte, exprimée par plusieurs voix (*Noi Donne*, mai 1994) que la victoire de l'émancipation "de droite" efface des années d'histoire de culture "féministe", et, en particulier, toute l'élaboration théorique liée à la redécouverte de la subjectivité féminine.

Cette défaite du féminisme représente une autre spécificité italienne. Dans les pays anglo-saxons, et, partiellement aussi, en France et en Allemagne, des espaces pour la culture des quotas, de la différence sexuelle se sont ouverts plus facilement. Ce n'est pas seulement que les mouvements des autres pays occidentaux ont une tendance plus démocrate-radical (et donc moins "de gauche"), mais aussi que la société italienne est particulière. Une véritable révolution démocratique fondée sur la méritocratie n'y a jamais eu lieu; les favoritismes clientélares, familiaux, politiques ou fondés sur les sentiments l'ont toujours emporté. Dans une telle situation qu'une grande part des Italiens dénonce aujourd'hui, qu'elle juge insupportable, proposer une politique de quotas au profit des femmes peut sembler (et en large mesure devenir) une nouvelle et lourde entrave au fonctionnement de la société, à l'actualisation d'une efficacité réelle dans la gestion du pays. En outre, dans une culture habituée aux particularismes et aux favoritismes, on ne peut pas, sans quelque inquiétude, assister à l'insertion dans le marché du travail d'un groupe social tel que les femmes, qui non seulement grâce aux quotas privilégiés, mais encore grâce à des rapports liés au sexe (il n'y a pas que le harcèlement, mais aussi la séduction des "chefs" dans la perspective de la carrière) peut ajouter à l'altération des règles du jeu.

Les femmes-hommes qui font carrière sont en conséquence perçues comme moins dangereuses : elles ont pu se frayer un chemin par leurs propres mérites, sans utiliser des voies féminines, et peuvent "assainir" la corruption sociale au nom d'une compétitivité ouverte.

La défaite des mouvements qui se battaient pour la "différence" féminine et la victoire de mouvements politiques qui se proposent de réaliser des valeurs universelles (d'origine machiste, selon les féministes) doit se lire comme l'une des formes spécifiques prises en Italie par la grande tension qui traverse le monde occidental entre, d'un côté, la poussée vers la réalisation et la diffusion de valeurs universelles comme la démocratie, la culture, l'individualisme, et, de l'autre, la réaffirmation de plus en plus forte des cultures et valeurs de groupes exclus, souvent fortement contradictoires avec celles de "l'homme occidental". Tandis qu'en Amérique du Nord, et peut-être aussi dans l'Eglise catholique, semble prévaloir le multiculturalisme, les vieilles sociétés européennes, échaudées au cours des années encore récentes, par des utopies culturelles et politiques, paraissent refuser de se couper de valeurs universelles qui semblent mieux adaptées à la

réalisation d'une société démocratique, et, en même temps, craignent toute forme supplémentaire de fragmentation culturelle.

Derrière l'autocritique des femmes de gauche et derrière leur peur d'une "perte de mémoire", se cache une crise plus profonde relative au rôle des élites intellectuelles. La victoire politique récente des "femmes de droite" démontre que la transformation de la société dans un sens féminin n'est pas l'effet des luttes des mouvements féministes mais davantage des présupposés de toute société moderne et démocratique; le vrai ressort de la transformation de l'identité sexuelle est d'ordre économique et social. Lorsque dans une société, les nouvelles générations sont éduquées de la même façon, sans différence sensible entre les sexes, lorsque les femmes ont le droit de s'insérer dans la compétition sociale comme les hommes et lorsque s'ajoute la pratique maintenant répandue de la contraception, intervient une transformation radicale des rôles sexuels.

Ainsi, l'identité sexuelle se transforme même sans conscience intellectuelle et sans bataille politique. Les féministes qui se situaient en position conflictuelle par rapport à la société existante, ont du constater que cette société bougeait indépendamment de leur action, dans le sens même qu'elles souhaitaient.

Il n'est donc pas exact que la victoire des femmes de droite signifie une victoire de la culture masculine à laquelle se seraient identifiées ces femmes dont l'histoire est caractérisée par l'émancipation individuelle. Baget Bozzo l'a lucidement écrit (*Repubblica*, 10/5/94), il est "impensable qu'une droite 'machiste' renaisse aujourd'hui. Le *celodurismo* de Bossi et le terme de *bonazza* appliqué à Margherite Boniver ont été censurés par Pivetti¹. Et Pivetti est aujourd'hui Président de la Chambre". Il faut ajouter que son premier geste de Président (même s'il est décliné au masculin) a été un geste typiquement féminin, faire remplacer les lourdes barrières métalliques de la place Montecitorio par de grands pots de roses rouges.

Il est dramatique pour les féministes de gauche d'accepter l'inutilité de leurs élaborations théoriques, de cette culture de la "subjectivité" qui avait été leur cheval de bataille. La défaite politique met en crise le rôle des intellectuels dans les mouvements politiques de gauche qui se découvrent éloignés du mouvement social, au lieu d'être, comme ils le voudraient, porteurs de visions culturelles et idéologiques alimentant les révolutions sociales et transformant les sociétés modernes.

Derrière la pensée de la différence, comme dans chaque forme de multiculturalisme, il y a une peur que nous ne pouvons sous-estimer, celle de l'égalité. Tous, femmes et hommes modernes, nous craignons un monde privé des différences culturelles qui le rendent multiple,

¹ Allusion à des propos de Bossi, leader de la Ligue, disant que tous les membres de la Ligue "ont la bite dure" (*ce l'hano duro*); *bonazza* : femme appétissante sexuellement, terme vulgaire.

Femmes en politique

dynamique, intéressant, nous craignons un monde ennuyeux d'égaux. Nous pouvons alors comprendre qu'il est plus difficile de demander l'égalité des femmes à l'intérieur de mouvements politiques qui, comme ceux de gauche, se proposent comme premier objectif l'égalité sociale, et, au contraire, plus facile de réaliser cette égalité dans des mouvements de droite qui revendiquent le droit aux identités culturelles et ethniques (comme la Ligue).

Forte de son identité catholique et lombarde, Pivetti craint moins la perte de la "différence" sexuelle. La fragilité de notre identité de modernes ne nous permet peut-être pas de renoncer à trop de différences à la fois. Nous risquerions d'y perdre notre unicité individuelle, et nous ne voulons pas courir ce risque.

Rome
Université de Rome, La Sapienza
Juin 1994

LES FEMMES, LA MAFIA

Renate SIEBERT*

"Rien d'autre n'existe d'elle et pour elle si ce n'est ce procès qu'elle instruit et qu'elle mène toute seule, assise sur sa chaise à côté du lit : le procès du fief, de la condition paysanne servile, le procès de la mafia et de l'Etat. Elle s'identifie totalement à ce procès et elle en possède les qualités : aiguë, attentive, méfiante, astucieuse, habile, impérieuse, implacable. C'est ainsi qu'elle s'est construite en un seul jour : les larmes ne sont plus des larmes mais des paroles et les paroles sont des pierres."

C'est ainsi** que Carlo Levi - nous sommes dans les années 50 - trace le portrait de Francesca Serio, une des premières femmes à avoir défié l'arrogance mafieuse en recourant à la justice¹.

Francesca Serio était la mère de Salvatore Carnevale, syndicaliste et secrétaire de la Chambre du travail de Sciara. Il fut tué par la mafia le 19 mai 1955 à 32 ans. Salvatore Carnevale avait, au début des années 50, fondé la Section Socialiste de Sciara et mis sur pieds la Chambre du Travail. Il luttait contre les systèmes féodaux encore en vigueur dans le fief de la princesse Notarbartolo et organisait les luttes syndicales des ouvriers carriers pour que les huit heures dues par le contrat soient respectées, alors que dans une autre carrière, elle aussi propriété de la Princesse, on arrivait à travailler onze heures.

* Professeur de sociologie à l'Université de Calabre

** Article traduit de l'italien par Alisa Del Re et Monique Gadant.

¹ Carlo Levi, *Le parole sono pietre*, Einaudi, Torino, 1979, p. 160.

On le tue par trahison, non loin de la carrière. Quand sa mère accourt, les carabinieri l'empêchent de s'approcher, lui disent qu'il ne s'agit pas de son fils, la repoussent. La rencontre de Francesca avec son fils mort signifie, immédiatement et irrémédiablement la confrontation avec l'injustice, accompagnée par la perception aiguë d'un renversement des valeurs.

"Quand ils vinrent pour tuer mon fils ils ne vinrent pas pour nous garder (c'est-à-dire 'nous surveiller'), et maintenant ils me gardent. Mais moi je n'ai tué personne, moi qui l'ai élevé pendant 32 ans et maintenant pour aller le voir vous me gardez et ceux-là vous les laissez libres."¹

Carlo Levi est fasciné par cette femme de 50 ans "d'une beauté dure, sèche, violente, opaque comme une pierre, impitoyable, apparemment inhumaine", par cette mère qui "parle comme si elle devait cesser de parler jusqu'au jour du jugement dernier".

Les paroles comme des pierres de Francesca Serio frappent les exécuteurs et les commanditaires, l'injustice de la soi-disant loi. Le fils a passé le témoignage à la mère; le syndicat, le parti, le mouvement paysan constituent l'héritage qui lui permet d'affronter la dénonciation du crime.

"Même ses propres mots résonnent comme des termes nouveaux et étrangers dans son dialecte : termes juridiques et politiques, la loi, la réforme, les soixante et quarante², la lutte, l'organisation, les opportunistes et ainsi de suite. Mais dans sa bouche, devant la mort, ce langage, ce conventionnel et monotone langage de parti, devient un langage héroïque, comme la première façon d'affirmer sa propre existence, le chant aride d'une furie qui existe au premier jour dans un monde nouveau. Cette nouvelle existence naît sous la forme de la tragédie. Elle est obscure, minutieuse, opaque et féroce. C'est une révélation, sur le théâtre du tribunal de la conscience et sur le théâtre du vrai tribunal, celui de Palerme; un moment de vérité qui donne vie et mouvement à toutes choses, une vérité qui doit être répétée sans se fatiguer dans un récit désormais fixé, qu'on ne perdra plus comme ne se perd pas la certitude qu'on a acquise. La mort du fils lui a ouvert les yeux."³

Dans le procès de Santa Maria Capua Vetere, quatre mafieux, dénoncés par Francesca Carnevale sont condamnés à la prison à vie.

¹ id. p.172.

² Mode de partage des récoltes, 40% au propriétaire, 60% au paysan, imposé par un décret de 1944 qui améliore la condition paysanne (ndt).

³ id. p. 166.

Dans le procès en appel, 8 ans après, les quatre inculpés sont acquittés pour manque de preuves.

"Mamma Carnevale" avait demandé justice non seulement pour elle-même mais pour tous ceux qui avaient cru dans les idées de son fils Salvatore. Elle a été battue et tous ceux qui luttèrent au cours de ces années là ont aussi été battus. Vera Pegna, pendant un certain temps conseiller municipal de la ville voisine de Caccamo, rappelle :

"Avec un immense courage, la mère avait dénoncé les assassins, condamnés en première instance, et ensuite acquittés en appel pour manque de preuves. Depuis ce temps là, sur Sciarra et sur Caccamo régnait la terreur et c'étaient les assassins de Carnevale eux-mêmes, à peine sortis de prison, qui marchaient sans être dérangés, le fusil sur l'épaule, qui rafraîchissaient la mémoire à celui qui avait envie d'oublier."¹

L'histoire de la mort de Salvatore Carnavale et de la lutte de sa mère Francesca Sereno pour obtenir justice met en scène de façon emblématique les principaux éléments du phénomène mafia : l'arrogance, la domination par la mort, le caractère classiste et l'impunité, la complicité entre pouvoirs légaux et illégaux d'une part et d'autre part le courage civil, l'entêtement, le désespoir mais aussi l'isolement des victimes, l'injustice et la complicité coupable des institutions. Le cas de Francesca Serio nous apprend que la lutte contre la mafia a des traditions qui sont aussi anciennes que la mafia elle-même et que les femmes dans ce contexte ont un rôle important : la mafia du fief, la mafia des villes, la spéculation immobilière ensuite et la mafia insérée dans les réseaux internationaux du trafic de la drogue et des armes. Les femmes ont de plus en plus élevé leur voix pour dire non à la terreur, à l'intimidation, à la mort violente. L'expérience subjective de la perte, du deuil, de la douleur s'est transformée, dans l'Italie de ces années sombres, en une impulsion vers une forte exigence éthique et politique. Les questions d'ordre apparemment privé ont acquis une valeur publique.

La prise de conscience, à partir de l'expérience du deuil, du manque de réparation, d'une progressive privation de droits d'une part, de l'autre de la disponibilité de nouvelles ressources, a engendré une demande de caractère éthique qui peut être assimilée à une demande politique. Giovanna Terranova, veuve du juge Cesare Terranova, tué par la mafia en 1979, présidente de l'Association des femmes siciliennes pour la lutte contre la mafia, explique :

"Au début, dans l'instant qui suit une tragédie de ce genre, la réaction est de s'enfermer dans sa propre douleur. La rage se crie à soi-même, on ne pense absolument pas à s'exposer publiquement.

¹Vera Pegna, *Tempo di lupi e di communisti*, La Luna, Palermo, 1992, p.29.

Cependant j'ai eu, après, le sentiment de ne pas être la protagoniste d'une tragédie seulement personnelle mais d'une tragédie collective, que le danger menaçait une société entière, pas seulement moi; tous les citoyens, quand ils perdent la partie la plus vivante, la plus vitale de la vie, doivent se sentir blessés, lésés."¹

La genèse même de cette nouvelle manière de poser la question des droits, de la justice et de la citoyenneté - l'offense sur le plan des sentiments et des émotions les plus intimes - comporte de nouvelles formes de protestation, de représentations politiques.

La rébellion et le témoignage contre le racket ont connu un développement analogue : "Un silence de mort enveloppe l'économie", disait l'entrepreneur Libero Grassi qui a payé de sa propre vie une telle dénonciation.

Une partie importante de l'anti-mafia, ces dernières années, est constituée de femmes. Une forte impulsion est venue de ces femmes qui, en tant que témoins, ont recueilli l'héritage éthique et professionnel de leurs hommes assassinés par la mafia justement à cause de leur engagement. Veuves, sœurs et mères de magistrats et de policiers, d'entrepreneurs, d'hommes de professions libérales et de fonctionnaires, d'hommes qui avaient travaillé avec sérieux et honnêteté. Déjà, avant le deuil qui tend à diviser leur vie en deux, "l'avant" et "l'après", ces femmes ont vécu à l'ombre d'une menace constante : insultes au téléphone, lettres anonymes, avertissements. La vie quotidienne sous escorte et cuirassée, les menaces sur la vie des enfants, des maris. Dans un renversement paradoxal des usages et des valeurs, ce sont les personnes fidèles à la loi et à la démocratie, qui se trouvent vivre une vie qui pratiquement adopte les caractères de la clandestinité.

La grande ombre de la mafia s'étend au-delà de la vie professionnelle sur tous les aspects de la vie privée. Depuis les choix de vie, comme faire des enfants ou ne pas en faire, les habitudes quotidiennes, les gestes d'amour, jusqu'à l'intimité de la nuit : la vie cuirassée des opposants à la mafia est la conséquence extrême de l'attaque mortelle que la mafia, institution totale, porte à toute la société civile. La visite un soir d'un journaliste à la villa proche de la mer du juge Giovanni Falcone, peu de temps après l'attentat sur les rochers devant la villa, qui fut évité à temps (et connu sous le nom d'attentat de l'Addaura), donne une image tangible de cette situation, quelque chose qui ressemble à un scénario de science fiction :

"La villa était illuminée par des projecteurs très puissants qui éclairaient la sortie de la maison sur la mer. Il était minuit. On aurait

¹ Cit.in Renate Siebert, *Les donne, la mafia*, Il Saggiatore, Milano, 1994, p. 283/284.

dit qu'il était midi. La lumière très forte attirait tous les moustiques du monde."

A la fin de la soirée, quand le journaliste est en train de partir, la lumière des phares qui sont à l'extérieur éclaire, métaphoriquement ce qui se passe à l'intérieur :

"Il appela Francesca, sa femme, qui n'avait aucune intention de le laisser seul et lui dit de se préparer pour aller à sa maison en ville. Elle essaya une timide protestation mais Giovanni appela l'escorte et la fit accompagner. 'Elle ne veut pas comprendre, nous dit-il, que ces messieurs maintenant ne plaisaient pas.'"¹.

Francesca Morvillo, elle aussi magistrat, est tuée avec l'homme qu'elle aime, dans l'attentat de Capaci, le 23 mai 1992.

Francesca Serio, Giovanna Terranova, Rita Costa, Giuseppina La Torre, Maria Giuliano, Rosi Di Salvo, Pina Grassi, Emilia Bonsignore, Rosetta Giaccone, Saveria Antiochia, Rosaria Schifani et d'autres encore sont des femmes d'origine sociale et de formation très différentes, avec des histoires familiales différentes. Leurs vies ont été violemment arrêtées au moment des coups de feu et des détonations qui leur ont infligé une blessure déchirante. Une plaie qu'il faut garder ouverte, une blessure qu'il faut garder en mémoire. Leur lutte contre les institutions corrompues et une opinion publique souvent sans mémoire et indifférente s'est déroulée au nom de cet impératif éthique : "N'oublie pas!" qui depuis toujours unit les victimes des injustices absolues :

"Si j'étais restée à la maison je me serais sentie coupable. J'aurais pensé 'Cesare est mort pour rien' parce qu'être tué est terrible, mais plus encore être oublié. C'est comme mourir deux fois."

Et Giovanna Terranova continue :

"Je ne supportais pas qu'on m'appelle 'veuve de la mafia'. J'avais un sentiment de violence physique comme s'ils avaient aussi tiré sur moi."²

Rester vigilante face aux forces politiques et aux institutions, garder vivante la mémoire de la lutte contre la mafia et de ses victimes, construire des rapports de solidarité avec d'autres femmes frappées par la mafia, être présente avec assiduité dans les procès, est l'activité principale de l'Association des femmes siciliennes dans la lutte contre la mafia.

¹ Francesci La Licata, *Storia de Giovanni Falcone*, Rizzoli, Milano, 1993, pp. 142/143.

² Cit. in Renate Siebert, op. cit. p. 371.

Jusqu'à présent nous avons parlé des femmes des "hommes contre la mafia". Plus contradictoire, plus difficile à connaître est le rôle des femmes qui vivent dans un milieu mafieux et qui sont liées à la mafia.

La mafia, avant tout, est une organisation secrète, fermée, rigide, à caractère totalitaire. J'entends par là qu'elle n'admet pas de distinction entre privé et public, qu'elle tend à instrumentaliser la parenté, les relations intimes, les relations d'amitié et qu'elle exerce un contrôle social de fer. La mort, d'une manière monotone et obsessionnelle, domine la réalité matérielle autant que symbolique de ceux qui vivent dans un milieu mafieux. Femmes et hommes, également. Néanmoins avec des résultats différents.

Une "lecture de genre" du phénomène mafieux dans sa globalité ne peut partir que du constat de "la différence sexuelle rigide" décrétée par les mafieux eux-mêmes. Le serment d'initiation qui marque l'entrée dans "l'Honorable société" établit une fois pour toutes l'appartenance à un groupe à part, exclusif, masculin et violent. La règle de l'*omertà* est d'abord appliquée au monde des femmes. L'interdiction explicite de "céder" aux femmes apparaît comme l'expression d'une plus large et plus profonde homophobie - c'est-à-dire de la haine et du refus des qualités féminines chez les hommes - qui définit et distingue l'homme mafieux. La négation de ses sentiments personnels, le contrôle de soi et le refus des sentiments des autres, constituent la base sur laquelle se construit l'appartenance mafieuse. Le spectre omniprésent de la mort violente, la sienne ou celle des autres fait fonction de réponse à tout doute possible, à chaque question, à chaque tentation de céder. On trouve une large confirmation de cette tonalité psychique dans les dépositions des soi-disant repentis. Il est arrivé plusieurs fois que l'écoute de ses propres sentiments soit la motivation ultime du repentir et par là même le moyen de sortir de la mafia dont on sait bien qu'on ne peut sortir que par la mort.

Derrière ce mur de l'*omertà* à l'égard des femmes se cache une forte ambivalence vis à vis du féminin. Mépris, méfiance explicite et violence sont mis en scène d'une façon voyante; ils éprouvent toutefois une certaine crainte, comme la reconnaissance d'une altérité à laquelle on ne peut faire confiance et qu'on ne peut dompter, toutes choses qui sont comme la synthèse du maternel. On ne peut jamais faire tout à fait confiance à une femme car en chaque femme dort une mère; si elle se réveille, elle ne connaît ni fidélité, ni loyauté, ni respect ni peur non plus.

La femme est méprisée, la mère fait peur, inspire la crainte et intimide, mais elle est capturée et immobilisée dans le stéréotype de "la mère de mes enfants". C'est seulement de cette façon que la confrontation avec le féminin semble supportable. De plus, en chevauchant le tigre, l'Honorable société secrète se constitue comme groupe ésotérique des seuls hommes au nom d'une mère symbolique et en se défendant d'elle, la "Mammasantissima", qui a peu à voir et peu à faire avec les femmes concrètes.

Une certaine tonalité émotive - érotique, violente et vulgaire - caractérise la sociabilité entre les seuls hommes mafieux. On en trouve trace dans beaucoup de récits de banquets, de chasses et de repas pantagruéliques qui servent à confirmer l'idée de ce qui est proprement "masculin", à cultiver des amitiés et, aussi, à conjurer le spectre de la mort.

On peut synthétiser le défi de la mafia dans le fait qu'elle possède le pouvoir absolu sur la vie et sur la mort. La "seigneurie du territoire" (Umberto Santino) se fonde sur cette prétention; dans les territoires contrôlés par la mafia la peine de mort est en vigueur depuis toujours. La manipulation de l'angoisse de mort comme forme de chantage et l'expulsion apparente de cette même angoisse de son propre horizon marquent la vie quotidienne et l'idéologie mafieuse. Cette idéologie divise les hommes en héros, peu nombreux, qui ont une vie brève et brebis, nombreuses, qui ont une vie longue et ennuyeuse. "Mais un jour de lion est meilleur que cent années de brebis", tonne le slogan mortifère du fascisme et ce n'est pas le seul point où se rejoignent le totalitarisme fasciste et la domination mafieuse. La mafia amorce une spirale de terreur en manipulant l'angoisse, en envahissant sournoisement les espaces privés et intimes, en étouffant dès la naissance toute liberté individuelle, tout engagement civique. Le pouvoir mafieux, par définition, est totalitaire.

Il est de la structure intime même de la mafia de s'appuyer sur les relations de parenté, sur la structure familiale et de s'en servir comme modèle apparent d'organisation de l'association criminelle, de s'appuyer sur les valeurs archaïques comme l'honneur, la honte, la vengeance qui mettent fortement en cause les femmes. Etant donné la cynique manipulation des relations, des valeurs et des affections familiales quel en est l'impact sur les femmes?

Sur ce point les femmes sont particulièrement concernées, leur rôle malgré les apparences est fort et essentiel dans le contexte de la famille méridionale¹. Mais nous ne pouvons pas affirmer la même chose de leur rôle concernant les familles mafieuses. Ici elles apparaissent subordonnées, privées d'un pouvoir substantiel dans les relations avec les enfants. Les réseaux traditionnels de réciprocité, d'échange, les médiations de toute sorte, pleines de couleur, entre les groupes familiaux et la société, dans lesquelles les femmes exerçaient un pouvoir de fait, ont cédé face à une structure hiérarchique sous la domination d'un père patron qui, au moment de l'affiliation a fait serment de tout subordonner, même ses proches, à la suprématie de l'Honorable société. Il arrive souvent que les mafieux soient tués par leurs propres

¹ Cf. Renate Siebert, *E' femina, pero' è bella - Tre generazioni di donne al Sud*, Rosenberg & Sellier, Torino, 1991, Cf. aussi Renate Siebert, "Le Sud des femmes, potentialités, intérêts, désirs", *Peuples Méditerranéens, Femmes et Pouvoir*, 48/49, 1989.

parents, eux-mêmes mafieux, les seuls auxquels ils faisaient encore confiance.

A regarder de près, l'équation "mafia égale famille" se révèle en substance idéologique : l'organisation criminelle mafia est avant tout monosexuée, elle a retourné, en les instrumentalisant, les relations et les valeurs sur lesquelles se fondait la famille. Elle a subordonné d'une façon rigide la famille entière à un mécanisme de domination inexorablement asservi à la mort. La distinction que fait Joe Bonnano (chef mafieux italo-américain notoire) entre "Famille" et "famille" est significative. La première désigne l'organisation du crime qui domine et menace la seconde. L'écart rendu explicite par le "F" majuscule et le "f" minuscule marque exactement le pouvoir de l'une sur l'autre et définit l'idéologie qui tend à voiler cette asymétrie.

Sous certains aspects le défi de la mafia à la société civile, et donc à nous tous, peut être représenté comme la lutte d'Eros contre Thanatos. Une lutte aux issues incertaines qui regarde de près les relations entre générations, les perspectives en matière de qualité de la vie et, certainement, les femmes.

A l'intérieur de frontières marquées par la subordination et la négation de la liberté de choix, la mafia reconnaît aux femmes, tant au niveau matériel que symbolique, une importance vitale. Elles sont importantes dans les stratégies matrimoniales qui fondent les alliances entre les *cosche* (réseaux mafieux). Elles fournissent une apparence de normalité et de "vie comme il faut" à l'association criminelle qui cherche à se cacher derrière des relations familiales perverses et soumises en vue de la domination d'un territoire. Elles jouent le rôle de médiatrices entre le pouvoir invisible de la mafia et la sphère sociale bien visible. Enfin, au niveau général, elles sont des caisses de résonance à l'angoisse et à la terreur qui émanent du chantage mafieux. Le pouvoir de la mafia est proportionnel à la terreur qu'il réussit à inspirer et les femmes en tant que mères, femmes, sœurs en sont investies d'une manière particulière.

Mais l'amour maternel est une arme à double tranchant. C'est par amour de leurs enfants, pour ne pas mettre leur vie en danger que des femmes acceptent de jouer le jeu de la mafia. Cependant, c'est pour le même motif, à cause du désespoir pour la mort d'un enfant, que les femmes ensuite "trahissent".

Dans la lutte contre la mafia, face à la difficulté de témoigner d'un phénomène qui prospère précisément à cause de son "invisibilité" - où les témoins n'osent pas témoigner et où jamais personne ne témoigne pour le témoin - les femmes occupent un rôle de premier plan. Leur douleur est devenue un facteur matériel de changement dans le conflit entre le système démocratique légal et cette force subversive, totalitaire et illégale qui s'appuie fortement sur les émotions, les sentiments et les relations intimes (et en outre sur l'économie et la politique, bien évidemment).

Des voix de femmes "du peuple" se sont élevées contre la mafia, la plupart provenant de milieux mafieux ou pour le moins ayant des liens avec la mafia. Et contre la mafia, nous l'avons vu, se sont engagées des femmes de milieux sociaux tout à fait étrangers à la mafia, telles que les veuves, les sœurs et les mères d'hommes assassinés pour leur engagement antimafia. Au-delà des histoires singulières, au-delà de leur évidente différence de classe, de statut, d'âge, au-delà en somme de leur biographie elles sont toutes égales en ce qui concerne le courage, l'engagement civil. Seulement je crois qu'à partir de la reconnaissance de ce qui les unit il nous faut réfléchir aussi à ce qui les sépare.

Je sais bien que je touche ici un point controversé, sur lequel les avis s'affrontent, question jamais résolue une fois pour toutes dans les associations de femmes contre la mafia elles-mêmes. Maria Benigno, dont la mafia a tué le frère et le mari, et qui seule en se dressant contre parents, amis et voisins, a dénoncé les tueurs du puissant clan des Marchese del Corso dei Mille de Palerme, raconte :

"Quand pour la première fois je me suis adressée à ces femmes pour demander de l'aide, je suis tombée sur la veuve d'un juge. Son mari aussi avait été tué par la mafia, et elle, elle était pleine de haine. Elle nous soupçonnait d'être de connivence avec la mafia parce que nous avons habité longtemps Corso de Mille, un quartier mal famé. En plus, mon frère avait été condamné pour cette fusillade. 'Si quelqu'un tire, disait-elle, il ne peut pas être un homme honnête.' Quand ensuite j'ai connu Giovanna Terranova le rapport a changé."¹

Et Giovanna confirme :

"C'était un processus difficile jusqu'à ce que le groupe s'ouvre aussi à ces femmes. Beaucoup avaient peur de collaborer avec elles. Elles portaient préjudice. Toutefois le groupe a fini par reconnaître qu'elles étaient aussi victimes de la mafia."²

Les femmes des milieux mafieux ou proches d'un territoire contrôlé par la mafia, qu'elles soient subordonnées, exploitées ou complices, apparaissent toutefois particulièrement flexibles dans les situations de changement et de conflit. Au courant de beaucoup de secrets sans en être officiellement dépositaires, elles tendent à obéir en cas de conflits puissants à leurs propres sentiments. De fait, elles ne sont pas "fiables" selon les mafieux, peut-être aussi parce qu'étrangères aux logiques d'organisation et, au contraire, plutôt liées par les sentiments et les affections, les femmes tendent à aller jusqu'au bout dans leur demande de justice. De plus, cette demande est presque toujours formulée à la

¹ Cit. in Birgit Kienzle e Maria Teresa Galluzzo, *Frauen gegen die Mafia*, Rowohlt, Hamburg, 1990, p. 85.

² Cit. in Renate Siebert, *Le donne, la mafia*, op. cit.

suite d'un deuil. Son caractère absolu dérive du traumatisme qui leur est infligé par la mort.

Serafina Battaglia, quand elle aborde la justice, "n'a plus rien à perdre". En 1960 la mafia a tué son concubin et peu après son fils qui avait l'intention de venger la mort du père. De nombreux procès aux issues contradictoires qui durent 20 ans finissent, en 1979, par l'acquittement des inculpés. Serafina n'abandonne pas sa demande de justice qui se mêle intimement et de façon compréhensible à un fort sentiment de haine et de vengeance :

"Les mafieux sont comme des *pupi* (marionnettes siciliennes, ndt), ils font les effrontés seulement avec ceux qui ont peur d'eux. Mon mari était un mafieux et dans son magasin, les mafieux d'Acalmo et de Baucina se rassemblaient souvent. Ils parlaient, discutaient et donc je les connaissais un par un. Je sais ce qu'ils valent, quel est leur poids, ce qu'ils ont fait. Mon mari me confiait tout. Si les femmes des hommes assassinés se décidaient à parler comme je le fais moi, non par haine ou par vengeance mais par soif de justice, la mafia en Sicile, n'existerait plus depuis longtemps"¹.

Le choix de désobéir aux lois non écrites de la mafia, de rompre le cercle obscur de la mafia, coûte toutefois très cher. La femme qui le fait risque sa propre vie, pire, celle de ceux qui lui sont chers. Toutes les femmes qui ont fait l'expérience de cette rupture se sont retrouvées seules, isolées des voisins et des habitants du quartier, dans la plupart des cas répudiées par leur propre famille, parents, frères, sœurs, oncles. Celles qui parmi elles avaient "avant" une activité commerciale, un bistrot, un petit magasin, une boucherie, se retrouvaient "après", et comme par enchantement, sans clients. Seules, victimes de chantage et pauvres, ces femmes qui prennent la décision de révéler ce qu'elles savent ont choisi de changer radicalement de monde : les points de référence, les relations, les lieux, le travail. Ce qu'on perd est évident, ce qu'on gagne est totalement inconnu. Seule une inébranlable intégrité intérieure, des émotions et des sentiments forts peuvent pousser à un tel choix. Abandonner la mafia pour se confier à l'Etat et aux valeurs de la société civile a souvent conduit malheureusement à des expériences amères. Juges incrédules ou corrompus, institutions ayant des liens avec le pouvoir mafieux, maigreur des aides pour les dépenses de procédure, tout cela pèse encore sur la solitude de femmes comme Michela Buscemi, Pietra Lo Verso, Felicia Bartolotto Impastato, Vita Rugnetta ou Maria Begnino, pour n'en nommer que quelques unes². Se portant partie civile avec beaucoup de difficultés, elles n'ont pas trouvé ensuite cette solidarité et ce soutien matériel et moral que leur

¹ Cit. in Renate Siebert, id. , p. 296.

² Cf. Anna Puglisi, *Sole contro la mafia*, La Luna, Palermo, 1990.

geste aurait dû susciter. Le cas de deux d'entre elles, Michela Buscemi et Vita Rugnetta, fit beaucoup de bruit : uniques parties civiles au milieu des "serviteurs de l'Etat" dans un maxi-procès, et ensuite exclues de l'accès aux fonds recueillis pour financer les dépenses du procès. Motif : les fonds auraient été destinés uniquement aux parents des policiers ou magistrats tués en service.

Pourtant ces femmes ne se sont pas résignées. Un vif sentiment de révolte, une demande de justice chargée d'émotion, et par dessus tout la fidélité à la mémoire des hommes assassinés, maris, frères ou fils, leur ont donné courage. Pour quelques-unes toutefois, la présence des autres femmes - femmes contre la mafia unies en associations, présentes à leur côté dans les procès ou les différentes négociations avec les institutions - a sûrement été d'une grande aide. Maria Benigno dans une conversation avec certaines de ces femmes rappelle :

"Mais quand je devais aller toute seule au procès avec mon fils, il était très découragé parce qu'il ne se sentait pas la force de faire face et il me disait : 'Maman je tombe malade. Je ne viens pas. Je ne peux pas venir au procès, tu fais une lettre au président et tu lui dis que tu te retires comme partie civile parce que je n'ai pas la force de t'accompagner. Veux-tu comprendre que je ne peux pas regarder en face ces gens là?' Mon fils qui vit à la maison avec moi disait cela. Puis quand vous êtes venues il a eu plus de courage et il venait volontiers. Il me demandait toujours de vos nouvelles. Il s'est senti soutenu."¹

Au sujet des femmes qui vivent dans un milieu mafieux nous savons bien peu de choses. Mais au moment de la rupture dont nous avons parlé s'ouvre une déchirure dans leur propre vie. Et c'est seulement avec beaucoup de prudence que nous pouvons essayer d'imaginer le genre d'existence qu'elles mènent. Le phénomène du "repentir" a dévoilé récemment des dynamiques familiales très cruelles dans lesquelles les femmes jouent un rôle décisif². Femmes qui, publiquement, répudient leur mari repent, frères qui tuent d'autres frères, pères et mères qui tuent leurs propres enfants qui par leur repentir ont potentiellement condamné à mort d'autres membres de la famille. Actes retentissants mis largement en scène par les femmes (qui de plus en plus s'adressent aux médias pour faire parvenir à qui de droit leur message de soumission totale à la terreur mafieuse) : la nature intime, mortifère, totalitaire et terroriste de la domination mafieuse se dévoile ici dans la guerre sanglante de la mère contre le fils, du frère contre le frère, du fils contre le père.

¹ Cit. in Renate Siebert, id. p. 349.

² Cf. Liliana Madeo, *Donne di mafia*, Mondadori, Milano, 1994.

Tout en maintenant fermement l'interdiction formelle faite aux femmes d'être affiliées à Cosa Nostra, différentes façons de participer à l'activité criminelle de l'organisation existent cependant. D'un côté un grand nombre de femmes sont impliquées dans les trafics internationaux de la drogue, de l'autre la vente au détail des stupéfiants est confiée à un réseau de "travail à domicile" qui met en première ligne des femmes-ménagères et des enfants, même petits, agissant comme relais et comme intermédiaires avec les toxicomanes.

Depuis que le trafic et le débit de la drogue sont devenus l'une des principales activités des réseaux mafieux, l'implication des femmes s'est accrue. Il ne faut toutefois pas confondre cette participation des femmes aux activités illicites avec leur entrée dans Cosa Nostra. Les transporteuses de drogue sur la ligne Palerme-New York sont des ménagères avec un casier judiciaire vierge, venant de quartiers périphériques, attirées par des "gains faciles, faciles" et traitées avec mépris par les mafieux - dans le voyage est inclus un rapport sexuel forcé avec l'accompagnateur - et, dans le cas d'une arrestation elles sont laissées à leur propre destin. Le soutien matériel de Cosa Nostra, garanti à ses propres affiliés et à leur famille en cas de cavale ou d'arrestation, ne concerne pas ce type de main-d'œuvre. On peut dire la même chose pour les mères trafiquantes de drogue. La subordination et l'exploitation de cette armée de femmes s'est imposée avec le chantage et la menace de mort. L'*omertà* est exigée mais elle n'est pas gratifiée d'une garantie d'appartenance comme dans le cas des familles d'affiliés. Les transgressions sont souvent punies par la mort. Les cas de femmes et d'enfants assassinés par la mafia, en contradiction avec l'idéologie du mafieux honnête homme, entièrement dévoué à "maison, église, famille", depuis toujours, parsèment l'histoire de cette association secrète.

Une analyse identique, avec les différences qui s'imposent, vaut aussi pour ces femmes qui accèdent au plus haut niveau du trafic illicite : intermédiaires dans les transactions financières, femmes qui offrent leur propre maison, leur propre salon comme centre de tri, dames insoupçonnables. Elles entrent dans l'orbite mafieuse et en sortent, elles sont des femmes criminelles, elles ne font pas partie au sens propre de Cosa Nostra sauf à devenir femme ou amante de quelque boss.

En cas de parenté, le sujet change. Les femmes de familles mafieuses ou ces femmes qui entrent par mariage dans le milieu de l'Honorable société *appartiennent* à la mafia. Elles sont privées par définition de la possibilité d'entrer dans cette orbite ou d'en sortir. L'analyse de leur histoire - même si nous en savons vraiment très peu - révèle une condition hautement conflictuelle ou au moins imprégnée de conflits potentiels. Surtout, en ce qui concerne les femmes des boss, leur complicité apparaît évidente et hors de doute : privées de liberté et de pouvoir de décision, elles participent cependant à un niveau élevé à

la consommation voyante et surtout au "respect" qui dérive du contrôle du territoire par leur propre clan. Parfois haïes mais toujours respectées elles apparaissent comme des médiatrices stratégiques et en même temps des parasites. Souvent de basse extraction sociale elles jouissent de grands privilèges qui leur viennent du pouvoir sur la vie et sur la mort exercé avec arrogance par les hommes du clan.

Mais, sous l'apparence d'une vie aisée, l'ombre de la mort violente doit engendrer des cauchemars. Les conflits émergent habituellement à l'occasion du deuil de leur homme ou, bien plus souvent et plus déchirant encore, de celui d'un fils. Face à une perte si grande ces femmes deviennent parfois collaboratrices précieuses de la justice. Un équilibre instable entre deux systèmes de valeurs et d'orientations éthiques - monde mafieux de l'*omertà* et de l'appartenance totale et ordre juridique et civil des droits individuels - fait osciller leur collaboration entre vengeance et demande de justice, l'une et l'autre alimentées par une douleur profonde.

La question de leur responsabilité surgit avec urgence, surtout d'un point de vue féministe. Jusqu'à récemment, jusqu'au grand massacre de Palerme et au grand réveil civique qui s'en est suivi, il était possible de voir une complicité de fait entre la domination des hommes de la mafia sur leurs propres femmes et une pratique juridique considérant comme acquise l'infériorité (pour les lois : l'irresponsabilité) des femmes de ce milieu. Une sentence connue du Tribunal de Palerme *disculpa* en 1983 quelques femmes de boss indiscutés, impliquées comme prête-noms et intermédiaires dans des affaires se montant à des milliards, au motif de leur insuffisante possibilité d'émancipation dans le milieu mafieux et de leur "naturelle et traditionnelle étrangeté" au monde difficile des affaires. Aujourd'hui ce genre de jugement tend à changer. Les femmes des boss Santapaola, Provenzano et Riina par exemple tendent à être considérées en majorité pour ce qu'elles sont : administratrices et intermédiaires dans la gestion d'immenses patrimoines illicites, bien conscientes de l'importance de leur rôle.

Un problème se pose, celui de leurs filles et celui des familles mafieuses en général. Leur vie apparaît marquée par l'affrontement et par l'impossible médiation (au niveau subjectif) entre d'une part la scolarisation et l'adhésion plus ou moins consciente aux modèles culturels du type "femme émancipée" et de l'autre l'insertion dans l'appartenance mafieuse qui leur prépare comme destin un parcours obligé : un mariage plus ou moins imposé avec un homme marqué par la violence, l'impossibilité d'un choix.

L'histoire de Rita Atria, jeune collaboratrice de la justice qui s'est suicidée quelques jours après le meurtre de "son" juge, Paolo Borsellino, éclaire dramatiquement les difficultés et l'extrême souffrance que rencontre celui (ou celle) qui choisit de se ranger contre son propre milieu, contre les membres de sa propre famille, contre sa propre histoire déjà tracée par d'autres.

Le cas de Rita n'est pas celui d'un remords. Rita n'a jamais commis aucun crime. Simplement, comme tant d'autres, elle s'est trouvée vivre dans une famille de mafieux. Son choix de collaborer avec la justice, au-delà de motivations contingentes (celle de vouloir venger la mort des membres de sa famille) a été un choix d'émancipation. Rita, dans la phase difficile de la post-adolescence, a imprimé un tournant à la trajectoire de son existence. S'envoler vers un rêve sous le signe de la liberté est un geste commun à beaucoup de jeunes de son âge, mais c'est un rêve interdit à qui grandit à l'ombre des (non-)valeurs mafieuses.

Rita Atria était une pionnière, elle faisait partie d'une petite avant-garde de femmes de son milieu, payant toutes d'un prix très élevé, le droit à leur propre individualité. Dans leur famille d'origine, leur bataille pour la liberté - liberté qui pour l'individu, homme ou femme, est garantie par la Constitution - n'a pas de tradition, pas d'exemple auquel se référer. C'est une liberté à inventer, un bien précieux dont on a toutefois une expérience insuffisante.

Il est important de rappeler que Rita était jeune, très jeune, elle avait 17 ans. Entre l'adolescence et le moment où l'on devient une jeune femme adulte Rita a accumulé des expériences très dures, d'un poids très lourd : meurtre de son père, mafieux local de Partanne, son village, alors qu'elle avait 11 ans, meurtre de son frère bien-aimé quelques années après, hostilité et incompréhension de sa mère, décision de sa belle-sœur, Piera Aiello, de collaborer avec la justice, isolement de Rita dans son village, qui a suivi parce qu'elle était de la famille d'un "infâme repent", abandon de son fiancé pour le même motif. Rage, désespoir, solitude.

La brève vie de Rita se déroule à l'ombre de deux personnages masculins, puissants et autoritaires qui absorbent son amour, sa tendresse, son dévouement : le père et le frère aîné, hommes mafieux, même s'ils sont de petit calibre, hommes violents, morts de façon violente. Avec eux, aussi bien vivants que morts, Rita entretient un lien fort, alimenté par l'orgueil d'être une Atria et par le désir de venger leur mort, d'accomplir les intentions de son frère, mort pour venger le père. Ses relations avec les vivants, toutefois, sont surtout des relations avec des femmes : elle est inscrite dans un triangle tragique, au cœur d'un conflit entre trois femmes : Rita elle-même, Giovanna Canova qui est la mère de Rita et la belle-mère de Piera, et enfin Piera la jeune veuve, belle-sœur de Rita et bru de Giovanna Canova. Le conflit irrémédiable qui les oppose l'une à l'autre, qui oppose les deux jeunes belles-sœurs à la femme plus âgée, peut se résumer dans des conceptions différentes de l'amour et du sentiment de vengeance pour Nicola, frère de Rita, fils de Giovanna et mari de Piera. Une lutte ancienne, pleine d'échos ancestraux, une lutte nouvelle, très très nouvelle qui préfère le recours à la justice à l'*omertà* et à la vengeance personnelle.

Une lutte obstinée, terrible, dont les frontières sont entre le territoire des vivants et le territoire des morts, entre raison et folie. La place des

dépouilles mortelles dans le petit cimetière de Partanne en garde encore les traces. Nicola, le fils - selon la volonté de sa femme Piera - est enterré loin de son père. Près de lui repose maintenant Rita, sa sœur. Conformément à ce qu'avait écrit Rita : elle voulait être enterrée dans la tombe de son frère, non dans celle de son père. La photo de Rita sur la tombe, les mots gravés dans le marbre : "La vérité est vivante", ont été choisis par Piera Aiello. Mais le jour des morts, la mère armée d'un marteau s'est réapproprié sa fille en détruisant photo et mots gravés, déclarant : "Rita doit rester de notre côté." Elle n'était pas venue à l'enterrement. Ce jour de juillet quand le cortège funèbre portait le cercueil de sa Rita dans les rues de Partanne, elle s'était enfermée à la maison avec un coussin sur la tête. D'autre part Rita, dans son journal intime, avait décréé : "Ma mère ne devra sous aucun prétexte venir à mon enterrement ou me voir après ma mort."¹

Ces mots du journal intime de Rita contiennent un message terrible, désespéré. A moins de 17 ans cette jeune fille savait qu'elle mourrait avant sa propre mère. L'angoisse primordiale et la peur de la mort - armes incisives du chantage mafieux - depuis longtemps avaient étendu leur ombre sur la vie de cette jeune fille.

Dans cette solitude le personnage du juge Paolo Borsellino, ami paternel et plein d'autorité, était devenu pour Rita un fragile encouragement à la vie - face au sens de la mort qui émanait de son propre milieu. Quand la mafia a tué Borsellino, ce fil qui la retenait à la vie s'est brisé et Rita s'est lancée dans le vide du haut du cinquième étage d'un bâtiment anonyme de la périphérie de Rome, lieu emblématique pour la vie de traqués que, paradoxalement, sont obligés de vivre les personnes qui ont eu le courage de rompre avec l'*omertà*.

L'enterrement de Rita Atria met en scène les immenses ruptures que son choix a provoquées. Sont absents la mère, la communauté de Partanne, l'Etat; sont présents quelques parents, quelques amies d'école, quelques enseignantes. Le cercueil est hissé sur les épaules des Femmes du jeûne et de l'Association des femmes siciliennes contre la mafia, qui sont venues de Palerme. Les magistrats de Trapani, Marsala et Sciacca ont envoyé un message de condoléances. Mais le prêtre, bien que les larmes aux yeux, insiste sur le fait que le suicide est un péché.

Les massacres de l'été palermitain de 1992 ont changé la sensibilité civile vis à vis de la domination de la mafia.

Une grande partie du mouvement antimafia actuel est constitué par des femmes. Dans l'effroi qui suit le massacre de Capaci, en mai 1992, où perdent la vie le juge Falcone, sa femme Francesca Morvillo et trois agents de l'escorte, s'est créé le "Comité des draps" pour donner voix à

¹ Cit. in Sandra Rizza, *Una ragazza contro la mafia - Rita Atria*, La Luna, Palermo, 1993, pp. 48 et 127.

une protestation civile de cette partie de la population de Palerme qui tolère de moins en moins l'arrogance mafieuse.

"Nous avons essayé d'inventer un symbole. Le drap que les compte-rendus des chroniques montrent, taché de sang, étendu sur les corps sans vie, voile sur le désordre de la mort violente, nous l'avons lavé et accroché au balcon de nos maisons en signe de propreté, une éclatante auto-dénonciation des quartiers les plus à risques de la ville. Il est là pour dire : Moi qui habite ici, mon nom est sur la sonnette, je ne suis pas de votre côté. Ne comptez pas sur moi, j'appartiens à une autre Palerme."¹

Beaucoup de femmes font partie de ce Comité.

Deux mois plus tard, en juillet, l'autre massacre : le juge Paolo Borsellino meurt et cinq agents de son escorte, parmi lesquels une femme, Emanuela Loi. La société civile devient muette.

"Ce courage, cette force étrange dont je parlais sont balayés par l'explosion. Puis, les débris ramassés, nous avons réinventé une autre force, plus désespérée.",

écrit une artisane qui travaille avec le Comité des draps².

De ce désespoir extrême naît l'initiative des Femmes du jeûne : un groupe de femmes d'horizons politiques et culturels très hétérogènes qui se constitue le soir même de l'enterrement des agents de l'escorte, pendant lequel la tension entre le pouvoir et la population de Palerme était montée jusqu'à l'exaspération. Pendant plus d'un mois, à la place Politeama - au centre de Palerme - ces femmes, à tour de rôle font la grève de la faim, récoltent des adhésions, donnent des informations et dénoncent l'absence des pouvoirs publics.

Le jeûne met en scène le fait d'être là, ensemble, devant tout le monde, chacune avec son propre corps, une façon forte, transparente de dire "non!", une façon aussi de se relier au supplice des corps déchirés par les bombes; l'exigence de ne pas les laisser seuls et d'être avec les parents des victimes. Angela Lanza explique :

"C'est comme si nous avions dit : 'nous ne voulons assumer ni le rôle de mère ni le rôle de femme dans ce monde qui ne nous convient pas. Nous ne voulons plus être complices et nous fichons le camp de cette situation de merde.' Cela a été pour moi une affirmation, non une négation."³

¹ Giovanna Fiume in: Roberto Alajmo, *Un lenzuolo contro la mafia*, Gelka, Palermo, 1993, p. 51.

² Cf Roberto Alajmo, id. p. 51.

³ Cit. in Renate Siebert, *Le donne, la mafia*, op. cit., p.450.

Il me semble toutefois important de rappeler dans ce contexte que ce qui, dans l'enthousiasme du moment, a d'abord été appelé l'An I du mouvement antimafia, s'il marque indubitablement un changement de la qualité de la perception du danger mafieux, n'est pas un mouvement qui naît de rien. Comme l'histoire récente l'enseigne la coordination des efforts visant à lutter contre la mafia est extrêmement difficile¹ et Falcone lui-même en a fait l'amère expérience. Il faut souhaiter que l'An I ait bonne mémoire pour donner du souffle à la lutte présente et future.

Peu avant de se laisser tomber dans le vide, Rita Atria écrit dans son journal :

"Avant de combattre la mafia tu dois faire un auto-examen de conscience, et ensuite, après avoir battu la mafia en toi-même, tu peux combattre la mafia qui est dans le milieu de tes amis; la mafia c'est nous et notre manière fausse de nous comporter."²

Cosenza
Université de Calabre
Juillet 1994

¹ Cf. Umberto Santino (a cura di), *L'antimafia difficile*, Centro siciliano documentazione Giuseppe Impastato, Palermo, 1989.

² Cité in Sandra Rizza, op. cit., p.137.

MAFIA ENTRE PREMIÈRE ET DEUXIÈME RÉPUBLIQUE

Umberto SANTINO*

Par les élections des 27 et 28 mars 1994, qui se sont déroulées pour la première fois au scrutin uninominal, majoritaire, l'Italie est officiellement passée de la Première à la Deuxième République**. Si la Première République a été gouvernée pendant presque un demi-siècle par la Démocratie Chrétienne, la Deuxième est née avec une nette tendance à droite, concrétisée par une coalition entre la Ligue du Nord qui veut diviser l'Italie en trois grandes régions, Forza Italia! organisation politique créée en deux mois et Alliance nationale, nouveau nom du parti néofasciste. Pour l'instant, le premier parti est Forza Italia! créé par celui qui détient le monopole des télévisions privées, Silvio Berlusconi, membre de la loge maçonnique P2, grand entrepreneur qui doit son ascension à la protection des leaders des partis politiques de gouvernement, et, avant tout, de l'ex-leader du parti socialiste, Bettino

* Umberto Santino est fondateur et président du Centro siciliano di documentazione "Giuseppe Impastato", fondé en 1977 (Via Villa Sperlinga 15, 90144 Palermo, téléphone : 0039.91. 6259789, fax. : 0039.91.348997). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, parmi lesquels, *La violenza programmata* (en collaboration avec G. Chinnici), *Mafia e maxiprocesso*, *L'impresa mafiosa*, *Dietro la droga* (ces deux derniers en collaboration avec G. La Fiura), *La mafia come soggetto politico*, *La borghesia mafiosa*. Il a aussi écrit la satire *Una modesta proposta per pacificare la città di Palermo*, et le roman *Libro di Giona*.

** Texte traduit de l'italien par Marcello Palumbo et Alban Albini.

Craxi, exemple type de ce que la Première République avait de pire. Berlusconi apparaît pourtant le champion du renouveau, et, en peu de temps, a rempli le vide laissé au centre par la crise de la DC, en utilisant toutes les ressources de la politique spectacle, et en se servant du réseau de la Fininvest, holding dont font partie plus de cent sociétés. Encore une fois, les forces de gauche, rassemblées dans la Formation progressiste dont la victoire était certaine quelques mois encore avant les élections, ont été relégués dans l'opposition.

Quel sera le rôle de la mafia et des forces qui lui sont liées dans le nouveau contexte politique? Les conditions de la lutte contre elle se sont-elles améliorées ou ont-elles empiré? Que deviendront les enquêtes engagées à propos du rapport entre mafia et politique, qui ont pour objet de rechercher les responsabilités d'hommes politiques liés à la mafia, à commencer par l'ex-Président du Conseil et homme symbole du pouvoir, Giulio Andreotti?

La mafia dans les cordes?

Après les arrestations de chefs de la mafia sicilienne, on s'est demandé si la mafia peut être considérée comme vaincue. Au cours de 1993, ont été arrêtés Totò Riina, présumé chef de la coupole mafieuse, en fuite depuis 23 ans, Nitto Santapaola, boss de Catane et membre de la coupole, en fuite depuis 13 ans, et d'autres mafieux, recherchés depuis plusieurs années.

Ces arrestations ont été l'effet en boomerang des tueries de 1992 qui ont provoqué la mort des juges Falcone, Morvillo et Borsellino et de huit hommes d'escorte. Les tueries ont eu pour conséquence une législation plus dure contre la mafia, l'envoi de l'armée en Sicile (mesure plutôt symbolique), la création de nouveaux organismes pour faire face à la criminalité mafieuse, tels que la Direction des investigations antimafia (DIA), la Direction nationale antimafia (DNA), et un parquet spécial.

Dans ce contexte, s'est produit un phénomène qui n'est pas entièrement nouveau (on en trouve des traces au XIX^{ème} siècle), mais qui est nouveau par son ampleur, le repentir; actuellement, le nombre de repentis, c'est-à-dire de mafieux qui collaborent avec la justice, est d'environ 700. Le phénomène n'est pas seulement le fruit de la législation sur les primes introduite depuis peu d'années, il est aussi lié à une crise interne de l'organisation mafieuse, due à la brutalité du clan des "Corleonesi", c'est-à-dire des mafieux originaires de Corleone (village de la province de Palerme, qui a été la capitale de la mafia et du mouvement anti-mafia à la fin du siècle dernier et jusqu'à l'après-guerre), urbanisés depuis longtemps, qui ont imposé à une organisation par tradition républicaine, une sorte de monarchie-absolue, et accentué le recours à la violence.

L'arrestation des chefs, l'action de la magistrature, la propagation du repentir, sont des arguments sur lesquels se fonde l'idée répandue que la mafia aurait perdu le consensus de la population et que ses relations avec les institutions seraient rompues. La mafia aurait atteint dans cette période à la fois l'apogée historique de son pouvoir économique, et le point historique le plus bas quant au consensus¹, et l'Etat serait finalement passé à une stratégie offensive².

Ces appréciations sont, à mon sens, par trop hâtives, et reprennent un sentier battu. D'autres fois déjà, on a parlé d'une mafia vaincue; dans la littérature et dans les informations sur la mafia, existe une constante, le balancement entre l'idée d'une mafia omnipotente après les grands crimes, et d'une mafia moribonde dès que se développe la réaction à ces crimes. Ce fut le cas après le massacre de Ciaculli (1963), après le meurtre de Dalla Chiesa (1982).

Aujourd'hui, en Italie comme ailleurs, après la fin de l'opposition Est-Ouest, s'est ouverte une période nouvelle, mais cela ne signifie pas que le nouveau soit mieux que l'ancien, c'est-à-dire moins favorable au phénomène mafieux; les résultats des élections politiques italiennes vont dans le sens opposé. Pour dresser un tableau de la situation, il est utile, avant de faire le point, d'aborder la représentation que l'on se fait de la mafia, et le contexte historique que nous avons derrière nous.

Stéréotypes et paradigmes

Le terme mafia a toujours été utilisé de façon imprécise, avec des significations différentes, voire contradictoires. C'est pourquoi, pour analyser le phénomène mafieux, il est indiqué d'examiner d'abord l'imaginaire collectif, les idées reçues à son sujet.

Beaucoup de ces idées sont des lieux communs répétés par habitude et adoptés par paresse intellectuelle (stéréotypes), d'autres disposent d'un minimum d'élaboration scientifique et véhiculent des dimensions importantes, même si elles sont partielles (paradigmes).

La fonction des stéréotypes est de confirmer, induire, diffuser des conformismes de masse ou de groupe, ils minimisent ou diabolisent le phénomène mafieux, le considèrent comme un fait pathologique, local, marginal, ou le grossissent pour en faire l'expression du Mal universel (la pieuvre des schémas télévisés). Les stéréotypes les plus répandus dans les dernières années, sur lesquels se sont ancrées les thèses officielles et les sentiments communs, font de la mafia une menace imminente et un contre pouvoir criminel ou antiétatique.

¹ Censis. *Contro e dentro. Criminalità, Istituzioni, Società*. F. Angeli, Milano, 1992 p. 32, 2

² L. Violante. *I Corleonesi. Mafia e sistema eversivo*. l'Unità. 1993, p. 16.

"Le stéréotype de la mafia comme menace imminente se fonde sur cette idée que la mafia est essentiellement ou surtout une usine à meurtres. ... Selon cette représentation, la mafia existe si elle tire, elle est un phénomène important et préoccupant si elle produit des "cadavres excellents", devient "une question nationale" si elle tue Dalla Chiesa, ou Falcone, ou Borsellino. Dans cette perspective, si la mafia ne tue pas, elle n'existe pas, si elle ne frappe pas en haut, elle est un phénomène local qui ne mérite pas une attention excessive. Le stéréotype de la mafia comme *contre-pouvoir criminel ou antiétatique* part de la lecture précédente des attentats qui frappent des représentants d'institutions, et en fait une "guerre à l'Etat", en ignorant la complexité des rapports entre phénomène mafieux et organisation des institutions."¹

Selon les paradigmes les plus répandus, la mafia est une association criminelle typique et une entreprise.

Après le meurtre de Dalla Chiesa, la loi antimafia a été approuvée (n° 646 du 13 septembre 1982), dont l'article 416bis introduit une notion nouvelle, l'association criminelle de type mafieux. L'association est considérée comme telle

"lorsque ceux qui en font partie, se servent de la force d'intimidation des liens associatifs ainsi que des conditions d'assujettissement, et de la loi du silence (*omertà*) qui en dérive, pour commettre des crimes, pour acquérir de façon directe ou indirecte la gestion ou, en quelque façon, le contrôle d'activités économiques, de concessions, d'autorisations, d'adjudications, et de services publics ou pour obtenir des profits ou des avantages injustes en soi ou pour les autres".

La loi antimafia a reconnu, avec plus d'un siècle de retard, l'existence de la mafia comme réalité organisée, avec ses caractéristiques spécifiques par rapport aux autres associations criminelles, déjà définies dans le code pénal par trois éléments : le lien associatif, la structure organisée, le programme criminel. La spécificité de l'association mafieuse apparaît dans l'intimidation comme système, l'impérativité de la règle d'obéissance et de non collaboration avec la justice (*omertà*), qui dessinent une sujétion collective dépassant le cercle des affiliés.

L'article 416bis prévoit une aggravation des peines "lorsque l'association est armée", formulation qui ignore un fait qui semble manifeste, il n'existe pas de "mafia désarmée", pour autant que l'usage de la violence avec son nécessaire équipement de moyens pour la mettre en œuvre, est, comme nous le verrons, un attribut inaliénable de l'organisation mafieuse.

¹ U. Santino, "La mafia come soggetto politico", *Una Città per l'Uomo*, 1, 1993, p. 36.

Le retard de la reconnaissance par le droit de l'association mafieuse est allé de pair avec celui des sciences sociales qui, durant des décennies, se sont attardées dans des considérations sur la Mafia comme crime non organisé, comme groupe non structuré, comme culture, en niant l'existence d'une structure organisée. Récemment seulement, quelques uns des spécialistes les plus connus, sur la base des révélations des repentis, se sont convertis de l'informel à la superstructure, c'est-à-dire de ce que j'ai appelé la mafia "amibienne" à la mafia "cartésienne".

"Aujourd'hui, la scène est dominée par Cosa Nostra, l'organisation mafieuse par excellence, découverte grâce aux révélations des "repentis", avec ses hiérarchies, ses compétences territoriales, ses rites et ses règles."¹

La conception de la mafia comme entreprise contient deux dimensions qui peuvent se désigner par les termes de mafia-entreprise et entreprise mafieuse. La mafia est une entreprise dans ce sens que l'activité mafieuse s'organise comme combinaison rationnelle de moyens et de fins en vue de l'enrichissement (entreprise illicite).

Les activités entrepreneuriales licites s'organisent comme entreprise mafieuse par la présence de l'un de ces éléments : le sujet entrepreneurial, officiel ou occulte, est suspect d'appartenance mafieuse, le capital investi est de provenance illicite, la concurrence utilise des moyens illicites comme la violence et la menace.

Le paradigme de la mafia comme association criminelle typique et entreprise touchent des aspects importants du phénomène mafieux, comme l'existence d'une structure organisée et la finalité économique de l'activité mafieuse, mais, à mon avis, il n'en épuise pas la complexité.

Un paradigme de la complexité : bourgeoisie mafieuse et bloc social

La conception de la mafia située au centre de mes recherches, conduites au Centro Impastato, envisage un renversement ou une intégration des idées reçues, en partant de la considération que la mafia n'est pas un fait pathologique qui se développe sur un corps sain, mais est à la fois produite et reproduite par un écosystème social. Dans cette perspective, le phénomène mafieux peut se définir ainsi :

¹ U. Santino, "La mafia sicilienne et les nouveaux marchés des drogues en Europe", in A. Labrousse et A. Wallon, *La planète des drogues*, édition du Seuil. Paris, 1993, p. 123.

"Un système de violence et d'illégalité ayant pour fin l'accumulation du capital et l'acquisition et la gestion de positions de pouvoir, se servant d'un code culturel et jouissant d'un certain consensus social. Les organisations criminelles sont au centre d'un bloc social transclassiste, qui va des politiciens liés aux mafieux, aux experts financiers qui veillent sur les opérations de blanchiment et d'investissement de l'argent sale, en passant par les avocats en permanence au service de la mafia, jusqu'aux dealers et vendeurs de cigarettes de contrebande. La fonction dominante à l'intérieur d'un tel bloc social qui pourrait tourner autour de quelques centaines de milliers de personnes, est exercée par des sujets légaux et illégaux qui peuvent être définis comme bourgeoisie mafieuse."¹

Ainsi, les 5.000 affiliés (selon les données officielles) de Cosa Nostra et des autres organisations de type mafieux, qui opèrent en Sicile, ne sont pas isolés mais au centre de systèmes de relations qui traversent le corps social. L'aspect criminel se conjugue à d'autres aspects (économiques, politiques, sociaux) et le phénomène mafieux se caractérise par son polymorphisme, et sa diffusion, sans qu'il faille pour cela criminaliser toute la société sicilienne, qui, à la fin du dernier siècle, a donné naissance à un mouvement antimafia plus ou moins organisé, dont les défaites doivent être interrogées.

Par le dévouement inconditionnel qu'elle requiert de ses affiliés, par la diffusion du contrôle des activités exercées sur le territoire, par l'interaction avec l'économie et les institutions, par des sanctions sans appel qui recourent fréquemment au meurtre pratiqué comme peine de mort, par son emprise sur la vie quotidienne avec ses effets dévastateurs pour les relations interpersonnelles, la mafia représente un système totalitaire : oppression calculée, despotisme féroce, assimilable à celui des régimes dictatoriaux les plus intolérants et sanguinaires. Même si elle respecte les formes de la démocratie, la mafia exproprie de façon permanente les citoyens de leurs libertés élémentaires, et fait obstacle au développement de la vie sociale².

¹ Ibid, p. 125.

² Cf. R. Siebert, *Le donne, la mafia*, Il Saggiatore, Milano, 1994, p. 12. La terreur mafieuse est comparée à la terreur nationale-socialiste : "Leur élément commun est le caractère totalisant du système détaillé de contrôle, de terreur et de chantage qui frappe l'individu dans ses affects, et le domine dans toute son activité quotidienne. La collusion entre illégalité et légalité, entre crime et politique est telle que les fondements mêmes de notre organisation démocratique sont mis en doute."

Parcours historique : continuité et discontinuité

Quant au déroulement de l'histoire, il faut aussi se méfier des idées reçues selon lesquelles il y aurait une ancienne mafia et une mafia nouvelle, une mafia traditionnelle et une mafia entrepreneuriale moderne. Une image fréquente veut que la mafia d'autrefois se conduisait selon un certain code de valeurs, qu'elle était fondée sur "une culture de l'honneur", à laquelle, au cours des dernières années, s'est substituée "une culture de la richesse", et que l'antique "association des hommes d'honneur" s'est vue supplantée par des criminels sanguinaires, stigmatisés comme "hommes du déshonneur". La "dénaturation" de la mafia serait dûe à son insertion dans le trafic de la drogue.

Des distinctions aussi nettes sont incorrectes et trompeuses; si des repentis s'en servent pour fonder leur propre apologie, i.e. l'apologie de leur propre mode d'être, ou de leur soi-disant mode d'être, les chercheurs et les analystes des informations qui les ont avalisées, ont montré qu'elles manquent de bases historiographiques.

La mafia, comme au reste tout phénomène qui dure, s'est développée dans la continuité-discontinuité, dans la tradition-modernisation-innovation au travers de laquelle des formes anciennes, voire archaïques, comme la seigneurie du territoire et les extorsions, coexistent avec des formes nouvelles et modernes comme le trafic international et les activités financières, et entrent dans des rapports de réciprocité fonctionnelle.

Il est possible de distinguer des phases, mais seulement dans la mesure où existe une forme dominante par rapport aux autres, et en se référant aux changements du contexte social auquel la mafia, en raison de sa malléabilité, s'est toujours montrée capable de s'adapter.

Un tableau de l'évolution historique peut se délinéer de la façon suivante :

- une longue phase de formation, du XVI^{ème} siècle aux premières décennies du XIX^{ème} siècle; plus que de mafia, on peut alors parler de "phénomène prémafieux",
- une phase agraire qui dure de la formation de l'Etat unitaire aux années 50 du XX^{ème} siècle,
- une phase urbano-entrepreneuriale dans les années 60,
- une phase de la mafia financière des années 70 à aujourd'hui¹.

¹ Cf. U. Santino, "La mafia financière : accumulation illégale, économie mondiale et rôle de la Sicile dans le trafic international de drogue", *Psychotropes*, VII, 1 -2, 1992- 93, pp. 116 ss.

La mafia actuelle est un sujet d'accumulation illégale opérant au niveau international, mais qui a maintenu intactes d'anciennes caractéristiques, comme l'enracinement territorial, et en a accentué d'autres comme le recours à la violence. L'honneur dont on parle pour la mafia agraire, n'était pas du tout le prestige fondé sur le respect des valeurs, il était la reconnaissance d'un rôle social de domination qui avait une base économique et se renouvelait par un constant recours aux activités criminelles, à commencer par le meurtre toujours commis en guet-apens et jamais à découvert.

Les fonctions de la mafia agraire consistaient dans l'accumulation du capital, le contrôle et la répression des mouvements paysans (ses principaux adversaires depuis les Fasci siciliens (1892-1894) jusqu'à la lutte des années 40 et 50 pour la Réforme agraire), le gouvernement local, la médiation entre communautés locales et institutions centrales.

Les années 50, ne sont pas tant marquées par le passage de groupes mafieux de la campagne à la ville (Palerme était antérieurement aussi le centre de la mafia), que par leur insertion dans la nouvelle réalité socio-économique qui voit la dépopulation des campagnes et l'expansion des villes, avec l'accroissement des activités tertiaires et avant tout de l'emploi public. Comme nous l'avons montré dans la recherche sur les entreprises¹, un rôle décisif a été joué dans le développement de l'entreprise mafieuse par les finances publiques, sous la forme d'adjudications de travaux publics ou de financements attribués par des institutions publiques de crédit. C'est ainsi que la mafia urbano-entrepreneuriale naît comme *bourgeoisie d'Etat*, en désignant par là les strates moyennes supérieures qui se constituent et prennent un rôle dominant grâce à leur relations avec les sources publiques de financement et les institutions.

Depuis les années 70, le rôle sans cesse accru des groupes mafieux dans le trafic international de la drogue, a fait de la mafia actuelle une mafia financière, c'est-à-dire une grande machine d'accumulation de capital illégal, avec, comme conséquence, l'accroissement du rôle des groupes mafieux sur le marché et dans la société.

Dans la phase actuelle, la recherche d'occasions de recyclage et d'investissement de l'argent sale et d'espaces de pouvoir adaptés à l'accroissement du pouvoir économique atteint des niveaux jamais connus jusqu'ici, et, parallèlement, avec le développement d'une concurrence interne (qui a été à son maximum durant la guerre des mafia des années 1981-83), s'est amorcée une compétition pour l'hégémonie externe qui porte sur le démantèlement systématique des obstacles s'opposant au processus d'expansion. Ainsi s'expliquent les grands crimes des années 80 qui ont frappé magistrats et représentants des forces de l'ordre, hommes politiques et responsables institutionnels, du

¹ Cf. U. Santino, G. La Fiura, *L'impresa mafiosa. Dall'Italia agli Stati Uniti*. F. Angeli, Milano, 1990.

Préfet de Palerme au Président de la région, et qui ont lourdement pesé sur la vie politique nationale¹.

La mafia comme sujet politique

Les deux années 1992 et 1993 peuvent être considérées comme cruciales dans l'histoire de la mafia et de la société sicilienne. En mars 1992, la mafia tue le député européen et leader de la DC, Salvo Lima. Au mois de mai, c'est le massacre de Capaci où sont tués le juge Falcone, son épouse et trois hommes d'escorte. En juillet, c'est le massacre de la la Via D'Amelio où disparaissent le juge Borsellino et cinq hommes d'escorte. En septembre, est tué le financier mafieux Ignacio Salvo. En mars 1993, le parquet de Palerme demande l'autorisation de poursuivre Giulio Andreotti, pour participation à des associations mafieuses. En Italie, se répand en tache d'huile l'enquête sur la corruption (Tangentopoli). Le 6 avril, la Commission antimafia approuve un rapport sur mafia et politique, dans lequel est dénoncée la "cohabitation" de l'Etat et de la mafia. Dans le courant 1993, ont lieu différents attentats et massacres sur le territoire national; le 14 mai à Rome (15 blessés), le 27 mai à Florence (5 morts et 40 blessés), le 27 juillet à Milan (5 morts) et à Rome. On parle sans préciser de mafia et d'autres responsables possibles (services secrets, loges maçonniques, néofascistes). Dans le courant de l'année, le régime électoral est modifié, et la voie s'ouvre qui conduira aux élections de mars 1994.

Commentant le meurtre de Lima, j'avais écrit qu'avec lui, la mafia fermait une époque, celle où ses rapports avec les institutions étaient médiatisées par le parti de la majorité, c'est-à-dire la DC, et ouvrait la campagne pour la constitution de la seconde République, à la recherche de nouveaux interlocuteurs². Cette recherche s'est poursuivie avec les massacres de 1992 et 1993. Cette interprétation des crimes et massacres commis par la mafia, seule ou avec d'autres, est liée à une représentation de la mafia comme sujet politique dans un double sens.

"En tant qu'association criminelle, la mafia est un groupe politique, présentant tous les caractères identifiés par la sociologie pour définir les groupes de ce type. Elle concourt comme groupe criminel et comme bloc social auquel elle appartient, à la production de la politique dans son ensemble, c'est-à-dire, détermine ou

¹ Cf. G. Chinnici, U. Santino, *La violenza programmata. Omicidi e guerre di mafia a Palermo dagli anni '60 ad oggi*, F. Angeli, Milano, 1989.

² Cf. U. Santino, "Il voto in Sicilia et il dellito Lima", *Città d'utopia*, 3-4, maggio agosto 1992, repris dans "La borghesia mafiosa", *Quaderno del Centro Impastato*, Palerme, 1994, pp. 338-346.

contribue à déterminer les décisions et les choix relatifs à la gestion du pouvoir et à la distribution des ressources."¹

Dans le premier volume d'*Economie et Société*, Max Weber distingue les caractères suivants des groupes politiques : une organisation, une dimension territoriale, la coercition physique, un appareil administratif en mesure de mettre en œuvre la coercition physique².

La mafia possède pleinement ces caractères et détient un pouvoir propre que j'ai appelé "la seigneurie du territoire"³. En outre, elle concourt à la production de la politique, dans le sens indiqué, de différentes façons :

- (i) par l'usage de la violence,
- (ii) par la formation de la représentation dans les institutions,
- (iii) par le contrôle de l'activité politico-administrative.

Ces caractères politiques de la mafia montrent la *dualité* du phénomène mafieux : il est extérieur et opposé à l'Etat dans la mesure où le recours systématique à la violence vient du fait que la mafia ne reconnaît pas le monopole étatique de la violence. Mais la mafia est intérieure à l'Etat ainsi qu'aux institutions intermédiaires et locales, par nombre d'activités qui requièrent la collaboration d'organismes publics et l'utilisation des finances publiques (par exemple, les adjudications).

En face de la dualité de la mafia, on peut parler d'une dualité de l'Etat dans son rapport à la mafia. Formellement, la mafia est une association criminelle que l'organisation étatique se doit de combattre, mais l'impunité de la mafia montre que s'est opérée une sorte de légitimation, due au fait que la violence mafieuse est fonctionnelle au maintien d'une organisation déterminée du pouvoir, sur laquelle se fonde la constitution matérielle de l'Etat, c'est-à-dire son fonctionnement concret. Le rapport de la Commission du Parlement européen sur la criminalité organisée exprime cette dimension de la mafia sicilienne en la définissant comme "criminalité institutionnalisée"⁴.

L'Etat ne se dédouble pas seulement vis à vis de la mafia. Au cours des dernières années, s'est développée en Italie une réflexion sur l'*Etat double* comme produit de la dynamique des rapports entre politique nationale et politique internationale au cours du second après-guerre; les groupes dirigeants incorporent deux loyautés, envers leur propre

¹ U. Santino, *La mafia come soggetto politico*, op. cit., p. 42.

² Cf. M. Weber, *Economia e società*, vol. 1, Edizioni di Comunità, Milano, 1981, pp. 52 ss.

³ Cf. C. Chinnici, U. Santino, *La violenza programmata*, op. cit.

⁴ Cf. Commissione d'inchiesta del Parlamento Europeo sulla diffusione del crimine organizzato, *Relazione*, 1991.

pays et envers la communauté internationale, avec la division de la planète en deux blocs, l'occidental-capitaliste et l'oriental-socialiste¹.

Pour rester fidèle à la politique atlantique, l'Etat italien a créé des organisations secrètes illégales comme le Gladio; et les services secrets ont eu recours ou collaboré à des crimes et à des massacres, ou en ont couvert les auteurs; ces délits ont été accomplis chaque fois que le pouvoir des forces conservatrices était en danger, et tous les moyens ont été bons pour conserver "la démocratie bloquée", c'est-à-dire une disposition du pouvoir formellement ouverte mais en réalité rigidement fermée à la gauche. Ce qui explique l'impunité des auteurs des massacres italiens, au nombre de huit dans la période 1969-1984 avec 169 morts et 688 blessés². Seuls les coupables du massacre de Noël 1984 ont été punis, et parmi eux quelques mafieux. Ce qui signifie qu'à l'intérieur de l'Etat se sont constituées des institutions criminelles qui parfois ont agi en collaboration avec des groupes mafieux.

Cette duplicité de l'Etat va au-delà du concept de "cohabitation" entre l'Etat et la mafia, que l'on trouve dans *Relazione su mafia e politica* (Rapport sur mafia et politique) de la Commission antimafia³. Il s'agit en réalité de quelque chose de beaucoup plus profond et plus grave, d'une symbiose entre criminalité institutionnalisée et institutions criminelles, dont la logique de fond doit être recherchée dans l'évolution concrète de la politique atlantique et de l'opposition Est-Ouest. Cette opposition devenue caduque, la mafia et les institutions criminelles les plus exposées, comme les services secrets, ont repris "la stratégie de la tension" avec les attentats de 1993, pour conditionner le passage à la Deuxième République. L'issue des élections politiques constitue un premier pas vers l'apparition d'un contexte favorable à la mafia et à d'autres organisations. La coalition victorieuse est centrée sur Forza Italia!, dont le leader était inscrit à la loge maçonnique P2, qui a commencé sa carrière d'entrepreneur avec des moyens financiers en provenance de la Suisse et, selon toute probabilité, d'origine illicite, et qui compte parmi ses fidèles, des hommes qui ont eu des relations avec des mafieux⁴.

¹ Cf. R. De Felice, "Doppia lealtà e doppio Stato", *Studi storici*, 3, 1989; U. Santino, La mafia come soggetto politico, *op. cit.*

² Cf. AA.VV., *Venti anni di violenza politica in Italia*, Isodarco, Roma, 1992.

³ Commissione parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della mafia in Sicilia, *Relazione su mafia e politica*, marzo 1993.

⁴ Cf. G. Ruggeri, M. Guarino, *Berlusconi. Inchiesta sul signor TV*, Kaos edizioni, Milano 1994. Berlusconi a porté plainte contre les auteurs, mais les juges les ont acquittés. Dans la préface à l'édition de 1994, les auteurs écrivent en se référant au jugement qui les acquitte pleinement, formulé par la Cour d'appel de Venise, en octobre 1992 : "Il devient en conséquence plus légitime encore, avec le très influent aval du tribunal, de rapprocher le nom et les actes

Effectivement, le contre-coup immédiat des résultats électoraux a été un recul de la lutte contre la mafia, avec une campagne de délégitimation des repentis, la mise en discussion de l'indépendance de la magistrature et l'attaque des magistrats les plus engagés et les plus exposés¹.

Si, comme tout le laisse prévoir, cette tendance se poursuit, les enquêtes sur la mafia et sur Tangentopoli qui ont été menées à bien au cours des dernières années, n'auront été qu'un élagage et n'aboutiront à des résultats concrets que contre les mafieux trop voyants de l'aile militaire, ou contre des hommes politiques en fin de carrière (comme Andreotti) qui deviendront ainsi des boucs émissaires pour des opérations de passage déjà effectuées ou en cours au profit d'autres personnages qui ont su se recycler et se sont camouflés en champions du nouveau. Dans la situation italienne, la donnée la plus alarmante est celle-ci : les protagonistes du renouveau présumé sont les hommes qui peuvent être étiquetés comme des produits typiques de l'affairisme plus ou moins ouvertement criminel qui a caractérisé la Première République. Parmi les pères de la Deuxième République doit, par exemple, immanquablement figurer un personnage comme Licio Gilli, maître vénérable de la loge P2, dont le "programme de renaissance démocratique" qui préconisait la république présidentielle, peut être considéré comme le texte fondamental dont s'inspirent les changements actuels ou en cours, et que la Cour d'assises de Rome a acquitté, au moment du triomphe électoral de la droite, de l'accusation de conspiration anti-démocratique.

Le nouveau s'est avant tout présenté comme destruction de la "partitocratie", c'est-à-dire du système des partis, et comme changement de la loi électorale. Sur ce second point, beaucoup de représentants de la gauche ont contribué à construire la conviction que l'abandon du système proportionnel, et le choix du système uninominal était le passage obligé du processus de transition de la "démocratie bloquée" à la "démocratie accomplie", et devait permettre l'alternance au gouvernement du pays. Maintenant que, pour la première fois depuis l'après-guerre, la droite est victorieuse, il y a des ministres néofascistes au gouvernement du pays. Et avec Berlusconi, président du conseil,

de Silvio Berlusconi du Vénérable Maître de la loge P2 Licio Gilli, du mafioso Vito Ciancimino, du banquier membre de la loge P2 Roberto Calvi, et des aventures de faillite, des sociétés fantômes, de la "mafia blanche." (p. 16)

¹ Tout de suite après la victoire de la droite, l'hebdomadaire néofasciste *Italia settimanale*, a publié une liste des "têtes à couper" parmi lesquelles figurent Giancarlo Caselli, procureur à Palerme, Agostino Cordova, procureur à Naples et engagé dans une enquête sur la maçonnerie, Saverio Borelli, procureur à Milan et chef du pool de magistrats qui conduit l'enquête Mani pulite sur la corruption.

nous aurons le mariage du pouvoir et des affaires, la constitution de l'Etat-entreprise (ou plus pertinemment en raison de la qualité du personnage, Etat-supermarché, Etat-spectacle, Etat-agence publicitaire, etc.¹), et, étant donnés ses précédents personnels et ses associés en affaires, quelque chose de très semblable à une criminocratie formelle. Sont en jeu la démocratie et l'unité nationale. L'échange fédéralisme-présidentialisme entre la Ligue et les néofascistes s'il se faisait, signifierait l'abolition de la Constitution sur des points fondamentaux ce qui ne pourrait pas ne pas susciter de grandes tensions, avec la scission du pays et la confrontation entre ceux qui veulent s'engager dans une forme de bonapartisme et ceux qui désirent sauver la démocratie représentative.

Mafia et scénario européen et international

Si le paysage italien est favorable à la mafia, de son côté, le paysage international présente de nouveaux avantages pour les criminels de type mafieux. Le Rapport de la Commission du Parlement européen sur le crime organisé souligne le passage de groupes criminels d'activités qui se déroulaient dans un milieu local à des activités de dimensions toujours plus internationales :

"De par le passé les organisations criminelles avaient généralement une base régionale, ce qui limitait la portée de leur activité et de leur influence. Aujourd'hui elles sont moins paroissiales. Dans la Communauté européenne, le crime organisé a étendu ses activités et bien que l'Italie puisse être considérée comme le berceau de la criminalité structurée (elle a été pour plus d'un siècle un style de vie consolidé dans les régions méridionales de la Sicile, de la Calabre et de la Campanie), des organisations analogues arrivent aujourd'hui d'Asie, d'Amérique du Sud et des Etats-Unis. Des groupes criminels provenant de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique ont été identifiés."²

¹ On peut considérer que l'acte de naissance de cette berlusconisation de l'Etat italien date du 29 avril. L'agence Publitalia, société de la Fininvest a fait parvenir aux groupes parlementaires, sur une carte à entête de Forza Italia! une liste des tarifs pour les spots publicitaires pour la campagne électorale au parlement européen. Face aux protestations indignées de différents représentants de l'opposition, le porte-parole de Forza Italia! a cherché à minimiser la chose en disant qu'il s'agissait d'une gaffe d'un collaborateur.

² U. Santino. "La mafia sicilienne et les nouveaux marchés de drogue en Europe", *op. cit.* p. 132.

Nous pouvons dire qu'avant même le traité de Maastricht s'est constitué un marché criminel européen qui dépasse l'Europe des douze et unit l'Est et l'Ouest. Sur ce marché figurent les groupes criminels italiens historiques (la mafia sicilienne, la 'ndrangheta calabraise, la camorra campanienne), le yakusa japonais, la triade chinoise, les clans turcs, slaves, polonais, russes, les groupes pakistanais, iraniens, tamouls, nigériens, les cartels d'Amérique latine. Ces groupes ne forment pas une supermafia unifiée mais ont entre eux des rapports bariolés qui vont de la collaboration au conflit, et il en est de même à l'intérieur de chacun d'eux. Le marché criminel est complexe et multiple, tout comme le légal, et, au surplus, il y a l'usage de la violence.

La gravité de la situation n'est pas seulement due à l'infiltration dans différents espaces européens de groupes criminels historiques mais aussi à la prolifération de nouveaux groupes qui se développent sur le modèle de la mafia, c'est-à-dire alliant pratiques criminelles et rôles économiques et sociaux, accumulant la richesse et tissant des rapports avec les institutions.

Cette infiltration est due à des contradictions fondamentales de la société contemporaine. *La première contradiction se situe entre la légalité et la réalité.* Un exemple : la prohibition des drogues continue à être la règle générale, réaffirmée par la Convention de Vienne de 1988. Elle aurait dû se donner la tâche de décourager le trafic et la consommation de drogue, et de réprimer vigoureusement les criminels qui produisent et font le trafic des substances interdites. En réalité, la consommation de drogue s'est toujours étendue et les groupes criminels sont devenus de grandes puissances financières, opérant au niveau international.

Une deuxième contradiction se situe dans la politique financière. La politique de libéralisation qui cherche à favoriser la circulation du capital, abolit ou atténue les contrôles de telle sorte qu'elle accroît l'opacité du système financier, en favorisant la symbiose entre capital légal et illégal. Sans doute, la prise de conscience de la gravité du problème du recyclage de l'argent sale, a conduit à l'adoption de mesures qui cherchent à le gêner, comme la résolution du Conseil de l'Europe de juin 1991. Cependant, des mesures comme celle-ci ou comme la loi italienne anti-recyclage de 1990 ne sont que des mesures-tampon, des digues trop fragiles contre des tendances de fond favorisées par les politiques d'ensemble.

Une troisième contradiction est due à la politique économique internationale. La restructuration capitaliste à l'œuvre relance le rôle des grands groupes industrialo-financiers, elle accroît les différences entre centre et périphérie, et marginalise de grandes parties de la population. Dans de telles circonstances, l'économie illégale devient l'unique chance pour bien des régions de la planète et pour de larges couches sociales. Ainsi s'explique l'explosion de la culture des drogues et la prolifération des organisations de trafiquants en Asie, en Amérique

Latine, régions qui jusqu'ici se limitaient à produire la matière première ou demeuraient à l'extérieur du marché de la drogue.

Après l'écroulement du "socialisme réel", l'Europe de l'Est est devenue un nouveau Far West pour des mafias qui accroissent aussi leur rôle dans l'Europe communautaire. Dans des espaces comme l'ex-Yougoslavie et l'ex-Union Soviétique, les conflits actuels favorisent l'enchevêtrement des armes et des drogues; la drogue fonctionne comme monnaie pour l'acquisition des armes nécessaires aux opérations militaires. Le démantèlement des arsenaux nucléaires a mis à la disposition des groupes criminels les armes les plus dangereuses, et a eu pour effet que, dans les pays de l'Est, d'ex-agents des services secrets se sont aussi impliqués dans les trafics illégaux¹.

Dans ce paysage, le destin d'une organisation singulière devient secondaire, l'attention se déplace sur la croissance de l'accumulation illégale et sur la formation de groupes criminels toujours plus ramifiés et toujours plus puissants. Les activités illégales ont devant elles un très grand avenir, elles font entièrement partie du nouvel ordre mondial, avec de graves risques pour la société civile.

Le mouvement antimafia. Raisons des défaites

Selon l'image la plus répandue, la mafia aurait perdu, nous l'avons dit, le consensus dont elle jouissait dans la population. Cette image ignore les phases précédentes de la lutte antimafia et fait commencer le mouvement antimafia avec les manifestations et les initiatives des dernières années².

En Sicile, la lutte contre la mafia commence avec les premières luttes paysannes qui prennent une forme organisée et se donnent un programme politique avec les Fasci siciliens (1892-1894). Même s'il y avait aussi des Fasci organisés par les mafieux et le gouvernement de l'époque, ce qui appuie la thèse du caractère mafieux des associations paysannes, le mouvement dans son ensemble était proprement

¹ D. de Kochko, A. Datskevitch, "Une super-puissance de la drogue se lève à l'Est", in A. Labrousse et A. Wallon, *La planète des drogues*, Editions du Seuil, Paris. 1993; L. Fituni, "Mosca, Palermo, Bogotà: l'arrembaggio delle mafie unite", *Narcomafie*, 8, novembre 1993.

² Le cartel qui regroupe les associations engagées contre la mafia a pris le nom de "Palermo, an un". Quelques unes des associations sont effectivement nées depuis peu, tout de suite après le massacre de Capaci en mai 1992, mais le Centre sicilien de documentation contre la mafia est né en 1977, et l'Association des femmes siciliennes contre la mafia s'est constituée en 1980.

antimafieux¹. Les paysans des Fasci ont été combattus à la fois par les clans mafieux et par l'armée, et le premier mouvement de masse de la Sicile moderne a été noyé dans le sang. Ses dirigeants ont été traduits en justice et condamnés, et beaucoup de paysans ont choisi la voie de l'émigration.

Le mouvement paysan reprend dans les premières décennies du XXème siècle et cherche, avec les locations collectives, à se substituer aux personnages des locataires mafieux (*gabelloto*), intermédiaires entre propriétaires terriens et paysans. Encore une fois, la réaction de la mafia est violente, et les meurtres de dirigeants et militants paysans demeurent impunis. La dernière vague de lutte paysanne a lieu dans le second après-guerre; la violence mafieuse la frappe très durement. Le pire est atteint en 1947 avec le massacre du 1er mai à Portella della Ginestra, exécuté par des bandits mais voulu par les propriétaires terriens et les mafieux. Des dizaines de militants sont assassinés dans les années 40 et 50. Les luttes paysannes ont pour objectif la Réforme agraire et l'application de la loi sur la répartition du produit, mais même lorsque les paysans se battent pour l'application de la loi, ils trouvent contre eux mafieux et institutions. La défaite du mouvement paysan est suivie d'une émigration de masse de la Sicile et du Mezzogiorno. Du début des années 50 au début des années 70, 800.000 siciliens quittent l'île.

Le mouvement antimafia demeure pendant des années l'héritage des organisations de la gauche, dont le poids dans la vie politique sicilienne ne cesse de décroître. Le pouvoir se trouve solidement aux mains de la DC, et la bourgeoisie mafieuse se développe dans les années 50 et 60 en classe dominante, utilisant dans son ascension une grande part des finance publiques.

Peu se battent contre la mafia, et les mafieux savent exactement choisir leurs cibles, comme le montre le meurtre en 1978 de Giuseppe Impastato, qui poursuit l'organisation d'initiatives de dénonciation et de mobilisation dans l'un des points forts de la mafia, Cinisi, village situé à proximité de l'aéroport de Palerme, dont le contrôle était décisif pour le trafic de la drogue, et géré par le boss Badalamenti, actuellement détenu aux USA dans l'affaire du procès de la Pizza Connection.

Le mouvement contre la mafia ne reprend qu'après les grands crimes du début des années 80, et, en particulier, après le meurtre de l'ex-général et nouveau préfet de Palerme, Dalla Chiesa (3 septembre 1982). Les protagonistes du mouvement sont les proches des victimes,

¹ Vito Cascio Ferro qui devint par la suite chef mafioso et qui en 1909 tua le policier italo-américain Joe Petrosino, faisait certainement partie du fascio de Chiusa Sclafani (Palerme). Le directeur général de la Sécurité publique, a soutenu que la mafia aurait servi à la formation des Fasci, mais les historiens excluent nettement cette thèse (Cf. M. Ganci, *I Fasci dei lavatori*, S. Sciascia, Caltanissetta-Roma, 1977. p. 203)

les jeunes, les femmes, des citoyens qui veulent s'opposer au pouvoir exorbitant de la mafia qui a pris possession de la société sicilienne et ensanglante la vie quotidienne. Des associations se forment qui cherchent à donner au mouvement organisation, continuité et programme. Des commerçants et de petits entrepreneurs soumis aux extorsions de fonds forment des comités antiracket qui connaissent un certain développement après l'assassinat de Libero Grassi (28 août 1991), surtout dans la Sicile orientale où les truands locaux sont depuis peu de temps devenus analogues aux associations mafieuses, et où les citoyens n'ont pas "la culture de la soumission" répandue dans la Sicile occidentale¹.

Après les massacres de 1992, le mouvement antimafia croît à nouveau. Dans d'autres régions de l'Italie, monte de la même façon, au cours des dernières années, la mobilisation contre la criminalité organisée. A l'heure actuelle, le mouvement anti-mafia ne se borne pas à soutenir l'action de la justice et des forces de l'ordre engagées dans la répression, après tant d'années d'impunité, mais cherche à se transformer dans la perspective d'une action à long terme, tendant à avoir un effet sur la vie quotidienne, à modifier les comportements, et se pose le problème d'une économie et d'une société diversifiées, libérées du poids de la mafia, et coupant les liens entre mafia et politique². Persistent cependant des limites dans l'analyse et la pratique, comme le démontrent de récents épisodes comme l'isolement des femmes du peuple palermitain, qui s'étaient constituées partie civile dans le maxiproccès et dans d'autres procès contre la mafia³.

Dans la situation actuelle, avec, à Palerme aussi, la victoire de la droite après l'éphémère triomphe, lors des élections communales de 1993, de la Rete, formation politique dont le leader est le maire de Palerme, ex-démocrate-chrétien passé à la gauche, et alors que s'ouvre une période favorable à la mafia, le mouvement antimafia s'il ne trouve pas la capacité de s'allier de larges couches de la population, en les arrachant à la dépendance de la mafia et des nouveaux dominants, en liant lutte contre la mafia et lutte pour la démocratie, risque de devenir minoritaire, davantage un témoignage noble et généreux qu'une composante essentielle dans une perspective de renouveau.

Palerme
Centre Giuseppe Impastato
Juin 1994

¹ Cf. U. Santino, introduzione ad A. Puglisi, *Sole contro la mafia*, La Luna, Palermo, 1990.

² Cf. A. Cavadi, *Liberarsi dal dominio mafioso*, Dehoniane, Bologna, 1993.

³ Cf. A. Puglisi, *Sole contro ...*, op. cit. ; R. Siebert, *Le donne...* op. cit.

SOLDES D'ÉTAT, ÉTAT DES SOLDES

Guglielmo RAGOZZINO*

"Je me souviens d'un long essai que j'avais écrit dans *Quaderni di giustizia e libertà* au sujet de l'assainissement de la SIP qui était alors une société électrique privée et qui fut sauvée avec l'argent des contribuables. Cet écrit m'a coûté plusieurs de mes années de prison. Le corporatisme fasciste n'était pas seulement conservateur, il était aussi moderniste. Les deux aspects du corporatisme je les ai trouvés devant moi, ma vie durant et je les trouve encore aujourd'hui. Le corporatisme est important parce qu'il organise le consensus des classes subalternes et joue un rôle de médiateur à l'intérieur des classes dominantes. Il est passionnant d'en saisir la continuité à travers différents systèmes politiques : le corporatisme est une composante de la modernisation." Vittorio Foa, *Il cavallo e la torre* (Le cheval et la tour)

Tout le monde sait qu'une entreprise nationale appartient à l'Etat et tout le monde sait qu'une privatisation est la vente de cette entreprise par l'Etat propriétaire**. Les bonnes raisons dont l'Etat et ses fonctionnaires usent pour s'attribuer des tâches et des ressources : mines, services, entreprises industrielles, parfois florissantes, parfois en train de périr, et les gérer directement, qu'elles soient idéologiques,

* Economiste, rédacteur à *Politica ed Economia*.

** Article traduit de l'italien par Alisa Del Re et Monique Gadant.

politiques, sociales, ne sont pas l'objet de la discussion; elles en sont le préalable.

Origines et limites de la privatisation

Quel que soit le préalable, une période où les entrepreneurs (banquiers, financiers ou industriels, peu importe) ont recours à l'accumulation de l'Etat et à sa force organisationnelle, alors jugées indispensables, faisant ainsi participer au profit les hautes couches bureaucratiques proches du gouvernement et l'aristocratie ouvrière, quitte à s'en débarrasser par la suite si l'entente devient trop coûteuse et paralysante, fait partie de l'histoire de chaque Etat.

1 - Si nous regardons l'Europe du début des années 80, la proportion des entreprises publiques était de 20% en Italie, supérieure à 20% en France, autour de 15% en Allemagne Fédérale et au Royaume-Uni, autour de 10% en Espagne, Hollande et Belgique¹. Entre hauts et bas, nationalisations et sauvetages, il y avait un système solide et vital dont on imaginait difficilement qu'il serait abandonné ou tomberait en défaveur. Dans tous les mondes connus, dans le premier et naturellement dans le second qui alors existait encore, dans le troisième (Tiers-Monde) et dans le quatrième (Quart-monde) l'accumulation publique était la voie royale pour l'industrie et les services. Un retournement rapide était déjà en route au début des années 80, même si en France le Programme Commun de Mitterand et de Marchais prévoyait des nationalisations importantes. Maintenant on assiste au développement d'une phase qui a commencé au début des années 80. Un capitalisme global a grandi, qui attire les capitaux de n'importe où et les utilise dans n'importe quelle situation dont il juge qu'il est maître : ce qui signifie tout d'abord un alignement idéologique, la liberté d'investissement et d'expansion, et, au surplus, une attitude accueillante et tolérante tout au long du processus capitaliste. C'est chose faite. La première qualité d'un investissement pour le capitalisme international est, en dernière analyse, sa réversibilité, sa sortie toujours possible par la porte de secours vers d'autres formes d'utilisations qui lui conviennent mieux; le taux de profit actuel et futur ne vient qu'après. Dans un tel cadre, la présence d'entraves politiques, d'intérêts gouvernementaux sont de sérieux obstacles à la liberté de choix et à la

¹ Giovanni Zanetti, "Le privatizzazioni nella politica industriale", *Il Progetto*, 77/78, sept.-dec. 1993, numéro spécial de la revue de la CISI intitulé *Dopo le privatizzazioni*. G. Zanetti cite comme source le Centre européen des entreprises publiques.

sortie automatique des capitaux. Dans un pays soupçonné de bloquer les capitaux : 1/ personne de l'extérieur n'investirait, 2/ les capitalistes locaux feraient de leur mieux pour partir. A supposer que toutes les autres conditions soient égales, le crédit, les investissements seraient plus abondants pour un pays pétrolier libéral en ce qui concerne la ré-exportation des capitaux et des profits, que dans un pays pétrolier qui adopterait une politique plus contraignante. Il faudrait alors que ce dernier offre des avantages d'un autre genre, non pas en termes de capitaux mais, finalement, de salaires (ou d'environnement ou de règles à respecter). Le salaire, les conditions de vie constituent les seuls autres avantages qu'un Etat peut offrir à un capitaliste étranger ou indigène en échange d'une restriction de la liberté de mouvement des capitaux. Le long des flux de capitaux internationaux, grossis par celui des monnaies chaudes, courent des aides, des investissements étrangers soit directs soit de porte-feuilles, des dons, mais aussi des liquidités à blanchir, à utiliser pour la guerre, pour les trafics interdits et clandestins. La monnaie, sous sa forme la plus immatérielle, chiffres et signes écrits dans les telex, est vraiment très agile. Pour l'attraper il faut suivre les règles. Et la première est de se conformer à l'attitude générale. Ceci est la raison ultime de la désaffection qui entoure les investissements publics et par conséquent la course aux privatisations. La morale des nouveaux bigots, qui a parfois des effets comiques, considère comme obscène un investissement venant d'une entreprise publique dans sa propre patrie et au contraire, habité par la crainte de Dieu, celui qui vient d'une multinationale. S'il s'avère que ladite multinationale est une entreprise publique dans sa patrie, comme Renault ou ENI, il ne faut pas y prêter attention.

Par exemple, si un Etat vend à un autre Etat, s'agit-il d'une nationalisation ou d'une privatisation au carré? L'Argentine qui vend son téléphone au téléphone français privatise-t-elle, ou quoi? Il y a quelque temps l'ENI, entreprise publique italienne, a vendu l'une de ses filiales pétrochimique française (Enichem France) pour des centaines de milliards de livres. S'agissait-il d'une privatisation pour les citoyens italiens ou pour les citoyens français? Ou bien n'était-ce pas une privatisation? Il existe un autre cas scabreux : la société Erbamont (Carlo Erba Farmitalia), appartenant au groupe privé Ferfin-Montedison, a été vendue en 1992 à la société publique suédoise Procordia, donnant naissance à Pharmacia? S'agit-il d'une nationalisation ou d'une multinationalisation pour les italiens? Et de quoi s'agit-il pour les suédois? En d'autres termes, après la vente d'Erbamont au gouvernement suédois la liste des entreprises italiennes nationalisées s'est-elle allongée au pas? D'un autre côté, quand l'ENI ou l'IRI (autre entreprise du gouvernement italien) achètent ou vendent des entreprises à l'étranger, les supporters italiens des privatisations doivent-ils être contents, mécontents ou bien ne pas se sentir concernés?

2 - Ces curiosités peuvent paraître inopportunes et de faible intérêt en présence du drame glorieux des privatisations mais la tentative de plaisanter à ce sujet, ne serait-ce que modestement, a donné naissance au meilleur texte que le gouvernement italien ait produit à ce sujet. "L'Italie privatise!"¹, brochure tirée à un million d'exemplaires, contient 25 questions et réponses sur le sujet avec des dessins du fameux Emilio Giannelli. Sur la couverture une dame couronnée d'une tour, habillée en tricolore, offre à un groupe d'étrangers standards, à l'air sot (anglais, français, africains, arabes, turcs, etc.) une entreprise sur un plateau et prononce le fatidique "Vu comprà" (Veux-tu acheter?). Le message est clair : l'Italie vend ce qu'elle a pour survivre comme elle peut, mais ceux qui sont intéressés à l'affaire sont surtout des étrangers.

Digression à propos d'un dessin

Est-ce qu'on vend à des multinationales? Sur ce point le dessin n'est pas clair et cette absence de clarté exprime bien l'incertitude qui envahit les privatisations italiennes toujours indécises entre une solution d'actionnariat large avec une direction de spécialistes et une autre prévoyant l'avènement d'une direction forte, nationale ou étrangère, pour gérer les entreprises selon le modèle italien de Mediobanca. Il faut dire que, du fait qu'on n'a jamais tranché, on continue à se battre sur cette alternative. Dans la dernière période, les échanges de coups ont été épiques entre Romano Prodi, Président de l'IRI, et un banquier de service, Paolo Savona, prêté au gouvernement comme Ministre de l'Industrie. Ou bien avec quelqu'un qui est en service permanent Enrico Cuccia, Président honoraire de Mediobanca et préposé à la préservation du capitalisme en Italie. L'affrontement s'est poursuivi jusqu'à présent et traverse le Gouvernement, les tenants de la Ligue du Nord (Pagliarini, Vito Gnutti) qui soutiennent les petits entrepreneurs et Forza Italia! qui, avec Dini et Scognamiglio, le Président du Sénat, préfère la grande banque et la haute finance.

Pour tout dire de l'imbrication inextricable des intérêts des banques, familles, villes qui constituent l'Italie, il faut rappeler que Giannelli, même s'il est le dessinateur officiel de la première page du *Corriere della Serra*, le plus grand quotidien national, est quand même un amateur puisque sa véritable profession est celle de Directeur des services juridiques de l'une des banques les plus fameuses du monde, la Monte dei Paschi de Sienne, une banque-ville. La Monte serait l'une des banques à privatiser mais pour le faire de façon normale (d'abord étatiser, en donnant la propriété au Trésor et en l'enlevant aux quartiers (de Sienne, ndt) pour ensuite la privatiser, et redonner finalement la propriété aux quartiers) serait risqué parce que cela signifierait casser les liens entre la banque et

¹ Présidence du Conseil des Ministres, "L'Italia privatizza", fiche de *Vita Italiana*, Roma, s.d., texte de Fabrizio Galimberti et dessins d'Emilio Giannelli.

la ville, pour ensuite recoller les morceaux et reconstruire les mêmes liens qu'avant.

Sole 24 ore, journal économique et propriété de la Confindustria (Association des industriels) a bien plus d'humour que Giannelli, quand il a décidé de ne plus citer dans ses colonnes le nom du Ministre de l'Industrie, Giuseppe Guarino, parce qu'il était moins disposé à jeter par dessus bord les participations de l'Etat. Guarino est l'expression de très puissants intérêts d'un secteur d'entreprises à participation d'Etat, qui soutenaient à leur tour le parti de la majorité relative, la Démocratie chrétienne laquelle existait encore dans le très lointain 1993, au sein de la coalition du gouvernement Amato. La pression qui poussait à la privatisation était si forte qu'Amato a enlevé à Guarino la Délégation à la réorganisation des participations d'Etat, pour la confier à un autre Ministre, le socialiste Paolo Baratta¹.

3 - Après cette digression sur les dessins de Giannelli, deux mots sur le texte de la brochure. Ce texte explique avec une suffisante clarté le fond de la pensée sur les privatisations italiennes : les recettes des ventes serviront à réduire un peu la dette nationale (elles s'élèveraient à 100.000 milliards de lires dans le meilleur des cas). Elles sont surtout le signal manifeste d'un engagement et d'un choix sans retour de la part des gouvernements, que les créanciers de l'Etat (détenteurs, résidant en Italie et à l'étranger, de titres d'Etat italiens) doivent estimer sûrs. En somme, un signal fort de changement, de rachat des dettes, un sacrifice

¹ La "dé-nomination" de Giuseppe Guarino a eu lieu en février 1993. Le *Livre vert* de Guarino (nov. 1992) montrait déjà une opposition entre la démocratie-chrétienne et les participations étatiques d'un côté, et de, l'autre, ceux qui souhaitaient les déstructurer. Le point principal du plan Guarino se trouve dans un texte du 16 février 93 ("Linee guida per il rilancio e il rafforzamento del sistema produttivo italiano") qui paraît après le *Livre vert*. On y prévoit trois macro-structures : ENI appelé ENIRISORSE, ENICHEM (la chimie agraire) et IRI appelé IRITECNA, ILVA, FICANTIERI, FINMARE. Pour sauver et développer toutes les activités de l'IRI on devait procurer à l'Institut le soutien du BAM (gruppo bancario assicurativo manifatturiero - groupe bancaire des assurances et de manufacture). ENI et BAM auraient servi d'éclaireurs pour côter en bourse ENEL et ce qui restait à privatiser. Le BAM est une idée qui contraste trop avec le capitalisme privé italien et surtout entre en contradiction avec les plans de Mediobanca, par contre il était compatible avec les choix de Prodi qui chantait à ce moment-là les louanges de la banque allemande. Ce n'est pas un hasard si, lorsque Nobili, Président de l'IRI, a démissionné, parce qu'il avait été incarcéré pour une affaire de pots-de-vin avec la Cogefar, Prodi a été considéré comme un compromis acceptable aussi bien par le nouveau gouvernement Ciampi que par le patronat et par la Démocratie chrétienne (alors en difficulté mais encore parti de la majorité relative).

très voyant, la vente des "bijoux de famille". Cette vente donne à voir une attitude nouvelle sur le plan des dépenses et des attitudes budgétaires, la preuve d'une appartenance à un courant de pensée (ou à la secte libérale-libre-échangiste de ceux qui privatisent), un tatouage qui dit : "Privé, tu es grand!", une mutilation qui permet d'apitoyer et de faire frémir d'horreur l'assistance. Si privatiser signifie d'abord "se priver de quelque chose d'important", alors il y a privatisation effective même si l'achat est effectué par une entreprise publique d'un autre Etat.

4 - La mutilation concerne en dernière analyse les travailleurs. Le mot "coupure" est effectivement entré dans l'usage commun, pour indiquer la réduction forcée des activités et des postes de travail. Les entreprises nationalisées ont traditionnellement un surnombre de postes de travail par rapport aux entreprises privées comparables parce qu'elles répondent à d'autres critères que ceux du profit. Elles poursuivent plutôt des objectifs publics qui varient du meilleur service pour les usagers, à la sécurité du travail pour les travailleurs, à la solution de problèmes sociaux et politiques spécifiques¹.

Des analyses très récentes indiquent, pour l'ensemble de l'Europe un risque de licenciement de 800.000 salariés sur les 3,5 millions d'emplois des entreprises en voie de privatisation, presque 1 sur 4. Et, pour l'Italie, sur ces 800.000 on peut en prévoir 180.000, sur un total de 650.000 emplois aujourd'hui inscrits sur les livres comptables des dix entreprises considérées comme vendables².

Les privatisations italiennes

5 - Concrètement, les privatisations italiennes ne concernent que six sociétés : IRI, INA, ENI, ENEL, IMI, BNL³. Naturellement ces six noms n'épuisent pas l'ensemble de l'intervention publique, tout le capitalisme d'Etat que l'on veut effacer, mais indiquent le cadre dans lequel les procédures complexes de privatisation vont se dérouler dans les

¹ Martino Cavalli, "L'Altra faccia delle privatizzazioni", *Sole 24 ore*, 30/05/94, cite une étude de l'Ereco Centro Studi avec la participation de différents Instituts de recherche européens parmi lesquels le centre italien Prometeia.

² L'étude Ereco (voir note précédente) signale vingt privatisations italiennes; pour parvenir à ce chiffre l'ENI et l'IRI sont chacun comptés plusieurs fois.

³ IRI : Istituto Ricostruzione industriale, ENI : Ente Nazionale Idrocarburi, INA : Istituto Nazionale Assicurazioni, ENEL : Ente Nazionale Eletticità, IMI : Istituto Mobiliare Italiano, BNL : Banca Nazionale del lavoro.

prochains mois et les prochaines années. IRI, ENI, ENEL, INA, IMI, BNL sont des holdings de participations d'Etat, une banque d'investissement, une banque générale. La liste a été composée, confirmée, puis corrigée au cours des cinq gouvernements et des trois législatures qui se sont succédées depuis 1990. Les privatisations qui ont déjà eu lieu : Lanerossi et Nuovo Pignone, Alfa Romeo et SME, CREDIT et COMIT, concernent des entreprises industrielles et des banques de l'IRI et de l'ENI, elles entrent donc dans le compte des six. On peut aussi y compter la privatisation de l'IMI qui en est à ses débuts¹. En ce mois de juin, est en cours la privatisation de l'INA, entreprise d'assurances créée par Giovanni Giolitti en 1907 pour réguler le secteur de l'assurance-vie; les compagnies d'assurances privées doivent contracter une réassurance gérée par l'INA, une alternative publique et garantie est offerte aux individus. Giolitti donnait ainsi une interprétation avant la lettre, mais toujours valable, de l'intervention publique dans son rôle social et, en même temps, d'alternative au privé.

On atteindra le centre des privatisations avec la STET et l'ENEL, les télécommunications et l'électricité. Le groupe STET est une société financière cotée en Bourse et détenue en majorité absolue par l'IRI². Sa capitalisation est d'environ 20 000 milliards de liras. La tâche principale

¹ Deux privatisations importantes ont eu lieu avant la vendange actuelle. Ce sont en effet des prémisses. L'une est celle d'Alfa Romeo du groupe IRI-FINMECCANICA. Alfa Romeo a été vendue à la FIAT (qui avait dénoncé un accord avec la Ford qui semblait conclu) en novembre 1986, bien avant la révolution des privatisations, pour la somme de 1.085 milliards de liras, à payer en cinq versements annuels sans intérêt, à partir de janvier 1993. Lanerossi a été vendu par l'ENI à Marzotto pour 166 milliards en octobre 1987 après des enchères (que Benetton a jugées orientées et abandonnées). La privatisation suivante a été celle de l'IMI qui n'est pas terminée. Ensuite, se sont déroulées successivement deux privatisations de banques d'intérêt national ou BIN : le Crédit Italien et la Banque Commerciale Italienne, toutes deux sociétés par actions cotées en Bourse, toutes deux contrôlées par l'IRI qui possède 67% du Crédit et 57% du COMIT, toutes deux détenant 8% de MEDIOBANCA. On a choisi de vendre au public en acceptant que soient acquises des positions jusqu'à 3% du capital; tous les actionnaires privés de MEDIOBANCA en particulier achètent. Pour COMIT, l'IRI obtient 2.500 milliards, pour le Credit, 2.000 milliards. Il faut ajouter ATS-Acciai Speciali Terni vendu à un consortium industriel présidé par Krupp. ATS a été vendu pour 600 milliards.

² L'IRI a conservé le contrôle de la STET qui à son tour contrôle la SIP, maintenant devenue Telecom-Italia. L'IRI est aussi propriétaire du capital de la RAI. Il s'agit ici d'une véritable privatisation même si les nouveaux partis politiques, nés de la volonté de se débarrasser des précédents, doivent mettre la main dessus.

de la STET est de contrôler d'autres entreprises comme la SIP¹ et Italcable. En mai, la SIP a absorbé d'autres entreprises et changé son nom en Telecom-Italia dont la capitalisation en Bourse est aussi d'environ 20.000 milliards de lires, dont plus de la moitié appartient à la STET.

6 - D'un bon chroniqueur on dit qu'il doit être capable d'indiquer dans les premières lignes de son texte non seulement qui (dans ce cas les six noms) mais aussi quoi, quand, où et enfin pourquoi. Ici le bon chroniqueur n'existe pas, mais sûrement Pulitzer lui-même aurait du mal à énumérer en dix ou vingt lignes toutes les variantes et nuances de la privatisation à l'italienne. Toutes seront utilisées dans les cinquante six privatisations possibles cataloguées par les spécialistes et publiées par l'Economist², de la cession aux employés à la vente directe et sans enchères à une multinationale, si l'on en juge par ce que l'on a vu jusqu'ici. En utilisant quelques lignes de plus, justifiées par les byzantinisme du cas italien, j'essayerai de répondre aux questions canoniques. Je compléterai la série des questions en en posant deux autres : sur le si et sur le mais.

7 - Dans l'histoire des six sociétés choisies, le premier acte est celui de leur préparation; il est comparable à la cérémonie de vêtue d'une future religieuse. D'organismes ou établissements elles sont transformées en sociétés par actions normales dont le Trésor est le seul actionnaire. Ce processus est défini par un décret³ transformé ensuite

¹ SIP signifie à l'origine Societa Idroelettrica Piemonte. C'est de la SIP que parle Vittorio Foa dans le passage cité en exergue. La SIP est contrôlée par l'IRI, de 1933 à la nationalisation de l'électricité. Le remboursement de 121 milliards avait été utilisé dans le secteur des télécommunications. La SIP devenue Société Italienne des Télécommunications a absorbé cinq concessionnaires de ce secteur : STIPEL, TIMO, TELVE, SET et TETI. La STET naît en 1933, comme société financière IRI des trois sociétés de télécommunication STIPEL, TIMO et TELVE qui lui étaient revenues lors de la crise bancaire, et à la fin des années 50, avec "l'irisation" des téléphones, la STET prend aussi le contrôle de la SET et de TETI qui, à ce moment-là, faisaient partie du groupe privé La Centrale. La STET a gardé le rôle de holding de contrôle, la SIP a eu la tâche de gérer le réseau unifié.

² "Selling the State", *The Economist*, 21/08/93.

³ Décret-loi n° 333 du 11 juillet 1992, converti en loi n° 359 le 8 août 1992. En raison de la fréquente réitération des décrets, comportant souvent des variantes importantes, le corpus des lois et du débat politique qui lui est lié est difficile à reconstruire. Pour palier à cet inconvénient, la Présidence du Conseil des Ministres (Département de l'information et de l'édition) a publié un recueil de

en loi (n° 359) le 8 août 1992 qui trouve sa formule définitive dans le Livre blanc du Ministre du Trésor, Barucci, publié en novembre 1992¹. Quelques mois après, le 18 avril 1993, a eu lieu un double référendum sur l'intervention publique de l'Etat. Un premier référendum sur l'abolition du Ministère des participations étatiques obtient plus de 90% de oui². Tout le monde comprend que les citoyens italiens, même ceux qui travaillent dans les entreprises à participations étatiques, et vivent d'elles, n'en veulent plus. Puisqu'ils ne peuvent pas abolir les participations, ils souhaitent en supprimer le Ministère, donnant par ce vote un signal non équivoque. Ensuite vient le référendum qui envisage d'enlever au Trésor le pouvoir de nommer les dirigeants des Caisses d'Epargne³.

lois intitulé *Le norme sulle privatizzazioni*, Roma, Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato, qui rassemble toutes les lois jusqu'à la fin de 1993.

¹ Le texte du *Livre blanc* du Ministre du Trésor, Piero Barucci, a été transmis au Président du Conseil, Giuliano Amato, le 14 novembre 1992. Il a été publié intégralement dans *Il Sole 24 ore*, le 17 novembre 1992 sous le titre "Il programma di riordino di IRI, ENI, IMI, BNL e INA".

² La question relative aux participations étatiques était : "Désirez-vous l'abrogation de la loi du 22 décembre 56 qui a pour titre : Institution du Ministère des participations étatiques?" Le résultat du référendum a été, oui : 90,1%, non : 9,9%.

³ La question relative aux Caisses d'Epargne : "Désirez-vous l'abrogation de l'article 2 du décret-loi royal n° 204 de 1938 qui a pour titre : Normes pour l'administration des Caisses d'Epargne et des Monts de Piété de première catégorie, converti en loi par la loi n° 778 du 3 juin 1938?" L'article 2 attribuait au gouvernement (en 1938 au Président du Conseil, ensuite au Ministre du Trésor de concert avec le gouverneur de la Banque d'Italie) la nomination de deux membres, le Président et le Vice-Président, des Conseils d'Administration des Institutions. La libération des Caisses d'Epargne de la tutelle du Ministère du Trésor avait pour but de restituer aux organismes politiques et économiques locaux la tâche de nommer les fonctionnaires des Institutions locales de crédit. Par rapport aux suffrages exprimés, la question a obtenu 89,8% de oui et 10,2% de non. L'examen des résultats de six villes où sont présentes des entreprises publiques employant un nombreux personnel, ne présente pas une différence considérable par rapport à la moyenne nationale : vote en faveur du Ministère des participations étatiques, Tarante, 14,2%, en faveur du maintien de la nomination par le Ministre du Trésor, Naples 15,9% et 15,7%, Gênes 8% et 7,7%, Sassari 7,6% et 7,7%, Raguse 15,7 % et 16,1%, Terni 11,6% et 9,9% (écart le plus important, une petite minorité d'électeurs désirant le décrochage du Trésor et refusant le démantèlement du Ministère des participations étatiques).

Cette question obtient aussi une avalanche de oui : presque 90%. Par une étrange ironie du sort ou par une malice de la politique, ce référendum est explicitement conçu pour supprimer le pouvoir régalien de nomination des directeurs des Caisses d'Epargne au moment même où un référendum parallèle sur les participations étatiques, voulu par les mêmes promoteurs, signé par les mêmes signataires, voté par les mêmes électeurs va en définitive dans le sens opposé : attribuer au Trésor la propriété directe et donc tous les pouvoirs, y compris celui de nommer les directions des entreprises à capital public. En ce qui concerne les Caisses d'Epargne on enlève au Trésor ce qui lui est attribué tant par le référendum sur les participations étatiques que par la loi d'application.

8 - Si l'on y regarde de près, les deux référendums naissent d'une véritable fureur contre les partis politiques. Les directions des Caisses d'Epargne de l'ancien système étaient nommées par les partis sur la base d'un partage compliqué, réglé de façon minutieuse et implacable grâce à une formule scientifique qui avait le seul tort d'être secrète, dans laquelle entraient plusieurs variables, aussi bien les voix obtenues aux élections que la faveur de l'évêque de la ville, et qui rendait fou le public parce qu'il flairait l'existence de la formule et voulait s'en débarrasser pour toujours. C'est le summum de l'expropriation. Les citoyens considèrent les Caisses dans lesquelles ils déposent leur épargne comme quelque chose qu'il vaut mieux contrôler de près. Il s'agit d'une épargne qu'ils peuvent utiliser pour l'achat de maisons ou de commerces. Par comparaison avec les Caisses d'Epargne, le Trésor représente le degré supérieur du "lotissement Romain" (Rome est le siège des partis politiques, ndt). Les citoyens soutiennent la décentralisation et l'autonomie administrative. Dans la dernière discussion parlementaire sur les privatisations, le député Pinza du Parti populaire (ex-Démocratie chrétienne, ndt), a évoqué le "risque que des fonds importants soient détournés du niveau local au niveau national" par suite d'une "overdose de privatisations"¹.

Les participations étatiques ont un ou plusieurs "actionnaires politiques occultes"², ce qui détermine aussi bien des déséquilibres

¹ Roberto Pinza, *Illustrations de l'interpellation Andreatta et alii* (2-00040) sur le processus de privatisation, Chambre des députés, séance du 14 juin 1994, compte-rendu sténographique, édition non définitive.

² L'expression est attribuée à l'actuel Président du Sénat, Carlo Scognamiglio Pasini, par Lapo Berti, dans son étude sur les privatisations dans l'Italie de la fin des années 80. L'étude de Berti est l'une des mieux informées et des plus raisonnables que la gauche ait produite sur le sujet. Scognamiglio, à qui on doit le rapport au Ministre du Trésor, Guido Carli, était alors recteur de la

politiques qu'une gestion incapable ou scélérate des grandes entreprises.

9 - Dans la loi 202 de 1993 se trouvait la liste des sociétés en voie de privatisation. Un septième nom ne s'y trouvait pas, celui d'un institut à participations étatiques, l'EFIM; on l'excluait ainsi de fait et on le destinait à la liquidation¹. On prescrivait enfin la liquidation immédiate en SPA (Société par actions) des quatre premiers Instituts de la liste qui n'avaient pas encore pris cette forme. Un certain nombre d'événements ont suivi, d'ordre social, économique, financier, bancaire, politique, judiciaire, tous liés aux privatisations qui ont joué un rôle central sur la scène italienne. Le processus entre maintenant dans une phase décisive. Dans le programme du parti qui a gagné les élections, la privatisation est l'action demandée par les électeurs, qui est la plus significative du "divorce" entre politique et économie.

Sur le plan des propositions formulées, on s'aperçoit qu'est considéré comme vendable tout le patrimoine de l'Etat, domaine public y-compris. Il s'agit seulement de définir les techniques et d'attendre l'opportunité, en choisissant convenablement dans chaque cas l'acquéreur². La première réunion du gouvernement Berlusconi, le soir

Luiss, Université privée romaine; il a été aussi Président de la Commission pour la réorganisation du patrimoine mobilier public et pour les privatisations.

¹ EFIM (Ente per il finanziamento delle imprese manifatturiere) était le troisième groupe de participations étatiques, confié aux soins d'abord des sociaux-démocrates, ensuite des socialistes. Personne n'a jamais réussi à expliquer l'objet de l'EFIM : en trente ans d'existence l'Institut n'a accumulé que des échecs. Tout d'abord le Gouvernement italien a déclaré qu'il était étranger à l'EFIM, manquant ainsi à sa parole puisque la dissolution de l'Institut impliquait la suspension des paiements et la non-exécution du décret 547 de 1985 (loi du 20/12/85, exercice financier 1986), qui autorisait ENI, ERI et EFIM à émettre des prêts d'obligation onéreux pour l'Etat. Ensuite le Ministre du Trésor a tenté de se débrouiller avec les banques créancières, pour briser leur solidarité en promettant à certaines des remboursements exceptionnels. Sur ce point voir Guglielmo Ragozzino, "Banco fiasco", titre horriblement volé à l'*Economist*, in *Politica ed Economia*, sept. 1992. A la suite d'une longue série de décrets, tous validés mais dont aucun n'a été transformé en loi, le décret pour la liquidation de EFIM l'a finalement été (décret-loi du 19/12/92 n° 487 converti en loi le 17/02/93). A la date du 18 juillet 1992, l'EFIM a été supprimé. Le commissaire chargé de la liquidation, Predieri, a ensuite mis en vente une série d'entreprises qui se portaient bien et versé le profit au Trésor.

² Le programme électoral de Forza Italia! se composait d'une série de fiches brèves, chacune d'elles comprenait une première partie appelée "le problème", et une seconde appelée "la solution". A la rubrique "privatisations", le problème est présenté ainsi : "Le sans-gène public dans l'économie a répandu

même du vote de confiance de la Chambre des députés, avait pour objet de décider la vente de la moitié du capital de l'une des six sociétés, l'INA, des modalités novatrices de la vente et de sa très prochaine mise en œuvre.

Lorsqu'on considère que la mise en train des privatisations, et les premiers pas dans cette voie sont le fait du gouvernement Andreotti, avec Guido Carli au Trésor et Paolo Cirino Pomicino au Budget, que la procédure de transformation des deux banques, BNL et IMI en sociétés par actions, sont le fait du gouvernement De Mita avec Amato comme Ministre du Trésor et de Michelis à la vice-présidence du Conseil¹, on

l'inefficacité et la corruption pendant que la débâcle des comptes publics soustrayait l'épargne aux investissements productifs en sclérosant la Bourse et en réservant l'actionnariat à quelques "élus". Le "divorce" entre la politique et l'économie s'impose, non seulement pour des raisons de morale et d'efficacité, mais aussi pour diffuser la propriété des actions et donner vie à un "capitalisme populaire" largement diffusé. Les privatisations ne peuvent pas, à elles seules, assainir les comptes publics et le succès de l'opération n'est pas mesuré à la dimension des profits. Bien qu'on sache que les objectifs de l'opération sont autres, il n'y a cependant aucun doute qu'elle peut contribuer à rendre moins pénible la fin de la période actuelle de débâcle." Les propositions sont au nombre de trois : "1/ Créer un fonds pour l'amortissement de la dette publique où faire affluer les profits des ventes du patrimoine public, semi-public et domanial. 2/ Faire en sorte que chaque opération de vente soit étudiée attentivement afin d'adopter la technique la plus conforme à chaque cas concret. Selon les cas on pourra choisir entre la *public company* par actions, la vente à un seul groupe, la vente à plusieurs groupes italiens et/ou étrangers, des conditions de faveur aux employés et aux cadres, etc. 3/ Rendre transparentes les procédures et les soumettre à la vérification d'agences indépendantes d'évaluation."

¹ En juin 1989, le Vice-Président du Conseil, Gianni de Michelis, réunissait un groupe d'experts qui devait travailler dans la perspective de l'Europe de 1992, et proposer ensuite au grand ministre ce qui devait être fait pour moderniser le pays. Le groupe comprenait 24 personnes, tous des hommes, dont six deviendront Ministres dans les gouvernements suivants et un Président du Sénat. Il est question des privatisations dans les chapitre dont les auteurs sont Carlo Mario Guerri, Ennio Presutti, alors à la tête d'IBM italienne et Scognamiglio, alors recteur de la Luiss. L'idée est très claire. Quelque soit la forme de la "dénationalisation", même si on imaginait "des cessions colossales de biens et d'entreprises publiques sur le marché, le flux d'argent qui en découlerait ne servirait même pas à supprimer la masse énorme de la dette publique". Si, au lieu de toucher au stock, on travaillait sur les flux, une première fois par la politique fiscale, une deuxième fois en taillant dans les dépenses et une troisième fois "avec les dénationalisations", l'effet serait plus important et on pourrait maintenir la croissance de la dette en dessous de la croissance de la production. C'est ainsi que naît, dans l'exercice demandé par de Michelis, l'idée incorrecte d'utiliser les privatisations pour réduire le déficit et donc subvenir aux

voit qu'avec Ciampi et Berlusconi, désormais cinq gouvernements italiens ont travaillé avec une admirable continuité d'intention à démanteler le service public, ou à réduire son intervention, ou, au moins, à détruire son image délavée et à la remplacer par celle, rutilante, du capitalisme privé.

Les dernières paroles célèbres

10 - Le mot privatisation est un mot à double sens. D'un côté il indique le transfert de propriété d'un bien ou la gestion d'un service, qui appartenait à la sphère publique, à un ou plusieurs propriétaires privés, voire le transfert d'une fonction publique comme l'instruction, la santé, les retraites à la gestion privée. D'un autre côté, il fait référence à des règles, à la substitution des règles du droit privé pour gérer les rapports de travail, aux règles légales précédentes du droit administratif. A la fin de mai 1994, les évêques italiens, réunis dans leur Conférence, la CEI, prenaient parti contre la privatisation de la Santé. Une position analogue à celle des évêques était prise, sur un autre terrain, par les enseignants et étudiants qui défendaient l'enseignement public, élémentaire, secondaire, universitaire, et allaient jusqu'à refuser l'autonomie fonctionnelle, celle qui pourrait, par exemple, permettre de réparer un carreau cassé avant l'arrivée du prochain hiver. Sur le plan des rapports de travail il y a la fameuse réforme Cassese, du nom du Professeur Sabino Cassese qui voulait réduire les différences légales de traitement entre travailleurs salariés du public et du privé, en alignant les premiers sur les seconds. Les dimensions de cette réforme, essentielles pour comprendre le climat dans lequel se développe le conflit social et politique italien sur les privatisations, ne peuvent faire l'objet que de notations dans cet article qui traite de la vente, par l'Etat, d'activités économiques importantes et, particulièrement, des cinq privatisations prévues par la loi, et de la sixième, exclue par la loi, celle de l'EFIM.

besoins annuels. Seulement, quelques années après (comme on l'a vu dans le texte de Forza Italia! (cf. note 2 p. 119), ce raisonnement a été oublié : il est cependant nécessaire de le répéter chaque fois, parce que l'idée de pourvoir aux besoins grâce à la vente d'entreprises (ou de parties d'entreprises publiques), c'est-à-dire de réduire la dette en réduisant les intérêts à payer et donc le coût de l'argent (idée liée au budget d'entreprise), continue à être chassée par une porte et à rentrer par une autre. Il est difficile de comprendre qu'une chose est la vente de la Rinascente par la FIAT pour récolter mille milliards et les réinvestir ailleurs, et autre chose les finances de l'Etat.

11 - En 1992, en Italie, 4 à 5 millions de personnes travaillaient dans le secteur public, alors au maximum de son développement. Ces salariés se répartissaient entre les ministères, l'armée, la police, l'administration, la santé publique, l'instruction, la prévoyance, les transports et les entreprises économiques. Tout le monde ne sera pas privatisé. Dans plusieurs cas les rapports de travail changeront, offrant moins de garanties et moins d'automatismes dans la progression des salaires, tandis que seront recherchées la qualité et de l'efficacité. Le capitalisme, avec la création d'entreprises pour administrer la justice et la sécurité, les prisons ou la santé, la prévoyance et l'instruction, avancera par contre plus lentement tant que la balance de l'emploi, entre entrées et sorties, dans le secteur public, demeurera, comme c'est probable, positive. Par contre, avec le changement rapide de la propriété et du contrôle, les entreprises économiques publiques s'aligneront sur les tendances actuelles dans le monde.

12 - L'Italie est la dernière arrivée parmi les pays qui ont décidé de privatiser les industries et services appartenant à l'Etat. Alors que les nationalisations, phénomène lié aux années 70, ont pratiquement disparu dans le monde, les privatisations continuent à croître au cours des années 80 jusqu'à dépasser le chiffre de 150 par an. Les privatisations d'entreprises industrielles et de services ont atteint des valeurs très élevées en peu d'années. L'*Economist* calcule que les ventes cumulées d'entreprises publiques atteignent, entre 1985 et 1992, 328 milliards de dollars, avec un maximum de 69 milliards en 1992, il prévoit le doublement du premier chiffre d'ici la fin du siècle. L'hebdomadaire anglais qui représente bien l'opinion commune du monde des affaires, ajoute que les pays où ces ventes sont promises à un grand développement sont la France et l'Italie. En Italie, la STEP et AGIP sont vendables, en d'autres termes les télécommunications et l'énergie sont désirables, mais il y a aussi un certain intérêt pour les assurances et les banques.

"Mais la persistance de turbulences politiques pourrait largement perturber ces plans comme le montre l'échec de tant de projets."

Dans les années 80, surtout vers le milieu de ces années ont aussi eu lieu en Italie plusieurs tentatives. L'IRI a mis en vente Maccarese, un grand domaine agricole, puis SME, un ensemble d'industries alimentaires (les *panettoni* d'Etat) et de grande distribution, puis Alfa Romeo, puis Italtel, mais il n'est parvenu à s'en débarrasser que dans le cas de l'Alfa Romeo, entreprise automobile vendue à la FIAT. Dans les autres cas le vrai propriétaire des entreprises d'Etat a changé d'avis et la vente annoncée a été annulée. De son côté, L'ENI a essayé de privatiser la chimie en la vendant à la Montedison des Ferruzzi. L'affaire a suivi un cours paradoxal, et échoué; c'est finalement l'ENI qui a hérité de

Soldes d'Etat, état des soldes

la chimie vieillie de la Montedison. Une privatisation s'est ainsi terminée en 1990 par une nationalisation, sorte de farce du genre de l'arroseur arrosé des frères Lumière. Personne n'a gagné dans cette affaire de la privatisation retournée de la chimie. La conjoncture économique internationale, celle de la chimie surtout est mauvaise, et l'ENI a choisi de faire tout pour dissimuler une nationalisation de la chimie dont autrement elle aurait été fière. Elle garde le Président, représentant de la chimie privée et l'affiliation à l'association des industries de la chimie et à la Confindustria, résultat exemplaire qui montre qui est le vrai propriétaire du système public et qui en tire les bénéfices.

Rome
Juin 1994

LES TENAILLES

Cosimo SCARINZI, Renato STRUMIA*

Le procès confus au travers duquel la représentation politique s'est recomposée avec la victoire de la droite, permet, en inversant le point de vue dominant, d'évaluer schématiquement la dynamique du conflit des classes en Italie, ou, plus exactement, la dislocation des différentes fractions qui composent ces classes*.

Méthodologiquement, il suffit de tenir pour vraies les accusations réciproques que les deux blocs politiques ont échangées et continuent à échanger. Le pôle de droite accuse le pôle progressiste d'être lié aux intérêts de la grande industrie protégée (en particulier Fiat et Olivetti, en

* Rédacteurs à *Collegamenti/Wobbly*.

* Article repris de *Collegamenti/Wobbly*, 33, printemps 1994. Traduit de l'italien par Alban Albini et Nicole Thirion, notes de Gianni Carrozza. A sa naissance, en 1974, *Collegamenti* est le bulletin ronéoté d'un petit groupe milanais d'origine conseillerlibertaire, actif au sein de collectifs d'usine et de quartiers. En 1976, il devient une revue imprimée avec plusieurs rédactions locales (Milan, Florence, Rome, Naples, Reggio Emilia, Turin, Pérouse), qui se fait le défenseur de la centralité des luttes de base, en premier lieu sur le terrain de la production. Le débat sur le mouvement de 1977 permet de dépasser cette position "usiniste" initiale. Entre 1978 et 1983, année où elle fusionne avec *Wobbly*, journal d'un groupe de travailleurs précaires, elle suit de près les luttes de la fonction publique, des chômeurs et des précaires. Depuis cette date, tout en s'ouvrant à d'autres thèmes de réflexion, elle continue à analyser l'évolution des luttes sociales, en centrant son attention sur toutes les formes de conflictualité où l'on peut déceler les traces d'une activité autonome des classes exploitées.

général les grands de la Confédération générale de l'industrie) et de défendre un modèle assisté et étatique de gestion de la société. Le bloc progressiste relève que la droite est composée de représentants de l'Ancien Régime, d'entrepreneurs aventuriers (Berlusconi le premier), et de l'armée des petits entrepreneurs spécialistes de l'évasion fiscale.

Jamais comme ces derniers temps, le bloc progressiste n'a en effet entretenu d'aussi bonnes relations avec certaines fractions du patronat, celles qui considéraient comme important le rôle de contrôle exercé par les syndicats d'Etat, et qui pensaient qu'un gouvernement de gauche aurait pu garantir une politique néolibérale, moyennant quelques corrections modérées de type social-démocrate.

De son côté, la droite, ou certains au moins de ses secteurs les plus importants, se fait le porte-parole des tensions qui se font jour dans le monde de la petite et moyenne entreprise; ce monde se sent écrasé par l'oligarchie traditionnelle, industrielle, financière et politique, et pense qu'il lui est possible de se débarrasser d'une façon plus radicale encore que dans un passé récent des freins fiscaux, réglementaires et syndicaux qui entravent la conduite de leurs affaires.

Il suffit de considérer quelques unes des propositions de référendums faites par les pannellistes¹ alliés des Ligues, en particulier celles sur la retenue syndicale sur la paye², sur le service national de santé, sur la publicité à la télévision d'Etat, sur l'abolition de la Cassa integrazione guadagni (CIG)³, pour se rendre compte qu'existe un parti de la dérégulation ayant des caractéristiques en partie au moins nouvelles par rapport aux habitudes nationales, en dépit et, à la limite, grâce au fait que ses promoteurs sont en large mesure des représentants du vieux régime qui se sont alliés au léguisme montant et aux fascistes.

La démagogie du bloc de droite est manifestement égale, sinon parfois supérieure à celle du bloc progressiste. Lorsque Berlusconi

¹ Du nom de Marco Pannella, ancien chef du Parti Radical, petite formation aujourd'hui éclatée de la gauche démocratique qui dans ces élections, s'est alliée à Forza Italia!.

² Les cotisations syndicales sont actuellement prélevées directement par l'employeur sur le salaire mensuel et reversées aux syndicats.

³ Caisse financée en partie par l'impôt, en partie par le patronat, qui verse 80% de leur salaire aux salariés mis au chômage technique dans l'attente de la reprise du travail, les salariés restant officiellement membres du personnel de l'entreprise. Il s'agit en fait d'une forme déguisée d'indemnisation du chômage, les perspectives de réembauche étant le plus souvent nulles. La CIG "nouvelle formule" distingue entre traitement ordinaire, traitement extraordinaire et mobilité. Voir Adelheid Hege, Catherine Sauviat, "Italie", in IRES, *Syndicalisme, dynamique des relations professionnelles*, Paris Dunod, 1992; pp. 296-297.

propose de réduire brutalement la pression fiscale, sans indiquer comment il va payer les intérêts de la dette publique, il ne fait que du reaganisme imaginaire, vu qu'on ne lui connaît pas de sympathies néojacobines qui feraient de lui l'avocat d'une consolidation de la dette publique, impliquant une réduction drastique du revenu des classes moyennes qui représentent sa base sociale. Le seul fait qu'il puisse mettre à l'ordre du jour une telle hypothèse indique cependant qu'existent les conditions d'un agrégat néolibéral fondé sur un consensus populaire impensable il y a seulement dix ans.

Par ailleurs le bloc de droite devra manifestement faire cohabiter des fractions sociales hétérogènes; il ne peut le faire que sur la base d'une sorte d'alliance provisoire fondée sur des politiques locales et sectorielles fortement différenciées et, à la limite, objectivement conflictuelles. L'antifiscalisme léguiste et berlusconien, d'une façon ou de l'autre, devra trouver des médiations avec les clientèles démocrate-chrétienne et fasciste, et, à long terme, définir un modèle de relations avec l'appareil syndical confédéral, qui ne pourra être complètement différent de celui qu'entretenait le bloc progressiste, sous peine de voir apparaître, dans le cas d'un affaiblissement excessif de l'appareil syndical, des manifestations d'ingouvernabilité de la force de travail.

Les dimensions de la victoire de la droite pourraient, paradoxalement, amener celle-ci à faire une politique trop radicale qui ôterait à l'appareil syndical les moyens d'un contrôle social et ne lui laisserait aucune marge d'implantation. Pourtant, si, comme c'est probable, des secteurs de la CISL et de l'UIL courraient au secours de la victoire, si la nouvelle Intesa sindacati autonomi (ISA)¹ jouait un rôle propre, et si, dans la nouvelle majorité prédominaient ou prenaient en quelque façon du poids les secteurs plus capables d'évaluer l'évolution de la situation, le compromis corporatiste actuel serait redéfini mais nullement balayé.

Dans un tel scénario social, le travail salarié se trouverait pris entre deux tenailles. D'un côté, la nécessité de garanties sociales minimales et le poids d'une longue tradition en poussent une bonne part à rejoindre le bloc progressiste et à se soumettre au patronat modéré, de l'autre, l'espérance d'une réduction de la pression fiscale et d'un meilleur fonctionnement de la machine publique favorisent une alliance avec la petite entreprise léguiste ou, mieux, si l'on permet la boutade, avec le capital immatériel berlusconien.

Dans l'un et l'autre cas, ont du mal à se faire jour l'intérêt autonome de la classe des travailleurs, la capacité et la possibilité d'affronter les questions nouvelles du seul point de vue des classes subalternes.

¹ Cette organisation rassemble des syndicats corporatistes de la fonction publique, des syndicats professionnels et la CISNAL, d'obédience néofasciste.

Dans ce conflit entre fractions dominantes, on voit de fait les subalternes servir de troupes à la fraction qui leur paraît plus proche de leurs intérêts *en tant que subalternes*.

Sur le plan du conflit social et de ses possibles développements, nous sommes confrontés aux résultats bien peu exaltants de plus d'une année de luttes qui ont commencé à l'automne 1992 face à la difficulté de s'adapter à une situation où les interfaces institutionnels traditionnels ne fonctionnaient plus ou, du moins, ne fonctionnaient plus selon les vieux modèles.

Sur le plan des cultures politiques, n'oublions pas le poids de la tradition stalino-togliattienne et des composantes qui lui sont proches et subordonnées¹; un point de vue radicalement autonome, étranger à l'étatisme de droite et de gauche existe bien en tant que tradition critique non négligeable, mais n'appartient pas encore au sens commun de larges secteurs du travail salarié.

Sur l'un et l'autre plans, il est nécessaire de promouvoir une initiative politique adaptée qui sache réorienter les forces déjà accumulées mais souvent dispersées, et, surtout, entrer en relation avec les nouvelles expériences d'autonomie sociale et de tension critique et projectuelle. Le mouvement récent d'opposition à la réduction des investissements de formation, par exemple, ne représente pas seulement pour nous l'expression d'une résistance de fait, mais aussi une occasion pour faire des dépenses sociales un terrain d'affrontement politique de masse; il représente parallèlement l'apparition de l'un des termes de la contradiction actuelle entre ampleur des besoins de formation et de socialisation et misère de sa gestion capitaliste et étatique.

Il suffit de considérer les récents développements du mouvement français des étudiants-lycéens, jeunes chômeurs, et travailleurs plus ou moins précaires pour se rendre compte des possibilités qui peuvent s'ouvrir dans un futur proche.

Une plate-forme sociale d'opposition doit aujourd'hui, pour ne pas se réduire à une liste de revendications plus ou moins partageables, servir de lieu de débat entre secteurs prolétaires promoteurs de luttes de résistance, et nouvelles subjectivités, et tenter de donner vie à une dimension projectuelle explicite, appuyée sur les caractéristiques de l'auto-gestion sociale.

Si, comme on peut raisonnablement le prévoir, s'ouvre une période de dérégulation du marché du travail, de bi-polarisation sociale, de mutilation de l'Etat Providence, il faut prendre acte de ce scénario et s'organiser pour travailler de manière efficace.

¹ Référence d'une part à Rifondazione Comunista qui a intégré ce qui restait des groupes extra-parlementaires d'origine stalinienne, maoïste, etc., d'autre part aux libéraux et catholiques de gauche (de *La Repubblica* au *Manifesto*) qui ont accompagné l'évolution du PCI.

Il serait bon de commencer par en rappeler certains éléments constitutifs, en partant comme cela s'impose du cadre social, pour élaborer ensuite une réflexion pas trop impressionniste sur le cadre politique.

Une telle méthode nous permet par ailleurs d'éviter toute nostalgie pour la phase précédente, et de saisir, à côté des changements significatifs, une continuité fondamentale entre Première et Deuxième République.

L'évolution de l'emploi et des salaires

La période qui va de la fin juillet 1992 à aujourd'hui a été marquée par une érosion constante du salaire réel et de l'emploi. La situation de l'emploi a été particulièrement dramatique en Italie, un peu comme si l'on devait payer le prix de la période précédente, lorsque, en dépit de tout et grâce à une véritable croissance dopée, l'Italie avait, le meilleur taux de croissance de l'emploi en Europe.

Dans la période 1974-90 l'Italie a connu une croissance annuelle moyenne de l'emploi de 0,8% contre 0,6% en Allemagne, 0,3% en Grande-Bretagne, et 0,2% en France. Aux USA elle était de 2,3% et au Japon de 1,1% mais, dans ces deux pays, les données sont gonflées en raison de la précarité exceptionnelle des postes de travail retenus dans les statistiques.

Dans la situation italienne actuelle, les deux canaux traditionnels d'insertion de la force de travail dans le marché, le secteur public et le secteur du travail autonome privé¹, se sont épuisés. Le secteur public s'apprête à dégarnir ses rangs, le secteur du travail autonome privé rencontre une série de difficultés par suite de l'épuisement d'une position de rente sur le marché politique, et de l'augmentation de la pression fiscale. Le secteur industriel décline à un rythme terrifiant, tandis que la croissance du tertiaire est bloquée. Il n'est donc pas étonnant que l'impact de la crise sur l'emploi soit aussi violent.

Même si les statistiques doivent toujours être regardées avec méfiance, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Dans la période 1988-1993

¹ Cette expression désigne les petits p, printemps atrons de l'industrie et des services, qui travaillent souvent comme sous-traitants de la grande industrie et qui, dans la dernière décennie, ont tiré profit du travail noir, du faible contrôle fiscal, des financements par l'Etat et la Communauté européenne de productions non rentables (agricoles notamment) et surtout de l'intérêt qu'avaient les forces dominantes à maintenir en place une couche sociale tampon tant que les luttes ouvrières demeuraient fortes; on en trouve un exemple éloquent dans le poids du petit commerce qui, aujourd'hui que les entraves à l'implantation des grandes surfaces ont été supprimées, traverse une crise spectaculaire.

la grande industrie a perdu 15% de ses emplois, dont 4,3% dans la dernière année. Dans la période juillet 1992-juillet 1993 l'emploi total est tombé de 21.615.000 à 20.507.000. Ont ainsi été perdus 1.108.000 emplois, soit 5,1%. Pour les deux années 1992 et 1993, la perte se monte à environ 1.480.000 emplois. La diminution la plus spectaculaire est celle du secteur tertiaire où l'on passe de 12.989.000 à 12.256.000 employés.

Le chômage connaît ainsi des sommets jamais atteints; les inscrits dans les bureaux de placement sont en septembre 1993 au nombre d'environ 5.286.000, soit une croissance de 12,5% par rapport à l'année précédente. Parmi eux, 2.344.000 sont effectivement à la recherche de travail, c'est-à-dire ont activement cherché du travail dans les quatre semaines précédentes (selon les classifications discutables de l'Institut de statistiques). Ces données, déjà inquiétantes, cachent encore le chômage latent; le nombre d'inscrits à la CIG s'est accru de 31,5% en septembre 1993 par rapport à l'année précédente.

Dans cette situation de difficulté manifeste, après les accords confédéraux sur le coût du travail, l'évolution générale des salaires ne pouvait qu'être en chute libre. Le blocage de l'échelle mobile¹ et le moratoire salarial ont engendré un mécanisme d'érosion des salaires réels qui a commencé à montrer ses effets dès 1993, mais qui deviendra plus manifeste au fur et à mesure de l'accumulation des retards. Les données sur les rétributions brutes occultent l'essentiel de ce qui s'est réellement passé. La rétribution horaire contractuelle totale a en fait diminué en octobre de 3% par rapport à l'année précédente, tandis que le coût du travail par unité de produit a chuté de 3,7%. Si l'on tient compte de l'inflation officielle, évaluée à 4,2% pour 1993 (inférieure même à l'inflation programmée par le gouvernement qui était de 4,5%!) et de la pression accrue des cotisations et des prélèvements fiscaux sur les salaires, on peut considérer comme vraisemblable une diminution du pouvoir d'achat des salariés supérieure à 4-5% pour la seule année 1993. Ce chiffre s'accroîtra considérablement si l'on considère l'ensemble des effets de la gestion économique, avec l'augmentation de tous les tarifs (téléphone, électricité, eau, transports, taxes scolaires, etc.), le dérapage des loyers par suite de la signature massive d'accords dérogatoires², l'augmentation de la pression des cotisations et des impôts sur les salaires (blocage de l'adaptation des barèmes fiscaux sur l'inflation), le renchérissement des dépenses de santé, la suppression

¹ Sur l'importance de l'échelle mobile dans la structure salariale, voir IRES, *Syndicalismes ...*, op. cit., pp. 292-314, et G. Soriano, *Italie, crises des syndicats et indexation des salaires*, Paris, Collegamenti-Wobbly, 1984.

² Dérogations à la Loi sur l'*equo canone*. Les accords permettent au locataire de rester dans les lieux moyennant une forte augmentation de loyer, ils ont pour objet de compenser les effets d'une législation plus favorable au propriétaire en matière de droit au maintien dans les lieux.

de services jusqu'ici garantis, l'institution de taxes nouvelles sur la propriété immobilière, etc.

Pour rester sur le seul terrain du salaire contractuel, on peut relever les différences entre secteurs qui, presque toujours, sont dûes à l'effet des précédents renouvellements de conventions qui prévoient des augmentations échelonnées dans le temps.

En octobre 1993, par rapport à l'année antérieure, on relève dans le secteur de l'industrie une croissance moyenne des salaires de 4%, mais le secteur du bâtiment n'a connu qu'une augmentation de 1,2%. Dans la fonction publique, la croissance a été de 0,8%, dans la branche du crédit et des assurances, de 0,9%, dans le secteur des transports, de 2,8%. Si ces différences s'expliquent par la diversité des rythmes contractuels, on relève un écart moyen d'un point et demi entre inflation officielle et rétributions. Cette situation semble devoir partiellement se modifier dans les secteurs où, en 1994, se renouvellent les conventions nationales ou d'entreprise, tandis que dans la fonction publique, on est en présence d'un blocage des salaires et de la négociation contractuelle qui, pour certaines catégories (comme l'enseignement), dure maintenant depuis plus de trois ans.

Aucune catégorie ne semble en mesure d'échapper aujourd'hui au blocage des salaires. Toutes les entreprises publiques ou les catégories qui, dans le passé, ont bénéficié d'un pouvoir de négociation supérieur, sont aujourd'hui au point mort; d'Alitalia à la RAI, des téléphones à l'électricité, des transports aux banques, des postes à l'enseignement, on est en présence de restructurations à l'œuvre ou annoncées qui portent sérieusement atteinte à l'emploi et aux garanties réglementaires. Dans l'industrie publique et privée, on tente de réorganiser le modèle productif italien en "refaisant les années 50", c'est-à-dire en resituant l'Italie dans la division internationale du travail au niveau des productions traditionnelles à bas salaire, faible innovation et forte exploitation de travail. Préalable peu favorable à une reprise des initiatives revendicatives, si on les conçoit comme un échange raisonnable entre croissance des profits et augmentations salariales.

Dans un certain sens, la victoire électorale de la droite peut aussi s'expliquer comme effet du souci de certains secteurs du travail salarié de récupérer du revenu grâce à la réduction de la pression fiscale, parce que les revendications de type traditionnel auprès des entreprises publiques et privées apparaissent inefficaces. Le fait qu'il s'agisse d'une voie, pour de nombreuses raisons, extrêmement risquée ne doit pas conduire à sous-estimer les contradictions que le nouveau régime risque de susciter si, comme il est très probable, il doit rapidement revenir en arrière sur les promesses qu'il a distribuées à pleines mains.

La résistance des salariés

Au cours des deux dernières années, la résistance des travailleurs aux licenciements, à la diminution des services sociaux, à la réduction des salaires, a pris de nombreuses formes.

Qu'il suffise de rappeler ici les contestations des syndicats d'Etat à l'automne 1992, la longue série de conflits d'établissements et d'entreprises contre les démantèlements, avec leur corollaire d'occupations d'autoroutes et de gares, de manifestations de rues qui ont marqué l'année 1993, et de forte augmentation des heures de grève.

Les luttes de ce cycle ont en commun de s'être développées sur des objectifs spécifiques, que ce soit la défense des postes de travail au niveau des entreprises, ou celle du droit social attaqué par le démantèlement du welfare.

Dans cette prolifération d'expériences locales, les organisations périphériques des appareils CGIL-CISL-UIL, ont souvent cherché à gérer les protestations des travailleurs, qu'il s'agisse de réponses aux poussées de la base, ou d'opérations d'endiguement gérées par en haut. Comme c'est la norme dans les événements de ce genre, les deux éléments, pression des travailleurs et manipulation de l'appareil, étaient presque toujours entremêlés.

Les cas ne manquent cependant pas où des luttes locales importantes ont entraîné la fuite des militants et des adhérents aux CGIL-CISL-UIL, et la constitution de structures alternatives de différents genres.

Un phénomène semblable a d'ailleurs eu lieu dans le milieu politique; les bases locales des partis de gouvernement et d'opposition ont cherché à patronner des luttes qui s'opposaient à des décisions prises, au niveau central, par ces mêmes partis.

L'exemple le plus manifeste de cette action "de lutte et de gouvernement" a été la politique du PDS et des CGIL-CISL-UIL, qui, au moment où elles patronnaient dans les médias le mouvement des lycéens contre le décret réduisant le nombre des classes, au Parlement, acceptaient de voter les propositions du gouvernement.

Nous considérons que la fragmentation et le modeste résultat des luttes de résistance auxquelles nous nous référons ici, est une donnée dont, que cela plaise ou non, on ne peut faire abstraction.

Face aux formes d'opposition de base de la période écoulée, l'appareil des CGIL-CISL-UIL a, dans l'ensemble, réagi en accentuant son intégration à la structure étatique et la dérive corporative qui le caractérisent depuis des décennies.

Le pari du syndicalisme d'Etat est clair. Il a fait le choix de s'assurer un rôle de gestionnaire subalterne des procès de restructuration à l'œuvre dans la production et la société, et, à partir de là, en cas de reprise économique, de gérer la redistribution de portions du revenu à une masse de travailleurs rendus passifs du point de vue social et "participants" du point de vue productif.

Impossible de dire dans quelle mesure il déviara de cette voie dans le nouveau contexte politique. A la limite, on ne peut exclure une reprise de vigueur de la CGIL dans son ensemble ou de secteurs de son appareil, et même le développement de tendances aventureuses dans des secteurs de la gauche institutionnelle. Dans ce cas, on pourrait assister à de dures défaites, à une reprise du contrôle sur les travailleurs les plus combatifs, mais aussi, pourquoi l'exclure, à l'ouverture d'espaces intéressants pour les luttes de base.

Ce n'est pas le lieu de présenter une critique spécifique des fondements économiques et politiques des choix de la gauche institutionnelle. Il nous suffit d'affirmer que notre point de vue est complètement différent. Pour nous, il s'agit de partir du caractère partiel, unilatéral, autonome, des intérêts du travail salarial et de la nécessité pour ces intérêts de trouver des formes d'expression et d'organisation adéquates. Il s'agit d'œuvrer, ici et maintenant, pour que la protestation, le mécontentement, le désenchantement se traduisent en propositions et initiatives de lutte. Nous devons, en somme agir à contre-tendance, en nous préparant au développement d'une situation différente du point de vue politique, social et syndical.

La situation contractuelle

L'accord de juillet¹ poursuivait deux objectifs principaux, et fonctionne parfaitement dans cette direction.

Le premier objectif est de remodeler dans son ensemble la structure des conventions collectives sur des taux d'inflation programmés, en forçant toute l'organisation des coûts à entrer dans le carcan (non seulement le salaire donc, mais toute revendications à commencer par

¹ L'accord du 31 juillet 1992 entre le gouvernement Amato et les syndicats est axé sur trois points : élimination de l'échelle mobile, blocage de la négociation d'entreprise, privatisation du droit du travail dans la fonction publique. Un second accord, du 23 juillet 1993, entre le gouvernement Ciampi et les syndicats, confirme la philosophie de l'accord précédent de réduction des coûts salariaux directs et indirects. Ces deux accords seront suivis de mesures gouvernementales amputant les dépenses de santé, réduisant le personnel de la fonction publique, et surtout jetant les bases d'une modification importante du système de retraite.

celles liées à d'éventuelles réductions d'horaires). Se crée ainsi une situation typique de chantage (*trade-off* pour les économistes); salaires et horaires étant deux éléments du coût, il faut donc choisir entre l'un et l'autre dans un jeu à somme nulle pour les entreprises. La manœuvre est en train de réussir à tous les niveaux; toutes les plates-formes syndicales (même celles présentées bien avant le 23.7.93) ont été réécrites sur la base de l'accord de juillet.

Le second objectif était de sauvegarder le rôle du syndicat et de la négociation décentralisée, tenue bien sûr à l'écart des questions traitées au niveau national, et solidement ficelée dans la forme et le contenu. Le syndicat s'en sort bien, d'une part parce qu'il obtient la convention sur les RSU¹ (destinés tant bien que mal à devenir aussi le point de référence pour la loi sur la représentation), d'autre part parce qu'il conserve le droit à la négociation d'entreprise et d'atelier (donc un rôle pour ses structures décentralisées).

Maintenant, il s'agit pour les CGIL-CISL-UIL, d'inscrire l'accord de juillet dans les plates-formes et les conventions de branches. D'ici la fin de 1994, il faudrait renouveler les conventions pour 11 millions de travailleurs, dans tous les secteurs. Voyons la situation.

Commençons par le secteur le plus mal en point sur le plan des conventions, soit la fonction publique où elles n'ont pas été renouvelées parfois depuis trois ans (au total, 3.600.000 employés). La loi financière de 1994 accorde 500 milliards pour le renouvellement des conventions quand la récupération de l'inflation programmée requerrait à elle seule au moins 3.500 milliards. Même chose pour 1995 : 2.100 milliards disponibles pour un besoin de 2.650. Dans chaque cas, les CGIL-CISL-UIL ont présenté des plates-formes pour les quatre branches les plus nombreuses (école, 1.200.000 employés, santé, 620.000 employés, administrations locales, 634.000 employés, ministères, 263.000 employés) sur la base de l'inflation programmée (3,5% en 1994 et 2,5% en 1995). Ce qui se chiffre à 80-150.000 liras par mois pour les deux années.

Les employés des transports (route, chemins de fer, tramways, 147.000 employés) pleurent aussi misère. Leur convention est arrivée à échéance à la fin 1993.

La situation des entreprises du secteur public est un peu meilleure, avec 380.000 employés des postes (220.000), routes, monopole du tabac, pompiers, marchés agricoles, etc. dont la convention est échue au 31.12.93, tout comme celle de nos chers collègues de la Police nationale (350.000 employés).

Dans le secteur des services (électricité, téléphone, gaz, services des eaux, etc.) on attend de voir la suite avec l'annonce de la

¹ Rappresentanze Sindicali Unitarie (RSU), nouveaux organismes qui devraient remplacer les Conseils d'entreprise très dévalorisés au cours des dernières années.

privatisation et la restructuration des entreprises. La convention des banques est arrivée à échéance fin 1992, celle des assurances fin 91 pour les agences et fin 93 pour les services centraux; l'une et l'autre catégories ont présenté leur plate-forme (moyenne demandée pour les banques, 230.000 par mois pour les deux années 1993-94). Le tourisme, l'agriculture et le commerce ont aussi leur plate-forme prête.

Dans le secteur industriel, la situation est diversifiée. Dans la chimie (280.000 employés), la convention a déjà été renouvelée en renonçant à toute réduction d'horaire; dans la mécanique (1.200.000 salariés) la convention arrive à échéance fin juin 1994, la plate-forme devait être présentée à la partie adverse vers mars-avril. Pour les autres catégories importantes, il faudra attendre la fin 1994 ou le début 1995 pour l'échéance des conventions. Ainsi, pour les textiles (1.000.000), pour l'alimentation (actuellement engagée dans la négociation par entreprise) et pour le bâtiment (1.200.000) dont la situation est très grave, parce qu'ont été fermées en 1993 environ 27.000 entreprises, et que l'association patronale (ANCE) a dénoncé et pratiquement abrogé la convention avec une année d'avance sur son échéance.

Toutes les plates-formes répondent au même principe; elles appliquent en détail les principes de fond de l'accord de juillet. Le salaire est rigoureusement adapté aux taux de l'inflation programmée et couvre les deux premières années de validité de la convention, la réduction d'heures est très modeste (plus importante pour les travailleurs par roulement), les augmentations salariales élargissent l'éventail des salaires au profit de la maîtrise, dans tous les secteurs est demandée une extension des mesures sociales d'amortissement de la crise (y compris dans des secteurs précédemment protégés comme les banques). Tout de suite avant ou tout de suite après la phase contractuelle (selon le moment de l'échéance de la convention) on procède à l'élection des RSU. Et le cercle se referme.

Il est évident que l'échéance des conventions sera utilisée pour refaire le consensus, et la réélection des RSU pour le formaliser. A tout cela s'ajoute la récupération de fait d'Essere Sindacato¹ qui traverse la crise que nous connaissons (après le départ du *lider maximo* Bertinotti), dont les dirigeants (pour autant qu'on sache) votent en faveur des plates-formes confédérales ou, du moins, ne s'en dissocient ni ne les critiquent, et, en même temps, faisant preuve de cohérence, se battent pour une application plus démocratique des RSU (renoncement au tiers

¹ Composante de gauche de la CGIL, qui était assez bien implantée dans les conseils d'usine lorsqu'ils existaient encore, et dont le "correspondant" politique est Rifondazione Comunista. Elle a contribué à contenir le départ de nombreux adhérents des syndicats, de la CGIL notamment, lors du vaste mouvement de mécontentement de l'automne 1992 ("semaine des boulons"). Voir à ce propos C. Scarinzi, "Plexiglas", in *Les syndicats en Europe occidentale : crise et avatars*, Cahiers du cercle Berneri, 3, mai 1993, pp. 63-83.

garanti¹, recueil de signatures pour des listes alternatives, offre de candidature à des militants de mouvements et organisations de base).

La camisole de force

Les accords sur le coût du travail

C'est le premier des outils permettant d'encadrer le mouvement des travailleurs, en le dépouillant de toute autonomie. Par rapport au 31.7.92, l'accord du 23.7.93 représente un saut qualitatif : il ne se contente pas de bloquer la négociation pour 16 mois, mais redéfinit de fond en comble tout le cadre des rapports sociaux.

La voie de la "croissance" de l'économie est programmée selon des variables monétaires rigides, et la véritable référence pour tous les acteurs économiques et sociaux devient le taux programmé d'inflation indiqué par le gouvernement. Est accepté le principe monétariste selon lequel salaires et revenus doivent être des instruments de la politique économique de l'exécutif (en pratique de l'autorité monétaire), tandis que les prix doivent demeurer libres de fluctuer en fonction de la concurrence. La raison d'être des syndicats, ce autour de quoi tournent toutes leurs initiatives, devient une variable dépendante, non plus de l'évolution de l'économie, comme au temps de Lama², mais des choix du gouverneur de la Banque centrale. La part d'autonomie des syndicats se réduit à la désignation des critères sur la base desquels distribuer, au siège de l'entreprise, une part de l'augmentation de la productivité. Les syndicats deviennent au niveau général un stabilisateur des attentes, au niveau décentralisé, un acteur de la rationalisation économique. Leur rôle de représentation disparaît, leur

¹ Un article de loi prévoit que les deux tiers des délégués des RSU doivent être élus par les travailleurs (sur des listes présentées de fait en majorité par les syndicats), et un tiers nommés d'office par les trois confédérations reconnues par la Loi comme "représentatives" (CGIL-CISL-UIL). De nombreuses voies se sont élevées pour critiquer le caractère peu démocratique de ces RSU, et deux demandes de référendums visant à abolir cet article de loi ont été présentées.

² S'opposant à la radicalité des luttes de "l'automne chaud" (1969) et du début des années 70, qui revendiquaient l'autonomie de la classe ouvrière et considéraient le salaire comme une variable indépendante de l'économie, Lama, secrétaire général de la CGIL à cette époque, avait accepté de reconnaître le salaire comme une variable dépendante de l'économie et de l'intégrer dans "la politique des compatibilités" accompagnant le projet de "compromis historique" du PCI avec la Démocratie Chrétienne.

rôle institutionnel dans les structures de pouvoir de la société se valorise. Pour favoriser ce passage dans lequel les CGIL-CISL-UIL négocient pour elle-mêmes un changement de rôle (reconnaissance par en haut en échange de la renonciation à leur propre autonomie), les éléments de la législation *sur le syndicat* se renforcent, de façon à protéger leurs privilèges et si possible, à éliminer les concurrents potentiels.

La législation syndicale

On a beaucoup discuté ces derniers temps de la loi relative à la représentation syndicale. Tout de suite après l'accord de juillet, le gouvernement avait créé une commission pour élaborer un avant projet; celui-ci a rapidement été produit, il était très critique sur la question du tiers garanti dans les RSU. Toutefois, avec le projet de loi du gouvernement, les cartes ont subitement changé et, comme c'était inévitable, le projet est revenu à une simple législation de soutien en accord avec la convention de juillet; ses clauses étaient très favorables aux CGIL-CISL-UIL (tiers garanti, seuil de 5% pour les autres listes, procédure rigide pour voter les conventions par voie de référendum, etc.). On n'a en fait pas réussi à faire passer la loi avant les élections et la négociation a repris plus tard lorsqu'une bonne part des RSU étaient déjà élus selon les critères posés dans l'accord du 21.12.93 entre les CGIL-CISL-UIL, la Confindustria et l'Intersind. Pendant ce temps, le référendum sur l'article 19¹ sera renvoyé à 1995, laissant place à une intervention législative préventive du nouveau Parlement.

Parallèlement, différents projets ont été présentés pour donner aux syndicats un nouveau souffle, de nouveaux domaines d'intervention, de nouveaux financements (CAAF², patronat, proposition de financement direct des syndicats par l'Etat, retraites anticipées, et CIG pour les fonctionnaires syndicaux en surnombre - 2000 rien que pour la CGIL). Les syndicats d'Etat ne seront pas abandonnés à eux-mêmes, et l'on oubliera pas leurs bons et loyaux services ... A moins qu'ils ne soient contraints de partager leurs privilèges avec leurs collègues concurrents de l'ISA, chose qui, du point de vue des travailleurs, n'aura certes pas des effets particulièrement positifs.

¹ Article qui confiait aux trois syndicats confédéraux (en tant qu'organisations les plus représentatives) le monopole de la négociation avec le patronat et le gouvernement au niveau national.

² Centri di assistenza fiscale, censés aider le contribuable désorienté à établir sa déclaration d'impôts. En fait il s'agit d'une subvention déguisée aux syndicats.

La législation sur le marché du travail

Toute une part de l'accord de juillet était consacrée au marché du travail, mais le gouvernement n'a mis en œuvre par décret et projet de loi que la partie "à coût zéro", laissant pour la nouvelle année tous les engagements financièrement coûteux. C'est ainsi qu'il a présenté en novembre 1993 les dispositions pour l'emploi des jeunes et les activités socialement utiles (7.500 liras de l'heure, 80 heures par mois et 12 mois de contrat au maximum) et le projet de loi sur le travail intérimaire (garantie de base de 500.000 liras par mois, contrats de 6 à 12 mois, paye égale à celle du secteur de l'activité exercée, etc.). Les projets de loi sur les contrats de formation sont encore à venir (introduction d'un salaire d'embauche, et limite d'âge repoussée à 35 ans). La mesure la plus importante pour le marché de l'emploi est arrivée le 5.1.94, avec l'engagement de dépenser 4.200 milliards dans les trois années 1994-95-96. Il s'agit d'une extension de la mobilité longue¹ (outre la métallurgie, les textiles et le bâtiment pourront l'utiliser), du droit à la CIG pour les entreprises de 15 à 50 salariés, de la possibilité d'user parallèlement de CIG extraordinaire et des contrats de solidarité pour les entreprises en crise, de l'augmentation du montant de la CIG pour les ouvriers (de 1.100.000 à 1.150.000 mensuelles) et les employés (jusqu'à 1.550.000 liras mensuelles), enfin de l'augmentation de l'indemnité de chômage à 30% du dernier salaire (que l'on a fait passer pour les presque 40% promis). En substance, Giugni, le ministre du travail, a fait son devoir en donnant à Fiat et Olivetti, en même temps qu'à leurs innombrables entreprises sous-traitantes les moyens d'entamer leur second cycle de restructuration, aux entreprises textiles d'envisager d'ici à l'an 2.000 la disparition de 300.000 postes de travail, etc. En même temps, ces mesures sociales classiques d'amortissement de la crise ont toujours une valeur "d'ordre public", particulièrement après Crotone² et tout ce qui a suivi. On va voir très bientôt arriver la CIG

¹ Des "listes de mobilité" ont été établies, sur lesquelles sont inscrits les ouvriers de certains secteurs mis en CIG extraordinaire et qui, à son terme, ne peuvent être réintégrés. Cette inscription leur donne priorité à l'embauche sur les autres chômeurs.

² A la fin de l'été de 1993, le gouvernement Ciampi décide, comme gage de rigueur de fermer un établissement de Enichem installé à Crotone, petite ville de Calabre, et produisant du phosphore, pour raisons de rentabilité. Les ouvriers refusent la fermeture, et, appuyés par l'ensemble de la population locale, bloquent l'autoroute, attaquent certains bâtiments publics avec leurs bombes au phosphore et menacent de se rendre à Rome. La médiation des syndicats et de l'Eglise permet un accord avec le gouvernement qui cède et repousse la fermeture de l'établissement à des temps plus favorables.

et la mobilité dans les secteurs de services - banques, assurances, commerce. Il est vrai que dans ces secteurs les barricades ne sont pas pour demain....

Négociation et représentation

Le débat actuel sur les RSU proposée-imposée par les CGIL-CISL-UIL serait bien limité s'il ne partait pas de considérations de fond sur les caractéristiques génétiques et constitutives du syndicalisme d'Etat et des partis parlementaires.

Par néo-corporatisme, nous désignons d'abord une modalité de relation entre syndicats institutionnels, patronat et Etat, dans laquelle, les syndicats représentent le travail salarié au titre de la loi et dans le cadre de lois qu'ils contribuent à définir avec les parties adverses.

Le syndicat d'Etat est en conséquence une association privée, en théorie volontaire, contrôlée par un appareil bureaucratique qui gère des ressources publiques, dans la mesure, d'une part, où il est financé par l'Etat, et, d'autre part, où il a un pouvoir de gouvernement de la force de travail.

Sur cette base, les CGIL-CISL-UIL et dans un futur pas trop éloigné, le syndicat autonome pro-gouvernemental, sont titulaires de la représentation des travailleurs par décret d'Etat, et, non contents de cette situation, avec les RSU, ou par d'autres moyens à mettre en œuvre, se fixent explicitement pour objectif de lier la vie syndicale des entreprises et des localités, à la négociation nationale qu'ils contrôlent déjà.

Notre opposition aux RSU et à tout mécanisme de contrôle corporatif sur le conflit social, ne se fonde donc pas pour nous sur une logique analogue et contraire à celle des CGIL-CISL-UIL; il ne s'agit pas en somme de revendiquer pour des syndicats meilleurs, de base, démocratiques, les mêmes droits que les syndicats d'Etat monopolisent aujourd'hui, mais de se battre pour que la représentation soit décidée par les travailleurs et que, dans ce contexte, toutes les associations syndicales jouissent d'un champ et d'une liberté d'action.

Par ailleurs, la question des droits et de la représentation, bien qu'elle soit directement en relation avec le cadre juridique qui régit les rapports sociaux, ne peut être abordée qu'à partir de la nature, de l'intensité, des caractères profonds des luttes des travailleurs. La plus libérale des législations syndicales en soi ne garantit rien quant au développement du mouvement de classe. Sur ce terrain, comme sur d'autres, s'entrecroisent la lutte quotidienne des travailleurs sur des problèmes immédiats ou plus généraux et une culture politique capable, espérons le, de se mesurer à l'ensemble des problèmes que nous rencontrons.

Si nous devons résumer schématiquement les estimations que nous croyons pouvoir faire, nous dirions ceci.

- La victoire électorale de la droite n'est pas fille d'un destin cynique et tricheur, elle provient du rapide changement de la structure politique et sociale de ces dernières années. Dans un sens, la droite représente assez bien le climat social dominant.

- Dans le choix entre néocorporatisme de gauche et néolibéralisme de droite, la seconde option n'a pas triomphé parce qu'elle est plus sérieuse, plus sensée, plus rigoureuse, mais parce qu'elle est plus cohérente au regard de l'idéologie effectivement dominante.

- Hésitant entre les nostalgies archéo-bolchevique et les cultures libérales-démocratiques, la gauche s'est présentée comme le parti de la rigueur, des sacrifices, de l'Etat éthique, de la pénurie. Son programme pouvait intéresser les classes moyennes scolarisées et les secteurs syndicalisés du travail salarié, mais pas la masse croissante du travail précaire, marginal, fragmenté dans de petites entreprises, et des chômeurs. La gauche a perdu parce qu'elle n'a pas et ne peut avoir de projet de transformation sociale radicale et d'enracinement social adéquat.

- La droite exprime les intérêts, les exigences, les expectatives d'un monde morcelé, contradictoire, pas encore bien défini. Sa force pourrait se révéler la source de ses faiblesses, surtout face à une crise économique et sociale à laquelle les recettes néolibérales ne pourraient offrir aucune solution qui ne soit éphémère et limitée¹.

- Dans le proche avenir, il est probable qu'apparaîtront aussi bien des luttes de résistance contre la dérégulation sociale sur le modèle français, que des pressions pour que le nouveau régime tienne ses promesses. Le conflit social revêtira en conséquence des caractères partiellement nouveaux.

- Une perspective réaliste et radicale devra éviter aussi bien l'apologie du nouveau que la nostalgie de l'ancien compromis social. La formation d'une nouvelle culture politique est nécessaire qui sache lire la richesse des contradictions à l'œuvre et proposer des solutions aux problèmes rencontrés.

Turin
Avril 1994

PS. : Six mois se sont écoulés depuis que ce texte a été écrit. Les hypothèses que y nous formulions ont été en partie confirmées, en partie dépassées par les événements.

¹ Pour une perspective d'ensemble sur la situation économique italienne, et, notamment, sur la question du poids de la dette publique qui conditionne les politiques économiques possibles, voir la synthèse de Giuseppe Longo, "Italie : la grande mue", *Alternatives économiques*, mars 1994.

Les tenailles

- Au cours de l'été, la majorité a été agitée par de nombreux conflits sans que cela puisse déboucher sur une crise de gouvernement.

- La pression de la magistrature sur le gouvernement en général et sur Berlusconi en particulier, s'est renforcée, tandis que les rapports privilégiés unissant PSI et Fininvest à travers le système des pots-de-vin sont apparus au grand jour.

- Le gouvernement a cherché à trouver un accord avec le grand patronat national et international, et présenté pour 1995 une loi des finances plus lourde que les précédentes sur le plan du système des retraites, de la santé, de la formation.

- Le conflit social s'est renforcé, les syndicats institutionnels cherchant à le freiner ou à rester en selle.

Sous bien des aspects, la crise italienne est encore en cours de développement.

Turin
Octobre 1994

LE DÉSENCHANTEMENT RELIGIEUX DES ITALIENS

Enzo PACE*

Une phrase, prononcée par le leader du Parti populaire italien (Partito popolare italiano), ex-Parti démocrate-chrétien (Democrazia cristiana), de la Vénétie au lendemain de la débâcle subie lors des élections politiques du mois de mars dernier, synthétise le problème que nous voudrions aborder. Il disait : "Comment est-il possible que ceux qui ont voté pour la Ligue (Lega) et sont pratiquants à la basilique Saint-Antoine (à Padoue), votent ensuite pour un candidat de la Ligue favorable à l'avortement?". Cette question inquiète nombre d'hommes d'église et une bonne partie du monde catholique quand ils s'efforcent de comprendre pourquoi les Italiens ne mettent plus d'enfants au monde malgré le pressant et quasi mensuel appel du pape et des évêques à propos de la défense de la famille, du rôle de la femme comme épouse et mère, du refus des politiques de planification familiale et de l'abolition d'une loi considérée comme trop permissive sur l'avortement, des excès de la propagande pour les contraceptifs dans la prévention du SIDA. Selon les derniers sondages, seul un jeune sur dix les juge désormais inacceptables.

La conjoncture historique et politique que vit l'Eglise catholique en Italie est, sous de nombreux aspects, paradoxale. Jamais comme durant ces dernières années chaque intervention du pape ou des évêques n'a été reprise avec autant d'emphasis par les médias italiens. Les dernières encycliques et le catéchisme universel ont été vendus à des millions d'exemplaires et ont souvent provoqué un large débat culturel dans

* Professeur de sociologie des religions à l'Université de Padoue

lequel sont intervenus catholiques et laïcs, croyants et incroyants. Même quand Karel Wojtyla intervient avec une extrême précision sur des sujets comme l'avortement ou la contraception ou encore sur la nécessité d'offrir un salaire aux femmes au foyer afin qu'elles conservent leur rôle traditionnel d'épouse et de mère, et libèrent ainsi des postes de travail pour des hommes au chômage ou à la recherche d'un premier emploi, l'attention des médias est grande, et la polémique, quand elle se manifeste, s'en tient à une critique relativement réservée.

Tout cela donne à réfléchir, porte à s'interroger sur les raisons qui font que les mass-médias semblent si intéressés aux questions religieuses et, en particulier, si soucieuses de faire écho au point de vue de l'Eglise catholique.

Pourtant, cette dernière a fini par découvrir qu'elle était devenue l'Eglise d'une "minorité", qu'elle était encore une organisation puissante sans disposer d'une armée de réserve rapidement mobilisable, qu'elle vivait une période politique de transformation, son traditionnel partenaire politique se trouvant en grave difficulté : la Démocratie-chrétienne (Democrazia cristiana) survivant désormais au sein de ce qui reste du Parti populaire italien (Partito popolare italiano). On pourrait alors attendre qu'au déclin en Italie de la crédibilité et du poids socio-politique de l'Eglise catholique, corresponde une nette diminution de ses interventions dans les médias. Or c'est exactement le contraire. Non seulement on parle beaucoup de l'Eglise, mais encore les médias utilisent toujours plus fréquemment des figures de prêtres pour prendre en charge, sur les chaînes publiques et privées, des programmes musicaux entiers destinés aux jeunes, ou leur réserve une place dans des programmes à fort taux d'écoute (programmes de divertissement ou de loisirs).

La thèse que je tenterai de soutenir pour expliquer ce paradoxe, se fonde sur trois propositions.

a) L'Eglise italienne est historiquement un intellectuel collectif qui a interprété les besoins d'identité en opposition à un ennemi symbolique qu'il fallait combattre (le communisme). Elle a toujours été perçue par l'opinion publique italienne, dans le bien ou dans le mal, tant par ceux qui s'identifiaient à l'Eglise que par ceux qui s'y opposaient, comme une institution qui conservait la mémoire collective de la plus grande partie des Italiens, le consensus éthique minimum sur des choix, des façons de sentir, des styles de vie diffus et plus ou moins intériorisés également par ceux qui, dans la pratique, étaient critiques ou indifférents à la religion de l'Eglise catholique. Le catholicisme est ainsi devenu une sorte de "religion civile" des Italiens.

b) L'Eglise se rend compte que les bases du consensus éthique s'amenuisent au sein de la population italienne, sur des problèmes d'identité qu'elle considère fondamentaux, comme la morale familiale, les modèles de procréation et le rapport entre solidarité sociale et logique de compétition.

c) Les mass-médias en Italie, comme dans d'autres sociétés complexes, deviennent les véritables disciples de masse du pape et de l'Eglise parce qu'ils tentent de parler de valeurs et d'éthique, alors que sont absents des acteurs sociaux alternatifs compétents et capables de le faire, et que s'étend un vide lié à l'érosion d'autres systèmes de pensée ou idéologies "classiques" (marxisme, libéralisme, socialisme, etc.). Les médias remplissent le vide en s'intéressant à ce que dit l'Eglise catholique parce qu'ils comprennent que de toutes façons en en parlant, ils peuvent exercer un certain "*pouvoir pastoral*" laïque, et leur immanquable fonction pédagogique de masse.

On tentera de donner une forme concrète à cette thèse en partant d'une définition de la religion post-traditionnelle, et en finissant par un examen d'indices qui montrent concrètement que l'Eglise est, en Italie, en train de devenir l'église d'une "minorité". On concluera par quelques considérations sur la façon dont l'Eglise officielle affronte la phase post-démocrate-chrétienne de l'Italie contemporaine.

La religion post-traditionnelle.

On a l'impression, quand on analyse les principales tendances des religions chrétiennes dans les pays européens¹, que la situation italienne n'est pas vraiment originale.

Les dernières recherches² conduites en Italie montrent à l'évidence une plus grande résistance du tissu socio-religieux italien que dans d'autres nations. L'Italie finit ainsi par se trouver plus voisine de l'Irlande que de l'Espagne qui, de son côté, montre les signes d'une sécularisation en moyenne plus élevée que l'Italie. Ce qui n'empêche pourtant pas qu'on observe, même en Italie, des tendances à la sécularisation qui, apparues dans les années soixante-dix, semblent se poursuivre.

Afin de mieux faire comprendre le point de vue adopté, on rappellera brièvement les principales tendances auxquelles on se réfère : a) érosion progressive d'un lien stable entre système de croyance et pratiques religieuses, b) écart croissant entre processus de construction de l'identité religieuse et identité confessionnelle, c) affaiblissement du lien socio-religieux engendrant le relâchement des relations concrètes

¹ AA.VV., *La religione degli Europei*, Turin, Fondation Agnelli, 1992.

² Cf. R. Gubert (ss la dir. de), *Persistenze e mutamenti dei valori degli Italiani*, Trento, Riverdito, 199 ; G. Brunetta, A. Longo (ss la dir. de), *L'Italia cattolica*, Florence, Vallecchi, 1991, et F. Garelli, *Religione e Chiesa in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1991. Pour un bilan critique de ces dernières recherches se reporter à S. Burgalassi, C. Cipolla, S. Martelli, C. Prandi (ss la dir. de), *Immagini dell'Italia religiosa*, Milano, Angeli, 1993.

qui permettent aux individus de se reconnaître, de partager des valeurs communes ou d'en projeter de nouvelles, d) croissante affirmation de la distance entre norme et sens, en d'autres termes, affaiblissement de l'aspect normatif de la mémoire religieuse, de la religion en tant que dépositaire d'une tradition consacrée et légitimée avec autorité.

Le cas français illustre remarquablement les limites extrêmes de ces quatre tendances¹. En rapprochant le déclin progressif des pratiques religieuses, la crise profonde des vocations sacerdotales, l'écart entre systèmes de croyance personnels, autonomes, "bricolés" et fins institutionnelles de l'Eglise catholique, l'apparition enfin d'un intérêt diffus pour des systèmes symboliques para-religieux, Daniel Hervieu-Léger a soutenu à plusieurs reprises que l'on assiste dans la société française à l'écroulement de la civilisation paroissiale².

Les effets socio-religieux les plus remarquables seraient d'un côté, l'éclipse de la figure cléricale de l'autorité religieuse, et de l'autre, la disparition dans la conscience collective de la paroisse, lieu dépositaire de l'image de la continuité, des mécanismes de transmission de génération en génération d'un ensemble de symboles et de signes religieux, des liens sociaux qui créaient et soutenaient systèmes d'identité et d'appartenance collective.

La sociologie française propose de synthétiser ce processus par une formule suggestive (bien qu'à mon sens ambivalente) : au-delà des Alpes, une religion sans mémoire et sans tradition est en train de se dessiner³. Comment se présente le catholicisme italien par rapport au cas limite français?

La religiosité de la mobilisation catholique.

Apparemment la situation se présente de façon différente en Italie. La différence réside entièrement dans une plus grande présence organisée de l'Eglise catholique dans les différentes couches sociales :

¹ D. Hervieu-Léger, "Società e atteggiamenti religiosi in Francia" in AA. W. ., *La religione degli Europei*, pp. 155-211 et G. Michelat, J. Potel, J. Sutter, J. Maitre, *Les Français sont-ils encore catholiques?*, Paris, Ed. du Cerf, 1991.

² Cf. en particulier du même auteur, *La religion pour mémoire*, Paris, Ed. du Cerf, 1993, p. 191.

³ L'ambivalence ou mieux l'oscillation entre les termes et les concepts de tradition et de mémoire n'est pas complètement éliminée par l'auteur. La tradition est au fond fidélité à une chaîne de transmetteurs d'un système de croyance qui en assurent le fondement authentique et originel, à partir du moment où l'on fait coïncider le premier anneau de la chaîne avec le fondateur ou le porteur du charisme originel. La mémoire est un mécanisme de contrôle social qui cherche à discipliner les micro-mémoires individuelles.

d'où une appréciation largement positive de son activité pour la majorité des Italiens (60% d'entre-eux affirment avoir confiance dans l'Eglise catholique, environ 40% lui réservent chaque année une quote-part dans leur déclaration d'impôt).

On peut encore dire que, dans de nombreux milieux, l'Eglise catholique, par son personnel ecclésiastique et religieux, ses associations laïques, les mouvements nés sous une forme plus ou moins autonome mais qui disent s'y rattacher, les nombreuses initiatives liées au volontariat social, se révèle d'une vitalité incontestable.

Le secteur de l'assistance sociale et celui du socio-éducatif représentent par exemple deux systèmes *d'interpénétration* très puissants entre l'Eglise et des milieux sociaux étendus¹. Par ailleurs, les indices de religiosité ne sont pas aussi faibles qu'en d'autres pays européens (ainsi la participation à la messe dominicale est encore relativement élevée, autour de 35% contre 10% en France; supérieure à 35% parmi les jeunes de 15 à 24 ans contre 2,5% en France pour la couche d'âge 18-24 ans²).

Dans le cas précis de la vitalité de ce que l'on appelait autrefois le laïcat catholique organisé, les choses ne vont semble-t-il pas trop mal. Non seulement les organisations historiques du laïcat, surtout celles créées pour ou par les jeunes, sont désormais les seules encore capables de mobiliser un grand nombre d'adolescents, mais aussi la multitude des groupes, mouvements et communautés spontanées qui se veulent d'inspiration religieuse, même s'il s'agit de réinterprétation ou d'invention, produisent *de façon moderne* des valeurs religieuses pour un "public" différencié.

En y regardant de plus près, c'est toutefois justement la vitalité du monde associatif qui révèle à l'état latent des tendances qui ailleurs s'affirment désormais si fortement.

On ne pense pas ici à la pluralité des positions politiques présentes dans les organisations politiques catholiques, puisque c'est, semble-t-il, un fait désormais acquis, même s'il n'a peut-être pas été examiné sous un angle problématique. Que signifie en effet l'existence de positions différenciées quant aux modèles ecclésiologiques, aux références théologiques, aux activités au sein de partis, aux rapports entre foi et politique, etc., aujourd'hui présentes de façon évidente dans les articulations du laïcat catholique? En termes sociologiques (donc non théologiques), que le processus de différenciation à l'intérieur du domaine religieux est tellement avancé qu'une quelconque réduction de la complexité socio-religieuse interne qui s'est progressivement

¹ Cf. l'importante recherche *Chiesa ed emarginazione in Italia*, Turin, Elle Di Ci, 1990. Sur le concept d'interpénétration nous renvoyons à N. Luhmann, *Sistemi sociali*, Bologne, Il Mulino, 1990.

² Y. Lambert, G. Michelat, *Crépuscule des religions chez les jeunes?*, Paris, L'Harmattan, 1992.

développée dans le catholicisme italien depuis le concile de Vatican II, est improbable voire impossible.

En somme, pour l'autorité légitime, il devient difficile de coordonner les unités qui composent le monde multicolore du laïcat catholique organisé, dès lors que chacune des unités cherche à fonctionner comme une petite cellule qui se reproduit davantage grâce à une stratégie propre et interne que sur la base d'une référence supérieure et "externe". Formellement, beaucoup de ces associations se sentent partie intégrante de l'Eglise. En fait, leur logique de fonctionnement est beaucoup plus complexe : chacune tend à se fixer des finalités qui peuvent ne pas entièrement rencontrer les finalités institutionnelles de l'Eglise ou peuvent entrer en conflit avec la vision des choses d'une partie de l'Eglise. Ainsi, l'équilibre entre une position qui engendre des avantages collectifs en garantissant la survie de l'association (sa force d'organisation), et la fidélité à une orthodoxie (le Magistère) et à une orthopraxis (la Tradition) varie dans de larges limites en fonction de l'autonomie que l'association ou le mouvement organisé a su acquérir.

Au sein des associations et des mouvements, deux phénomènes peuvent s'entrecroiser :

a) Une stratification par génération dont les histoires culturelles sont différentes; elles entrent justement en conflit sur l'enjeu le plus important : indirectement la mémoire collective de l'association est la relation avec la tradition religieuse d'appartenance;

b) Une présence simultanée d'attitudes "d'appartenance sans croyance" (même minoritaires) et de "croyance avec faible indice d'appartenance".

Deux exemples aident à comprendre.

Le premier vient de l'enquête nationale sur les scouts¹. Sur dix mille jeunes des deux sexes interviewés lors de la Grande Route (le rassemblement national annuel) de 1986, 15% déclarent croire "de façon autonome", c'est-à-dire sans se référer clairement et distinctement au modèle proposé par l'Eglise catholique. Ce chiffre peut s'interpréter de deux façons : ou l'association scout présente un modèle socio-religieux "ouvert" sans forte connexion avec celui conçu pour les jeunes catholiques par l'autorité religieuse (au travers de la catéchèse, de la socialisation paroissiale élémentaire, etc.), parce qu'elle dispose de ressources symboliques relativement autonomes; ou bien le type de lien social qu'elle favorise n'empêche pas la cohabitation de différents types de croyance et d'appartenance, parmi ceux qui n'ont

¹ A. Ardigò, C. Cipolla, S. Martelli, *Scouts oggi*, Rome, Borla, 1986. On peut consulter aussi E. Pace, "Lo scoutismo un metodo educativo di massa" in U. Curi (ss la dir. de), *Cattolici e scuola*, Venise, Arsenale, 1984. Une recherche analogue a été conduite en France par P. Laneyrie, *Le scoutisme catholique dans la région urbaine de Saint Etienne*, CRESAL, 1989.

aucune difficulté à se reconnaître comme catholiques et ceux qui, au contraire, la ressentent.

Deux facteurs expliquent probablement la croissance constante de l'association dans le temps, malgré un fort turnover¹ et la mobilité de sa frontière entre milieu social et système bien identifiable de références et signes religieux (catholiques, mais pas seulement : une religiosité séculière, "l'amour pour la nature", est étrangère au domaine strictement confessionnel). En d'autres termes, lorsque les signes religieux apparaissent "en liberté", non fortement marqués du sceau confessionnel, ils peuvent mieux circuler à l'extérieur du cadre religieux catholique traditionnel, et être relativisés ou utilisés même par ceux qui ne se reconnaissent pas directement ou pleinement comme "fils dévots de l'Eglise", pour reprendre une vieille expression.

Le second exemple est tiré de l'histoire des ACLI² (Association des travailleurs chrétiens) qui, depuis l'après-guerre, a rassemblé différentes couches populaires (paysans et ouvriers). Née comme organisation interne à l'Eglise, étendue à tout le territoire au travers des paroisses, elle a créé un système de services sociaux de base, afin de répondre à une demande de *welfare* que l'Etat ne satisfaisait pas.

Sur un échantillon représentatif de militants de l'ACLI de la Vénétie (recherche conduite en 1985 sur 300 cas), l'analyse factorielle appliquée à un ensemble d'indices de confiance envers des institutions et des groupes sociaux comme l'Eglise, l'école, la famille, etc., mis en relation avec la distance par rapport aux deux partis politiques alors les plus en vue (Démocratie chrétienne et Parti communiste) confirme l'existence au sein de l'association d'une pluralité de positions et de profils socio-religieux. Cette pluralité a mûri au cours d'un dur conflit et de la conquête de l'autonomie tant par rapport à l'autorité cléricale qu'aux choix politiques autrefois seulement orientés vers la Démocratie chrétienne. Le procédé statistique révèle trois facteurs.

¹ S. Martelli, *Il transito e la permanenza*, rapport de recherche interne pour le Comité central AGESCI, pro manuscripto, 1993, aimablement mis à disposition par l'auteur.

² E. Pace, I. Diamanti, *Tra religione e organizzazione, il caso delle ACLI*, Padova, Liviana, 1987.

Attitudes émergentes des militants de l'ACLI

Analyse factorielle

indicateurs de signification (*factor loading*)

et % de la variance expliqué

F1		F2		F3	
Appartenance catholique		Intégration institutionnelle de classe		Identité	
Eglise	.90	Magistrature	.79	Syndicat	.83
Paroisse	.84	Gouvernement	.67	PCI	.52
DC	.78	Instit. locales	.63	Entrepreneurs	-.39
PCI	-.62	Police	.61	DC	-.31
Gouvernement	.50	Entrepreneurs	.46	Instit.locales	.26
Entrepreneurs	.46	Famille	.45	Police	-.25
Police	.45	Amis	.42	Amis	.17
Variance	37%	14%	14%	9%	

Le premier facteur définit clairement *l'appartenance catholique*. Il s'agit d'un sentiment d'identification qui ne correspond pas nécessairement à une forte pratique religieuse. Celle-ci varie en effet fortement selon les générations : plus haute pour les plus âgées (77% de pratiquants réguliers), relativement plus basse pour les plus jeunes (59%).

Les deux indicateurs qui définissent nettement cette attitude sont la référence institutionnelle globale (confiance dans l'Eglise) et la référence territoriale (confiance dans la paroisse).

Il s'agit d'une dimension attitudinale bien connue du monde catholique, qui se caractérise d'un côté par la proximité de la Démocratie chrétienne et, de façon cohérente, des institutions importantes au niveau économique et social, de l'autre, par l'opposition culturelle, pas seulement politique donc, à ce dont le Parti communiste est le "symbole".

Le deuxième facteur identifie une confiance généralisée pour les institutions étatiques dont les ACLI ont reçu le soutien politique et financier pour créer leur réseau d'assistance et pour fonder ce que l'on appelle la culture des services.

Le troisième facteur enfin, isole un ensemble d'attitudes, apparues dans les années soixante-dix au sein des ACLI, favorables aux organisations historiques de la gauche, syndicat avant tout et partis politiques (Parti communiste en particulier). Nous l'avons appelé identité de classe parce que la dimension qu'exprime l'analyse factorielle couvre une gamme d'attitudes, présentes dans l'association, qui tourne autour

de la valeur attribuée aux organisations des travailleurs et aux organisations politiques du mouvement ouvrier.

Ainsi, en conformité avec les processus qui ont marqué la vie intérieure de l'association, ressort une pluralité de cultures politiques qui cohabitent, entrent en conflit mais, finalement, demeurent "sous le même toit".

La diffusion, dans le domaine catholique aussi, de mouvements néo-pentecôtistes ou charismatiques, aux allures néo-fondamentalistes¹, laisse entrevoir la naissance d'une modalité de croyance et d'appartenance complètement moderne.

La récupération ou réinvention de la tradition religieuse à laquelle on appartient par la naissance, se déroule à l'intérieur d'une expérience religieuse émotive et dans la fraternité des rapports affectifs qu'elle engendre. Le processus de conversion charismatique prend alors une dimension volontaire qui permet de redéfinir le rapport entre système de croyance individuelle et autorité religieuse légitime, mais qui, en même temps, innove quant aux caractéristiques socio-religieuses de fond : elle met au premier plan la subjectivité de l'acte de croyance par rapport à un dépôt de croyances surveillé par l'autorité religieuse.

Pour finir, on ne peut oublier les manifestations de la dissension catholique des années écoulées, à partir desquels sont nées des expériences de groupes et de mouvements diversifiés.

J'ai choisi ces exemples se référant au monde complexe des associations et mouvements qui se sont multipliés après Vatican II², parce qu'il s'agit là d'un bon observatoire pour saisir dans leur totalité les processus en cours dans le monde vaste et bariolé qui dit se rattacher à la tradition catholique. Ces éléments de religiosité moderne (suprématie de la subjectivité, réinvention de la tradition, naissance de larges zones de croyance sans appartenance et pluralité d'images de l'Eglise) que l'on rencontre dans les mouvements et associations représentent probablement l'émergence des tendances futures du catholicisme italien.

¹ Cf. au sujet de ces mouvements, E. Pace, "I movimenti religiosi nelle società contemporanee", *Quaderni di Sociologia*, 1992, n°2, pp. 39-54; "Movimenti e associazioni in un sistema religioso complesso", *Religioni e società*, 1989, n°7, pp. 41-54 et aussi "Le possibili basi del fondamentalismo cattolico contemporaneo", in R. Giammanco (ss la dir. de), *Ai quattro angoli del fondamentalismo*, Florence, La Nuova Italia, 1993, pp. 351-415.

² Cf. F. Garelli, "Forza della religione e debolezza della fede", *Quaderni di Sociologia*, 1992, n°2, pp. 28-38, et I. Colozzi, S. Martelli, *L'arcipelago cattolico*, Bologne, CICIPSSR, 1988. On trouvera un bilan des recherches sur le sujet in R. Cipriani, *La religione diffusa*, Rome, Borla, 1988.

Le syndrome du Cassandra crossing

Les observations qui viennent d'être faites conduisent à un certain nombre de réflexions sur l'attitude de l'épiscopat italien au cours des dernières années et sur les résultats du référendum populaire du mois d'avril 1992 dû à l'initiative de l'ex-démocrate chrétien Mario Segni, qui a introduit le principe du système électoral majoritaire.

Nous utiliserons ici une métaphore cinématographique tirée du célèbre film *Cassandra crossing*. Dans ce film, à la suite de la diffusion d'un virus dangereux et inconnu dans un convoi international passant en territoire allemand, les autorités décident de détourner le train et tous ses passagers vers la Pologne, par une voie qui n'a pas été utilisée depuis la Seconde Guerre Mondiale et qui finit sur un pont qui menace de s'écrouler, le *Cassandra crossing*. Les autorités font croire aux passagers que la déviation permettra une désinfection radicale et le salut de tous, alors qu'en réalité, le convoi doit se précipiter du pont en ruine et apporter au "problème" une solution fatale.

La tentative en cours des évêques italiens proposant à nouveau une forme d'unité des catholiques dans le domaine social et politique ressemble beaucoup à l'aventure que décrit le film : on choisit une nouvelle classe dirigeante tirée des cendres du vieux Parti démocrate chrétien purifié et on continue "à aller de l'avant", à vouloir compter dans la société comme catholiques uniformément engagés dans la politique.

Cette tentative est destinée à l'échec le plus complet. On se donne l'illusion de sauver une unité qui n'existe plus en accélérant la course du "train", dans la meilleure des hypothèses, sur une voie aveugle ou désactivée, épave qui glisse lentement vers une dérive irrémédiable, vers sa dissolution définitive.

Des analyses sociologiques des dernières années, émergent deux données très importantes du rapport religion et politique dans le catholicisme italien :

a) La progressive laïcisation de ce rapport (bien avant Tangentopoli et dans les attitudes même du laïcat catholique le plus engagé).

b) La progressive affirmation de sphères de valeurs relativement autonomes par rapport à la sphère religieuse, dans la conscience-même de nombreux catholiques (par exemple, la morale sexuelle et la morale de l'économie¹); elles mettent en crise la capacité de l'autorité religieuse légitime à influencer attitudes et comportements.

¹ Nous ne pouvons expliquer ici en détail cette affirmation qui reprend une idée de N. Luhmann à propos des dynamiques religieuses contemporaines dans les sociétés complexes. Se reporter à son œuvre, *Funktion der Religion*, Francfort, Surhkamp, 1977. On trouvera une analyse critique de ce travail dans

En d'autres termes, l'unité des catholiques s'est progressivement brisée au cours d'un long processus qui s'est accéléré à partir de Vatican II (représentant ici une date et non une explication). Son évocation persistante, surtout par une partie de l'épiscopat italien pendant ces vingt dernières années, a provoqué une étrange "maladie" : croire ou faire croire que, d'une certaine façon, l'unité était représentée par le parti de la majorité des Italiens, la Démocratie chrétienne, alors que les choses changeaient rapidement dans la société.

Une métaphore analogue existe-t-elle aujourd'hui dans le monde catholique? N'y aurait-il pas plutôt plusieurs figures en compétition? Ne risque-t-on pas d'ignorer ce qui est en train de se passer et de réutiliser à des fins uniquement idéologiques et politiques une unité de "l'esprit" qui, elle aussi, devrait être entièrement réinventée? Il est difficile de répondre, comme il est difficile de prévoir ce qui se passera.

Nous avons tenté de cerner des tendances qui semblent désormais bien assises et reconnues, qui sont aussi en rapport avec l'augmentation de l'audience de la Ligue¹ et de la nouvelle formation politique créée par Berlusconi (Forza Italia), et qui aident à comprendre un "rébus sociologique" qu'il faudra déchiffrer. Dans un contexte où, s'il est vrai que le catholicisme demeure et continuera pendant longtemps encore à être, dans la forme, une religion de la majorité², mais, dans les processus d'identification au sein de la société civile et dans la sphère politique, une religion de la minorité, l'attention des médias (d'expression culturelle laïque y compris) à tout ce que dit et fait l'Eglise catholique en Italie, apparaît pour une part comme le signe implicite d'un regret de la conscience collective qui tend à disparaître. Pour user d'une expression facile, en Italie, dans les années de la modernisation économique et sociale, le catholicisme a pu fonctionner comme une sorte de "religion civile", alors que le pays était en train de se séculariser et de se libérer de l'influence de l'Eglise dans de nombreux domaines de la vie (privée et publique), comme une sorte de "basse continue éthique" dont une partie de la bourgeoisie modérée et des classes populaires ressentait le besoin au cours d'une phase de transition d'un type de société "protégée" par de grands systèmes de croyance (la subculture catholique et la subculture marxiste à "l'italienne"). Cette transition provoquait en effet dans différentes couches sociales un sentiment d'insécurité en ce qui concerne les valeurs de référence.

Au fur et à mesure que les médias prenaient, lentement, conscience que le stéréotype de l'Italien "en moyenne catholique" ne tenait plus la

E. Pace, "La funzione della religione nella teoria sistemica di N. Luhmann", *Rassegna Italiana di Sociologia*, 1986, N°4, pp. 551561.

¹ Cf. à ce sujet l'excellent travail de I. Diamanti, *La Lega*, Rome, Donzelli, 1993.

² Il s'agit d'une expression chère à F. Garelli, *Chiesa e religione in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1992.

route, ne correspondait plus à la réalité parce que les choix de ceux qui aujourd'hui se déclarent catholiques sont très divers dans le domaine social et politique mais aussi moral et religieux, ils se sont sentis dépayés : ils manquaient de coordonnées solides qui leur permettent de se représenter les dynamiques et conflits sociaux du temps présent.

Les évêques italiens, en époussetant de leur patrimoine politique un vieil anti-communisme qui n'a plus de raison d'être dès lors que l'adversaire, le Parti communiste, tente de faire oublier son propre passé en se transformant en quelque chose qui ressemble à un futur parti social-démocrate, ont une fois encore invité les catholiques à retrouver une unité d'intention propre, en politique aussi, sans cacher leur appui au parti du centre (Parti populaire, ex-démocrate-chrétien). Le sens de cette tentative qui n'a pas donné les résultats souhaités (selon les résultats décevants de ce parti aux élections politiques de mars dernier 1994), est assez évident. L'épiscopat italien se rend compte qu'il livre la dernière bataille pour conserver à l'Eglise catholique italienne un rôle politique, un espace digne d'intérêt sur la scène politique. Tout en reconnaissant que l'unité politique des Italiens n'existe plus¹, il a réaffirmé que de toutes façons, l'unité demeure une exigence morale. Mis à part le langage curial, cela signifie qu'il craint de perdre son rôle politique, de ne plus pouvoir être considéré comme l'interprète légitime de l'unité morale de la nation, de ne plus pouvoir négocier avec l'Etat une position privilégiée (consacrée par le nouveau Concordat) ou de nouvelles positions de force dans la société (financement public des écoles catholiques). Il s'agit de savoir de quel côté, après les élections du mois de mars, l'Eglise catholique finira par se ranger et si la coalition de centre-droit qui a remporté les élections aura intérêt à relancer une image de l'Eglise dépositaire, au-delà de leur désenchantement religieux, de la religion civile des Italiens.

Département de Sociologie
Université de Padoue.
Juillet 1994

¹ Il s'agit de la prise de position de la Conférence épiscopale italienne (CEI) du 21 mars 1994, six jours avant le vote pour les élections politiques pour le nouveau parlement.

LE PARTI DE LA NOUVELLE CLASSE MOYENNE DU NORD

Ilvo DIAMANTI*

La Ligue du Nord, adversaire et produit du système de l'échange politique*

La Ligue du Nord est aujourd'hui, dans la réalité italienne, une question politique de grande importance. Bien qu'elle ait récemment rencontré d'incontestables difficultés, elle représente à n'en pas douter un fait politique de premier plan auquel tous les partis politiques doivent se mesurer¹. Pour évaluer ses perspectives de consolidation et de développement, il convient de dépasser les analyses habituelles et

* Professeur de sociologie à l'Université d'Urbino

* Cet article développe et met à jour un exposé présenté au débat "Crise des partis politiques en Italie" organisé par le Département de sciences politiques de l'Université de Lille le 4 février 1994. Il est traduit de l'italien par Sophie Messmer.

¹ Sur l'origine et le développement de la Ligue, voir Ilvo Diamanti, *La Lega, geografia, storia et sociologia di un nuovo soggetto politico*, Donzelli, Roma, 1993, et la mise à jour "La Lega, in fuga verso il passato", dans Ilvo Diamanti, et R. Mannheimer, *Milano a Roma. Guida all'Italia elettorale del 1994*, Donzelli, Roma, 1994. Voir aussi R. Mannheimer, *La Lega Lombarda*, Feltrinelli, Milano, 1991, A. Mazette et G. Rovati, *La protesta dei "forti". Leghe del Nord e Partito sardo d'azione*, Angeli, Roma, 1993, I. Sales, *Leghisti e sudisti*, Bari, Laterza, 1993, R. Cartocci, *Tra la Lega et la Chiesa*, Milano, Bologna, 1994.

mieux mettre en évidence ses fondements économiques et sociaux et les intérêts qu'elle représente.

On définit habituellement la Ligue du Nord comme l'adversaire des partis politiques traditionnels et des modes de représentation qui étaient les leurs. On a en particulier voulu voir dans La Ligue le principal miroir et le principal artisan de la protestation contre le modèle traditionnel d'action politique des partis de gouvernement et, surtout, de la Démocratie Chrétienne. Celle-ci s'est maintenue au pouvoir en médiatisant les rapports entre l'Etat et la société, sous la forme d'un clientélisme qui s'étendait dans de nombreuses régions, mais surtout dans le Sud. Elle pratiquait aussi l'échange politique dans le Nord, mais ici pas au niveau des individus, à celui des groupes et des territoires. La Ligue a donc été considérée comme un adversaire du système des partis politiques traditionnels et de ses logiques de fonctionnement¹. Cette opposition est sans doute exacte, elle peut cependant ne pas être que l'expression de valeurs, mais aussi d'intérêts. Elle peut traduire l'insatisfaction vis à vis d'un système politique qui s'est montré incapable de tenir les promesses "d'avantages" économiques et sociaux, qu'il avait faites. La Ligue apparaît alors non seulement opposée mais aussi produite par les modèles de représentation qui étaient ceux de tous les partis et avant tout de la Démocratie Chrétienne. Elle est le produit d'un échange politique qui ne s'est pas actualisé, qui a échoué.

La Ligue des origines

Dans une première phase, dans les années 1980, la Ligue se présente comme "le parti de la nouvelle périphérie industrielle". Elle s'affirme dans des zones de petite entreprise, culturellement enracinées dans le catholicisme, structurées par les institutions sociales de l'Eglise catholique, représentées politiquement par la Démocratie Chrétienne. Ces zones "blanches" (i.e. catholiques et démocrates chrétiens) recouvrent les provinces les plus industrialisées de la Vénétie (où la Ligue s'est d'abord développée), de la Lombardie et du Piémont. Le développement économique y a été rapide dans les années 60 et 70, accompagné d'un processus de laïcisation lui aussi rapide². En ont résulté une croissance intense et générale du niveau de revenu et des conditions matérielles d'existence, mais aussi des

¹ Sur la Démocratie chrétienne dans l'Italie de l'après-guerre, voir P. Allum, *Potere e Società a Napoli, nel dopoguerra*, Milano, Einaudi, 1975, "Appunti per una ricostruzione", *Strumenti*, 3-4, 1984.

² Sur le processus d'industrialisation, voir, A. Bagnasco et C. Trigilia, *Società e politica, nelle aree di piccola impresa. Il caso di Bassano, Arsenal, Venezia*, 1984.

contradictions profondes, la dégradation de l'environnement, la crise du lien social, la désagrégation de l'identité traditionnelle. La société découvre soudainement qu'elle est devenue plus riche, plus développée, mais aussi plus vulnérable et plus incertaine. Elle est devenue plus importante au plan économique sans que cette transformation se traduise au plan politique. La Démocratie Chrétienne cherche à faire face à cette situation en réduisant les dimensions religieuses de son message politique, et substitue la défense des intérêts locaux ou de groupe à celle des valeurs. De parti "sponsorisé par l'Eglise Catholique", elle se transforme en parti "sponsorisé par l'Etat" : parti "d'entrepreneurs politiques", qui s'interpose entre la Centre et la Périphérie, et organise le transfert des ressources de l'Etat vers les localités¹. Le courant des *dorotei* (qui prendra un rôle central dans la hiérarchie du parti jusqu'aux élections politiques de 1992) met en œuvre cette stratégie de façon efficace, et cherche sa légitimation dans les intérêts plutôt que dans les valeurs. La Démocratie chrétienne sape ainsi ses liens avec son assise catholique, sans proposer d'alternative identitaire. Aussi est-elle de façon croissante appréciée par ses électeurs en fonction de sa capacité de pourvoir "les avantages" promis. Le choix électoral devient le résultat d'un "échange politique". Mais l'échange est toujours plus difficile, la réalité économique est devenue plus instable, les problèmes du territoire plus nombreux et plus graves, et la société nourrit des attentes nouvelles. Dans les années 70, les difficultés s'accroissent, lorsque les conditions du système politique se modifient; la direction de la Démocratie chrétienne se "méridionalise", d'où un affaiblissement des relations des provinces du Nord avec l'Etat et la distribution des ressources.

Le vote pour la Ligue devient ainsi une réponse à des problèmes de différents ordres. Il montre et représente l'effritement des appartenances politiques traditionnelle, conséquence de la crise des valeurs et de l'identité territoriale. Il reflète également un sentiment diffus et croissant de "déprivation relative", c'est-à-dire d'une insatisfaction, d'une frustration éprouvée par des couches sociales qui se savent économiquement centrales et politiquement périphériques. Elles désirent accéder à une certaine centralité politique et craignent en même temps, en raison du déséquilibre, de perdre la centralité économique qu'elles viennent d'acquérir. Ces tensions sont exprimées par les *dorotei*; leur leader, Toni Bisaglia, dans une interview de 1982, soit avant l'émergence de la Ligue et ses premiers succès aux élections politiques de 1983, déclare :

¹ Cf. P. Allum, op. cit., et, sur le rôle d'entrepreneurs politiques joué par les leaders de la Démocratie chrétienne, voir S. Tarrow, *Between Center and Periphery. Grassroots politicians in Italy and France*, Yale University Press, New Haven, 1977.

"L'Etat a très souvent considéré ma région comme une zone isolée, étrangère aux choix stratégiques du pays. Il a concentré son attention soit sur les grandes zones métropolitaines que nous n'avons heureusement pas, soit sur le Mezzogiorno. La zone intermédiaire qui n'est ni Naples, ni Milan, ni Turin, a ainsi été sacrifiée."¹

Bisaglia en tire une conclusion qui préfigure l'hypothèse institutionnelle de la Ligue :

"L'obstacle principal se trouve dans la vision centraliste qui prévaut encore en Italie. Centraliste et bureaucratique. S'il était possible, je dirai que la Vénétie est prête à participer à un Etat fédéral. Pas l'Italie, elle ne serait pas prête."

Bisaglia et les *dorotei* du Nord ne peuvent cependant pas traduire politiquement cette orientation, parce qu'ils sont pris dans le système traditionnel de pouvoir; en outre, les contradictions entre Centre et Périphérie ne sont pas encore à cette époque, trop douloureuses².

Le miroir de la "seconde révolution industrielle"

L'effritement des appartenances politiques traditionnelles a aussi des raisons économiques et sociales, liées à la composition de classe, qui caractérise les régions non-urbaines de l'Italie du Nord. La Ligue représente les classes sociales de la "seconde révolution industrielle" : entrepreneurs et salariés de la petite entreprise, classes moyennes du travail indépendant de ce Nord qui a connu une très rapide croissance dans les années 70. La Ligue adopte le désir de centralité sociale et politique de la petite bourgeoisie, et aussi ses craintes : crainte qu'un développement considéré illimité trouve une fin, crainte de voir remis en questions les avantages obtenus. La Ligue propose à ces classes sociales une cible facilement reconnaissable, l'Etat centralisé, inefficace, pratiquant l'assistance, et, par ricochet, le Sud, fidèle miroir des distorsions de l'action étatique.

Implicitement toutefois, la première cible devient la Démocratie Chrétienne et les partis de gouvernement, réputés incapables de défendre les intérêts de ces territoires et de ces groupes. Pour la petite

¹ A. Bisaglia, "Il politico come imprenditore, il territorio come impresa", interview de Ivo Diamanti, *Strumenti*, 2, 1992.

² Voir une reconstruction systématique de l'évolution des rapports entre société, politique et partis dans les zones "blanches" où la Démocratie chrétienne domine la scène politique, dans Ivo Diamanti et G. Riccamboni, *La parabola del voto bianco*, Neri Pozza, Vicenza, 1992.

bourgeoisie de la province productive du Nord, voter pour la Ligue manifeste la déception causée par l'incapacité de l'organisation politique traditionnelle de "récompenser" le consensus social par des prestations proposées par le gouvernement du territoire, et, en amont, par les représentants auprès de l'Etat. La Ligue véhicule à son tour les revendications provenant de l'espace que les intermédiaires traditionnels de l'échange politique laissent vacant.

Mais la Ligue réussit à s'affirmer définitivement parce que, en cristallisant les revendications et les tensions économiques et sociales, elle participe en fait activement à leur production. Elle n'est donc pas seulement un miroir, elle est aussi un acteur politique. En outre, elle réussit à allier aux revendications des classes moyennes et inférieures de la périphérie productive, l'insatisfaction de la bourgeoisie urbaine (professions libérales, intellectuels, entrepreneurs). Auprès de cette bourgeoisie urbaine, elle se présente comme le protagoniste de la modernisation et de la rénovation des institutions, comme un instrument de "libération" : elle libérerait l'Etat d'une classe politique en perte de légitimité. Elle propose enfin d'accélérer la réforme de l'administration publique et de dénouer les liens pervers entre politique, économie et société. Ce programme lui permet, dans les années 90, de poursuivre son développement dans la périphérie productive, et aussi de pénétrer en force dans les "centres", de s'affirmer dans toutes les grandes villes du Nord. Le succès de cette stratégie est confirmé par les élections municipales de juin 1993; la Ligue s'impose dans de nombreux chefs-lieux provinciaux. Elle réussit alors notamment à conquérir Milan, capitale symbolique "du Nord qui produit", et réunit ainsi la périphérie industrielle et la ville des services.

Pour accélérer son extension, la Ligue accentue sa critique de l'Etat central et exacerbe le conflit, elle se présente toujours davantage comme le défenseur des classes moyennes productives et du tertiaire privé. Elle s'affirme et s'impose comme "parti du Nord", interprète principal d'une "question septentrionale" qui reproduit à l'envers la "question méridionale". Cette identification ne reflète pas seulement une stratégie de relation à l'Etat, elle traduit aussi le choix d'un terrain de regroupement de composantes sociales aux intérêts différents et potentiellement conflictuels. Mettre l'accent sur l'identité territoriale permet de réduire les contradictions que l'identité de classe accentue. La base sociale originelle de la Ligue demeure cependant une référence obligée qui conditionne manifestement ses choix les plus récents. La stratégie qu'elle a utilisée au cours des dernières années le montre parfaitement. Au lendemain des élections politiques du 5 avril 1992, qui représente le moment de son affirmation politique (elle obtient 8,7% des suffrages), elle semblait avoir normalisé son attitude et son style de communication. Pourtant, à partir de juin 1993, elle dramatise à nouveau son langage dans la forme et le contenu. Elle relance la menace séparatiste et la polémique contre l'Etat, ouvre de

nouveaux fronts d'opposition contre la magistrature et l'armée. Ces polémiques satisfont sa base sociale originelle, la petite bourgeoisie périphérique qui resserre les rangs, mais effraie la bourgeoisie urbaine qui voyait dans la Ligue un facteur de modernisation et de renouvellement de l'Etat et de l'économie, non de dénonciation et de dramatisation des contradictions du pays. L'enthousiasme de cette bourgeoisie urbaine se refroidit en conséquence, et la Ligue perd son soutien électoral et celui des zones urbaines où son poids social et politique est déterminant. Ainsi s'explique la défaite de la Ligue lors des élections municipales de novembre 1993 dans toutes les grandes villes du Nord (Gênes, Venise, Trieste) qui sont alors appelées à voter.

Retour aux lieux d'origine

Les difficultés rencontrées par la Ligue dans l'élargissement de sa base sociale au delà de l'espace qui l'avait vu naître, laisse à la formation de Berlusconi, Forza Italia!, le champ libre, celui des classes urbaines, grande et moyenne bourgeoisies, classes populaires.

La Ligue se rapproche de Berlusconi pour résoudre le problème que lui pose le rapport entre réalité territoriale et structure sociale, et aussi pour répondre aux effets du nouveau régime électoral qui passe de la proportionnelle au scrutin majoritaire. La Ligue révisé donc sa stratégie traditionnelle pour assurer sa présence au niveau national, pour dépasser les limites de sa territorialisation, pour s'adapter au système majoritaire. Elle abandonne son opposition universelle et se cherche des alliances. L'accord qu'elle passe avec Berlusconi au mois de février 1994 lui semble plus avantageux et moins risqué que d'autres. Forza Italia! est une formation politique nouvelle sans base concrète de consensus, en outre, Berlusconi peut assurer, pour les élections, la présence de la Ligue dans les médias. Cet accord produit pourtant des effets inattendus et désagréables pour la Ligue; sans contribuer à résoudre les problèmes passés, il en pose de nouveaux, peut-être plus graves. La bourgeoisie urbaine n'y trouve rien de rassurant mais est davantage incitée à la défection électorale. Berlusconi, en effet n'est pas un simple allié, mais un acteur politique qui a interprété le succès de la Ligue. Au delà de la révolte que le vote léguiste a exprimée, on peut percevoir une demande de stabilité du niveau de revenu et du niveau de vie, des positions économiques acquises, des intérêts présents sur le territoire. Le vote léguiste cachait encore une demande de renouvellement des anciennes certitudes : valeurs traditionnelles, foi dans l'avenir, cohésion sociale. Dans "la révolte électorale" encouragée par la Ligue, se reconnaît aussi un désir de "normalisation sociale", qui se retrouve dans les années 90 et surtout après les élections politiques de 1992, dans une part importante de l'électorat des partis de gouvernement (Démocratie chrétienne et Parti socialiste avant tout). La

révolte ne peut durer trop longtemps sans engendrer l'inquiétude. C'est pourquoi, à l'ardeur de Bossi l'on commence à préférer l'optimisme de Berlusconi qui promet dans les médias (sans avoir à apporter des preuves, puisque, on le sait, les médias *sont* la réalité), le renouvellement du miracle économique de l'après-guerre. Si, pour de nombreux électeurs, la Ligue représentait une révolte contre l'Etat et le système politique, Berlusconi représente la possibilité de conclure une phase de turbulence qui n'a que trop duré et la fin des tensions du présent. C'est pourquoi, la Ligue paie le prix des succès de Forza Italia! aux élections des 27-28 mars 1994.

Il est difficile pour qui a incarné un rôle de critique du système et représenté les intérêts et l'identité de groupes très spécifiques de devenir sujet de gouvernement et de stabilité et, au surplus, de rassembler des intérêts trop différenciés. Avec 8,4% des suffrages exprimés aux élections de 1994, la Ligue confirme certes, à peu de choses près, les résultats qu'elle avait obtenus en 1992, mais son irrésistible ascension des origines jusqu'en 1993 est brisée, et le modèle d'adhésion sociale et territoriale qui lui était propre se trouve redéfini.

La Ligue subit une cuisante défaite dans les zones où elle ne s'était jamais implantée (les régions rouges), et dans celles où, en se présentant comme "le parti du Nord" et de la réforme de l'Etat, elle s'était récemment implantée (grandes villes, Milan en premier lieu, Ligurie, régions à statut spécial comme le Trentin surtout). Elle se renforce par contre là où les conditions avaient été favorables à sa genèse et à son premier développement : régions centrales de la Vénétie, Haute Lombardie. Un parcours donc qui reconduit aux lieux d'origine.

Les caractéristiques politiques et économiques de la présence territoriale de la Ligue accentuent cette image de fuite vers le passé. Au plan politique, le succès de la Ligue s'affirme là où, même dans un passé récent, la Démocratie chrétienne apparaissait forte et la gauche (Parti démocratique de gauche, Refondateurs communistes) faible. Sur le plan économique et social, par contre, la Ligue se révèle plus solide dans les zones de plus forte industrialisation, d'entreprises de moindre dimensions, de moindre effet de la crise sur l'emploi. La Ligue n'apparaît ainsi plus comme "le parti du Nord" des années 90, mais comme "le parti de la périphérie industrielle du Nord" à la manière des années 80; elle est la force politique représentative des classes sociales et des espaces marqués par la présence et l'expansion de la petite entreprise. L'autre Nord, celui des grandes concentrations urbaines et industrielles, politiquement plus laïc, et attiré, surtout dans les années 80, par le rassurant "rêve italien" exprimé par le Parti socialiste de Craxi, se tourne dans une autre direction. Il préfère "l'entrepreneur politique", Silvio Berlusconi, et son "entreprise électorale", Forza Italia!, dont les bases territoriales et sociales sont inverses de celles de la Ligue. Forza Italia! s'affirme principalement dans les zones urbaines marquées par une

forte présence des services et de la grande industrie, et son audience semble d'autant plus étendue que l'électorat de la Ligue avait été précédemment (aux élections de 1992) plus nombreux¹.

Parti de la "Périphérie économique" ou Parti du "Centre politique"

Les élections des 27-28 mars 1994 font ainsi apparaître deux Nords bien distincts. La Ligue occupe le premier dont l'identité économique et sociale et l'infrastructure politique sont bien précises : Nord des petits producteurs, de tradition politique "blanche", où la Ligue s'est d'abord constituée. Elle y est aujourd'hui retournée délimitant des frontières au-delà desquelles il lui est difficile de s'étendre, mais à l'intérieur desquelles il est difficile à quiconque de la déraciner. Cette redéfinition sociale et territoriale contribue à expliquer la conflictualité des rapports de Bossi avec ses anciens adversaires et ses nouveaux alliés. Il doit défendre l'identité et les intérêts d'une périphérie socio-économique menacée par les partis traditionnels, ses adversaire par excellence, mais aussi par les nouveaux sujets politiques, ses alliés, dont le premier est Berlusconi.

Elle se trouve dans une situation contradictoire. Les résultats des élections la conduisent en effet à mieux définir les milieux qu'elle représente, à les identifier par les lieux et sujets traditionnels. Sur le plan territorial elle est poussée à se proposer à nouveau comme "le Parti du Nord qui produit", mais, sur le plan socio-économique, sa nouvelle position électorale la conduit à se revendiquer comme "le premier représentant" des travailleurs autonomes et des petits entrepreneurs de l'industrie. Cette nécessité pour la Ligue de spécifier socialement et territorialement son électorat est pourtant en contradiction avec son désir de se légitimer comme force politique nationale qui lui fait perdre sa définition de parti antisystème grâce à laquelle elle s'est constituée. Dans cette perspective, elle revendique et obtient cependant dans le nouveau gouvernement deux charges institutionnelles clés, la Présidence de la Chambre et le Ministère de l'intérieur qui sont attribués à deux de ses dirigeants les plus fidèles et les plus représentatifs, la catholique "traditionaliste", Irene Pivetti et l'ex-président du groupe parlementaire, Roberto Maroni.

Le risque est pour la Ligue que l'élargissement de ses ambitions (dans la voie qui, jusqu'en 1993, lui avait permis d'adjoindre à sa base

¹ Cf. l'essai de R. Mannheimer, "Forza Italia", dans *Milano a Roma*, op. cit., et M. Revelli, "Forza Italia, l'anomalia italiana non e finita", dans P. Ginsborg (sous la dir. de) *Stato dell'Italia*, Il Saggiatore, Milano, 1994.

originelle de nouvelles composantes) devienne une difficulté plus qu'une ressource en brouillant les références.

Concilier "le parti de la petite bourgeoisie du Nord qui produit" avec les logiques et responsabilités d'un parti national peut devenir difficile, surtout quand on est l'allié d'une force politique, l'Alliance nationale, qui exprime les revendications de larges couches sociales de l'Italie du Sud assistée, l'une des cibles traditionnelles de la Ligue et de son électorat "historique".

Aujourd'hui, la Ligue se trouve ainsi en présence d'une alternative pleine d'embûches. Pour consolider sa base électorale originelle, elle devrait se régionaliser et réaffirmer son identité économique et sociale, mais elle perdrait alors la centralité politique acquise au niveau national. Conserver cette centralité, se consolider en tant que parti national, risque de voiler son identité socio-économique et territoriale, et distendre ses liens avec sa base jusqu'ici la plus fidèle.

Aujourd'hui, il lui est difficile de résoudre la difficulté comme elle a pu le faire dans le passé, en recourant à la dialectique du discours, ou, pour cacher les contradictions, en ouvrant de nouvelles polémiques et en lançant de nouveaux projets.

Urbino
Université d'Urbino
Février-mai 1994

LES ÉLECTIONS ITALIENNES DE MARS 1994 LA TRANSITION CONTINUE

Percy ALLUM*

Les Italiens ont vu, et surtout vécu, les élections des 27 et 28 mars sous le signe de la naissance de la Deuxième République**. La profondeur de la crise économique et la précipitation des événements politiques à partir de 1990 semblent avoir convaincu le public italien, habituellement très cynique, de l'importance du changement en cours. En effet, la détérioration des finances publiques (déficit des dépenses publiques autour de 10% du PIB et dette publique autour de 110% du PIB en 1993¹), suivie d'une succession d'événements politiques (référendum sur le vote préférentiel unique de juin 1991, chute des partis traditionnels et percée de la Ligue du Nord (Lega Nord, ligue des autonomistes des régions du nord) aux élections d'avril 1992, éclatement du scandale des pots-de-vin (*Tangentopoli*) au printemps 1992, référendum abolissant le régime proportionnel pour les élections sénatoriales, en avril 1993, et, enfin, réforme de la loi électorale dans un sens majoritaire approuvée en août 1993), ont fait comprendre aux Italiens que la Première République était moribonde, sinon déjà morte. A l'automne 1993, le Président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, considérant que le Parlement était désormais délégitimé du fait que presque la moitié de ses membres (députés et sénateurs) était

* Professeur de sciences politiques à l'Université de Reading.

** L'auteur remercie la Leverhulme Foundation de Londres pour la bourse qui lui a permis de rassembler la documentation utilisée dans cette étude.

¹ *Le Monde*, 5 avril, 1994, Supplément *L'économie*, p. viii.

impliquée dans l'enquête sur les pots-de-vin (*inchiesta "manipulite"*)¹, annonça que le Parlement serait dissout dès que la carte des collèges électoraux serait définie. A quelques jours de Noël, il annonça que les élections législatives auraient lieu les 27 et 28 mars 1994².

Le contexte politique.

Depuis la fin de la Quatrième République Française, le régime politique italien était, en Europe occidentale, le *locus classicus* du système parlementaire non-majoritaire, modèle de gouvernement de parti bâti selon la logique du jeu à somme positive. En 1982, Maurice Duverger définissait ce dernier comme "république des députés" pour l'opposer à l'autre logique, celle du jeu à somme zéro qui est à la base du système parlementaire majoritaire, qu'il baptisait "république des citoyens".

On peut donc résumer les caractéristiques du modèle parlementaire non-majoritaire (système italien) en quatre points :

(i) Aucun parti (ou alliance de partis) ne peut espérer conquérir une majorité parlementaire. En conséquence, aucun parti n'est totalement marginalisé. Le gouvernement est obligatoirement constitué par une coalition hétérogène et fragile, avec pour résultat que les partis de la coalition ont la plus grande difficulté à trouver un accord sur le programme de gouvernement qui, en conséquence, est réductif et sommaire.

(ii) Le gouvernement est habituellement instable parce qu'il est soumis aux aléas des partis de la coalition. La peur du succès de l'un de leurs partenaires pousse les autres partis à entraver l'action commune du gouvernement.

(iii) Le chef du gouvernement est privé des moyens d'agir efficacement parce qu'il n'est généralement ni le chef de la majorité parlementaire ni même le chef de son propre parti; il est obligé de marchander continuellement avec les chefs des partis de la coalition à

¹ Des 6.059 personnes mises en examen, au début de 1994, 338 sont des députés, 100 des sénateurs, 331 des conseillers régionaux, 122 des conseillers provinciaux, 1.525 des conseillers municipaux, 873 des entrepreneurs, 1.373 des fonctionnaires, 1.397 appartiennent à d'autres catégories. L'enquête judiciaire a touché les secrétaires des cinq partis de gouvernement (*pentapartito*, c'est-à-dire DC, PSI, PSDI, PLI et PRI) et quatre anciens présidents du Conseil (Andreotti, Craxi, De Mita et Forlani). Chiffres de *Il Giornale di Vicenza*, 16 février 1994, p. 6.

² Deux jours ont été prévus pour voter afin de ne pas défavoriser les juifs, les Pâques juives tombant le 27 mars et les pratiquants ne pouvant sortir de chez eux ce jour-là.

propos du programme gouvernemental. Il peut même être forcé de chercher l'appui des partis de l'opposition pour faire adopter certaines mesures gouvernementales impératives. C'est pourquoi la séparation entre gouvernement et opposition est politiquement confuse. Les partis de l'opposition peuvent, dans un jeu d'alliances tactiques avec des groupes dissidents de la majorité, renverser le gouvernement, ou même l'obliger à adopter quelques uns de ses choix politiques. Ainsi, l'opposition joue un rôle si actif dans le programme législatif du gouvernement qu'elle peut mériter l'appellation de "système consociatif", appliquée récemment avec une connotation péjorative au système politique italien.

(iv) Lors des élections, les électeurs ne choisissent ni le gouvernement ni son chef qui sont désignés par les chefs des partis sur la base des sièges parlementaires gagnés ou perdus. Comme toutes les combinaisons de coalition sont toujours possibles, les chefs de parti sont libres d'agir comme bon leur semble; ils peuvent, en outre, changer la formule de la coalition pendant la législature sans recourir à des élections. Cette situation stimule l'irresponsabilité gouvernementale; il n'y a pas de sanction électorale pour les actions du gouvernement. Il s'agit donc, selon Duverger, d'une forme de "démocratie médiatisée" dans ce sens que les chefs des partis se comportent comme des "médiateurs", organisant les combinaisons politiques sans que les électeurs puissent intervenir dans le processus politique. Les partis du gouvernement ne peuvent être sanctionnés par les électeurs pour la raison simple qu'il n'y a pas de majorité alternative plausible - généralement il y a plusieurs oppositions et non pas une seule - capable de devenir majorité parlementaire aux élections suivantes. Le modèle se distingue ainsi surtout par l'absence d'alternance politique au gouvernement. Duverger a toujours et à juste titre soutenu qu'il s'agissait d'un facteur fondamental qui différenciait ce modèle du système majoritaire¹.

On sait que la présence du plus grand parti communiste occidental a, depuis la guerre, rendu impossible en Italie l'alternance au pouvoir. On lui a donc fait porter la responsabilité de tous les maux politiques (*clientelismo*, *trasformismo*, corruption²) que l'Italie a connus dans

¹ Pour une discussion du concept de "l'alternance au pouvoir", voir Quermonne (1989).

² Pratique non-limitée à l'Italie, on l'a vu récemment; voir Allum (1993b); pour la France, voir Mény (1992). Ce dernier a récemment parlé d'un "abîme qui sépare la magistrature italienne de la magistrature française. La première a mené et mène encore ses investigations jusqu'au cœur de l'establishment politique et économique de la Péninsule alors que la seconde, malgré quelques tentatives, a toujours dû s'arrêter aux marches du palais. C'est en effet un trait de la situation française que l'irresponsabilité persistante des hommes politiques compromis dans les affaires." *Le Monde*, 1er avril 1994, p. 2.

l'après-guerre. Il n'est pas question de faire ici le procès de la politique italienne de la Première République¹; mais il faut dire à sa décharge et à celle du Parti Communiste Italien (PCI) que le fonctionnement du système politique italien à modèle non-majoritaire a permis au régime libéral-démocratique de s'enraciner en quelques décennies. Et ceci n'est pas un mince affaire lorsqu'on songe au temps qu'il a fallu à la France pour y arriver.

Ceci dit, force est de constater que, malgré ses succès (qui comprennent, entre autres, la période la plus prospère de l'histoire italienne, l'acquisition de droits civiques sans précédent), la Première République avait montré des failles bien avant que le scandale des pots-de-vin (Tangentopoli²) ne la blesse à mort : inefficacité des services publics, trafics politiques, corruption étaient connus avant les élections de 1992, mais les électeurs avaient continué à faire confiance aux partis traditionnels (les *pentapartiti*). Cependant, aux élections d'avril 1992, le comportement des électeurs a brusquement changé : les partis traditionnels ont perdu plus de 10% des suffrages aux dépens de nouveaux mouvements "anti-parti" (Ligue du Nord, Rete, Verdi, etc.). La chute du mur de Berlin et la transformation du PCI en Parti Démocratique de la Gauche (PDS) qui volent aux partis de gouvernement leur arme traditionnelle, l'anti-communisme, puis l'accord de Maastricht qui révèle au grand jour la situation dramatique des finances publiques, ont eu pour résultat que la classe politique était, pour la première fois, vue par l'opinion publique comme la cause première des maux italiens. Le développement du scandale des pots-de-vin, qui avait éclaté peu avant le scrutin, ne pouvait qu'accentuer ce sentiment et donc celui de la nécessité d'un changement de la classe politique. Dès lors, le mouvement référendaire de 1993 présenta comme la condition *sine qua non* d'une démocratie représentative saine, la réforme du système électoral; au problème politique du remplacement de la classe politique on substituait une panacée, la réforme du système électoral.

La nouvelle loi électorale.

Si, au soir des élections de 1992, on avait affirmé que les Italiens retourneraient aux urnes pour voter sous un nouveau régime électoral deux ans après, certains l'auraient admis; mais si l'on avait alors précisé le système qui serait finalement adopté, nul ne l'aurait crû. En effet, la nouvelle loi électorale qui introduit un système mixte avec 75% des sièges élus à la majorité simple dans des collèges uninominaux, et 25%

¹ Pour une analyse politique, voir Allum (1993a); pour une analyse historique, Ginsborg (1989).

² Pour une première analyse, voir della Porta (1993).

des sièges désignés à la proportionnelle, trouve son origine dans le référendum abolissant le régime proportionnel pour les élections sénatoriales d'avril 1993. Comme les référendums portent en Italie sur des abrogations et non sur des propositions, la seule façon pour les réformateurs de changer le système était de proposer ce référendum. Ils ont été suivis par l'électorat qui a interprété le référendum comme un vote pour la réforme du système politique, et l'a donc, appuyé massivement (83% de "oui" avec une participation de 77%). Toutefois, le résultat créait une impasse parce que le nombre des collègues sénatoriaux équivalait seulement aux trois quarts des sièges élus dans la Chambre haute (232 sur 315). C'est ainsi qu'on en est venu à l'idée d'un système électoral mixte (75% à la majorité et 25% à la proportionnelle).

En fait, la conclusion du référendum, qui coïncidait avec le développement de l'enquête sur la corruption, posait une question politique qui ne pouvait être laissée en suspens : comment gérer la transition d'un régime à un autre? Le gouvernement Amato issu des élections législatives de 1992 donna sa démission et le président Scalfaro fit appel au gouverneur de la Banque d'Italie, Carlo Azeglio Ciampi, pour former un gouvernement de transition, dont l'une des principales tâches serait de faire adopter, avant la fin de la session parlementaire, une nouvelle loi électorale aussi bien pour la Chambre que pour le Sénat¹.

La formulation de la nouvelle loi électorale, baptisée "Mattarellum" par l'éminent politologue italien Giovanni Sartori², d'après le nom de son rapporteur, le Démocrate-chrétien Sergio Mattarella, est restée l'affaire des partis traditionnels et surtout de la DC. En fin de compte, la loi a été approuvée par une minorité, tant à la Chambre (287 voix pour, 78 contre, 153 abstentions et 112 absents) qu'au Sénat (128 voix pour, 29 contre, 59 abstentions et 99 absents) (Warner et Gambetta, 1994, p. 8). Le système mixte a été retenu parce que les partis n'étaient nullement tenus de suivre le référendum à la lettre. Mais, comme une réforme majoritaire allait dans le sens du référendum (et le PDS avait opté pour le système majoritaire à deux tours comme en France), la seule façon pour les partis traditionnels fortement secoués par le sandale des pots-de-vin, de sauver les meubles, était de prévoir une certaine dose de proportionnelle.

Il semble, en outre, que la DC, qui dirigeait les opérations, n'avait pas évalué correctement la situation politique. Elle présumait que la Ligue du Nord serait la force dominante dans le Nord, le PDS dans le Centre et elle-même dans le Sud; donc, la formule 75-25% en faveur du système

¹ La différence majeure entre les élections à la Chambre et au Sénat, est l'âge des électeurs. En effet, si l'on vote à partir de 18 ans pour la Chambre, on doit en avoir 25 pour participer aux élections du Sénat.

² Voir ses commentaires dans *Corriere della sera* au cours de la campagne électorale.

majoritaire lui convenait. Ce que les chefs démocrate-chrétiens n'ont pas su apprécier à temps c'est que l'arrivée du scandale des pots-devin à Palerme et à Naples au printemps 1992 minerait la force de la DC dans le midi, ce qui devint évident lors des élections municipales de juin 1993, deux mois avant l'adoption de la nouvelle loi électorale. L'élément proportionnel a permis au parti catholique, rebaptisé Parti Populaire en janvier 1994, (mais aussi aux partis laïcs traditionnels) de sauvegarder un minimum de représentation (ce qui n'aurait pas été le cas avec un système entièrement majoritaire) mais non de jouer un rôle majeur comme il l'espérait et comme c'aurait été plus plausible avec un système majoritaire à la française.

En ce qui concerne les aspects plus proprement techniques de la nouvelle loi, si le mode de scrutin était le même pour les élections sénatoriales et pour les élections à la Chambre des députés (75% des sièges à la majorité et 25% à la proportionnelle¹, les modalités de vote et le calcul des résultats ne le sont pas. En effet, pour le Sénat, l'électeur vote dans son collège électoral avec un seul bulletin, pour un seul candidat, tandis que pour la Chambre il vote avec deux bulletins : l'un pour choisir un candidat dans son collège uninominal, et le deuxième pour la liste d'un parti ou groupe de partis². Pour les élections sénatoriales, dans chaque collège, l'élu est le candidat qui reçoit le plus grand nombre de voix (comme en Angleterre). Mais les 25% de sièges qui restent à pourvoir sont désignés sur la base d'un rattrapage proportionnel, en déduisant du total régional des voix obtenues par les diverses listes, celles des vainqueurs des collèges uninominaux pour déterminer, au niveau national, le nombre de sièges à distribuer à chaque liste. Les sièges sont distribués au niveau des 20 régions et les candidats uninominaux battus qui ont obtenu le plus fort pourcentage de voix de leur liste dans la région sont retenus.

A la Chambre, les choses sont encore plus complexes. L'élu dans chaque collège uninominal est, comme au Sénat, celui qui reçoit le plus grand nombre de voix. Pour la proportionnelle où chaque liste a

¹ C'est-à-dire, pour le Sénat 232 sièges dans les collèges uninominaux et 83 à la proportionnelle; et pour la Chambre 475 sièges dans les collèges uninominaux et 155 à la proportionnelle, voir Presidenza del Consiglio dei ministri, *L'Italia vota. Guida alle elezioni politiche del 27-28 marzo 1994*, Roma 1994, pp. 13-4.

² Toutefois, chaque candidat dans les collèges uninominaux doit obligatoirement être lié à une ou plusieurs listes à la proportionnelle, *Ibid*, p. 17. Ce qui, note le rapport CENSIS (1994, p. 5), a rendu virtuellement impossible la candidature de personnes sans liens de parti, c'est-à-dire les candidats vraiment indépendants.

présenté un maximum de quatre candidats¹, seules sont prises en compte les liste qui obtiennent 4% des voix au niveau national, mais lors du décompte des voix pour la distribution des sièges, on déduit des totaux non pas le nombre des voix obtenues par les vainqueurs des collèges uninominaux, comme au Sénat, mais un nombre équivalent au "score" du deuxième plus une voix². Les sièges sont distribués localement, cette fois aux 27 circonscriptions qui constituent la carte électorale, et sont déclarés élus les candidats des listes pour la proportionnelle dans l'ordre où ils figurent sur la liste de leur parti.

Les candidats.

On a déjà été signalé que le changement de la classe politique était l'un des objectifs principaux de la réforme de la loi électorale. Celui-ci semble bien avoir été atteint au moins en ce qui concerne les personnes. Une première conséquence de la réforme a été la forte réduction du nombre des candidatures, toujours en augmentation depuis les années 70, de presque 15 mille à moins de cinq mille³. En passant, on peut observer que si l'intention était la réduction du nombre des candidats, et donc la fragmentation de la représentation au Parlement, on aurait pu atteindre l'objectif plus facilement en introduisant le seuil de 5% des voix à la proportionnelle antérieure pour y accéder (comme en Allemagne) car seuls quatre partis obtenaient habituellement plus de voix dans les années 70 et 80.

S'il n'y avait pas de doute sur un profond renouvellement du personnel politique, ce n'était pas aussi certain de ses caractéristiques socio-culturelles. En fait, selon une étude récente du CENSIS (1994), seules 60% des parlementaires sortants se sont représentés et moins de la moitié de ceux qui étaient élus avant 1992. Disons à ce propos

¹ Les listes comportant plus d'un nom doivent respecter la règle homme-femme-homme-femme, ou femme-homme-femme-homme, voir *L'Italia vota*, p. 20.

² Dans le cas où le vainqueur du collège uninominal est lié à plusieurs listes, on déduit de chaque liste un nombre de voix proportionnel à leur part dans le vote proportionnel au niveau de la circonscription, voir *L'Italia vota*, p. 30.

³ On dispose de données pour la seule Chambre des députés. Jusqu'en 1975 on comptait de 5 à 6 mille candidats pour 630 sièges; en 1979 le nombre a commencé à grimper à 7.165 pour arriver à 9.742 (record absolu) en 1992. En 1994 on ne dénombre plus que 2.895 personnes briguant une place à Montecitorio, voir *Il Gazzettino* du 27 mars 1992, p. 4. Comme le nombre de sièges au Sénat est la moitié de celui de la Chambre on peut estimer que le nombre de candidats était lui aussi aux environs de la moitié, c'est-à-dire environ 1.500, après un maximum d'environ 4.400.

que, malgré la réputation de longévité de la classe politique italienne, incarnée dans les visages de certains vieux routiers comme Fanfani, Andreotti, Colombo (presque continuellement au gouvernement depuis les années 40), elle est beaucoup plus mobile qu'on ne le croit. Ainsi, seulement 4,5% des parlementaires ont eu une carrière de plus de 25 ans, tandis que ceux dont la carrière n'a pas dépassé dix ans (deux législatures) représentent plus de 60%. Ce qui signifie qu'un tiers des députés est renouvelé lors de chaque élection et la moitié de la Chambre tous les deux scrutins. A ces chiffres, il faut ajouter que le Parlement élu en 1992 avait déjà connu le plus grand renouvellement depuis 1953, en raison du succès des nouveaux mouvements "anti-parti". Le renouveau de la classe politique avait ainsi commencé bien avant le scandale des pots-de-vin.

Concernant les caractéristiques des candidats, l'étude du CENSIS montre qu'ils sont plus jeunes, plus instruits (75% ont fait des études supérieures) et plus riches (revenu moyen de 125 millions de lires soit 445.000 francs par an) que leurs prédécesseurs. D'autre part, ils ont beaucoup moins d'expérience politique : presque 40% disent ne pas avoir eu de charge politique antérieure, mais, comme la majorité se targue de représenter la société civile par opposition au monde politique, le chiffre est plus élevé qu'on ne pouvait l'imaginer. En fait, presque la moitié sont des élus locaux (45% des conseillers municipaux, 8% des conseillers provinciaux et 8% des conseillers régionaux, p. 15); ce qui suggère que les nouvelles listes ont recruté des transfuges des partis traditionnels. Giuseppe De Rita, Secrétaire-Général du CENSIS, commentant l'étude, a remarqué que

"plus qu'une expression de la société civile, ils semblent représenter des hommes politiques de second rang qui, libérés par la disparition des hommes politiques de premier rang, se portent en avant. Ou ce sont des notables locaux qui deviennent des notables politiques, comme cela se faisait au début du dix-neuvième siècle lorsqu'allaient au Parlement presque exclusivement les Seigneurs, les professions libérales et surtout les avocats."¹

La conclusion générale tient, donc, en ces quatre mots "nouveaux visages, même culture" (p. 7)².

On a relevé que la classe politique italienne était non seulement plus mobile qu'on ne le pensait généralement, mais qu'elle avait commencé à changer avant les dernières élections. En l'occurrence, on observe deux périodes dans la composition du Parlement italien de l'après-

¹ *La Stampa*, 18 mars 1994, p. 5.

² Je suis parvenu à des conclusions semblables dans une analyse des candidats dans une province de la Vénétie; voir P. Allum "Il nuovo che non avanza" dans *Il 2000 Vicenza*, 13 mars 1994, pp. 4-5.

guerre : (i) 1946-1963, la classe politique est alors dominée par les professions libérales (avocats surtout), même si leur nombre tend à diminuer, les politiques de profession y sont encore une fraction minoritaire, mais leur nombre progresse, (ii) 1968-1987, la situation est renversée; l'accroissement des politiques de profession se poursuit et les professions libérales continuent à perdre du terrain. Brusquement en 1992, la tendance s'inverse, avec un sensible rapprochement des deux composantes. Les données relatives aux candidatures laissent clairement entendre que cette inversion continuera et que la classe politique dans la législature qui s'ouvre sera la première, depuis le début des années 60, de nouveau dominée par les professions libérales.

La campagne électorale

Deux aspects ont défini la campagne électorale : l'offre politique et la nature même de la campagne. Par rapport aux élections antérieures, l'offre politique a été radicalement transformée, tant pour les étiquettes que pour les perspectives. Ainsi, le PCI s'est transformé en PDS et en Rifondazione comunista, la DC en Parti populaire (PPI) et Centre chrétien démocrate (CCD), et le MSI néo-fasciste en Alliance nationale (AN). En même temps, de nouveaux sujets politiques se sont organisés. Outre les ligues régionales autonomistes, regroupées dans la Ligue du Nord du lombard Bossi et la Rete catholique radicale de Orlando (maire antimafia de Palerme), il y a le Pacte pour l'Italie, centriste, lancé par l'un des promoteurs des référendums pour la réforme institutionnelle, l'ex démocrate-chrétien Mario Segni, et l'Alliance démocratique, tentative de création d'un grand mouvement progressiste transversal.

Toutefois, la grande nouveauté de la campagne électorale a sans doute été la descente dans l'arène politique du magnat des médias, Silvio Berlusconi, président de Fininvest, en janvier à deux mois du scrutin, avec son propre mouvement, Forza Italia!, basé sur le réseau de son empire commercial¹. On raconte² que Berlusconi a décidé de se lancer dans la lutte politique au cours de l'été 1993 lorsqu'avec ses conseillers il a constaté que la DC n'était plus en mesure d'empêcher une victoire du PDS à la tête d'une alliance de gauche aux prochaines élections législatives, ce que les élections municipales ont amplement confirmé. Il a donc créé une organisation politique autour de *clubs* de

¹ Pour un aperçu sur la carrière de Berlusconi et sur son empire médiocommercial, voir E.D. Luchini, "L'empire Berlusconi transformé en machine de propagande", *Le Monde diplomatique*, mars 1994, pp. 16-7.

² Par exemple, G. Riotta, "Il segreto della vittoria e 'la strategia da judo'", *Corriere della sera*, 30 mars, 1994, p. 3.

supporters (comme au football) utilisant les vendeurs de la société Publitalia comme cadres politiques, et employant les dernières techniques du marketing et de la promotion (*telespot* à l'américaine, etc.).

Pourtant, le chef-d'œuvre de Berlusconi a été de réussir à rassembler une alliance de droite, (dite "pôle de la liberté"), pour ainsi dire "contre-nature", mais électoralement crédible, contre l'alliance progressiste tissée par le PDS. "Contre-nature" parce qu'elle combine le libéralisme séparatiste et régional de la Ligue du Nord avec l'étatisme centralisateur et nationaliste de l'ex-MSI. Le tout lancé avec un programme "Moins d'impôt, plus de boulot", qui pourrait très bien être résumé par le titre du célèbre roman des années 68, *Vogliamo tutto* de Nanni Balestrini. C'était, il faut l'avouer, une opération de haute voltige politique qui posait toute de suite la question de sa signification en termes politiques et non purement électoraux¹.

En face, le PDS avait patiemment tissé des alliances pour former des coalitions aux élections municipales de 1993, les premières à avoir lieu sous le nouveau régime majoritaire, le maire étant élu au scrutin majoritaire à deux tours comme en France; les candidats de la coalition progressiste avaient connu de beaux succès, surtout en décembre, gagnant les mairies de Rome, Naples, Gênes, Venise et Palerme. Dans cette situation, il n'est pas surprenant que l'alliance progressiste ait réussi à rassembler un large éventail, certes peu homogène, de forces qui allaient de la Rifondazione comunista et de la Rete du côté de l'extrême gauche, à l'Alliance démocratique au centre, Verts et PDS y-compris. En même temps, la direction du PDS, très consciente des difficultés économiques du pays, tout en maintenant la protection sociale, présentait un programme qui insistait sur la poursuite du redressement budgétaire entrepris par le gouvernement Ciampi, ce qui revenait à ne promettre, pour reprendre un mot célèbre de Churchill, que "sang, sueur et larmes".

Entre ces deux pôles, le Parti Populaire de Martinazzoli et le Pacte de Segni ont très tardivement formé un pôle centriste avec ce qui restait des anciens partis de gouvernement du centre. Pour se rendre plus crédibles, ils insistaient pour que toute personne qui, de près ou de loin, était impliquée dans l'enquête sur les pots-de-vin, ne se porte pas candidat sur leurs listes. En fait, on pouvait, avec une certaine ironie, remarquer que le plus grand nombre de candidats dont le passé était plus ou moins douteux, se trouvait soutenu par le Pôle de la liberté et du bon gouvernement, tant et si bien que nombre d'observateurs ont relevé le danger d'un recyclage de la vieille classe politique en cas de victoire de l'alliance patronnée par Berlusconi.

¹ Voir l'analyse de I. Diamanti, "La difficile alliance de la Ligue et de Berlusconi", *Le Monde*, 19 mars 1994, p. 8.

Le changement radical de l'offre politique par rapport aux élections antérieures pourrait bien être imputé au sentiment "anti-parti" et, surtout, au nouveau système électoral. Le sentiment "anti-parti" véhiculé par la Ligue du Nord dans les régions du Nord depuis 1990, avait été amplifié par le scandale des pots-de-vin. Le système électoral majoritaire, comme l'avaient amplement montré les élections municipales, favorise les partis capables de créer des coalitions. Berlusconi a tiré la leçon du succès de la gauche, alors que Martinazzoli et Segni se sont laissés enliser dans les vieilles règles de la proportionnelle.

Le deuxième remarque concerne la nature de la campagne électorale que beaucoup d'observateurs ont appelé "vidéopolitique" ou "télécratie", s'interrogeant sur sa généralisation à l'Europe¹. Cette campagne a en effet exclusivement eu lieu sur les écrans de télévision ou sur les ondes radiophoniques. Les formes traditionnelles de propagande politique (posters, meetings ou haut-parleurs dans les rues) ont brillé par leur absence. Il est vrai aussi que les candidats avaient organisé des réunions restreintes par catégories professionnelles ou par immeubles, un peu sur le système du porte-à-porte électoral à l'anglais. Mais les dépôts de candidatures ont été arrêtés très tard, généralement au tout dernier moment (le 21 février) pour avoir beaucoup plus d'impact. La campagne s'est donc essentiellement faite sur les médias où les spots de Berlusconi avec ses images rassurantes et familières, ses promesses de "nouveau miracle italien" ont été diffusés dans une atmosphère musicale d'euphorie toute "footballistique" (Forza Italia !) et sur un fond bleu azur. Le tout avait le mérite, selon les analystes des médias, d'épargner momentanément à l'auditoire

"le souci de se rappeler que ne sont imaginaires ni les affaires publiques, ni la crise économique, ni le chômage... et moins encore les fonctions gouvernementales auxquelles Berlusconi prétendait"².

Mais, l'irréel devient réel, l'incroyable croyable et le chevalier sans peur et sans reproche le chevalier d'Arcore...

¹ Voir, par exemple, l'interview de Paul Virilio à *Libération*, 30 mars 1994, p. 4; C. Gallaz, "L'Italie comme indicateur des temps à venir", *Libération*, 11 avril, 1994, p. 4; et la réponse de Jean Baudrillard, "Ne crains pas la télécratie", *L'événement*, 493, 14 avril 1994, p. 16.

² C. Gallaz, op. cit.

Les résultats

Ils peuvent se résumer ainsi : nette victoire du pôle de la droite avec une majorité d'une cinquantaine de sièges à la Chambre et parité au Sénat, défaite honorable du pôle de la gauche, débâcle du pôle centriste malgré l'appel du pape à l'unité des catholiques. Le nouveau système électoral majoritaire a donc fonctionné; il a permis un choix significatif. Comme l'a noté Andrea Manzella¹ la nouvelle loi électorale a rempli, malgré les nombreuses critiques dont elle était l'objet (Sartori), les trois objectifs techniques prévus : (i) assurer une majorité de gouvernement, (ii) assurer une représentation adéquate des minorités, (iii) concilier les représentations locales et nationales.

Venons-en aux détails : la participation au scrutin est restée très élevée (86% de l'électorat), même si, malgré la durée du vote, elle a décliné d'un point par rapport à 1992, comme elle l'avait fait lors de presque toutes les élections depuis 1979, date à laquelle elle a commencé à tomber. En outre, comme d'habitude, c'est au Centre-Nord (Emilie-Romagne + 7,1%, Lombardie +6,6%, Vénétie + 5,2%, Toscane + 5,0%) que la participation a été la plus forte, et dans le Midi (Calabre -13,7%, Molise -13,3%, Sicile -11,1%) la plus faible. Ainsi, le désenchantement de l'électorat pendant la campagne électorale. ne s'est pas traduit par une dépolitisation mais par une forte demande de nouveauté.

La grande inconnue des résultats était le Midi, puisqu'il était plus ou moins entendu que le Nord profiterait à la Ligue du Nord, le Centre au PDS et à la gauche, alors que le Sud avait bougé aux élections municipales de 1993. Un coup d'œil sur les résultats confirme les grandes lignes de ces estimations : le Midi bascule à droite. Mais les choses sont plus compliquées. En premier lieu, c'est surtout dans le Nord que la gauche a perdu les élections et pas seulement dans le Midi. En deuxième lieu, elle n'a pas perdu seulement au profit de la Ligue du Nord, même si cette dernière a pris la part du lion des sièges uninominaux, mais surtout au profit de l'alliance de droite. En fait, la gauche a gagné seulement 43 collèges (dont 29 en Emilie-Romagne, zone traditionnellement rouge) sur les 211 à pourvoir. Pire, en Lombardie et Vénétie, elle n'enlève que deux collèges sur 111. Il semble que c'est surtout dans les ceintures industrielles des grandes villes, comme à Mirafiori de Turin², que la gauche a perdu son électorat

¹ 'Turno unico a segno', *La Repubblica*, 22 avril 1994, p. 12.

² Voir, par exemple, l'article de J-L. Andreani. "Le dur réveil de la gauche à Turin", *Le Monde*, 1er avril 1994, p. 3.

Elections Sénatoriales Ensemble national (Votants : 85,5%)

Groupes	Suffrages validés	%		Sièges		Tot.	Listes	Politi.	
		Unin.	Propor.					%	Sièges
Progressisti	10.883.507	96	26	122	DC			27,3	107
PSI	103.384	-	-	-	PDS			17,1	64
Rete	12.516	-	-	-	PSI			13,6	49
Patto per l'Italia	5.518.615	3	28	31	Lega Lomb.			8,2	25
Patto delle libertà	6.570.544	74	8	82	Rifondazione C.			6,5	20
Polo del buon governo	4.544.671	54	10	64	MSI			6,5	16
Forza Italia!	150.326	-	1	1	PRI			4,7	10
Alleanza Nazionale	2.079.593	-	8	8	Verdi			3,1	4
Panella Riformatori	767.400	-	1	1	PLI			2,8	4
Ps d'Az	88.351	-	-	-	PSDI			2,6	3
SVP	217.350	-	-	-	Rete			0,7	3
Social-democrazia	66.467	3	-	3	PPST			0,5	3
Verdi federalisti	100.340	-	-	-	Per la Calabria			0,4	2
Verdi-Verdi	68.068	-	-	-	Fed. pens Uv			0,5	1
Lega Alpina Lumarde	246.476	-	1	1	Lega aut. ven.			0,4	1
Altre Leghe	341.220	-	-	-	Lega Alp. Lumb.			0,4	1
Liste Autonomiste	203.177	1	-	1	L. Valle d'Aosta			0,1	1
Partito Pensionati	250.543	-	-	-	L. Molise			0,1	1
Altres listes	865.954	1	-	1	Autres			4,5	-

Source : La Repubblica, 30 mars 1994

Elections à la Chambre des députés

Ensemble national (Votants 86,4%)

Uninomial	Proportionnel			Politique		
	Sièges	Listes	Suffrages	%	Sièges	Listes
Regroupements Progressisti	164	PDS	7.855.610	20,4	38	DC
		Rifondazione C.	2.334.029	6,0	11	PDS
		PSI	841.739	2,2	-	PSI
		Verdi	1.042.496	2,7	-	Lega Lombarda
		AD	452.396	1,2	-	Rifondazione C.
		Rete	718.403	1,9	-	MSI
Patto per l'Italia	4	PPI	4.268.940	11,1	29	PRI
Polo delle libertà	164	Patto Segni	1.795.270	4,6	13	PLI
		Forza Italia!	8.119.287	21,0	30	Verdi
		Lega Nord	3.237.026	8,4	11	PSDI
Polo buon govern.	137	Aleanza N.	5.202.698	13,5	23	Rete
Aleanza nazionale	1	CCD	2.646	-	-	Panella
						SVP
Lista Panella		Lista Panella	1.355.739	3,5	-	Fed. pens. Uv.
Autres	4	Autres	1.368.198	3,5	-	Autres

Source : La Repubblica, 30 mars 1994

populaire qui n'a su résister ni aux assauts démagogiques de la Ligue du Nord, ni aux charmes de Berlusconi.

Au Centre, l'électorat traditionnellement rouge est resté fidèle à son orientation. En fait, si l'on déduit les 40 sièges que la droite a gagnés dans la région de la capitale, le Latium (ancien fief d'Andreotti), il reste un siège sur 60 à la droite, ce qui donne la mesure de la suprématie de la gauche dans cette zone. Malheureusement pour elle, les quatre régions rouges et les Abruzzes ne fournissent qu'une centaine de sièges à la Chambre.

Le Midi, pour sa part, se divise en deux : le Midi péninsulaire donne une courte majorité à la gauche (52 collèges sur 82) tandis que les îles donnent une majorité plus large à la droite (46 sur 55). On note en outre une différenciation du vote dans le Midi péninsulaire. Ainsi la Campanie, le Basilicate et la Calabre donnent des majorités à la gauche, mais la majorité de la droite dans les Pouilles (24 sur 32 collèges) est plus appréciable. Il est ainsi clair que si la droite a récolté une grande partie de l'héritage chrétien démocrate et socialiste dans le Midi, une autre partie est restée réfractaire à ses appels.

En ce qui concerne le vote à la proportionnelle, Forza Italia! est en tête dans douze des 27 circonscriptions, le PDS dans sept, l'Alliance nationale (ex-MSI) dans cinq, La Ligue du Nord et le SVP chacun dans une. La surprise vient du fait que Forza Italia! réussit à devancer la Ligue du Nord dans toutes les circonscriptions du Nord, sauf une (Lombardie II, c'est-à-dire zone de Bergame) en outre, à Milan où la Ligue du Nord avait été victorieuse aux élections municipales avec 41% des voix en juin, elle se retrouve avec seulement 16% le 27 mars contre 28% à Forza Italia! En fait, dans le Nord mais pas seulement, Forza Italia! rejoint les pourcentages que seule la DC avait recueillis auparavant. D'autant que c'est le vide laissé par la DC qui a incité, en premier lieu, Berlusconi à s'engager dans la politique et a ensuite permis à son mouvement de faire la percée.

La victoire de la droite venant après les succès de la gauche aux élections municipales de l'automne précédant a fait dire à beaucoup d'observateurs qu'il y avait eu un basculement de l'électorat au printemps. Or, selon les sondages¹, il n'y a pas eu de transfert important d'électeurs d'un pôle à l'autre. La différence entre les deux pôles est, en pourcentages, presque la même qu'en novembre. Ce qui a changé entre-temps c'est, on l'a dit, l'offre politique. Ainsi, le même pourcentage de voix, uni sur un seul pôle en mars, a permis d'obtenir la majorité absolue des sièges, alors qu'en novembre il n'avait pas suffi à élire les maires des grandes villes.

Les premières analyses des mouvements des voix entre les partis montrent que les électeurs les plus fidèles sont ceux du PDS, suivi des

¹ Voir les données dans l'analyse de R. Mannheimer, "La forza dell'immagine. I giovani vanno a destra", *Corriera della sera*, 31 mars 1994, p. 4.

électeurs du MSI, de Rifondazione comunista et de la Ligue du Nord (pour cette dernière les fidèles sont un peu moins de 80%). Au contraire, les moins fidèles sont les anciens électeurs du PSI (plus d'un sur trois a voté pour le pôle de la droite et environ 15% pour le Parti Populaire), de la Rete et des Verts (environ un sur cinq a voté pour la droite), mais surtout les anciens électeurs de la Démocrate-chrétienne. La moitié seulement (généralement les catholiques les plus pratiquants) ont déclaré avoir soutenu le Parti Populaire, de l'autre moitié, 40% ont voté pour la droite, 10% pour la gauche.

Outre la parité numérique entre les deux pôles (droite et gauche), les sondages indiquent une grande similarité dans les profils sociaux des électeurs respectifs. Il existe néanmoins des différences dans la composition socio-professionnelle (les électeurs de gauche se recrutent plus parmi les catégories dépendantes, et ceux de droite parmi les catégories autonomes) et dans le niveau d'instruction (les électeurs de gauche sont généralement plus diplômés). Mais, la différence la plus significative est l'âge, confirmé d'une certaine façon par la différence des résultats entre la Chambre (vote à 18 ans) et le Sénat (vote à 25 ans). Les sondages montrent que les générations jeunes actuelles sont orientées à droite (plus de 50% des 18-25 ans¹ et particulièrement vers l'Alliance nationale.

Enfin, l'analyse des premières données² relative aux élus confirme pleinement celle des candidats : (i) le renouvellement des deux Chambres est profond, avec deux-tiers de nouveaux élus (60% au Sénat, 70% à la Chambre) contre 45% en 1992 et 25-30% en temps normal, (ii) la réduction de l'âge moyen des parlementaires de 49,0 à 46,3 ans est significative (les moins de 50 ans font en effet un saut de 53% à 68% à la Chambre), (iii) les femmes restent une forte minorité, faisant un petit pas en avant à la Chambre, de 8% à 14% (presque exclusivement imputable à l'obligation de parité dans les listes proportionnelles); (iv) l'absence d'expérience politique antérieure est manifeste : presque 40% des élus (37% au Sénat et 40% à la Chambre) déclarent que cette élection représente leur premier engagement politique, (v) Le niveau d'instruction des parlementaires reste élevé (70% ont fait des études supérieures), mais plus intéressant à cet égard est le fait qu'un tiers possède une licence en droit et un autre quart de lettres et sciences sociales, contre seulement 20% dans les disciplines scientifiques (médecine y compris)³. La formule du CENSIS, "nouveaux visages, même culture", semble ainsi justifiée. La nouvelle domination

¹ Voir les chiffres de l'Institut CIRM dans *Libération*, 31 mars 1992, p. 18.

² Voir R. Cadeo, M-C. De Cesari, B. Pezzotti. "Il Parlamento delle 'matricole'", *Il Sole 24 ore*, 11 avril, 1994, pp. 1-2.

³ Les groupes avec le moins d'élus sans études supérieures sont Rifondazione comunista (57%), la Ligue du Nord (44%) et Forza Italia! (36%).

des professions libérales, mentionnée plus haut, se confirme aussi fortement; elles progressent pour représenter environ un quart des élus du nouveau parlement, tandis que les politiques de profession sont réduits de moitié, chutant de 27% à 12%. Parmi les autres occupations, on constate que la représentation des enseignants (toutes catégories confondues) reste forte (20%), mais que celle du monde des affaires (entrepreneur, cadre privé) ne fait pas le bond que la propagande de Berlusconi et de Bossi avait supposé (12%).

On peut donc conclure en affirmant que la victoire du Pôle de la liberté et du bon gouvernement est dûe autant à la capacité de Berlusconi de transformer l'offre politique en créant en l'espace de deux mois une alliance électorale crédible entre des groupes non seulement divisés mais hostiles, qu'à son succès à communiquer cette transformation. Ce qu'il en adviendra est une autre histoire.

Conclusions.

On pensait¹ pendant la campagne électorale que l'Italie s'acheminait vers un Parlement dominé par les trois pôles : la droite (Forza Italia!, Ligue du Nord, Alliance nationale, Centre Chrétien-Démocrate et liste Pannella), le centre (Parti Populaire, Pacte pour l'Italie et anciens centristes laïcs), et la gauche (PDS, Rifondazione comunista, Alliance démocratique, Verts, Rete, Chr  tiens-Sociaux et une partie du PSI). C'était ni plus ni moins le tripartisme de la Première République avec la même nécessité de construire des coalitions pour constituer un gouvernement, et, probablement, avec la même instabilité gouvernementale. En fait, on l'a vu, la droite a triomphé avec une majorité absolue à la Chambre des Députés, grâce au nouveau régime électoral majoritaire. On a déjà remarqué que le chef d'œuvre de Berlusconi a été de rassembler les trois composantes de la droite dans une alliance électorale crédible réussissant par la même occasion à légitimer la droite néo-fasciste comme force de gouvernement.

Toutefois, une alliance électorale est une chose, une alliance de gouvernement une autre. Au lieu d'un Parlement dominé par trois pôles ou regroupements politiques, auquel s'attendait la majeure partie des observateurs, l'Italie se trouve donc aujourd'hui avec une majorité parlementaire à trois têtes : Berlusconi ou Forza Italia!, Bossi ou la Ligue du Nord et Fini ou l'Alliance nationale. Si ce fut une opération de haute voltige politique de la part de Berlusconi d'établir une communication entre ces forces jusque-là hostiles, ce sera une opération d'une toute autre nature de les faire gouverner ensemble. D'autant que le

¹ Voir G. Molledo, "Italie du modèle occidental. Italie des aspirations socialistes", *Le Monde diplomatique*, mars 1994, pp. 16-7.

programme d'allégement fiscal et de développement des emplois de Berlusconi semble difficilement réalisable dans la conjoncture économique actuelle. On peut donc craindre des diversions et on parle déjà de réformes institutionnelles¹ qui étaient absentes de la campagne électorale. En fin de compte, comme les deux alliés de Berlusconi, la Ligue du Nord et l'Alliance nationale représentent les deux composantes opposées du pays, le Nord et le Sud, le gouvernement aura à affronter tôt ou tard. la célèbre "*questione meridionale*" qu'aucun gouvernement n'a résolu en cent-trente ans d'unité italienne.

Dans cette situation, on peut avancer une hypothèse : Berlusconi construira un bloc de pouvoir semblable à celui de la Première République (le soi-disant *doroteismo*) sur les cendres de l'ancien, mais sur des bases différentes. Alors que le système CAF² était lié aux intérêts privés mais utilisait illicitement les ressources publiques, le berlusconisme (qui a séduit la même base électorale) pourrait construire le même système mais sur des bases privées. En privatisant, par exemple, les grands groupes et services publics et en dérégularisant leur activité, l'interaction entre économie et politique ne serait plus considérée illicite, même si la pratique des pots-de-vin ne devait pas disparaître pour autant. Au fond, après l'éclatement du scandale de *Tangentopoli* qui a emporté la classe politique de la Première République, s'est créé un vide que Berlusconi a simplement comblé. Tout le monde en Italie réclame le changement, mais pour la majorité silencieuse, il vaut mieux, comme pour le prince de Salina dans *Le Guépard*, que "tout change sans que rien ne change". La deuxième République est née, mais on peut se demander à quelle enseigne les Italiens seront logés.

Reading
Department of Politics
Juin 1994

¹ Dans les discussions post-électorales entre chefs du pôle de la droite, il a surtout été question de trois réformes : élection directe du chef du gouvernement au suffrage universel, organisation fédérale, système électoral majoritaire à deux tours. Mais tout est encore très flou; voir "La nuova Italia del cavaliere e soci", *La Repubblica*, 2 avril 1994, p. 5.

² Le système CAF se réfère au système de pouvoir DC-PSI à la tête du *pentapartito* qui a gouverné l'Italie pendant les dernières années de la Première République; les initiales sont celles des trois grands leaders : Craxi (PSI), Andreotti et Forlani (DC).

Bibliographie.

- Allum, P. (1993a), "Cronache di una morte annunciata : la prima Repubblica italiana", *Teoria politica*, IX, 1, 31-55.
- Allum, P. (1993b), "Corruzione, politica e società : uno sguardo oltre l'Italia", *Il Progetto*, XIII, 31-36.
- CENSIS, (1994), *Vecchi politici o Nuovi notabili. Radiografia dei candidati*, Rome.
- Presidenza del Consiglio dei ministri, (1994), *Italia vota. Guida alle elezioni politiche del 27-28 marzo 1994*, Rome.
- Della Porta D., (1993), "Milan : immoral capital", *Italian Politics : A Review*, VIII, 98- 115.
- Duverger, M. (1882), *La République des citoyens*, Paris. Ramsey.
- Ginsborg, P. (1989), *A History of Contemporary Italy*, London, Penguin Books.
- Mény, Y, *La corruption de la République*, Paris, Fayard.
- Quermonne, J-L. (1989), *L'alternance au pouvoir*, Paris, PUF.
- Warner, S. et Gambetta, D. (1994), *La retorica della riforma. Fine del sistema proporzionale in Italia*, Turin, Einaudi.

SURTOUT, NE PAS SE REGARDER DANS LE MIROIR!

Ferruccio GAMBINO*

"... J'ai tenu une fois un de nos livres devant le miroir, et quand on fait ça, ils tiennent aussi un livre dans l'autre pièce." Lewis Carroll, *De l'autre côté du miroir*, J-J. Pauvert, 1961

Un cahier de doléances venu de loin

Il est très dangereux de se noyer dans la description minutieuse des crises politiques qui ont suivi en maints pays du monde la chute du mur de Berlin**. Céder à la tentation de se limiter à une description des sécessions territoriales ou des renversements électoraux des dernières années de Vladivostok à Lisbonne, c'est se perdre dans un labyrinthe. Une fois disparu le compactage de l'antisoviétisme, la lutte politique revêt une fantasmagorie de formes insolites sinon inconnues¹. Cette

* Professeur de sociologie du travail à l'Université de Padoue.

** Article repris de *Altre Ragioni*, 3 (1994) - 21 Via Ascanio Sforza, 20126 Milano, Italie. Traduit de l'italien par Alban Albini.

¹ Une revue sombre de la vie publique de l'Europe occidentale, dont sont gommées les analogies avec les Etats Unis, est parue dans une série d'articles du *New York Times* d'août 1993 : Craig R. Whitney, "Western Europe's Dream Turning to Nightmares", 8 août, pp. A1, A16-17; Roger Cohen, "Europe's

nouveauté vaut aussi pour l'Italie des deux premières années de Tangentopoli, avec en plus des traits spécifiques qui ne peuvent être négligés.

Après les premières mises en examen, les politiciens gouvernementaux ont fui le débat sur la gestion du pouvoir au cours de la dernière décennie. La plupart des nouveaux rigoristes de la justice a ainsi eu beau jeu de soustraire le débat de son terrain propre - celui des rapports sociaux qui sous-tendent cette gestion - et de le faire glisser dans le marais clos des pots-de-vin. Le glissement est grave parce qu'il élude l'analyse politique des conditions de gouvernement de l'Italie au cours des dernières décennies et minimise de fait le problème de la méfiance endémique à l'égard des partis. Il est impossible de réduire la crise italienne aux démêlés des bénéficiaires des pots-de-vin avec la justice. Dans cette réduction, apparaît un refus diffus de la réflexion sur soi ainsi qu'un refoulement psychologique des années rampantes 80, qui frôle l'hypnose. On parle de tendances pouvant s'ouvrir sur des issues autoritaires, parce qu'actuellement, le "renouveau" ne part pas du débat sur le terrain des garanties politiques, civiles et économiques, mais des aréopagites et de l'alchimie des lois électorales, dans un climat de bouleversement constitutionnel. *Une fois encore, la société italienne ne parvient pas à se regarder dans le miroir.* Sans remonter à l'examen de conscience largement manqué de l'après Seconde Guerre mondiale, il suffit de se souvenir du refoulement de la fin des années 70 et de la décennie suivante, quand une grande partie des politiciens actuellement poursuivis a tenté de réduire le mouvement social de 68 à un simple fait criminel, et mobilisé à son service le lourd bataillon des médias.

Même si les contours du scandale de Tangentopoli ne sont pas entièrement élucidés, on peut soutenir que le moteur principal du scandale n'est pas en Italie. Les enquêtes judiciaires sur des épisodes mineurs de corruption locale des années 80, ont été étouffés par la majorité des politiciens alors juchés au pinacle du pouvoir d'un système bloqué. La faille du pinacle s'est produite à l'extérieur, et le tam-tam contre ces politiciens s'est propagé *de la presse étrangère à la presse italienne*, finissant par englober tous les médias et concentrant l'attention générale sur les suites judiciaires de *ruisseaux mineurs* des dépenses publiques. Cette attaque a revêtu la *forme* d'une censure

Recession Prompts New Look at Welfare Costs", 9 août, pp. A1, A8; John Darnton, "Western Europe is Ending Its Welcome to Immigrants", 10 août, pp. A1, A8; Alan Cowell, "Europe's Worry: A Generation of Leaders Not Up to the Task?", 11 août, pp. A1, A6; Alan Riding, "In a Time of Shared Hardship, the Young Embrace Europe", 12 août, pp. A1, A12. Dans une perspective conservatrice, l'article de Angelo M. Codevilla, "The Euromess", *Commentary*, 95, 2 (février 1993), pp. 37-42, porte un jugement encore plus polémique sur la politique des grands pays de l'Europe occidentale.

Surtout, ne pas se regarder dans le miroir!

relative à "l'entreprise Italie". On considère généralement cette forme comme évidente; elle ne l'est pas complètement, au contraire, elle reste entièrement à étudier. Nous ne pouvons ici que tenter une première reconnaissance, espérant que le débat s'approfondira prochainement.

Au début des années 90, l'attaque contre le système politique italien se présentait comme une longue liste apparemment confuse de doléances, à laquelle sont venues s'ajouter dans les deux dernières années, des pages toujours nouvelles : corruption et coût croissant des partis politiques, étatismes et privilèges massifs en échange de suffrages, incapacité publique d'assurer les services essentiels, criminalité organisée et sa collusion avec les organismes d'Etat, puis, après les élections du 5 avril 1992, crise des rapports entre électorat et institutions. Il faut mettre de l'ordre dans ce cahier des doléances.

La fin de l'indulgence atlantique

La dissolution de l'Union Soviétique a beaucoup plus modifié la position conservatrice des gouvernements italiens dans les rapports internationaux que n'importe quel événement qui a suivi le 8 septembre 1943, lorsque l'occupation nazie de la péninsule italienne a commencé. Ces questions sont bien connues et ne seront rappelées que dans leurs grandes lignes. Pour les alliés occidentaux, l'adhésion du Premier ministre démocrate-chrétien De Gasperi au Pacte Atlantique en 1949, avait fait de l'Italie un avant-poste de la Guerre froide, non seulement en raison de sa position géographique, mais aussi parce qu'il était ainsi démontré à tous que le plus grand bloc de gauche d'Occident pouvait être tenu en respect. Une fois cette tâche prioritaire assignée à la coalition centriste de 1947, les alliés avaient réinséré le capitalisme italien dans le circuit occidental montrant une certaine indulgence pour les rapports de l'Italie avec certaines aires géographiques et certains secteurs productifs dont ils auraient pu facilement l'exclure, les moindres de ces rapports n'étant certainement pas des échanges relativement autonomes avec le bloc soviétique et les pays pétroliers du Moyen Orient. Les Etats Unis, avaient toléré les ententes cordiales qui dérivait de ces échanges et les avaient suivis à distance. Restait en outre une présence italienne dans la Corne de l'Afrique, legs dû surtout au désintérêt allié d'alors pour cette zone. C'était ce que l'on appelait la "longue laisse" (*filo lungo*) par laquelle l'Italie était tenue. Quarante ans après, dans la courte période des deux années 1990 et 91, la dissolution de l'Union Soviétique, la réunification allemande, et l'expédition du Golfe Persique, ont rompu l'équilibre favorable à la politique centriste des gouvernements italiens; ils se sont laissés surprendre non seulement sans préparation mais encore directement opposés aux mutations en cours : ils étaient ouvertement embarrassés

par la fin de l'Union Soviétique, récalcitrants à la réunification allemande, hostiles à l'expédition du Golfe (et pris à son piège)¹.

Les gouvernements italiens qui jusque là étaient une part organique de l'alliance occidentale dans l'opposition à l'URSS, voyaient maintenant les grandes décisions passer au dessus d'eux à propos de la fin de l'Union Soviétique ou de la réunification allemande, mais aussi à propos de question beaucoup plus proches de leurs intérêts, comme par exemple, la sécession de la Slovénie et de la Croatie de la Yougoslavie. L'ancien ministre français des Affaires Etrangères, Roland Dumas, a affirmé que "les responsabilités de l'Allemagne et du Vatican dans l'accélération de la crise" ont été "évidemment écrasantes"². Le gouvernement italien s'est alors trouvé marginalisé.

Quant à l'expédition du Golfe, l'Italie n'était certainement pas le seul pays à tenter d'esquiver les obligations de l'alliance occidentale : l'effritement de l'OTAN au moment crucial de l'expédition était un fait beaucoup plus considérable; les Etats Unis ont eu directement recours à un bras de fer avec l'Allemagne et le Japon pour les contraindre à payer une part de la note; mais que dire du Trésor italien qui a maintenu tous ses engagements financiers avec l'Irak malgré le scandale de la Banca nazionale del lavoro d'Atlanta, pour se déclarer ensuite insolvable en face des alliés occidentaux pour les dettes de l'EFIM, holding d'Etat? Le traitement que Washington a réservé au contingent italien durant la guerre civile somalienne a été une conséquence négligée de l'expédition du Golfe. L'Italie avait dans une certaine mesure contribué à jeter le pays dans le chaos d'une dictature sanguinaire puis dans la guerre civile qui en est résulté et qui a explosé en janvier 1991, justement durant la phase initiale de l'expédition du Golfe et à peu de

¹ Comme circonstance atténuante de l'impréparation italienne face à la rapidité des changements, on peut rappeler que jusque peu de temps avant la réunification, le chancelier allemand Helmut Kohl lui-même pensait qu'elle ne se réaliserait qu'au cours des "dix années" suivantes, si l'on en croit Paul-Marie De La Gorce, "Les divergences franco-allemandes mises a nu", *Le Monde Diplomatique*, septembre 1993, p. 10.

² Déclaration de l'ex-ministre des Affaires étrangères Roland Dumas, le 16 juin 1993, rapportée par *Le Monde* du 22 juin 1993 dans un compte-rendu du Forum de Crans-Montana. Pour sa part, l'éditorialiste allemand Peter Merseburger ajoute une autre pièce à la mosaïque des demis aveux qui peuvent jeter un peu de lumière sur les grands acteurs de la guerre yougoslave : "Ce fut avant tout la pression de la CSU bavaroise [Union chrétienne sociale, alliée de l'Union chrétienne démocrate de M. Kohl] qui voulait venir en aide à deux petites nations catholiques, et en premier lieu à la Croatie, en plein accord d'ailleurs avec le Vatican dont le rôle a été essentiel dans cette affaire." (Peter Merseburger, *Documents - Questions allemandes*, 4-5, Paris, 1992, cité in Paul-Marie De La Gorce, "Les divergences franco-allemandes mises a nu", *Le Monde Diplomatique*, septembre 1993, p. 11.

Surtout, ne pas se regarder dans le miroir!

distance du théâtre des opérations. Peu de temps après, parlant du passage situé à l'extrémité méridionale de la Mer Rouge, le Général Schwarzkopf a durement déclaré :

"La Mer Rouge et ses détroits où convergent l'Afrique et l'Asie sont au centre des intérêts des Etats Unis ... N'importe quel conflit dans cette région instable peut déborder les frontières nationales..."¹

Même sans la découverte de minerais et de pétrole en Somalie, l'occasion aurait été suffisante pour se débarrasser tant de la dictature de Siad Barre que de la présence complice de l'Italie dans la Corne de l'Afrique².

L'accélération du processus d'intégration européenne apparaissait comme l'une des peu nombreuses cartes qui restaient à la politique italienne. De fait, dans le second semestre de sa présidence de la CEE (juillet-décembre 1990), le premier ministre Andreotti avait mené le front contre une Thatcher récalcitrante, jusqu'à sa démission en octobre 1990. Mais en 1992, l'Italie n'est pas préparée à ce traité de Maastricht pour lequel ses propres gouvernements avaient combattu. L'incapacité de l'Italie de parvenir à la convergence monétaire prévue par Maastricht a été traitée de façon exhaustive³. Rappelons seulement ici que cette question est un chapitre essentiel de la dévaluation internationale de l'Italie parce qu'elle est au centre d'une gestion qui s'appuyait sur la conservation du *statu quo* non seulement extérieur mais aussi intérieur.

Le financement des hauts revenus et des entreprises par la dépense publique grâce aux intérêts élevés payés sur les fonds d'Etat, est, en particulier dans la première moitié des années 80, à l'origine de l'importance du déficit public actuel. Bien entendu, les gouvernements

¹ Cité in James Petras and Steve Vieux, "The Somali Invasion", *Lies of Our Times*, janv.- fév. 1993, p. 14.

² A la suite de prospections au milieu des années 80, un premier accord entre le Gouvernement somalien et la Conoco fut signé le 10 octobre 1988 pour l'exploration pétrolière dans la région centrale et le nord-est. Des gisements importants d'autres minéraux dont le tungstène, le manganèse, le chrome, le titane et le nickel étaient signalés dans la même période au sud de Mogadiscio (*Africa Research Bulletin*, 30 novembre 1988, p. 9341). Mark Fineman, "The Oil Stakes Factor in Somalia", *Los Angeles Times*, 18 janvier 1993, p. 1, rappelle qu'au cours des dernières années de sa dictature, Barre avait concédé les deux tiers des ressources pétrolières somaliennes à quatre multinationales pétrolières américaines : Conoco, Amoco, Chevron et Phillips. Selon Fineman, en 1992, le quartier général de la Conoco à Mogadiscio avait été "transformé de fait en une ambassade américaine, quelques jours avant le débarquement des marines dans la capitale somalienne".

³ Andrea Fumagalli, "Gli accordi di Maastricht e l'economia italiana", *Altre Ragioni*, 2 (1993), pp. 33-66.

italiens d'alors considéraient ces dépenses nécessaires à leur stabilité et n'hésitaient pas à ouvrir le gouffre dans lequel ils ont fini par tomber. Dans les années 80, le summum du "décisionisme" gouvernemental était en réalité le *summum de la temporisation* au sujet du règlement des dépenses publiques; cela au nom d'une possibilité de gouverner obtenue au prix d'une conservation sociale en lutte contre le mouvement des années 70 qui cherchait à lier intérêts des ouvriers et intérêts des non salariés, hommes et femmes. La distribution généralisée, faite dans un but précis, de la dépense publique et de privilèges dans des secteurs spécifiques de la société italienne allait de pair avec l'abandon calculé de strates sociales entières, jugées peu importantes dans la perspective de ce mode de gouvernement et donc jetées au laminoir d'une économie prédatrice sinon totalement mafieuse.

Jusqu'aux scandales des mines Valsella (groupe Fiat, 1987), vendues à l'Irak, et de la Banca nazionale del lavoro d'Atlanta (1989), on pouvait estimer que le coup de baguette sur les doigts de l'Italie servirait d'avertissement général. En particulier, le scandale de la Banque d'Atlanta en août 1989, tombait au moment où la Confindustria (Association du patronat industriel italien) même, et les grands investisseurs étrangers prenaient leurs distances dans leurs positions sur les rentes offertes par les fonds d'Etat. Il s'agissait d'un signal qui aurait dû mettre sur leurs gardes les grands responsables de la politique italienne des années 80, mais qui n'eut pas d'effet appréciable.

Toujours au début de années 90, les sociétés armées non dominantes (la Mafia sicilienne en particulier, mais aussi la Camorra napolitaine et la 'Ndrangheta calabraise) qui avaient été soutenues par Washington durant la Seconde Guerre Mondiale, et ensuite par les partis italiens de gouvernement, tiraient de moindres avantages du pouvoir politique central que par le passé et s'en éloignaient. Dans le passé, mafia et pouvoir politique s'étaient divisé le travail : la mafia assurait les suffrages et le contrôle du territoire, le pouvoir politique empochait les suffrages et garantissait l'impunité des chefs mafieux. Lorsque cette garantie a commencé à faiblir, ne serait-ce qu'en raison des pressions internationales sur les gouvernements italiens, les sociétés mafieuses ont cherché à s'autonomiser davantage du pouvoir politique et à s'internationaliser. Tant que l'internationalisation touchait l'Europe orientale, les nouveaux esprits animaux du marché pouvaient peut-être tolérer la pénétration "des affaires à la mitraillette". Mais lorsque les gouvernants de l'Allemagne réunifiée se sont joints au grand cœur des lamentations, en Italie il fallut absolument commencer à punir quelques chefs mafieux.

Aux yeux des autres gouvernements occidentaux, les premières séries de mesures du faible bloc des cinq partis contre la mafia étaient cependant de simples palliatifs, loin de les satisfaire. Il s'agissait maintenant de bien autre chose. Si le gouvernement italien était le

Surtout, ne pas se regarder dans le miroir!

Lancelot d'un Système monétaire européen à douze, alors qu'il ne réussissait pas à mettre de l'ordre dans sa propre dette publique, la leçon était d'autant plus bruyante que le SME devait signifier une perte sèche de pouvoir pour les banques centrales. Dans cette conjoncture, le FMI, en qualité de tribunal international du capital, décidait que le moment était venu d'agir et de déclasser une Italie dont on découvrait maintenant qu'elle avait "vécu au dessus de ses moyens".

Pour quelques mois, la classe politique du bloc des cinq partis de gouvernement chercha à gagner du temps. Durant l'été 1992, grâce à la manœuvre financière des 90 mille milliards du gouvernement Amato, sa fraction la plus habile essaya de prendre des mesures directes frappant encore une fois le travail salarié et tentant ainsi de regagner sa crédibilité au plan international. Mais alors, aux yeux d'un large coalition de l'industrie italienne et d'investisseurs étrangers, non seulement le bloc des cinq partis mais les institution de l'Etat italien elles-mêmes, manquaient d'une crédibilité suffisante tant sur le plan international que national. Les spéculations du printemps et de l'été 1992, qui devaient provoquer la dévaluation de la lire en septembre 1992, étaient une manœuvre conjointe de cette coalition, décidée à régler leur compte à des politiciens dont on avait tiré de grands avantages dans les années 80, mais qui étaient maintenant inutiles.

A la campagne des médias qui suivit, et à l'avalanche des mises en examen pour pots de vin, succéda une désagrégation quasi générale des partis de gouvernement. A quoi l'attribuer? Probablement à l'érosion du principe selon lequel les partis institutionnels étaient situés au dessus des lois parce qu'ils étaient la garantie ultime de la démocratie. Mais ce principe s'est écroulé non pour des raisons abstraites, mais au contraire, parce que l'attaque "Mains propres" a séparé des partis de gouvernement les grands holdings étatiques sur lesquels ces partis s'appuyaient financièrement en grande partie. Une fois bloquée la principale source traditionnelle de financement des partis, les affairistes et grands commis mis en examen se sont eux-mêmes en général sentis profondément démotivés pour *cette* démocratie.

Un épouvantail qui n'est plus exportable

Il est certain que la campagne de délégitimation du système politique italien a réveillé un mécontentement endémique et une animosité diffuse contre le système des partis. Mais cette campagne a commencé dans la grande presse occidentale et aussi dans la presse italienne avant l'opération "Mains propres" qui date de février 1992, et avant les élections du 5 avril 1992. Ainsi, alors qu'au début des années 80, le *Wall street journal* s'était limité au qualificatif "privé de scrupules" pour désigner un certain nombre de politiciens italiens, en 1990, aux yeux

d'une grande partie de la presse occidentale, les politiciens étaient devenus un agrégat de gens à moralité et fiabilité douteuses. En bref, on devait simplifier. Les premiers signaux sont arrivés de l'extérieur dès la fin des années 80 sous la forme de lourdes critiques contre "l'entreprise industrielle et financière Italie" et contre son système de partis.

Le système des partis était fondé sur le pouvoir de négociation de la Démocratie chrétienne et des modérés avec Washington au nom de l'anticommunisme, mais aussi sur des accords de fond, plus souvent implicites qu'explicites, entre les partis de gouvernement et l'opposition de Sa Majesté. Plus les gouvernements italiens agitaient l'épouvantail de la subversion, plus étaient grandes les marges de manœuvres qui leur étaient accordées à l'intérieur et à l'extérieur. Ces conditions ont disparu après la désertification sociale opérée à l'abri du compromis historique, c'est-à-dire bien avant la crise des régimes de l'Est, la chute du Mur de Berlin, ou l'effritement de l'OTAN à l'époque de l'expédition contre Saddam Hussein. Dans cette affaire, la périodisation est essentielle. Le théâtre de marionnettes italien a duré une décennie de plus qu'il ne convenait aux grandes capitales occidentales. Sous les coups des massacres d'Etat, de la répression et du terrorisme, le péril "extraparlamentaire" intérieur s'est affaibli dès le début des années 80, dix années avant que commence la campagne de délégitimation du bloc des cinq partis. La campagne n'a commencé qu'après l'interrègne du yuppisme prédateur qui était né sur le terrain de la ligne dure de l'Etat contre les extraparlamentaires. Pour retrouver les premiers signes de cette campagne, il faudrait probablement commencer par relire la grande presse britannique des dernières années de l'ère thatchérienne.

Etrangement, les mêmes hommes politiques qui, sans réussir, avaient tenté d'utiliser le rituel de la dégradation en présence du mouvement extraparlamentaire après la révolte de 1977 sont maintenant tombés sous les coups du même rituel¹. Ils désiraient en effet présenter *l'ensemble du mouvement* comme criminogène et criminel, en reconstruisant l'histoire depuis les origines à leur usage personnel. Dans le rituel de la dégradation, "la véritable nature" des subversifs devait être finalement tirée au clair : depuis toujours ils étaient des criminels, même quand ils avaient l'apparence d'étudiants imberbes, passionnés de démocratie. En 1968, ils avaient organisé "la cagnara" (terme utilisé par l'un des vétérans politiques, mis en examen pour fait de mafia et autres motifs), ils étaient ensuite devenus toujours plus dangereux. Ils avaient été enfin réprimés, avec le concours apporté par le PCI à "la fermeté démocratique", jusqu'au compromis historique, etc. En substance, les faits montraient que la partitocratie était gagnante et

¹ On se référera à l'article fondamental de Harold Garfinkel, "Conditions of Successful Degradation Ceremonies", *The American Journal of Sociology*, LXI, 5 (mars 1956), pp. 420-424.

Surtout, ne pas se regarder dans le miroir!

qu'il n'était pas possible d'entamer son omnipotence. Qui faisait de la politique parlementaire était au dessus des lois, et pouvait aussi entasser des pots-de-vin jusqu'aux genoux, en présence des clients qui lui rendaient visite dans son bureau. C'était la prime à la résistance forcenée opposée par le système des partis au mouvement de rénovation de 1968 et des années suivantes. La République distribuait des primes aux soutiens du régime.

La campagne de délégitimation des partis s'est ouverte et étendue dans une période de pacification sociale apparente, lorsque le système des partis eut réprimé la base conflictuelle sur laquelle il avait construit son pouvoir de négociation avec Washington et les grandes capitales européennes. Quelle était la différence entre cette classe politique du bloc des cinq partis et la Démocratie chrétienne de De Gasperi? Celle-ci avait su utiliser tout le prestige de sa victoire électorale de 1948 contre les fonctionnaires de Washington qui lui suggéraient de renvoyer la gauche à l'illégalité des vingt ans de fascisme. De Gasperi voyait clairement les avantages économico-politiques qui pouvaient être tirés par l'Italie de son intégration à l'aire occidentale; mais il était pour lui aussi clair que ces avantages ne seraient accordés aux gouvernements centristes que si le fantasme de la subversion italienne troublait constamment le sommeil des alliés occidentaux. Telle était la clef de ce que l'on a appelé "le système consociatif" italien entre la Démocratie chrétienne et le Parti Communiste. Pour ce qui concerne l'administration quotidienne intérieure, de sérieux motifs d'alarme n'existaient pas. Les appareils des partis de gauche étaient assez avisés pour maintenir leur base dans les limites d'une simple "vigueur". Le cycle des grèves autour de 1962 démentit heureusement les prévisions modérées.

Quand l'ordre conservateur fut menacé par l'opposition extraparlamentaire des années 60 et 70, le système consociatif découvrit que, dans la pratique, il avait fort peu à voir avec la gauche institutionnelle. C'était "la subversion", qu'il fallait battre par n'importe quel moyen. Une fois l'opposition extraparlamentaire liquidée, vers la fin des années 70, le bloc des cinq partis vécut pendant une décennie dans l'euphorie de la pacification. Les tribunaux internationaux de la finance se gardèrent bien de lancer une campagne de presse contre "l'entreprise Italie" tant qu'en Italie il fallait vaincre la "subversion" extraparlamentaire. Celle-ci vaincue, la laisse de l'Italie fut encore maintenue lâche, mais, à la fin des années 80, la dette publique ne pouvait permettre que se prolonge l'indulgence des alliés occidentaux. Les fils super-tacticiens de De Gasperi n'avaient pas retenu la leçon la plus importante du père : dans le panorama politique occidental, ils n'avaient pas toléré l'existence d'un péril "de gauche" hors norme, qu'ils pouvaient agiter quand les alliés désiraient raccourcir la laisse. "Le péril" aurait été très commode comme instrument de négociation avec l'Occident, mais ils l'avaient réprimé et pensaient pouvoir s'endormir longtemps sur les lauriers de "la pacification". Le réveil serait donc brutal.

On ne voit pas qui aurait pu protester contre la rétrogradation, certainement pas le bloc des cinq partis, ni la grande industrie ou la finance avec laquelle il avait partie liée. Le bloc des cinq partis manquait désormais d'un spectre à exporter; tel était le *boomerang* de la désertification sociale que les gouvernements avaient opérée dans les années 80. Ce n'était pas seulement la lire qui était dévaluée, au cours des longues années à venir, le système productif italien pouvait être ramené à la portion congrue. Laissant commodément les massacres impunis, la Justice s'occupa prioritairement des affairistes des partis. Toutefois, il lui était encore difficile de mettre à l'écart une classe politique qui pendant quarante ans avait négocié avec Washington et les capitales occidentales et leur avait vendu ses fantômes, sans se rendre compte que le désintérêt des gouvernements atlantiques pour le byzantinisme des aventures du bloc italien des cinq partis était désormais général. Aussi général chez certains gouvernements était le crédit accordé au PDS comme force politique homologuée, après sa rupture avec la Refondation communiste en 1990, cette rupture ayant montré à quel point le socialisme réel avait constitué la source suprême de la cohésion du PCI jusqu'à l'écroulement des régimes de l'Est.

Dans les deux années suivantes, la scission entre le bloc des cinq partis et le mécontentement du monde productif au sens large, apparut croissante et difficile à réduire. Tandis que même le Vatican abandonnait la Démocratie chrétienne, coupable de représenter un outil émoussé dans les batailles catholiques cruciales du divorce et de l'avortement, on commençait à recueillir les fruits du divorce entre l'opinion publique et les partis. Le plus voyant fut, en 1993, l'arrivée au poste de premier ministre d'un non élu, le gouverneur de la Banque d'Italie, Ciampi, qui avait eu en charge "l'entreprise Italie" en administration sous contrôle. Même si la triplice syndicale (CGIL de gauche, CISL catholique, UIL social-démocrate) ne réussissait plus à maintenir sa crédibilité aux yeux du patronat, malgré l'élimination des principaux instruments de démocratie interne, on peut aujourd'hui affirmer que durant la dernière décennie, ceux qui ont organisé et conduit les luttes cruciales dans le monde productif et de la formation, l'ont fait non pas tant sans la direction syndicale mais contre elle.

A la lumière de la pluie des mises en examen contre les affairistes de Tangentopoli en février 1992, il est tragi-comique que les sommets des deux grands partis de gouvernement, la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste, aient désespérément tenté la course à la présidence de la République, alors que déjà se fourbissaient contre eux les armes judiciaires. C'était ensuite le tour des premières incriminations d'hommes de la grande industrie et de la finance, tandis que s'accumulaient les nuages sur les grands politiciens du bloc des cinq partis. Les avertissements ne suffisaient pas, il n'était pas assez que certains journaux annoncent que les enquêtes judiciaires du Nord seraient une plaisanterie par rapport à celles qui pourraient arriver dans

le Sud. Il fallut que le *New York Times* attaque *directement* le démocrate chrétien dont la longévité politique était la plus longue, Giulio Andreotti, en le désignant nommément afin que s'ouvre contre lui une enquête judiciaire¹. Avec la progression de l'enquête sur les trafics politiques et l'extension de l'enquête contre des myriades d'administrateurs locaux, les partis du vieux centre se décomposaient. Est remarquable leur difficulté à produire non pas tant l'incandescence politique nécessaire pour atteindre le point de fusion des conservateurs qui s'auto-proclamaient centristes, mais, plus modestement, à mener leur campagne politique sur des objectifs de coalition. Certes, si la droite avait réussi à réduire les élections au choix par tout le monde du meilleur portefeuille de titres en banque, sa tâche aurait été largement facilitée. Mais, comme nous vivons toujours dans un monde réel, la capacité du capitalisme d'offrir "les conditions les plus avantageuses" à tous demeurent plutôt limitées.

Pour délégitimer la partie de la classe dirigeante qui doit être sacrifiée, les rigoristes de Mains propres se trouvent paradoxalement aujourd'hui dans une situation contradictoire. Ils doivent mener à bien la même opération que la classe dirigeante a en vain tenté contre le mouvement de 68 en Italie, c'est-à-dire démontrer que "l'autre" est *depuis toujours* abject par nature et donc moralement détestable, mais, dans le même temps, les délégitimateurs ne peuvent oser aller aussi loin. Ils se gardent bien de s'attribuer les pouvoirs judiciaires qui permettraient de fouiller horizontalement dans les associations de malfaiteurs opérant au sein des partis et, verticalement, dans l'histoire de la République. Un ministère public disait :

"Si nous avons poursuivi le délit d'association, nous aurions dû fermer le siège des partis. Le délit d'association est permanent, et la flagrance continue : qu'aurions-nous dû faire de tous les politiciens, parlementaires y-compris?"²

Ceux qui ont suivi les procédures judiciaires des années 70 et 80 contre tant d'accusé de la gauche extraparlamentaire poursuivis pour crimes d'association et "participation morale", n'auront certainement pas besoin de cette affirmation pour se faire une opinion sur une certaine

¹ John Tagliabue, "Informers in Italy Accusing Ex-Premier of Ties to Mafia", *New York Times*, 31 déc. 1992, p. A10. Voir en outre, "Scandal in Italy Is Bringing Calls for the Socialist Leader to Resign", *ibid.*, 17 déc. 1992, p. A8; Alan Cowell, "Broad Bribery Investigation Is Ensnaring the Elite of Italy", *ibid.*, 3 mars 1993, p. A1; Alan Cowell, "Scandal Produces Hero (Or Is It an Inquisitor?)", 5 mars 1993, p. A4; John Tagliabue, "Italian Energy Chief Held in Scandal", *ibid.*, p. A3.

² "Una sfida nascosta per 'Mani Pulite'", *Il Sole-24 Ore*, 3 déc. 1993, p. 1.

justice italienne¹. Le délit d'association de plusieurs politiciens s'étale sous les yeux de tous, mais peu semblent se souvenir que si la vie publique manque de moyens financiers légaux, ce manque est d'abord dû au désintérêt diffus pour le parti en tant que forme de participation à la vie publique. En simplifiant, on peut dire que ce désintérêt vient de l'incapacité pour les partis actuels de représenter les intérêts collectifs dans une société qui discrimine de multiples façons : en fonction du travail, du revenu, du sexe, de l'âge, de la couleur, etc. Les grands commis de l'industrie et de la finance, ainsi que les affairistes et les porte-bourse, ont par contre compris que dans le parti, leurs intérêts privés ont plus que jamais le droit d'être représentés.

Au début de 1994, les politiciens italiens touchés par des mesures judiciaires étaient au nombre d'environ mille dont 158 parlementaires; les entrepreneurs, dirigeants d'entreprises, et affairistes impliqués dans les enquêtes, 2.100. On peut se demander combien de fois une fraction aussi importante de la classe politique et industrielle gouvernante a été mise en examen?² Sauf erreur, jamais dans le monde contemporain. Il n'y a pas de précédent. A un extrémité, dans les cas les plus dramatiques d'Amérique latine, les règlements de compte adviennent lors d'un coup d'Etat conseillé par le FMI, parce que l'endettement public touche principalement l'extérieur; de même, dans les pays africains, où le FMI et la Banque mondiale ont maintes fois imposé leur autorité pour sauver la patrie, les organismes créditeurs étaient, jusque dans les années 60, éloignés et protégés par le capital occidental. A l'autre extrémité, en France, en 1958, "les ballets roses" ont facilité le passage de la Quatrième à la Cinquième République, tandis qu'en Allemagne, le gouvernement de Willy Brandt est tombé en 1974 pour un scandale, mais s'il était question d'*Ostpolitik* et d'agent secret, ces scandales n'ont pas été suivis de suites judiciaires engagées contre les politiciens.

¹ Les articles du code pénal concernant le crime d'association de malfaiteurs et de participation morale n'ont jamais été appliqués dans les cas de poursuite pour corruption politique alors qu'ils l'ont été maintes fois contre la gauche extraparlamentaire à partir du mois d'avril 1979.

² Le nombre des autorisations de poursuite est traité dans un tableau de *Il Tempo*, 15 janvier 1994, p. 4. Toutes les autres données proviennent de l'hebdomadaire *Il Mondo*, (10-17 janvier 1994), p. 20; au début 1994 le total des mises en examen ou des demandes d'autorisations de poursuite est de 119 députés et 39 sénateurs. Aux 2.100 entrepreneurs, dirigeants et affairistes mis en examen, s'ajoutent encore quelques fonctionnaires de ministères, quelques syndicalistes, magistrats et professeurs d'université, un monde presque totalement masculin. Des chiffres supérieurs sont annoncés dans des analyses dont la publication est prochaine. Voir par exemple l'article de Primo De Nicola, "Va a finire che non finisce qui", *L'Espresso*, 18 février 1994, p. 76.

Il est manifeste que les scandales sont toujours un moment de la lutte politique institutionnelle, ils visent à éliminer des alliés ou des concurrents gênants; on proclame ensuite que la maison a été nettoyée. Mais les dimensions italiennes du scandale sont exceptionnelles. Malgré la reconnaissance intéressée des alliés dans le passé, c'est l'inadéquation de la structure étatique et industrielle du pays, qui justifie et donne la mesure de l'échelle de Tangentopoli. Les analogies avec d'autres situations de corruption politique ne tiennent pas; ainsi, le Japon possède une structure industrielle et financière qui vient immédiatement après celle des Etats Unis et n'a pas de problème de dette publique. Ses scandales politiques de 1991 ont été rapidement étouffés. Certes, une fois impliqué dans les scandales, le Parti libéral-démocratique, la plus grande formation politique, a réagi autrement que les trois grands partis turques qui se sont ligués, un peu comme cela est arrivé dans différentes villes italiennes importantes. Alors que le système turc des partis s'est simplement rappelé que les pots-de-vin sont une solide habitude, au Japon, la réponse aux scandales des politiciens a été plus souple : une double scission dans le Parti libéral-démocrate, et un grand bourdonnement interne de réformes, sur lequel, la grande presse, soumise aux directives du centre dominant, la bureaucratie des ministères, a rapidement fait tomber un manteau de silence. Les campagnes de presse sur lesquelles comptaient beaucoup d'observateurs occidentaux pour "rénover" le Japon ne se sont même pas ouvertes, parce que la presse y était réfractaire. Grâce à un lifting institutionnel superficiel, la plupart des politiciens libéraux-démocrates se sont recyclés, et se sont représentés, de nouveau prêts à préserver le système traditionnel¹.

En Italie aussi, mais dans une moindre mesure qu'au Japon, après que Tangentopoli eut atteint de façon imprévisible trop de centres du pouvoir industriel et financier, la prudence et la modération devraient maintenant prévaloir. C'est ce que souhaitent ces mentors préoccupés par une déclaration de l'industriel Carlo de Benedetti disant que le système économique italien était "pseudo-capitaliste" :

¹ On verra entre autres l'article de Karel van Wolferen, "Japan's Non-Revolution", *Foreign Affairs*, vol. 72, 4 (septembre-octobre 1993), pp. 54-65, dans lequel transparait un besoin d'explication de l'imperméabilité des mass médias japonais à la campagne de moralisation sur laquelle de nombreux observateurs occidentaux comptaient en 1991 pour le "renouveau" de la vie politique du pays après la fin de l'URSS. Comme le rappelle, parmi d'autres, le *Guardian* ("Japan's Upper House Rejects Coalition's Reform Bills", 22 janvier 1994, p. 2), en janvier 1994, deux ans après que le scandale eut éclaté, la Chambre haute de la Diète japonaise a bloqué quatre propositions de loi contre la corruption grâce à une opposition transversale formée alors par la vieille garde libérale-démocrate, des francs-tireurs socialistes et des indépendants.

"Des hommes d'affaires importants s'inquiètent parce que de telles critiques, ...provenant de chefs de grandes entreprises, font le jeu des théoriciens communistes."¹

Montrer que la *partitocratie* est punie parce qu'elle s'est historiquement accoutumée aux ententes passées dans les couloirs les plus sombres de la démocratie, et, en dernière instance, au droit absolu des partis institutionnels, est une entreprise qui défie les efforts - vraiment herculéens - de quelques magistrats. Se profile alors une solution résignée : il faut se préparer à diminuer des coûts de la gestion politique de la *partitocratie*, qui avaient, en termes d'ostentation, sinon en termes réels de pourcentages de pots-de-vin sur les dépenses publiques, dépassé le "graissage" qui est habituel et normal dans les pays occidentaux. Même les bureaucraties de certains ministères ont été effleurées par les enquêtes judiciaires. Quant à la dette publique, plutôt que d'aligner la fiscalité italienne sur les modèles de l'Europe centrale, on cherche une fois encore à faire payer directement le travail salarié, en s'aidant éventuellement de la menace d'une révolte fiscale. En attendant, le gouvernement brade, laissant ensuite aux experts le débat entre la *public company* et le maintien d'un syndicat de contrôle (aux mains de grands groupes industriels privés) sur les ex-entreprises d'Etat; c'est un nouveau terrain de collision pour les *vieux* groupes de pouvoir, chacun d'eux invoquant les conseils et l'autorité de ses *merchant banks* de Londres ou de New York qui sont orfèvres en la matière².

Déclassement de la nation ou dévaluation de la force de travail?

La limitation de l'horizon des délégitimateurs et leur résignation à des objectifs modestes semblent faits exprès pour attiser le mécontentement italien actuel. Celui-ci va bien au delà d'un justicialisme qui pourrait probablement être apaisé par quelque sévère verdict judiciaire pour le malchanceux de service, quitte éventuellement à distribuer ensuite des amnisties à petites doses. Une conséquence évidente du mécontentement est généralement demeurée hors du débat. L'inquiétude provoquée par le sentiment obscur d'une crise sans issue, a pris, dans certains milieux de la classe politique rescapée et des

¹ Peter Gumbel et Lisa Bannon, "Italian Scandals Spur Fierce Self-Scrutiny, Challenges to System", *The Wall Street Journal Europe*, 14 sept. 1993, p. 1.

² "Debate Erupts in Italy Over Asset Redistribution", *The Wall Street Journal Europe*, 15 novembre 1993, p. 5.

intellectuels conservateurs et libéraux, la forme d'une *incertitude* à propos des *fondements constitutifs de la République*, et se représente de plus en plus fréquemment sous les apparences du *malaise territorial*¹. Quels sont les motifs les plus remarquables de ce malaise? On ne peut qu'avancer un certain nombre d'hypothèses. L'expatriation du capital industriel et financier italien au cours des dernières années, a eu des effets tout à fait désastreux. Il est inutile d'énumérer les opérations qui ont été tentées et ont échoué. Ainsi, si l'on veut jeter un voile sur des dégringolades à l'étranger, à la limite de la légalité ou franchement illégales, qui furent un temps tolérées par les alliés et qui, depuis quelques années, ne le sont plus, il est de fait que le capital italien a dû se replier toujours davantage sur l'Italie pour se mettre en sûreté, et a organisé sa défense grâce à un système d'exportation très étendu dont, pendant une certaine période, le bloc des cinq partis a fait son fleuron. Les coûts sociaux de cette attitude défensive, fortement liée au soutien étatique et à un blocage des salaires radical et pénible, sans compter les dévaluations successives, sont élevés. Ainsi, en 1992, les successeurs de gouvernements italiens qui avaient beaucoup insisté sur le SME de la CEE, ont dû affronter le ressentiment des banques centrales et dévaluer la lire d'environ 30%. Le sentiment d'avoir gaspillé les années 80 s'est alors étendu, au moment où, pour d'autres - et en particulier pour le capital allemand - se sont justement ouvertes de nouvelles possibilités d'expansion à l'Est. La petite et moyenne industrie italienne occupait des niches de marché de plus en plus menacées par les exportations de l'Asie. Si la seule ressource territoriale sure était la région, et si l'impréparation stratégique qui débouchait sur la faillite des acquisitions était attribuée - peut-être trop sévèrement - à la structure centralisée de l'Etat, comment modifier *cette* dimension de l'Etat?

Dans l'Italie du nord, de petits groupes tels que les différentes ligues régionalistes commençaient à grossir par suite des difficultés économiques croissantes, du sentiment de perdre du terrain face à la concurrence européenne et mondiale, mais aussi par suite de l'intensification de la campagne d'opinion publique contre la partitocratie. Leur développement et leur unification dans la Ligue du Nord, sont dans une large mesure le résultat de cette campagne. Quand l'orchestration tendra à s'éteindre, il est probable que même les ligues finiront par se redimensionner et par reprendre leur allure locale, à moins que la révolte fiscale ne leur donne un nouvel essor. Les nombreux déçus des ligues pourraient alors devenir une composante menaçante d'un bloc autoritaire.

Plus généralement, le renoncement, au cours des dernières décennies, par l'industrie et la finance italiennes à toute tentative de

¹ Sur la relation entre territorialité et crise, les suggestions de Dario Padovan m'ont été précieuses.

réforme de l'Etat s'ajoute maintenant à la polémique contre l'Etat centralisateur et converge dans ce que l'on appelle la crise des partis du centre, phénomène sur lequel il faut réfléchir. La réforme électorale qui devait reconstituer un front conservateur, en réalité, est en train d'engendrer le fractionnement des formations. Cependant, les frustrations et l'incohérence peuvent malheureusement se rencontrer, et conduire à une évasion fiscale qui préparerait une issue autoritaire. On parle même de l'élection directe du premier ministre, forme constitutionnelle vraiment singulière.

En d'autres temps, la réponse aurait été *territorialement extériorisée* : l'exécutif aurait répondu au mécontentement par une guerre de conquête coloniale en Afrique, organisant un de ces cycles de l'agressivité mâle où "la nation" se prélassait de temps à autres, d'Adua (1896) à la campagne lybienne (1911-12) et à l'invasion de l'Ethiopie (1935-36). Dans la période italienne actuelle, elle devrait prendre la forme d'une révolte fiscale et, subsidiairement, d'une redéfinition territoriale. On répète que ce n'est pas seulement un problème de répartition territoriale à l'intérieur de frontières données, et pas seulement un problème de succès relatif de la Ligue du Nord. C'est toute une classe de représentants politiques et d'opérateurs culturels qui est dépaycée, et ne se risque plus à projeter sur l'écran habituel des intérêts et des idéologies une adhésion générale à la moisie et répétitive "habitude laborieuse du pays". D'où un sentiment de malaise. C'est pourquoi elle s'en remet de façons diverses à la menace latente d'une révolte fiscale en temps réel, ou à l'esquive de ses responsabilités : se transformer en une cartocratie, c'est-à-dire essayer de redessiner la carte géographique de la "nation", ou bien encore découvrir une thématique particulière de la géopolitique, celle de la dimension optimale de l'Etat¹. Cependant, le terrain principal sur lequel conservateurs et libéraux entendent livrer bataille demeure leur vieille arme, l'exaspération de *cette* crise : si ce qu'ils appellent "le centre" est en difficulté, alors toute l'Italie ne peut se libérer de ce centre. L'évasion fiscale n'est qu'instrumentale; elle doit servir à la mobilisation qui cherche à lier à la grande industrie et aux banques quelques strates de la petite et moyenne industrie déjà frappées par la crise, dans la perspective d'éventuelles tentatives autoritaires. De ce point de vue, saute aux yeux le genre d'instabilité qui se profile à l'horizon.

La dévaluation de l'Italie est évidemment beaucoup plus significative que la dévaluation de la lire ou de la classe dirigeante. Il est vrai qu'il y a des consolations, mais elles sont de brève durée. La dévaluation de la lire permet de gonfler temporairement les exportations en s'éloignant du système monétaire européen, mais à un prix élevé. Pour les capitaux étrangers, il devient ainsi facile d'acheter des entreprises italiennes,

¹ Un des instruments indispensables pour étudier ce sentiment de malaise est *Limes*, revue trimestrielle de géopolitique.

tandis que la réciproque devient plus difficile. Il est pathétique (mais c'est peut-être une diversion) de vouloir réintégrer "une souveraineté mutilée", serait-ce avec la récupération de quelque terre "irrédente" grâce aux possibilités offertes par les euro-régions, alors que les acquisitions d'entreprises italiennes par des groupes étrangers phagocytent des fractions croissantes de secteurs productifs¹. La dévaluation de l'Italie inclut aussi son déclassement productif et financier. Ce déclassement ne serait pas significatif s'il ne s'agissait que de la mise à pied d'une équipe de gouvernants qui, dans une large mesure, n'ont pas réussi à produire un changement de génération, ou du règlement de compte déchaîné entre la fraction de la classe politique qui a choisi le déclassement comme péage de sa cooptation parmi les principales puissances occidentales, et la fraction qui refuse le marché parce qu'elle se sent trahie par un vieil allié autrefois indulgent; il s'agit d'un règlement de compte digne du bas-empire. Nous ne pleurerons pas à la façon de Togliatti sur "la catastrophe de la classe dirigeante italienne" ou sur ses nouveaux 8 septembre, comme l'a fait aussi un premier ministre; ni sur le déclassement économique de l'Italie que l'agence Moody's a maintes fois répété au cours des deux dernières années, ni sur la relégation stratégique du "porte-avions Italie" en Méditerranée, et encore moins sur le progressif abandon de la Corne d'Afrique.

Les questions essentielles sont bien différentes. Il faut répéter qu'aujourd'hui les médias évitent soigneusement de demander compte non pas seulement aux politiciens mais à une classe dirigeante entière, d'un bien autre déclassement : l'occultation sociale des travailleuses et des travailleurs au cours de la dernière décennie, l'utilisation de la dépense publique comme arme pour la défense de la conservation sociale, l'humiliation de la formation et de la recherche, la tentative de liquider de larges parts du tissu de solidarité qui jurait avec l'idéologie du marché et du yuppisme (*rampantismo*), le bradage de secteurs industriels entiers en échange de faveurs innommées que seule une patiente recherche sur les dernières décennies pourra évaluer, l'aggravation des écarts de revenus et des écarts entre le Nord et le Sud, l'une des politiques fiscales les plus iniques de l'Occident, la renonciation à la gestion de l'immigration devenue, après la brève saison de la loi Martelli, un salmigondis d'ordre public, de charité et de violence privée, adaptation italienne de la folle politique de l'Etat allemand de cogestion en métayage avec l'extrémisme de droite, l'évacuation du débat public d'un centre incapable de reconsidérer son passé pour produire un programme politique, le black-out opéré consensuellement sur la pollution, l'exportation d'armes au profit de quelques unes des dictatures les plus sanguinaires du monde et de tant de tyranneaux

¹. Pour une revue récente voir, *Acquisizioni, Espansione*, décembre 1993, pp. 64-69.

plébiscités. Bref, notre condition morale doit être lue non seulement à la lumière des dix millions de mines Valsella vendues par notre gouvernement à l'Irak et ensuite disséminées par Saddam Hussein, mais aussi de l'âme d'un pays où, par exemple, les douilles de mines ornent en guise de vases les balcons des maisons tranquilles du "Nord profond" tant vanté et si moraliste¹.

Les recettes pour façonner une nouvelle classe dirigeante sont aujourd'hui foison. Pour ne pas y aller par quatre chemins, à New York par exemple, *Business Week* a fourni sa liste de banalités conservatrices : il faut imposer la modération salariale, diminuer les subsides aux chômeurs, les congés de maternité, les aides aux handicapés, privatiser jusqu'au bout, réduire les aides à l'agriculture et aux industries en crise, redimensionner la recherche fondamentale et la rendre plus proche du marché². N'a pas manqué non plus l'attaque par le *Washington Post* et le *New Yorker* de l'un des rares centres de recherche scientifique, accusé de tiers-mondisme nucléaire³.

L'adoption des remèdes de *Business Week*, supposerait un régime autoritaire; on ne pourrait autrement atteindre les objectifs d'une nouvelle diminution du niveau de vie, par rapport aux autres pays de la CEE, de l'aggravation des iniquités fiscales au nom de l'assainissement de la dette publique, de l'ostracisme endémique relatif aux conflits sociaux, de la discrimination concernant l'immigration, de l'accroissement du chômage, particulièrement féminin, de l'abandon de filons de recherche prometteurs, sans compter la réattribution de vastes zones méridionales à des sociétés armées non dominantes. Celles-ci s'imposeraient par des méthodes plus féroces encore que celles dont elles ont usé jusqu'ici, parce que le consensus social est actuellement brisé, et qu'elles devraient le reconquérir partiellement non seulement par l'offre de revenus mafieux, mais aussi sans doute par une terreur renouvelée.

La dévaluation de l'Italie serait peu de chose si elle ne reflétait des projets autoritaires tournés contre des millions de personnes; non pas contre une classe politique caméléon, déclassée, dont les ongles un moment rétractés sont prêts à la revanche, mais au contraire contre des dizaines de millions d'individus privés de la possibilité de débattre et de choisir en connaissance de cause, sur qui pèseront les dépenses du soit-disant renouveau. Le "renouveau" permettra peut-être aux nouveaux patrons de rougir un peu moins lorsqu'ils iront demander leur

¹ A ce propos voir la recension "Industria e finanza estreme", *Altre Ragioni*, 3 (1994).

² "Europe's Economy: What Must Be Done", *Business Week*, 15 février 1993, pp. 22-26.

³ Il s'agit du Centro internazionale di fisica teorica di Trieste; voir Steve Coll, "Loan from Tehran Saved Third World Nuclear Research Center", *The Washington Post*, 24 décembre 1992, sez. A; Gary Milhollin, "The Iraqi Bomb", *The New Yorker*, 1 février 1993, pp. 47-56.

Surtout, ne pas se regarder dans le miroir!

certificat d'emploi à Washington et dans les autres grandes capitales, mais, grâce à la nouvelle alchimie constitutionnelle qui se prépare, il contraindra au silence politique ceux pris au piège des rapports salariaux.

Il n'est pas dit que toutes les réformes constitutionnelles, même celles qui cherchent à rendre le travail salarié *irreprésentable*, réussissent à recomposer un front patronal politiquement toujours désagrége. Le "renouveau" ne préfigure pas un changement de la classe dirigeante dans son ensemble, mais seulement une pâle alternance dans le ciel politique. Pour rester dans l'histoire italienne de cet après-guerre, lorsqu'on rapproche l'assurance aisée de De Gasperi énonçant son programme ("nous vous donnerons la mécanisation") avec l'absence de propositions civiles et économiques des "rénovateurs", on est stupéfait. Dans le repliement productif actuel, les groupes "rénovateurs" se montrent tous péniblement et totalement aussi semblables que pauvres en projets et initiatives. Il va de soi que la classe politique croit qu'elle peut faire glisser le déclassement de la classe dirigeante jusqu'à s'en décharger sur des millions de personnes qui devraient y assister désorientées ou, pis encore, "téléguidées". Ici commence la construction d'une opposition sociale.

Padoue
Université de Padoue
Février 1994

RÉSUMÉS/ABSTRACTS

The Italian Elections of March 1994. The Transition Continues

Percy Allum

The victory of the right in the March 1994 elections, following the successes of the left in the municipal elections of November 1993, has often given rise to the idea there was a sudden swing in the electorate in the spring of 1994. In fact there was no large shift of voters from one pole to the other. The difference between the two poles was, in percentage terms, almost the same. What changed was the electoral system. The same percentage of votes for one of the poles in March insured an outright majority of seats, while in November, it was not enough to elect mayors in the major cities. Berlusconi did no more than fill a void created in the wake of Tangentopoli scandals. Moreover, he immediately found himself facing problems familiar from the first Republic : the need to constitute alliances in order to govern, the southern question, and so on.

Feminism and the Left. The Road of Collisions

Anna-Maria Crispino

The publication in 1983 of *More Women than Men* was a defining moment in Italian feminism. Until then, the debate had revolved around the bipolar opposition emancipation-liberation, with feminist on one side and left wing women on the other. Thereafter it was centered on the notion of difference. Left wing women sought to found a mediation between equality and difference. But equality and difference are not just abstract terms, they refer to two different ways of existing. The former gives rise to the desire to improve the conditions of women, while the latter is all about the practice of liberty and individual autonomy. Overall, the 1983 document takes the debate into an area which has little or nothing in common with the left as it currently stands. The policy preferences of women as a collective political group on certain big left-

wing political themes highlights the difference of their point of view. Essentially, women and the left have nothing in common except campaigning for change.

**Welfare Under Berlusconi.
Private is Beautiful, Especially in the Family**

Alisa Del Re

A slew of reforms begun by the Ciampi government and continued at a greater speed by the Berlusconi government have sought to destroy the labour market as it had been structured over the previous decades in the context of Fordism and the welfare state. The reforms represent one facet of the process of economic and social transformation in Italy, tending to make the labour market more fluid, diminish established rights and end the universal treatment of workers. They will lead rapidly to the social reconstruction of the family, with the work of reproduction, which comes free of charge, being used "publicly" as a compensation for the fragility of salaries and employment. As always, the family has to make for the deficiencies of the state in the reproduction of society.

The Party of the New Northern Middle Class

Ilvo Diamanti

The apparently irresistible rise of the Northern League from its beginnings until 1993, seems to have halted. In March 1994, it obtained 8,4% of the vote, a little less than it did in 1992. The fact is the League is in a contradictory position. In geographical terms it has to define itself, as it did at its beginnings, as "the party of the North that delivers", in socio-economic terms, it has to claim to be the prime representative of the self-employed and small industrial business. But this necessity for the League to specify its electorate socially and geographically is in contradiction with its desire to appear as a national political force, to participate in government, and therefore to abandon the identity on which it was founded - as an anti-establishment party.

Whatever you do, don't Look in the Mirror!

Ferruccio Gambino

Politicians have avoided talking about the management of power for the last decade. The new rigorists of the justice system have therefore had an easy time defining it within the straitjacket of kickbacks and bribery. This definition does not match up to political analysis of the conditions of government in Italy and in fact minimises the problem of people's endemic mistrust of the political parties. It is impossible to reduce the Italian crisis to the brushes that the beneficiaries of kickbacks have had with the justice system. In such a reduction we see a widespread resistance to self-reflection and a psychological repression of the excesses of the 1980s. If people are talking about tendencies that could lead to an authoritarian outcome, it is because at the moment the process of "renewal" is not rooted in the debate on political, civic and economic conditions in everyday life, but in problems of law and electoral systems, within a climate of constitutional uncertainty. Once again, Italian society is unable to look itself in the face.

Berlusconi, the Political Entrepreneur

Maurizio Lazzarato

Criticising Berlusconi is impossible without criticising the new forms of capitalist wealth creation. More generally, a critique of communication (much discussed in the context of Berlusconi) is impossible without inverting those theories of the 1980s based on the premise, whether overt or understood, that capitalism and its laws have been overtaken precisely by the paradigms of communication. Exactly the opposite has taken place. The social system, the productive system, the communications system, the political system: all have tended to become the expression of the same process, the capitalist domination of the real. The different systems all function on the same level of immanence, on the "body without organs" of capital of which they are no more than "modes and accessories".

Italy in the 1980

Crisis and Renewal of a Constitutional Model

Antonio Negri

Berlusconi and his allies are the authentic and legitimate representatives of "post-Fordist" industry which has made communication and invisible goods, through its networks, the basis of its activities. The "subversion of the past", of old constitutional order, finds its true niche in the new strata of the diffuse company, which capitalist reforms of the 1970s and 1980s has created. The "subversion of the past" is the direct reappropriation of the political system by a new stratum of the bourgeoisie. It is a true revolution which is not only neoliberal but also and above all post-Fordist. It is neoliberal but also and above all able to organise the new relationship between communication and mass production. This is the new form of reactionary bourgeois government in a society based on communication and post-Fordism.

The Religious Disenchantment of the Italians

Enzo Pace

The Church has always been perceived by the Italian collective conscience as an institution conserving the collective memory of the majority of Italians, and representing a basic ethical consensus on various choices, ways of feeling and styles of life which are more or less interiorised even by those indifferent or hostile to Catholicism. Catholicism has therefore been a sort of "civil religion". However, among the population, the foundations of this ethical consensus have faltered on subjects that the Church considers fundamental: the family ethics, role models for procreation, the relationship between social solidarity and the logic of competition, etc. Meanwhile, the mass media are becoming the true mass disciples of the Church because they try to talk about values and ethics, in the absence of any alternative social figures competent and able to do so; they also fill a growing void linked to the erosion of other "classic" systems of thought and ideologies like Marxism, liberalism, socialism, and so on.

The State's Sales, the State of the Sales

Guglielmo Ragozzino

Up to now, five Italian governments have worked with an admirable continuity to dismantle public services, or to reduce their influence, or, at least, to destroy their tarnished image and replace it with the gleaming image of private capital. All state assets, including public property, are considered as up for sale. All it takes is to define the means of sale and wait for the opportunity by choosing a suitable buyer in each case. The receipts of these sales will not cut the enormous national debt by more than a fraction. These sales are above all the manifestation of a commitment and a choice on the part of the government with no going back. They give rise to a new attitude on spending and the budget; they are proof of an adhesion to liberal free-market thinking.

The Mafia between the First and Second Republics

Umberto Santino

The mafia appears to have suffered some bitter defeats in the last few years. But its future has not been compromised in any way. This is because the Second Republic, from the beginning, has looked like a promising backdrop for the development of the mafia. The "cohabitation" between the state and the mafia - the division of responsibilities in the control of the territory, the symbiosis between institutionalised crime and criminal institutions - which characterised the First Republic, could well be perpetuated in a new way under the Second. Above all, the international scene presents new possibilities for the development of organised crime. In the European Community, organised crime has broadened its activities, and organisations similar to the mafia are arriving from Asia, South America, the United States, Eastern Europe and the ex-Soviet Union.

Women in Politics, from Right to Left in 1990s Italy

Lucietta Scaraffia

The recent political breakthrough of the "women of the right" shows how the feminisation of society is not the result of the struggles of

feminist movements, but has its roots in the premise of any modern democratic society; the true springboard for the transformation of sexual identity is economic and social. When in a society, new generations are educated in the same way, without significant difference between the sexes, when women have the right to compete in society against men and when there is also access to the now widespread practice of contraception, a radical transformation of gender roles follows. Gender identity then shifts independently of intellectual progress and without political battles. Feminist who saw themselves in conflict with society as it once was have had to acknowledge that society has moved on independently of their actions, in the very direction they were hoping.

Trapped in the Middle

Cosimo Scarinzi, Renato Strumia

In the choice between left-wing neo-corporatism and the right-wing neo-liberalism, the latter has triumphed because it is more in tune with the dominant ideology. The left, hesitating between an archeo-Bolchevik nostalgia and a culture of democratic liberalism, has presented itself as a party of austerity, of sacrifices, of the ethical state. Its programme could not raise the interest of the growing mass of casual and marginal workers splintered off in small business, or unemployed. The left lost because it had no vision of radical social transformation and an insufficient grounding in society. Today, a radical and realistic outlook must avoid both making the apology for the new social compromise and growing nostalgic for the old one. We need to create a new political culture which is able to recognise the richness of the contradictions at work and can put forward solutions to the problems encountered.

Women and the Mafia

Renate Siebert

The main anthropological characteristics of the mafia phenomenon are, on the one hand, arrogance, the use of death as a tool of domination, impunity and the complicity between legal and illegal authorities; on the other hand, civic courage, stubbornness, the despair but also the isolation of the victims, injustice and the guilty complicity of state institutions. The struggle against the mafia has traditions as old as the mafia itself, and, in this context, women have taken on an important role. They have raised their voices louder and louder to say no to terror, to intimidation, and to violent death. The subjective experience of loss,

Résumés/Abstracts

of mourning, of pain, has been transformed, in Italy's dark years, into an impulse towards higher ethical and political demands. Matters that seemed private have taken on political value.

BULLETIN D'ABONNEMENT / SUBSCRIPTION FORM

Nom/Name :

Adresse/Adress :

Code postal, ville / postal code, city :

Pays /country :

Souscription d'un abonnement de un an / Suscription for one year :

De soutien / Suporter rate() Ordinaire / normal rate ..()

A partir du numéro / Beginning with number.....()

Mode de règlement / Payment

* Chèque bancaire à l'ordre de *Peuples méditerranéens*, adressé à
/Bank cheque to the order of *Mediterranean peoples*, addressed to :
Peuples méditerranéens, BP18807 75326 Paris.Cedex 07.

* Virement à notre banque / Transfer to our bank : Banque nationale de
Paris, avenue de Breteuil - 75015 Paris.: 30004/01924/00254660/92

* Facture / Invoice

Conditions d'abonnement / Subscription rate (francs français /
french francs). France et étranger / France and other countries :

Individus / Individuals : 230FF Institutions / Institutions : 380 FF

Abonnement de soutien / Supporter rate : 500 FF

Les abonnements partent du numéro en cours au moment de l'ordre.
Les "abonnements permanents" à renouvellement annuel automatique
sont acceptés. Ne sont pas admis : les abonnements pour une période
de moins de douze mois, les abonnements pluriannuels, les
abonnements rétroactifs, les annulations en cours d'abonnement. Les
numéros antérieurs de la revue sont délivrés dans la mesure des
disponibilités au prix courant du numéro. Tout paiement par chèque non
domicilié en France doit être augmenté des frais d'encaissement. /
Subscriptions start with the issue out at the time of the order. Permanent
subscriptions, with automatic yearly renewal, are welcomed. The
following are not accepted : subscriptions for less than twelve months or
for several years at a time, back-dated subscriptions, and cancellation of
non-expired subscriptions. If in stock, back issues are available at
current prices. Payment by check drawn on a non-French bank should
be increased to cover banking charges.

Achevé d'imprimer par



31240 L'UNION (Toulouse)

Tél. (16) 61.74.27.67

Dépôt légal : Novembre 1994

VH11853
IL-13

HECKMAN
BINDERY INC.



DEC 95

Bound -To-Please® N. MANCHESTER,
INDIANA 46962



REVUE TRIMES

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA

909.09822P462 C001
PEUPLES MEDITERRANEENS PARIS
67 1994

3 0112 025193076

Le passage de la Première à la Deuxième République trouve sa base réelle dans les nouvelles strates de l'entreprise diffuse que la réforme capitaliste des années 70 et 80 a engendrée. La révolution italienne n'est pas seulement néo-libérale, mais aussi et avant tout «post-fordiste». Au cours des dernières années, l'organisation de l'Etat Providence a été mise à mal. Le processus se poursuit, bouleversant l'ensemble de la structure sociale.

La «subversion du passé», le «nouveau» est la réappropriation directe de la structure politique par de nouvelles strates de la bourgeoisie, et l'expérimentation de formes nouvelles de gouvernement.

Des théories de la postmodernité prophétisaient le dépassement du capitalisme et de ses lois par les paradigmes de la communication. Le contraire en fait se produit. La machine sociale, la machine productive, la machine communicationnelle, la machine politique tendent à devenir des articulations d'un même processus, la domination capitaliste du réel, de tout le réel. Dans la figure de Berlusconi, ne peuvent se distinguer l'entrepreneur (qui assure la production de plus-value), le patron de médias (qui produit l'opinion publique) et l'homme politique (qui organise l'espace public). Ces différentes fonctions ne sont pas hiérarchiquement disposées, elles se présupposent réciproquement.

PEUPLES MÉDITERRANÉENS N° 67

Prix : 95 F